38e Année. N° 7.

MAY 5 - 1931

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

1er AVRIL 1931

		Pages.
Maurice Parturier. .	*Prosper Mérimée et ses Amis de Passy.*	481
Prosper Mérimée. . .	*Lettres à la famille Delessert*	510
Henry Bordeaux . . .	*La Reine Hortense à Arenenberg* (fin).	525
Walter T. Layton . .	*Situation économique de l'Angleterre.* .	556
Marcel Achard. . . .	*Mistigri.* — I.	586
Louis-Lucien Hubert.	*Les Ministères devant le Sénat.*	619
Luc Durtain	*Captain O. K.* — II.	642
Lucien de Vissec. . .	*La Turquie et les Minorités.*	661
François Porché . . .	*Le Mouvement dramatique*	686
Albert Flament. . . .	*Tableaux de Paris*	699

Marcel Thiébaut : *Parmi les Livres.*

Copyright 1931 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE . 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS ***publiera prochainement :***

Au lendemain de la Guerre de 1870

Souvenirs de la PRINCESSE RADZIWILL

Souvenirs sur Georges Clemenceau

par A. KLOBUKOWSKI

La Crise économique et la Science

par ÉMILE BOREL

Le Madrigal de Voltaire à la Princesse Ulrique

par FERNAND BALDENSPERGER

L'Islam tel que nous le voyons

par E.-F. GAUTIER

La Cour du Tigre bleu

par CHARLES LANDSTONE

PROSPER MÉRIMÉE

ET SES AMIS DE PASSY

Prosper Mérimée est reconnu désormais, parmi les écrivains du siècle passé, comme le « maître des Lettres familières et de la Correspondance ». Les efforts des « mériméistes » n'auront pas été vains et la récente publication des *Lettres à la Comtesse de Montijo*[1] témoigne assez du goût de leur admiration et de l'intelligence du but poursuivi. On sait le parti qu'en a tiré Augustin Filon dans son : *Mérimée et ses amis*, délicat ouvrage qui reste le guide le plus agréable pour qui veut connaître Mérimée. Les *Lettres à la comtesse de Montijo*, précisant, sur plusieurs points, ce que Filon n'avait fait qu'indiquer, ont permis à M. Pierre Trahard, dans la longue enquête qu'il poursuit[2], de découvrir ouvertement le « secret de Mérimée », qui, d'ailleurs, après les livres de M. Tourneux, de F. Chambon, de L. Pinvert, de Maurice Levaillant, après surtout celui de Hugues Rebell[3], est un véritable « secret de polichinelle ».

Le nom de madame Gabriel Delessert appartient à l'histoire littéraire; c'est un fait auquel la présente publication

1. Publiées par les soins du duc d'Albe. Préface de Gabriel Hanotaux, Paris, édition privée, 1930. 2 vol. in-4°. — On doit à M. Pierre Josserand l'établissement du texte et le travail très important des dates.

2. Cf. *Prosper Mérimée de* 1834 *à* 1853, Paris, H. Champion, 1928, p. 260 et suiv.

3. *Les Inspiratrices de Balzac, Stendhal, Mérimée.* Paris, Dujarric, 1902. Cf. p. 147-255 : la Passion et le divertissement de Mérimée (nombreuses erreurs).

Copyriht by Plon.

n'ajoute rien. Elle fut véritablement « l'inspiratrice », et elle a marqué si puissamment la vie de l'auteur de *Carmen* qu'il est ici permis d'interroger des lettres familières. Les lettres de Prosper Mérimée à la famille Delessert, que les « mériméistes » désiraient tant connaître, montreront le sens véritable de cet attachement d'un homme d'esprit pour une femme de goût. « Un Mérimée *inconnu* s'y découvre, beaucoup plus émouvant que l'écrivain des lettres aux diverses « inconnues »[1], celui surtout des *Lettres à une inconnue*, correspondance embarrassée, où tout l'esprit de Mérimée ne sauve pas une aventure assez sotte, grossie depuis à plaisir, et qui n'a pas peu contribué à dénaturer la véritable figure de l'ami de madame de Montijo.

Aussi M. le comte Alexandre de Laborde, membre de l'Institut, a-t-il bien voulu céder à nos instances, nous confier ce précieux dépôt et en autoriser la publication; tous les amis de Mérimée lui en seront reconnaissants. N'était-il pas dans le sentiment de madame Delessert que ces souvenirs de Mérimée ne fussent pas perdus? puisqu'elle a conservé fidèlement ces lettres qui ne furent pas, comme on l'a cru, rendues à Mérimée et brûlées dans l'incendie de la rue de Lille.

On trouvera ici un choix parmi les lettres de P. Mérimée à madame Delessert. Dans les lettres à Édouard Delessert, quelques coupures ont été nécessaires, uniquement commandées, d'ailleurs, par la gauloiserie des termes, dans quelques passages que nous signalerons. Il en est de même pour les lettres au marquis Léon de Laborde, et pour la même raison; de plus, il a fallu faire un choix dans ces dernières lettres et nous avons écarté tout ce qui, traitant trop exclusivement de questions archéologiques et philologiques, pouvait lasser l'attention du lecteur.

On s'étonnera certainement de ne trouver aucune lettre à madame Delessert pour la période qui va de 1837 à 1848; je ne puis que répéter et qu'affirmer que ces lettres N'EXISTENT PLUS. Sans doute peut-on regretter tout ce qu'elles nous auraient appris sur la *Vénus d'Ille*, *Colomba*, *Carmen*...; mais, nous eussent-elles été conservées, je doute qu'on y eût trouvé

[1] Gabriel Hanotaux, *loc. cit.*, p. X.

autre chose que ce sentiment profond, fait de respect et d'admiration, qui suit, jusqu'au bout, chacune des lignes qu'il nous reste permis de lire.

Faut-il penser que Mérimée, ayant une fois perdu sa confiance dans le cœur féminin, ne croyait plus en son propre cœur? N'est-ce pas plutôt que, brûlant de toutes les ardeurs, de tous les espoirs, il trouva la sagesse de tempérer son orgueil et d'enchaîner son amour.

Sa culture, son ironie, profondément classiques, furent sa sauvegarde; indulgentes aux impulsions naturelles, elles le défendirent des écarts inconsidérés de la passion. Parce qu'il sait se régler, qu'il ne cesse de s'appartenir, courbé qu'il est sous l'empire de la raison, qui fait les âmes fortes, il paraît froid, insensible, dur même.

L'amour n'est pas la seule passion de la vie, la loi suprême devant laquelle tout doit céder : l'amour qui tue comme dans *Carmen*. C'est un plaisir quelquefois, aimable et doux, à qui sait le policer et le plier aux exigences de la vie. Ne peut-on pas louer Mérimée, plutôt que le blâmer, de ce qu'il ne prétendit nullement affranchir l'amour des conventions du monde et qu'il ramenait sagement, à l'ordre naturel des choses, les désordres de la passion.

Il a aimé; mais il s'est trompé parfois et il a souffert souvent. Alors, patient de sa douleur, discret dans la plainte, ménager de confidences, il fut malheureux sans éclat et son silence a toute la courtoisie d'un autre siècle :

> Sur tout ne craignez pas qu'une aveugle douleur
> Remplisse l'univers du bruit de mon malheur,
> Madame, ...

***

La famille Delessert que des mariages devaient unir aux familles de Laborde, Bocher, Odier et allier aux Thorigny, Cavaignac, Seillière, Noailles, faisait partie de cette société libérale qui, secondant les efforts de Thiers et de Broglie, guida vers la monarchie constitutionnelle le mouvement de 1830. C'est cette société qui fit un succès à P. Mérimée, ami de Thiers, et collaborateur du *National*.

Fils cadet de Jean-Joseph de Laborde, banquier de la Cour, décapité en 1794, le comte Alexandre de Laborde fut de ceux qui, avec ses amis La Fayette et Laffitte, poussèrent le duc d'Orléans à la Lieutenance générale du royaume.

Aide de camp de Louis-Philippe, général de la garde nationale de Paris, questeur de la Chambre des députés, il est surtout connu par ses nombreux ouvrages d'art et d'archéologie, et fut membre de l'Institut. Homme d'esprit, réputé pour l'originalité et la finesse de ses réparties, il ne dédaigna point de composer la romance, demeurée célèbre, *Partant pour la Syrie*, que la reine Hortense mit en musique. Il mourut en 1842.

De son mariage avec mademoiselle Sabatier de Cabre, dame d'honneur de l'Impératrice, il eut trois filles et un fils. L'aînée de ses filles, Valentine de Laborde, née le 1er janvier 1806, épousa, le 1er juin 1824, M. Gabriel Delessert qui, né à Paris le 17 mars 1786, avait alors trente-huit ans. Fils d'Étienne Delessert, le riche banquier de la rue Coq-Héron, frère de Benjamin et de François Delessert, Gabriel Delessert appartenait à une très ancienne famille protestante de Lyon, qui s'exila en Suisse lors de la révocation de l'Édit de Nantes, revint à Lyon sous Louis XV, vers 1718, pour prendre à Paris, en 1777, le premier rang dans la Banque et dans l'Industrie[1].

La fille cadette, Aline de Laborde, épousa, en avril 1834, M. Édouard Bocher, né à Paris le 16 février 1811. Deux fois lauréat au Concours général de 1828, Édouard Bocher fut l'élève et le pensionnaire de Michelet, ainsi que de Guérard, professeur des princes d'Orléans, chez lequel il se lia étroitement avec Morny. Voisin et ami d'Alfred Tattet, il fut aussi l'ami d'Alfred de Musset qui lui a dédié une des *Premières Poésies*. Ainsi Mérimée a-t-il pu, dès 1831, le rencontrer aux réunions littéraires de la rue Grange-Batelière.

Auditeur au Conseil d'État, il n'avait pas vingt-quatre ans lorsqu'il fut nommé sous-préfet d'Étampes. Son beau-père Alexandre de Laborde en était alors le député et avait possédé, aux environs, la terre et le château de Méréville. Appelé en 1839 à la préfecture du Gers, il fut nommé préfet du Cal-

1. On trouvera une biographie très complète de Gabriel Delessert dans : *M. Gabriel Delessert*, par J. Tripier Le Franc, Paris, E. Dentu, 1859.

vados en janvier 1843[1] et conserva ce poste jusqu'à la révolution de 1848. En 1847, à la suite des « mariages espagnols », il fut chargé, par Guizot, d'une mission auprès de la cour d'Espagne et reçut à Madrid l'hospitalité de madame de Montijo. En 1849, député à l'Assemblée législative où il prononça des discours remarqués, il réunissait dans son salon les hommes politiques les plus hostiles au prince Louis-Bonaparte, tels que Berryer, Montalembert, Villemain, Montalivet, Rémusat. Administrateur des biens de la famille d'Orléans, depuis 1851, il se tint sous l'Empire éloigné de la vie politique.

Le frère de madame Delessert, Léon de Laborde, né le 15 juin 1807, élevé au gymnase de Cassel, étudiant à l'Université de Göttingen, se fit connaître, dès l'âge de vingt ans, par un voyage en Égypte, puis par son exploration de l'*Arabie Pétrée*, et par son *Voyage en Orient*. Il fut ensuite le secrétaire de son oncle, M. Sabatier de Cabre, ministre de France à Cassel, et publia de nombreux travaux sur la gravure, l'imprimerie et les arts.

C'est vers 1837, je crois, que Mérimée se lia avec Léon de Laborde qui, le 18 décembre 1837, fut nommé membre du *Comité historique des arts et monuments* et devint ainsi son collègue. En 1842 leurs relations sont très cordiales et Mérimée s'intéresse vivement à la candidature de Laborde à l'Académie des Inscriptions[2]. C'est en 1845 que Mérimée donne son premier article sur Léon de Laborde à l'occasion de la fameuse découverte du *fragment d'une des Statues du Parthénon*[3], connu aujourd'hui sous le nom de « tête de Laborde ». Mérimée rendra compte le 1er mars 1847 du *Palais Mazarin*[4], par Léon de Laborde, nommé la même année conservateur des antiques au Musée du Louvre; et les épreuves communes de 1848 scelleront définitivement leur affection.

Mathilde de Laborde, enfin, la plus jeune des trois sœurs, née à Paris le 17 mars 1815, épousa, le 8 septembre 1838, Édouard Odier, peintre d'un honorable talent, connu surtout par son portrait de mademoiselle de Montijo, et de qui le

1. Cf. *Lettres à la comtesse de Montijo*, I, p. 49. Le nom d'Ed. Bocher revient souvent dans ces lettres.

2. Léon de Laborde fut élu le 2 décembre 1842.

3. *Le Constitutionnel*, 29 janvier 1845, p. 2.

4. *Revue des Deux Mondes*, 1er mars 1847, p. 969.

musée de Versailles conserve quelques compositions. Il était le fils de O. Odier, pair de France, censeur de la Banque de France, dont une petite-fille devait épouser le général Cavaignac, qui devint ainsi le neveu de madame Édouard Odier.

***

Il est difficile de saisir la première maille de cette chaîne d'alliances, d'amitiés littéraires, de relations mondaines et d'intérêts politiques qui réunit, sous la monarchie de Juillet, Thiers, Musset, Alfred Tattet, Morny, les frères Bocher, Émile de Girardin, Emmanuel et Alfred Arago, Léon de Laborde et tant d'autres, et qui conduisit Mérimée dans le salon de madame Delessert et de ses sœurs.

En 1829, dans sa propriété de Passy, 19, rue Basse, la jeune femme de Gabriel Delessert tient un salon où se réunissent tous ceux qui complotent la chute du régime et préparent l'avènement des d'Orléans. M. Delessert est le tuteur du fils de Charles de Flahaut et de la reine Hortense, dont il est l'ami, le jeune de Morny

Et si Mérimée, collaborateur de la naissante *Revue de Paris*, auteur recherché de la *Chronique du temps de Charles IX*, n'est pas encore reçu à Passy, du moins fréquente-t-il chez madame Récamier où Chateaubriand se souvient d'avoir vu « la jolie madame Delessert »; chez lady Morgan, chez mademoiselle Clarke et madame Decazes.

Bien qu'alors engagé dans une liaison sérieuse avec madame Lacoste, qu'il a dépeinte sous les traits de Diane de Turgis, il a pu remarquer la charmante jeune femme, au regard un peu triste, dont on nous a laissé ce portrait : « Madame Delessert est la fille du comte de Laborde. C'est peut-être la personne la plus aimable et la plus séduisante. Elle est remplie de talents; elle a de l'esprit, de l'imagination, des connaissances et autant de coquetterie qu'il faut en avoir pour plaire sans choquer celui qui voudrait l'aimer. On l'a mariée à M. Delessert, banquier d'une fortune de quelques millions, qui est le plus honnête homme du monde, mais qui ne la comprend pas, qui ne répond pas aux rêves de son imagination. Ce mariage ne l'a pas rendue heureuse; il n'a pas satisfait son cœur; il a

rendu son imagination et son cœur inquiets, peut-être même bizarres, et cette inquiétude, ce besoin secret de son âme d'en trouver une autre qui puisse la comprendre la rend plus séduisante. Sa figure est charmante. Elle plaît, elle revient dans l'imagination. On la trouve depuis quelques mois plus triste, plus mélancolique, mais elle est toujours charmante[1]. »

Tous ceux qui ont approché madame Delessert s'accordent sur cette grâce, sur ce charme, sur ce pouvoir de séduction; mais plutôt que mélancolique, elle apparut surtout spirituelle. Gracieuse sans nonchalance, délicate sans faiblesse, elle fut charmante sans fadeur, alliant à une élégance toute féminine un goût très vif pour les choses de l'esprit et pour les arts. Son talent pour le dessin fut réel; très supérieur à celui de Mérimée. Les figures coloriées qu'elle donnait à la *Mode* sont mieux que des dessins d'amateur; c'était aussi une bonne œuvre puisque le prix qu'elle en recevait était remis à la femme du général Lallemand, ruinée par la Restauration et « réduite à peindre des écrans, pour subsister modestement[2]. »

Telle apparaît, vers 1830, la femme dont l'esprit de Mérimée s'emparera; ou plutôt, je crois, dont l'esprit s'emparera de Mérimée. Attentive comme madame de Piennes, volontaire comme Colomba, indépendante comme Carmen, elle paraît l'avoir dominé toujours. Devant elle, il eut toutes les faiblesses des hommes qui aiment.

***

Cet amour pour madame Delessert aura une influence décisive sur l'œuvre de Prosper Mérimée. Il a déclaré, maintes fois, n'avoir écrit que pour elle. Ce n'est donc pas vaine curiosité que de chercher à préciser la date à laquelle cette influence a pu se faire sentir. C'est vers 1834, avec Hugues Rebell, puis M. Pierre Trahard, que l'on fixe la date de leur rencontre dans le salon du comte d'Argout; mais on ne voit pas que ces auteurs aient, pour confirmer cette rencontre, un

1. A. E. Kozmian. *Le carnet d'un mondain sous la Restauration* (1829). *La Revue de Paris*, 7e année, no 2, 15 janvier 1900, p. 329.

2. Dr L. Véron. *Mémoires d'un Bourgeois de Paris*. Paris, Librairie nouvelle, 1856, t. III, p. 84.

document bien sérieux, et je crois avoir montré qu'une date antérieure n'a rien d'impossible.

Quoi qu'il en soit, au début de 1834, Mérimée paraît presque exclusivement occupé d'une actrice des *Variétés*, Céline Cayot[1], avec laquelle il se console des chagrins qui l'ont assailli en juin 1833. Il faut dire encore qu'en 1834, madame Delessert dut peu fréquenter les salons parisiens, son mari ayant été nommé, le 12 février 1834, préfet de l'Aude; et Carcassonne est assez loin de Paris. Gabriel Delessert devait, il est vrai, se rapprocher bientôt puisqu'il fut nommé, le 28 septembre 1834, préfet d'Eure-et-Loir; mais Mérimée parcourait alors depuis le 31 juillet le midi de la France et ne revint à Paris qu'au début de décembre.

De Chartres, où M. Delessert fut préfet jusqu'au 10 septembre 1836, on vient en peu de temps à Paris et, pour un antiquaire, Chartres possédait des vitraux et un clocher qui n'avait pas encore brûlé. On sait que l'inspecteur des monuments historiques avait accoutumé, dans ses tournées, de descendre à l'hôtel de la Préfecture. C'est des derniers jours de décembre 1834 que date le premier séjour de Mérimée à Chartres, où il dut passer le 1er janvier 1835[2].

Sa liaison avec Céline Cayot dure encore et se prolongera jusqu'à son départ, le 28 juillet 1835, pour son voyage dans l'ouest de la France; voyage qui commença comme il était fort naturel par un séjour à Chartres.

Cette fois, dans les lettres qu'il envoie de Bretagne à Édouard Grasset[3] et à Requien[4], il n'est plus question de Céline Cayot qui a déjà agréé les hommages d'un Russe. A son retour, Mérimée ne voit presque plus Grasset, le compagnon de ses plaisirs; il paraît se plonger dans le travail et commencer une vie nouvelle. Il était « redevenu très moral, et allait passer encore pour un « vaurien ». « Vaurien », il l'avait été plus de trois ans quoi qu'il en dise, mais c'est avec plus de sincérité qu'on ne lui en accorde qu'il soutenait l'avoir été

1. Cf. P. Mérimée. *Lettres aux Grasset.* La Connaissance, Paris 1929. Introduction, p. 16-22.

2. Cf. Lettre à Allard, 26 décembre 1834, dans F. Chambon, *Notes sur P. Mérimée*, p. 79-80.

3. *Lettres à Ed. Grasset, loc. cit.*, p. 108.

4. Lettre à Requien, *La Revue de Paris*, 15 mai 1898, p. 238.

« non de cœur, mais uniquement par tristesse ou par curiosité[1] ».

Jenny Dacquin, avec laquelle il ne correspondait plus, que l'on sache, depuis 1833, n'est pour rien dans le retour que Mérimée fit alors sur lui-même et qu'on ne peut attribuer qu'à l'heureuse influence d'une femme intelligente et distinguée, madame Delessert.

Alors, Mérimée renonce à un voyage en Sicile qu'il avait projeté en juin 1835, avec son ami Requien et c'est pour s'excuser qu'il lui écrit en janvier 1836 : « Je suis amoureux, amoureux fou de la perle des femmes, heureux parce que je suis aimé, très malheureux parce que je ne puis prouver mon amour aussi souvent que je voudrais. »[2] Ce n'est pas le moment « de rester trente jours dans un lazaret », et l'on s'explique sa « peur des quarantaines ».

Faut-il que l'amour tienne un homme, si peu prodigue de confidences, pour qu'il écrive encore, vers avril 1836, cette phrase qui a été souvent citée : « Lorsqu'à tant d'embarras viennent se joindre ceux d'une grande passion, qu'après de longues et poignantes péripéties on se trouve possesseur d'une femme[3]... »

Ces lettres à Requien, et qui paraissent exactement datées, sont tout à fait claires et je crois, comme Filon, que Mérimée fait allusion à madame Delessert. F. Chambon[4] a cru, il est vrai, y reconnaître une actrice et M. Trahard reste indécis; mais, en pareil cas, parler de la « perle des femmes » et de ses « qualités morales » n'eût pas été le fait de Mérimée. N'écrira-t-il pas aussi à Stendhal, deux mois plus tard : « Je suis grandement amoureux autre part[5]. »

S'il s'agit bien ici de madame Delessert, Mérimée embarrasse en effet ses biographes, lorsqu'il écrit à la comtesse de Montijo, le 17 février 1855 : « Il y avait hier juste dix-huit ans que cela avait commencé. » Ce serait donc du 16 février 1837 qu'il faudrait faire dater ce long attachement qui devait marquer sa vie entière; mais on peut admettre que Mérimée, après tant

1. *Lettres à une inconnue*, I, p. 74-75.
2. Lettres à Requien, *loc. cit.*, p. 240.
3. *Ibid.*, p. 241.
4. *Notes sur P. Mérimée*, p. 94.
5. *Sept lettres de Mérimée à Stendhal.* Aix-la-Chapelle, 5 juillet 1836.

d'années, se soit trompé d'un an, puisqu'il paraît se contredire lui-même en écrivant, à la même date : « Le résultat d'une liaison de plus de vingt ans me désespère. »

L'année 1836, indiquée par les lettres à Requien, est en effet la plus probable et il suffit, pour le croire, de remarquer qu'entre la lettre à Requien de janvier et celle d'avril se place un voyage dont les motifs archéologiques restent inconnus : Mérimée était à Chartres le 16 février 1836, justement[1].

***

Le 4 juin 1836, l'incendie de la cathédrale de Chartres fut pour M. Delessert l'occasion de montrer son énergie et son courage. Sa bravoure et, comme dit Mérimée, « l'élévation de ses sentiments », le désignèrent au roi Louis-Philippe, pour remplacer, à la direction de la Préfecture de police, M. Gisquet. Par ordonnance royale du 10 septembre 1836, M. Delessert prit possession du vieil hôtel de la rue de Jérusalem.

C'est alors que Mérimée put présenter madame de Montijo dans le salon de madame Delessert et il est possible de croire, avec Tripier Le Franc,[2] qu'en décembre 1836, mademoiselle de Montijo fréquentait à la Préfecture de police, et prenait avec Cécile et Édouard Delessert « des leçons de gymnastique sous l'habile direction de M. Delestrée, alors sous-officier au bataillon des sapeurs-pompiers de Paris ». Mademoiselle de Montijo, qui signait Eugénie Guzman y Palafox, poursuivait son éducation au couvent du Sacré-Cœur, où elle fit en 1837 sa première communion[3]. En l'absence de madame de Montijo, nous dit Charles Bocher[4], la comtesse Alexandre de Laborde « s'était offerte à la remplacer auprès de sa fille Eugénie ». C'est ainsi que, le 11 décembre 1836, Eugénie de Montijo, jouant avec Cécile Delessert

1. Cf. Lettre de Mérimée à Jaubert de Passa, Paris, 6 mars 1836. « J'étais à Chartres lorsque j'ai reçu votre aimable lettre. » (La lettre de Jaubert de Passa, dont il s'agit ici, est datée du 9 février 1836). *Revue d'Histoire littéraire de la France*, janvier-mars, 1922, p. 36.

2. *Ouvr. cité*, p. 136.

3. Cf. F. Bac. *Le mariage de l'Impératrice Eugénie*, Paris, Hachette, s. d., p. 13.

4. *Mémoires*, t. I, p. 437.

dans le salon rouge de la Préfecture, aurait pu voir arriver, dans la cour, une voiture cellulaire entourée de gendarmes tout poudreux, d'où sortait un prisonnier à l'œil terne, aux fortes moustaches. « Les deux petites filles sont tout yeux pour ce spectacle et elles demandent le nom du prisonnier : c'est Louis-Napoléon Bonaparte[1]. »

La scène est en effet jolie de cette première rencontre entre le prisonnier de Strasbourg et la petite Espagnole. On aimerait qu'elle fût vraie; mais le maréchal Canrobert se refuse à y croire et place d'ailleurs l'anecdote en août 1840, à l'époque de l'affaire de Boulogne; or, en août 1840, mademoiselle de Montijo était à Madrid avec sa mère.

Une amitié s'établit, fort intime, entre les filles de madame de Montijo, Eugénie et Paca, et la famille Delessert; on en trouvera, dans ces lettres, bien des preuves qui viennent s'ajouter à celles que nous ont données déjà les lettres de Mérimée à la comtesse de Montijo.

L'Impératrice conserva la même affection à ses amis de Passy, ne garda jamais rancune à M. Delessert de sa fidélité au passé et respecta la dignité de son isolement. « Vous hantez beaucoup la société de nos ennemis », dit un jour l'Impératrice au comte de Hübner[2], ambassadeur d'Autriche à Paris. — « Veuillez dire, madame, répondit-il, de mes anciens amis... On me dit d'ailleurs que l'Impératrice honore quelquefois madame Delessert de ses visites. Ce n'est pourtant pas une atmosphère impérialiste qu'on respire chez cette dame. — C'est vrai et je m'en fais gloire. Les Delessert étaient très bons pour moi lorsque j'allais encore dans le monde (sa manière habituelle de dire : avant mon mariage). Je ne renie jamais mes amis. » — A quoi le comte de Hübner de répliquer : — « Précisément, que l'Impératrice me permette de suivre son exemple. »

***

Désormais Mérimée est assidu aux réceptions de Passy, dans ce salon où se rencontrèrent tant d'hommes remar-

1. *Le maréchal Canrobert*, Paris, Plon, t. II, p. 45.
2. *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur d'Autriche sous le Second Empire.* Paris, Plon, t. II, p. 123.

quables : Thiers, Rémusat, Montalembert, Victor et Albert de Broglie, Molé, Berryer, Delacroix, Musset, d'Antas, Émile de Girardin et peut-être aussi Stendhal[1].

Mérimée est heureux; ses relations avec madame Delessert n'ont pas d'histoire. A défaut des lettres qui nous manquent pour cette période, nous avons celles qu'il adressait chaque samedi à madame de Montijo. On les lit avec d'autant plus de plaisir qu'on n'y trouve rien qui puisse satisfaire une curiosité de mauvais aloi. L'attachement de Mérimée s'y traduit par ces menus offices par quoi l'amour le plus respectueux a, dans le monde, la permission de s'exprimer. Sans doute, il fut payé de retour et il eut souvent l'occasion d'apprécier tout ce que lui ont valu, dans ses brigues académiques, par exemple, l'intelligence et la finesse féminines, mises au service de l'affection.

Ce qui importe ici, c'est de savoir que la *Vénus d'Ille* a été écrite, à la fin de 1836 ou au début de 1837, dans l'enthousiasme et dans la joie. « C'est, suivant moi, mon chef-d'œuvre », dira Mérimée[2]. Il faut savoir que l'auteur de *Colomba* écrivait pour plaire à madame Delessert, qu'il la consultait et qu'il suivait ses conseils. C'est à elle, peut-être, que la jeunesse doit rendre grâces de pouvoir lire *Colomba*. *Arsène Guillot* fut écrit de 1843 à 1844 pour défendre aux yeux de la femme qu'il aimait un ancien amour pour une pauvre fille, cette Céline Cayot dont il ne voulut pas renier la mémoire et qu'il n'abandonna pas dans le besoin.[3]

***

En juillet 1847, Mérimée apprend l'arabe avec Bou-Maza et prépare le voyage qu'il doit faire en Algérie, en compagnie de Léon de Laborde. Édouard[4], le fils de madame Delessert, est maintenant un jeune homme de dix-neuf ans, qui a passé avec succès son baccalauréat ès lettres, circonstance que

1. Dans les notes de *Lucien Leuwen*, Stendhal fait sans doute allusion à madame Delessert. Cf. Edit. Debraye, III, 388 : *Ssertdele* et III, 412 : *Sairdelé*.

2. *Une correspondance inédite*, p. 66.

3. Cf. *Carmen, Arsène Guillot, L'abbé Aubain*. Les textes français. Paris F. Roches, 1930 et l'Introduction où j'ai étudié la source d'*Arsène Guillot*.

4. Né le 15 décembre 1828.

Mérimée marque du présent d'un *Satyricon* de Pétrone, accompagné d'excellents conseils. A Biarritz, Eugénie de Montijo est endiablée, conduit ses poneys à grande allure et verse tout ce qu'elle mène. Madame Delessert, accompagnée de ses enfants et de sa mère, part le 12 juillet pour Plombières où vient bientôt les rejoindre « un petit *novio* fort gentil qui paraît en passe de réussir »[1], et de qui Mérimée écrit à madame de Montijo : « C'est un assez joli garçon, d'une très bonne famille et de bonnes manières, ayant d'ailleurs de la fortune et de l'esprit. » Quand, le 16 août, la fâcheuse affaire Praslin ramène à Paris madame Delessert, le mariage de sa fille Cécile avec Alexis de Valon est décidé.

Mérimée ne connaissait alors M. de Valon que de nom et de réputation. En 1843, il avait certainement remarqué, dans la *Revue des Deux Mondes*, une série d'articles, alertement écrits, sur l'Ile de Tîne, Athènes, Malte, Constantinople et le Danube. Alexis de Valon, né à Tulle le 6 mai 1818, était le fils du comte de Valon qui fut, sous la Restauration, député légitimiste de la Corrèze. Suivant l'usage d'alors, pour les jeunes gens fortunés, M. de Valon, ayant terminé de brillantes études, partit en 1842 pour la Sicile, la Grèce et l'Orient. Les souvenirs de ce voyage parurent en mars 1846, sous le titre de : *Une année dans le Levant*[2], récits gracieux et ironiques qui, dit Sainte-Beuve, respiraient l'enthousiasme et la fraîcheur de la jeunesse. Mérimée les relira avec plaisir, quand Valon lui adressera en juin 1850 la seconde édition récemment parue chez Dauvin et Fontaine.

Après l'Orient, l'Espagne, suivant le goût de l'époque. Alexis de Valon est accueilli à Madrid en 1845 par madame de Montijo, à la *Plazuela del Angel*. Il en rapporte la *Decima corrida de toros*[3], description colorée, écrite sous l'impression des « récits pleins de verve de MM. Mérimée et Th. Gautier », où l'auteur évoque « l'émouvant récit de Carmen » et « le fameux Sevilla dont M. Mérimée se disait récemment l'ami ».

Un récit adapté d'une vieille chronique espagnole, *Catalina*

1. Cf. *Lettres à la comtesse de Montijo*, I, p. 255.
2. Paris, Jules Labitte, 1846, 2 vol. in-8°.
3. *Revue des Deux Mondes*, 1er avril 1846.

de Erauso[1] attire ensuite sur le nom de M. de Valon l'attention des écrivains. Ce récit naïf et brutal, tout édulcoré qu'il a été, n'était pas pour déplaire à Mérimée.

Le mariage de Cécile Delessert et d'Alexis de Valon mit les deux hommes en rapport. D'emblée, Valon plut à Mérimée : « C'est un homme comme il faut, dit-il, qui a du caractère, qualité qui est toujours très utile en ménage. »

Le mariage civil eut lieu à Passy le jeudi 9 septembre 1847, suivi deux jours après d'une double cérémonie religieuse à la Chambre des Pairs et à l'Oratoire; après quoi les jeunes gens partirent pour Rosay[2], dans la délicieuse vallée de l'Andelle, où devait, dit Mérimée, « s'achever le reste de la cérémonie ».

Nanti de beaucoup de bonne humeur et d'un peu de mauvais arabe, Mérimée se réjouissait de son prochain départ pour l'Algérie, quand, le jour même du mariage, son voyage « se démancha par la faute », dit-il, assez dépité, « de s'être adressé aux ministres avant d'avoir recours aux bureaux ».

Force lui fut de se consoler en organisant de nouveaux projets, dût-il, pour les réaliser, battre monnaie avec son *Histoire de don Pèdre Ier*, terminée depuis le 1er juillet, et, sa « pudeur » le cédant à son « avarice et à sa vanité », se résigner à la donner à Buloz.

La publication de *Don Pèdre*, commencée le 1er décembre 1847 dans la *Revue des Deux Mondes*, se terminait en février 1848. Mérimée promettait déjà à madame de Montijo, pour le mois suivant, le volume orné d'une très jolie vignette peinte par madame Delessert : « Sa Majesté dans ses petits appartements avec dona Maria de Padilla », quand vint la révolution qui fut la cause de l'insuccès du livre. C'est le seul tort que l'auteur de *Don Pèdre* pardonna volontiers à la République.

***

Le 24 février, le Roi a abdiqué, les Tuileries sont prises. A la Préfecture de police, M. Gabriel Delessert, réduit à l'impuis-

1. *Ibidem*, 15 février 1847. — *La vida y sucesos de la Monja Alferez* avait été publiée en 1829 (Paris, Didot) par M. de Ferrer. José-Maria de Heredia en a donné une fidèle traduction : *La Nonne Alferez*, Paris, Lemerre, 1894.

2. Chez Léon de Valon. Sur la famille de Valon, voir G. Clément-Simon. *La comtesse de Valon. Apollonie de la Rochelambert*, etc., Paris, Plon, 1909.

sance, licencie la garde municipale et, après avoir attendu en vain M. Caussidière, son successeur, quitte la rue de Jérusalem. Il se rendit au Palais de Justice, puis chez son beau-frère le comte Léon de Laborde, quai Malaquais, n° 1. Des fenêtres, il put voir, sur le quai du Louvre, la foule qui sortait du pillage des Tuileries. Une retraite plus sûre lui fut offerte, 18 rue Jacob, chez Mérimée. Il y passa la nuit et Mérimée, qui avait couché devant sa porte « à la manière de Roustan », le trouva le lendemain « très calme, presque souriant, et se rasant à son heure accoutumée avec sa ponctualité militaire[1] ».

Mérimée obtint, non sans peine, qu'il cachât, sous un manteau, sa tournure et son costume trop connus dans Paris, et tandis que M. Delessert gagnait, avec Alexis de Valon, l'Hôtel Bedford, au numéro 11 de la rue de l'Arcade, il partit lui-même pour aller chercher madame Delessert. Elle traversa à son bras les Tuileries, au milieu des coups de fusil, sans, dit-il, « *encoger los hombros* une seule fois[2] ».

M. et madame Delessert se trouvèrent bientôt réunis à l'Hôtel Bedford avec leurs enfants et leurs frères. Le duc de Richelieu, M. de Rémusat, le visage bouleversé, vinrent les rejoindre. Quant à Mérimée, « le froid et sceptique observateur de l'âme humaine, il avait mis de côté son habituelle philosophie. Il sanglotait comme un enfant ».

M. Delessert n'avait plus qu'à suivre son Roi en Angleterre. Couvert d'un plaid écossais, coiffé d'une casquette informe, il partit pour Londres avec sa femme et ses enfants. M. Clark, attaché à l'ambassade d'Angleterre, lui avait procuré un passeport sous le nom de Dawkins.

Le soir même, Mérimée écrivait à madame de Montijo[3] : « Valentine et son mari sont partis. J'espère qu'ils arriveront

1. Cf. Vicomte Alexis de Valon. *Nos aventures pendant les journées de Février*, récit publié par le comte Alexandre de Laborde, Paris, chez Henri Leclerc, 1910. — On trouvera dans ce volume des aquarelles de madame Delessert et de madame Ed. Odier représentant M. de Valon, Cécile Delessert, madame Delessert, etc.

2. *Lettres à la comtesse de Montijo*, I, p. 299. « Dès la veille à quatre heures, madame Delessert avait quitté l'hôtel de la Préfecture sur le bruit qu'il allait être attaqué par les insurgés. » Daniel Stern. *Histoire de la révolution de* 1848, Paris, Gustave Sandré, 1850, I, 261, n. 1.

3. Lettre du 25 février 1848, *loc. cit.*, I, 298.

à bon port. Tout le monde, d'ailleurs, n'a qu'une voix pour son honorable conduite. Adieu! chère comtesse. Au milieu d'une si grande catastrophe, on ne pense guère à ses affaires particulières. Cependant, je commence à être en peine comment je vivrai et ferai vivre ma pauvre vieille mère. »

***

Il restait seul à Paris, avec Léon de Laborde qui n'avait pas voulu, comme Directeur des antiques, abandonner les collections du Louvre confiées à sa garde. Ensemble, le 25 février, ils furent chargés par le gouvernement provisoire « de rechercher les objets d'art qui auraient été égarés dans la confusion des derniers événements[1] ». Les deux amis ne se quittèrent guère, cette année-là, surtout pendant les journées de Juin. Du 5 mars au 22 avril ils signèrent ensemble quatre articles au *Constitutionnel*, sur les Beaux-Arts et sur les nouvelles monnaies de la République.

Madame Delessert est à Londres, où son séjour se prolonge, s'ennuyant mortellement. A Paris, Mérimée, « entre les gardes à monter, les rapports à faire, les manifestations à voir passer », s'inquiète de l'avenir. Certes il « n'accepte pas la République de bon cœur[2] » : non qu'il soit animé en politique de convictions bien profondes; mais, s'il n'est orléaniste que par habitude et par relations, il est aristocrate par goût, monarchiste par culture, déteste la sottise collective et se plaît naturellement dans l'ordre. En quoi peut-on le dire « bourgeois égoïste et cossu »? Est-ce parce qu'il juge sans ménagements cette « sacro-sainte République », dont un historien comme M. de la Gorce a dit qu'elle « finit si tristement que, malgré ses fautes et ses folies, elle éveille la pitié »? Il est bien beau de parler « d'héroïsme civique », mais on ne voit pas pourquoi Mérimée eût approuvé un état de choses qui l'obligeait à descendre sur le pavé, au nom d'une liberté qu'il songeait d'autant moins à réclamer que la Monarchie de Juillet lui en avait depuis longtemps donné l'habitude.

1. Cf. Chambon, *Notes sur P. Mérimée*, p. 242.

2. Cf. Trahard, *loc. cit.*, p. 277-278. — Dans la *Revue des Cours et Conférences* du 15 avril 1929, p. 93, M. Pierre Josserand a parfaitement discuté le jugement partial de M. Trahard.

Fonctionnaire et, quoi qu'on ait dit, sans fortune, répugnant à s'exiler à Madrid, il ne peut que s'incliner devant le désordre établi et lorsqu'il reçoit, à l'Académie, son ami Ampère, en saluer la bannière et y montrer malicieusement ces deux mots écrits : *Ordre et Liberté*[1].

Il faut dire aussi que l'absence de madame Delessert est pour la plus grande part dans sa mauvaise humeur. Eh quoi! dira un critique, dauber la République pour si peu de chose! — « Avez vous été amoureux, monsieur le critique? » répond Mérimée, dont toutes les pensées sont à Londres.

Madame Delessert, « sans doute fort occupée », écrit peu et la tristesse augmente. Alors toute la tendresse de ce cœur si « dur » se concentre sur l'enfant et nous surprenons Mérimée, à la veille des journées de Juin, malgré tant de soucis, relisant César, commentant, traduisant Sénèque, et avec quelle patience! pour Édouard Delessert. On l'aime ainsi, cachant sous un scepticisme un peu hautain tant de traits aimables qu'on ignore.

Mérimée revit pourtant madame Delessert le 12 avril 1848. Elle avait passé trois ou quatre jours à Passy, étant venue à Paris pour reprendre les bijoux et les objets personnels que M. Delessert avait laissés en quittant l'hôtel de la Préfecture, et que M. Caussidière lui fit remettre. Puis les événements de Juin prolongèrent son séjour en Angleterre d'où elle ne dut revenir que vers le mois de septembre[2].

A cette époque, Mérimée était en relation avec Augustine Brohan[3] qui s'était mis en tête de faire jouer à la Comédie-Française le *Carrosse du Saint-Sacrement*. S'il faut en croire Arsène Houssaye, Mérimée eût été amoureux de l'actrice.

Ici la correspondance de Mérimée reste énigmatique. On sait seulement que l'année finit pour lui plus mal encore qu'elle n'avait commencé. Il se sent découragé, sans espoir pour l'avenir. « J'ai éprouvé dans ces derniers mois, écrit-il à madame de Montijo, le jour de Noël, toutes les misères de

1. Cf. *Portraits historiques et littéraires*, Lévy, 1874, p. 155.

2. Madame Delessert passa à Paris en juin comme en fait foi une *lettre inédite* : « Madame Delessert est arrivée au milieu de la bagarre heureusement sans encombre. » 27 juin 1848.

3. Cf. A. Filon, *Mérimée et ses amis*, p. 204 et suiv. — Chambon, *Notes sur P. Mérimée*, p. 273 et suiv.

cœur qu'il est donné à un être humain de souffrir... Je voudrais surtout avoir deux heures de conversation avec vous, vous ouvrir mon cœur pour savoir ce qu'il y a dedans. C'est en vérité ce que je ne sais guère et il me faudrait du calme et du sang-froid... pour voir clair dans ce triste abîme. »

Ce chagrin passa, dont le mystère n'est pas impénétrable. Il passa, en apparence du moins, car désormais il y a quelque chose de brisé chez Mérimée.

***

Au début de 1849 la colonie de Passy est reconstituée. Nous y retrouvons Mérimée, en compagnie de Thiers et de Delacroix, qui dîne à Passy, le 11 février, avec Edouard Bocher et Alexis de Valon[1]. Celui-ci lui a soumis, en novembre 1848, une nouvelle, le *Châle vert*, qui paraît dans la *Revue des Deux Mondes*, le 15 janvier 1849. Comme Mérimée l'avait bien prévu, le *Châle vert*, « au point de vue purement littéraire irréprochable », causa un petit scandale dans une société qui ne trouvait pas bon qu'on la montrât « avec ses mœurs frivoles, et, il faut trancher le mot, ses vices ».

Mérimée, cependant, paraît occupé surtout de la *Commission des monuments historiques*, et son activité littéraire est ralentie. Le 4 septembre, il part pour une tournée d'inspection qui le conduira, par Tours, Saintes et Angoulême, à Périgueux. En Limousin, Alexis de Valon et sa jeune femme l'attendent avec impatience. Le soleil est revenu qui les aidera à lui montrer, sous un jour moins austère, les rochers et les landes de Saint-Priest, les cascades de Gimel et les grands châtaigniers rougis par l'automne. C'est au début d'octobre que Mérimée, se dirigeant sur Châteauroux, s'arrêta chez ses amis et découvrit, non loin de Tulle et de Saint-Priest, à Tintignac, une petite statue de Thésée, dont il donnait, à son retour, une description ornée d'un dessin de madame de Valon.

C'est à Passy encore que nous le voyons, à la fin du mois d'octobre, apprenant les déclinaisons latines à madame Odier et à madame Bocher. En mars 1850, il assiste aux Français à la

1. Cf. *Journal de Delacroix*, t. I, p. 344.

chute du *Carrosse du Saint-Sacrement*, et termine les *Deux héritages* dont il fait la lecture chez madame Bocher.

Il est à Londres lorsqu'il lit le *Châle noir* d'Alexis de Valon, petit roman qui nous paraît bien anodin et qui fut pourtant sévèrement jugé. « Le *Châle noir*, dit Cuvillier-Fleury dans les *Débats*[1], couvre une de ces histoires qu'il n'est ni bon, ni utile, ni divertissant de raconter. » Pareilles critiques avaient été adressées, en 1844, à Mérimée, à l'occasion d'*Arsène Guillot* qui, par le sujet, n'est pas sans quelque analogie, d'ailleurs, avec le *Châle noir*. C'est sans doute avec le souvenir de ce scandale que l'auteur d'*Arsène Guillot* propose à Valon, pour se réhabiliter, d'écrire « un commentaire sur le confiteor », tandis qu'il fera une « tartine sur l'immaculée-conception. »

Et c'est ici l'occasion de souligner, entre Mérimée et Alexis de Valon, une conformité de caractère qui rapprocha les deux hommes. Mérimée lui avait, dès l'abord, et d'instinct, donné cette affection qu'il a toujours reportée, jusqu'à la fin de sa vie, sur tout ce qui touchait à madame Delessert. Une amitié raisonnée devait suivre, faite d'estime pour le caractère, de goût pour la tournure d'esprit[1]. On peut dire de Mérimée exactement ce qu'on a dit de Valon : « Constamment en garde contre les surprises du cœur, redoutant en toute chose ce qui pouvait paraître exagéré, Alexis de Valon se laissait aller parfois à se calomnier lui-même. On pouvait s'y tromper d'abord et plus d'un s'y est laissé prendre[2]. »

« Gardez-vous de parler ainsi de vous-même, car il y a des gens qui vous croiraient sur parole », disait madame de Piennes à Salligny[3].

Mérimée ne se trompa pas sur ce scepticisme extérieur qui fut aussi le sien, et il en défendit son ami : « Le monde lui a quelquefois reproché, dit-il, je ne sais quelle tendance au scepticisme en toutes choses, car nous vivons dans un temps ou l'indépendance d'esprit est presque un travers[4]. »

Le *Châle noir* fut le dernier « péché » de M. de Valon. Lorsqu'en juin 1851, il le réédita sous le titre nouveau d'*Aline*

1. 14 septembre 1851.
2. Cf. *L'Union Corrézienne*, 23 et 28 août 1851 (F. Mermet).
3. P. Mérimée. *Nouvelles* (Arsène Guillot), Paris, Lévy, 1852, p. 147.
4. *Portraits historiques et littéraires*, p. 207.

Dubois, il écrivit à Cuvillier-Fleury : « Je me suis hâté de faire brocher en jaune ces péchés de jeunesse pour en clore la série et passer à un nouveau genre d'études »; c'est alors qu'il publie *Le Marquis de Favras*[1], et le *Tour du Monde à l'exposition de Londres*[2], article pour lequel il désire les conseils de Mérimée :

« ... J'ai fort avancé, écrit-il à madame Delessert, mon exposition de Londres et j'y travaille de mon mieux, ayant presque promis de terminer avant le 10. M. Mérimée est-il à Paris et croyez-vous qu'il consentirait à corriger mes épreuves et à les biffer avec pouvoir discrétionnaire? Il a eu la bonté de le faire plusieurs fois et je n'ose pas lui demander de recommencer encore, de peur de l'ennuyer. Je suis cependant inquiet de certains détails, particulièrement de la façon dont on imprimera les mots espagnols à cette *Revue* où le castillan est inconnu. Si vous pouviez demander cette grâce à M. Mérimée, en lui laissant toute latitude pour refuser, vous me sauveriez d'un petit embarras[3]... »

Ce fut le dernier article d'Alexis de Valon[4].

***

Tous les membres de la famille Delessert étaient réunis à Saint-Priest. « Cette réunion si difficile dans une famille nombreuse ne datait que de quelques jours. C'était pour ses funérailles qu'on s'était ainsi rasssemblé[5]. »

Le 23 août, à huit heures du matin, Mérimée recevait un billet du comte de Laborde lui apprenant la fin tragique d'Alexis de Valon. Il s'habilla en cinq minutes et courut chez son ami. Le soir même il écrivait à Sainte-Beuve[6] :

1. *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1851.
2. *Ibidem*, 15 juillet 1851.
3. *Lettre inédite.*
4. Cf. *Lettre à M. Boissonade*, 22 novembre 1851, dans *Lettres inédites*, XVI, p. 35. « ...En attendant que je puisse vous offrir un mien volume, voici un tirage à part du dernier article de M. de Valon. Rien de plus rare. Il a fallu, pour en obtenir un, dire à madame Delessert à qui je le destinais, et à votre nom sont revenus tous les regrets de votre sauvagerie. On serait heureux si vous vouliez dire votre avis sur cet article. »
5. *Portraits historiques et littéraires*, p. 206.
6. D'après la copie de *Chantilly*, S. de Lovenjoul B. 397-30, communiquée par M. Marcel Bouteron.

Samedi soir [23 août 1851]

Mon cher ami,

Vous savez peut-être déjà l'affreux malheur arrivé à la famille Delessert. Alexis de Valon, gendre de M. Gabriel, s'est noyé mercredi dernier en conduisant un canot sur un petit lac à Saint-Priest, dans la Corrèze. Madame Odier et sa femme qui étaient avec lui se sont sauvées. Il était très bon nageur, mais la corde de la voile s'est embarrassée dans ses jambes et, lorsque le canot a chaviré, il s'est trouvé en quelque sorte garrotté. Madame de Valon a nagé et a gagné le bord. Madame Odier a été sauvée par M. de Nadaillac qui se trouvait sur cette fatale barque.

Ne pourriez-vous pas faire mettre quelques lignes dans le *Constitutionnel*, comme vous savez si bien faire, sur ce jeune homme si plein d'avenir, si heureux jusque-là, qui se noie ainsi à trente ans, à la vue de sa femme et de ses parents. M. et madame Delessert, madame Odier, M. Bocher et madame de Laborde étaient à Saint-Priest lorsque cela est arrivé. J'en ai reçu la nouvelle ce matin et j'en suis encore tout atterré. J'ai pensé que quelques mots de vous seraient une consolation pour ces pauvres gens dont la douleur me fait mal à penser.

Mille amitiés et compliments.

PROSPER MÉRIMÉE

Sainte-Beuve répondit tout de suite à cet appel en publiant un article « fort convenable » dans le *Constitutionnel* du lundi 25 août 1851.

La peine de Mérimée fut profonde[1]. Si les pages de la *Revue des Deux Mondes*[2] paraissent froides, à l'égal de celles qu'il consacrera à Lenormant, nous savons que c'est « en souffrant » qu'il les écrivit. Ce ne fut pas insensibilité de sa part, mais gêne, pudeur, impuissance à s'exprimer en de semblables occasions.

1. Cf. *Lettre à madame de Lagrené*, 28 août 1851, dans *Lettres aux Lagrené*, Paris, 1904, p. 39.

2. *Alexis de Valon*, par P. Mérimée. *Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1851 Réimprimé dans *Portraits historiques et littéraires*.

***

Vers la mi-septembre 1850, Mérimée était parti pour l'Auvergne, un peu inquiet d'avoir favorisé le voyage d'Edouard Delessert, en Orient, en le recommandant à son ami de Saulcy. On lira les lettres amusantes qu'il écrit alors, suivant les voyageurs avec un intérêt évident. Saulcy partit le 28 septembre par la Belgique, la Bohême et l'Autriche, gagnant Syra puis Athènes, et parcourut pendant un mois la Morée, pour se rendre enfin à Jérusalem et accomplir son fameux *Voyage autour de la mer Morte et dans les Terres bibliques*[1]. Avec son fils, il avait pour compagnons l'abbé Michon, Léon Beley, Léon Loysel et Edouard Delessert « dont il eut l'occasion d'apprécier l'utile concours en bien des circonstances ». Le 7 mars 1851, Mérimée lisait à l'Académie des Inscriptions une lettre de M. de Saulcy, datée de Jérusalem[2]. Saulcy lisait lui-même le 22 août, dans la séance publique annuelle de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, son *Récit d'une excursion sur les bords de la mer Morte*[3], qui fut suivi d'une polémique avec Étienne Quatremère, au cours de laquelle Saulcy, directeur du Musée d'Artillerie, se défendit plutôt en « canonnier » qu'en académicien.

A son retour Edouard Delessert publiait dans la *Revue de Paris*[4] un récit plein d'entrain de son *Voyage aux villes maudites*, dont Mérimée fit le compte rendu dans le *Moniteur universel*[5].

Mérimée fut, en 1852, l'un des fondateurs de l'*Athenæum français*, dirigé par E. Delessert. Il y donna plusieurs articles jusqu'en 1854.

***

L'année 1852 fut cruelle à Mérimée. Sa mère, pour laquelle il avait toujours été un fils dévoué, mourut dans ses bras le 30 avril, en repoussant, a-t-on dit, tout secours religieux; et

1. Paris, Gide et Baudry, 1853, 2 vol. in-8°.
2. Cf. *Revue archéologique*, 7e année, p. 764.
3. *Recueil de l'Institut*, t. XXI, n° 10, p. 129.
4. Octobre et novembre 1852, p. 5 à 47 et 38 à 82.
5. 19 janvier 1853, p. 74-75.

il aurait vanté cette mort. Pourtant, le dimanche 2 mai, il conduisit son corps à l'église Saint-Germain-des-Prés[1].

Puis vint le procès de Libri, professeur au Collège de France et voleur de livres, dont M. Gabriel Delessert, sans doute exactement renseigné, n'avait pas très bonne opinion. On sait la conduite trop chevaleresque de Mérimée qui défendit contre les experts et contre l'évidence « un ancien confrère, abandonné de tout le monde, parce qu'il s'est permis autrefois de mal parler de M. Arago, de l'École des Chartes et des Jésuites[2] ». Ce ne fut pas cette raison seule qui le poussa brusquement à se départir, dans cette affaire, de la réserve prudente qu'il avait observée depuis 1848, et à soutenir les efforts de madame Libri, venue à Paris, en juin 1850, pour solliciter en faveur de son mari réfugié à Londres.

A la suite de l'article paru le 15 avril 1852 dans la *Revue des Deux Mondes*, il fut condamné, le 26 mai, à quinze jours de prison et à 1 000 francs d'amende.

Il devait se retrouver à la Conciergerie en compagnie d'Édouard Bocher, condamné lui aussi à la prison, parce qu'on avait saisi dans sa voiture des exemplaires de la protestation des princes d'Orléans, contre le décret du 22 janvier 1852 qui confisquait leurs biens. « C'est dire, écrit Filon, que cette prison valait mieux que la liberté de beaucoup de gens. »

La prison n'est rien. Mérimée souffre d'une autre peine dont il n'ose encore s'avouer la vérité et l'étendue. On ne devine que trop bien l'amer plaisir qu'il prit au début de l'année à traduire les *Bohémiens* de Pouchkine, où Zemfira est la sœur aînée de Carmen, où les vers du poëte russe trouvent tant d'échos dans son cœur : « Quelle force arrêterait l'amour? Le plaisir se donne chacun à son tour. Ce qui a été ne sera plus[3]. »

1. L'acte suivant figure dans les archives de Saint-Germain-des-Prés. « Le dimanche 2 mai 1852, a été reçu en cette église le corps de Anne Moreau, veuve Mérimée, rentière, décédée, le 30, rue Jacob n° 18 à l'âge de soixante-dix-huit ans. En présence de Léonor Fresnel, neveu par alliance, demeurant rue de Lille n° 52 et de Théophile Moreau, également neveu, demeurant Hôtel des Monnaies, lesquels ont signé avec nous. »

2. *Lettre inédite.*

3. Cf. P. Mérimée. *Nouvelles*, Lévy 1852, p. 293.

***

Le 29 janvier 1853, le mariage de l'Empereur avec mademoiselle de Montijo bouleverse l'existence de Mérimée et le place dans une situation fort délicate vis-à-vis de la famille Delessert, dans laquelle on n'est pas précisément bonapartiste.

Au mois de mai il a « tous les chagrins possibles, de cœur s'entend », puisque sa vie va « comme sur des roulettes, pour la partie matérielle ». Il a perdu presque tous ses amis et, s'il tient encore à Paris, ce n'est que par un reste d'habitude et « Paris ne tient plus à lui. » Voici que Cécile Delessert, remariée depuis le 15 décembre 1852, quitte Paris, avec son époux M. S. de Nadaillac. « La colonie de Passy va cahin-caha » et la politique a jeté « un peu de fiel » dans cette famille autrefois si unie. M. Delessert, retiré dans sa maison de Passy, mourra sans s'être rallié à l'Empire, quels que soient les liens qui l'aient autrefois uni à Eugénie de Montijo, et à son ancien pupille, devenu le comte de Morny.

L'embarras de Mérimée ne fut donc pas joué lorsqu'il fut nommé sénateur. La « tuile » lui tomba sur la tête le 23 juin. Il ne s'en cache pas dans ses lettres au docteur Véron[1] et à M. de Lagrené; et sa lettre, fort gênée, à madame Delessert laisse deviner ses intentions : conserver sa liberté.

On ne lui a jamais pardonné son ralliement qui pourtant, à l'encontre de beaucoup d'autres, lui fut dicté moins par l'intérêt que par l'affection. Un peu d'hypocrisie eût tout arrangé; Mérimée ne le voulut pas et il se rallia le front haut.

***

En juillet 1853, madame Delessert est à Néris, d'où elle reviendra le 16 août et Mérimée part pour Madrid vers le 7 septembre, non pas tant pour donner suite à des projets de mariage auxquels il ne crut jamais sérieusement, que pour faire retraite loin de Paris, embarrassé qu'il est de sa nouvelle dignité.

1. Cf. D'Haussonville. *Prosper Mérimée, Hugh Elliot*, Paris, Calmann-Lévy, 1888, p. 42.

Les salons médisent et ses amis le boudent. Madame Delessert n'écrit pas; Mérimée s'étonne et s'inquiète, sans comprendre. Aussi, malgré l'accueil empressé qu'on lui fait en Espagne, la tristesse le prend et le 28 septembre, jour anniversaire de sa cinquantième année, il constate avec mélancolie que personne n'a pensé à lui et il « se souvient de se méfier ».

En décembre il est de retour à Paris où la vie lui paraît chaque jour plus pesante. Madame Delessert le traite « avec une grande froideur » et au mois de juin il ne peut plus se dissimuler une disgrâce dont les ménagements délicats n'arrivent que difficilement à le leurrer. C'est dans cet état d'esprit qu'il part pour la Bavière et pour l'Autriche.

Ce n'est pourtant que dans les derniers jours de 1854 qu'il fut contraint de reconnaître combien les sentiments de madame Delessert avaient changé à son égard.

« Bien que depuis plusieurs années, écrit-il à madame de Montijo, le 1er janvier 1855, j'aie eu beaucoup à m'endurcir de ce côté, je ne puis vous dire combien cela m'a fait de peine. Il n'y a rien de plus triste que de se trouver de plus en plus isolé à mesure que les années viennent et qu'on sent davantage le besoin de la confiance et de l'amitié. »

Et un mois plus tard : « C'est un rêve fini, le réveil est assez triste. Je n'ai pour me consoler que la pensée de n'avoir rien fait pour être traité de la sorte. Plus j'y pense et plus je m'y perds. »

La force de son chagrin et la profondeur des espoirs déçus se mesurent ici à l'étendue de son aveuglement : « Je me creuse la tête, dit-il, pour comprendre ce qui la fait agir. Quelquefois, il me semble qu'elle m'a pris en haine, mais je ne puis deviner le pourquoi. Il n'y a pas de prêtre en cette affaire. »

Il avait pensé bien souvent « que cette amitié finirait soit par sa mort soit par toute autre catastrophe ». Il n'avait jamais supposé un instant que « cela s'éteindrait comme une lampe, faute d'huile ». Il mit deux ans à découvrir « le mot d'une énigme qui lui était demeurée tout à fait obscure[1] ».

Il faut écrire ici le nom de Maxime du Camp, l'auteur des

1. Cf. *Une correspondance inédite*, lettre du 21 novembre 1857, p. 139.

méchants *Souvenirs littéraires* et du roman *Les forces perdues*, où l'indélicatesse de l'intrigue le dispute à la pauvreté du talent.

Dès lors Mérimée « n'a plus de but » et il se « résigne » ou plutôt il paraît se résigner. Il semble bien qu'il ait lui même défini son attitude dans ces conseils à un homme qui se prétendait malheureux : « Rechercher avec sincérité si vous souffrez par amour ou par orgueil. Si par amour... donnez-vous une occupation matérielle, *une tâche*, n'importe laquelle. Si par *orgueil* blessé, dites-vous d'abord que plus vous vous montrerez piqué et plus vous divertirez les sots. Dès que vous ne *paraîtrez* plus souffrir, vous serez guéri. Il ne serait pas mauvais, dans votre examen de conscience, de vous demander s'il n'y a pas de votre faute[1]... »

Se donner une tâche, ne pas divertir les sots, ne pas paraître souffrir d'un amour, et aussi d'un orgueil blessés, c'est ce que fit Mérimée. Quant à savoir s'il n'y avait pas de sa faute, il ne le savait que trop bien.

***

A la fin de l'année 1856, Mérimée est à Nice et à Cannes, « à se guérir de quelques rhumatismes et autres dispositions à la mort subite, qui le chagrinaient[2] ». Il ne rentrera que vers le 10 janvier et « pour la première fois depuis vingt ans » il n'est pas auprès de madame Delessert le jour anniversaire de sa naissance, le 1er janvier. Il lui écrit de Cannes, le 29 décembre, sous l'impression d'une visite à l'Ile Saint-Honorat, au cours de laquelle il a retrouvé avec émotion, gravé autrefois sur le mur d'une vieille tour, le nom que l'on devine.

Cannes le séduit par son climat; il y retourne en 1857 et cette fois prend la décision de s'y fixer. Il s'y installe en décembre 1858. Il y passa depuis tous les hivers, en compagnie de ses deux fidèles amies miss Lagden et mistress Ewers. La vie de Mérimée à Cannes est fort bien connue par sa corres-

1. Lettre à Achille Vogüé, 18 septembre 1857, *Chantilly, S. de Lovenjoul*, B 395, fol. 118.

2. *Lettre à Lenormant*, 25 décembre 1856, *Revue de Paris*, 15 novembre 1985, p. 445.

pondance qui, plus suivie à partir de 1852, a sans doute été aussi mieux conservée.

Avec les lettres à madame de Montijo, les lettres à madame de la Rochejacquelein[1] sont à peu près les seules où Mérimée se laisse aller à des confidences par lesquelles on savait déjà que son chagrin fut profond et qu'il persista jusqu'en 1860; mais si, en effet, les relations de Mérimée et de madame Delessert devinrent fort rares, en partie, d'ailleurs, par le fait de l'éloignement volontaire de Mérimée à Cannes, il faut cependant remarquer qu'elles ne cessèrent jamais.

L'amitié de Mérimée et de Léon de Laborde ne fut entamée en rien,

Quoi qu'il ait pu dire, en de rares moments d'humeur ou de vanité, Mérimée ne manqua jamais une occasion d'écrire à madame Delessert ou de la revoir; comme, par exemple, lorsque, le 4 mars 1857, Léon de Laborde, succédant à Chabrier, est nommé Directeur général des Archives.

***

Le 31 janvier 1858, à deux heures trois quarts du matin, M. Gabriel Delessert, âgé de 71 ans, meurt, atteint d'une pneumonie. La veille, écrit Mérimée, « on lui apporta une fleur assez rare qui venait d'éclore dans sa serre et il l'envoya à l'Impératrice avec un petit compliment d'adieu. Elle est accourue aussitôt et lui a serré la main en pleurant. Il a été extrêmement touché de tant de bonté et lui a dit, qu'après l'honneur qu'elle lui faisait, il n'avait aucun regret à quitter la vie. M. de Nadaillac a été aussi convenable et aussi touché que sa nature le permet. Mais madame Bocher et madame Odier se sont échappées par une fenêtre en voyant arriver la voiture de S. M. »[2].

Gabriel Delessert fut enterré le 1er février dans le cimetière de Passy. Le comte de Morny, faisant son éloge dans le *Moniteur universel* du 3 février, a pu écrire : « Quant à moi, dont il a entouré l'enfance de soins paternels, j'éprouve une grande douceur à lui rendre cet hommage et à pouvoir dire de lui :

1. Cf. *Une correspondance inédite*, Paris, Calmann-Lévy, 1897, 3e édit., *passim*.
2. *Lettres à la comtesse de Montijo*, t. I, p. 102.

c'était le plus galant homme que j'aie jamais rencontré. »

« C'est, disait le comte de Hübner, [1] le dernier homme du monde qui ait gardé, comme toilette de rigueur, la culotte et les bas de soie; à quoi il joignait l'urbanité et la politesse de l'ancien régime. »

***

Ces éclaircissements permettront, je crois, de lire, sans commentaires, les lettres postérieures à 1858. Peu nombreuses jusqu'en 1866, et l'on sait pourquoi, elles attestent néanmoins une commune volonté de ne pas rompre, sans retour, une amitié vieille de vingt ans.

L'oubli, l'indifférence même, ne vinrent pas. Dix ans plus tard, environ la fin de 1866, cette amitié se retrouve intacte, et Mérimée, âgé de 63 ans, peut écrire à madame Delessert : « La dernière fois que je vous ai vue, vous m'avez fait un très grand bonheur. Vous m'avez rendu, j'aime à le croire, une amitié qui m'était bien précieuse et dont j'ai cependant douté quelquefois avec le plus grand chagrin de ma part. Il m'a semblé que vous m'ôtiez une épine du cœur. Ne parlons plus de cela, Madame, permettez-moi seulement de vous en rendre grâces. »

C'est l'époque à laquelle Mérimée retrouve un peu de son activité littéraire; il écrit *La Chambre bleue* et *Djoumane* et publiera *Lokis*, qu'il a lu à madame Delessert le 25 septembre 1868.

La lettre datée du 8 mars 1870 et qui termine cette correspondance est très probablement la dernière que Mérimée gravement malade à Cannes ait écrite à madame Delessert.

Le 25 mars 1870, il écrit encore à Tourguéniev[2] : « Vous aurez lu dans les journaux la mort de madame Standish[3], la tante du duc de Mouchy et la cousine de madame Delessert. Elle va à Passy voir madame Delessert et là meurt d'une

1. *Ouvr. cit.*, t. II, p. 100.
2. *Lettre inédite.*
3. Madame Standish était la fille du comte Juste de Noailles et de Honorine de Talleyrand-Périgord. Elle mourut chez madame Delessert, 19 rue Raynouard (ancienne rue Basse), le 20 mars 1870.

attaque d'apoplexie. Le jeune fils de Léon de Laborde est mort il y a un mois[1] d'une angine couenneuse. Madame de Laborde a été très atteinte de la même maladie et M. de Nadaillac. à ce qu'on m'écrit, est en très mauvais état de santé. On ne pense pas qu'il puisse guérir. Cette pauvre famille est vraiment bien maltraitée depuis un an. »

On connaît la fin : la guerre, la défaite, la suprême démarche auprès de Thiers, et la mort de Prosper Mérimée, à Cannes, dans la nuit du 24 septembre 1870.

Madame Delessert lui survécut longtemps. Robert de Montesquiou[2] nous la montre finissant doucement sa vie, dans sa maison de Passy, brodant et relisant, devant sa tapisserie, les *Confessions de saint Augustin.*

Elle mourut le 13 mai 1894.

***

La publication des lettres à la famille Delessert servira certainement la mémoire d'un homme qui a été trop sévèrement jugé. Il ne s'agit d'ailleurs pas, ici, de juger, mais de comprendre et d'approcher Mérimée de plus près. Pour y parvenir, l'érudition ne suppléera jamais à un peu de cette sympathie qui faisait dire à Alexis de Valon[3] :

« Pourquoi a-t-il passé sa vie, lui si bon, à faire croire aux autres qu'il était très mauvais? »

MAURICE PARTURIER

1. François de Laborde, mort le 5 mars 1870, à l'âge de neuf ans.

2. Cf. Robert de Montesquiou. *Roseaux pensants*, Paris, Fasquelle, 1897, p. 150 à 154.

3. Cité par le comte Alexandre de Laborde dans son introduction à *Nos aventures pendant les journées de février.*

LETTRES

DE PROSPER MÉRIMÉE

A LA FAMILLE DELESSERT

1838-1847

A madame Alexandre de Laborde.

[Avant septembre 1838.]

Madame,

Je soupçonne fort madame Delessert ou mademoiselle Mathilde[1] de m'avoir esbigné un portefeuille contenant comme la valise de Robert Macaire des capitaux considérables et des notes archéologiques inestimables. Veuillez prévenir ces dames que, si elles ne rendaient pas le portefeuille susdit, je me verrais contraint de déposer ma plainte entre les mains de M. le procureur du Roi.

Adieu madame, veuillez agréer l'expression de mes hommages respectueux.

PROSPER MÉRIMÉE

Lundi soir.

Copyriht by Plon et fils.

Nous ne publions ici que cinquante-six lettres à la famille Delessert. L'édition complète comprenant cent une lettres paraîtra prochainement à la Librairie Plon.

1. Mathilde de Laborde épousa Édouard Odier le 8 septembre 1838. — Cette lettre est donc antérieure à cette date.

Au comte Léon de Laborde.

5 nov[emb]re 1842.

Je viens de voir Saulcy qui me dit que votre affaire marche aussi bien que possible[1]. Sédillot, qui avait commencé ses visites avec un empressement d'assez mauvais goût, a été si mal reçu qu'il se retire, du moins plusieurs de ses partisans le disent. Saulcy est sûr des Burnouf, de Lebas, de Paris, Guigniaut et de quelques autres de ses intimes. Fauriel m'a dit positivement qu'il voterait pour vous. Lenormant annonce la même intention. En un mot vous risquez de remporter la victoire sans combat. Saulcy cependant et plusieurs autres avec lui pensent que vous ferez bien de venir à Paris dans huit ou dix jours. Ils m'ont chargé de vous prévenir là-dessus. La partie est aussi belle que possible, mais il ne faut pas se fier trop à la fortune, ni aux promesses académiques. Revenez donc dans une semaine si vous pouvez, je crois comme eux que vous ferez bien, ne fût-ce que pour voir ceux qui canvassent pour vous. — J'ai fait un grand rapport pour la Commission[2]. Je crois qu'on m'arrachera les yeux à sa lecture qui aura lieu vers la fin du mois. J'espère que vous pourrez y assister. — Texier a écrit des lettres intéressantes de Magnésie. Il paraît que Cl. Boulanger portait toujours une gourde d'eau-de-vie pour se désennuyer, ce qui l'a tué avec 35° de chaleur. Texier a découvert 60 mètres de bas-reliefs, des fragments de statues colossales; il attaque en ce moment le fronton avec l'espoir de trouver des statues[3]. Il a eu toutes

1. Il s'agit de la candidature de L. de Laborde à l'*Académie des Inscriptions*. L. de Laborde fut élu, le 2 décembre 1842.

2. Rapport au ministre sur les travaux de la commission des monuments historiques en 1842. *Notes, circulaires et rapports sur le service de la conservation des monuments historiques...* 1862, p. 170. Rapport du 24 novembre 1842. Reproduit dans *Les monuments historiques de France à l'exposition universelle de Vienne*, par M. E. du Sommerard, Paris, imprimerie Nationale, 1876, p. 342.

3. Cf. *Description de l'Asie Mineure faite par ordre du gouvernement français de 1833 à 1837*, par Charles Texier. Paris, Firmin-Didot, 1849. In-fol. Volume III. Il s'agit de la mission *à Magnésie du Méandre* (1842-43) pour rapporter les fragments du Temple d'Artémis Leucophrynè. — Clément Boulanger, peintre élève d'Ingres, y mourut des fièvres le 29 septembre 1842, et fut enterré à *Scalanova*. — Cf. aussi *Revue des Deux Mondes*, 1er février 1842.

Mérimée avait visité, avec Ampère (1841), les ruines de Magnésie. « Il revint persuadé que des fouilles exécutées en cet endroit seraient très fruc-

les peines du monde pour les transports. Les arrabahdjy turcs disent qu'ils portent bien des pierres de Scala-nova dans l'intérieur, mais jamais vice versa, donc qu'ils ne peuvent se charger des bas-reliefs. Un arrabahdjy philosophe s'est offert, mais à condition de *choisir lui-même* les pierres à emporter. Texier est obligé d'acheter buffles et chars. Je lui ai écrit pour lui parler de la statue d'Apollon de Siphrens que Buchon a vue, et qu'il pourrait peut-être avoir pour 1 500 francs si Buchon ne nous fait pas une histoire. En doublant le prix et rabattant la moitié du mérite de la statue, ce serait déjà assez beau. Je demande dans mon rapport 200 000 francs par an, administrés par une commission spéciale, i[d] e[st] par nous, pour les achats imprévus. Vitet croit que nous *risquons* de les obtenir, comme on dit à Marseille. L'affaire Du Sommerard va mal; la famille tient à 300 000 francs ce qui paraît énorme à M. Duchatel[1]. Voilà toutes mes nouvelles; je ne vous parle pas de politique, car on n'en fait pas encore. Je ne vous parle pas non plus de M. Target ni de son successeur, car vous devez avoir appris que sur ce point les choses vont aussi bien que vous pourriez le souhaiter. Pour conclure, méditez le conseil de Saulcy, venez à Paris dans dix jours, voyez pendant huit jours les chefs de file, puis prenez conseil d'eux pour faire vos démarches de pure forme. Veuillez présenter mes hommages à Madame de L[aborde]. J'ai oublié de citer parmi les promet-

tueuses. » Il fut consulté sur l'opportunité d'une mission et répondit à l'amiral Duperré :

Monsieur l'Amiral,

Je m'empresse de vous envoyer la note que vous m'avez demandée hier, je regrette de ne pouvoir vous donner de plus amples renseignements. J'espère pourtant qu'ils suffiront à M. l'amiral De la Susse pour vous éclairer sur les mesures à prendre afin d'assurer le succès de l'opération.

Agréez, etc.

PROSPER MÉRIMÉE

2 janvier 1842.

1. Sur Alexandre du Sommerard, mort en août 1842, voir P. Mérimée, *Portraits historiques et littéraires*, Paris, Michel Lévy, 1874, p. 211 et suiv. — La collection du Sommerard et l'Hôtel de Cluny furent acquis par l'État (*Loi du 24 juillet 1843*). L'exposé des motifs, par Tanneguy Duchâtel, est du 26 mai 1843; le rapport d'Arago est du 17 juin 1843. « Cette affaire de l'hôtel de Cluny m'a forcé à retarder mon départ », écrit Mérimée le 28 juillet 1843. (*Lettres à une inconnue*, I, 180.)

tants positifs M. Lajard, Boissonade et Guérard. On dit que Littré perdra sa voix.

(*Sans signature.*)

Au même.

3 septembre [1843.]

J'étais si convaincu que vous étiez à la campagne que je ne suis pas allé vous faire une visite depuis deux jours que je suis à Paris[1]. Je viens d'apprendre que j'aurais pu vous voir hier et je suis bien fâché de l'avoir su si tard. Mad. votre sœur m'a envoyé une lettre de vous, dont j'ai à vous remercier mille fois. Voici comment ma candidature s'est agencée. On m'a écrit de Paris de me présenter. J'ai demandé conseil à Vitet, à Lenormant et à Saulcy, les seuls de mes amis qui fussent alors à Paris. Chacun séparément a répondu : canvassez et vous réussirez, la position étant donnée de vous présenter. Puis ils ont fait ce qu'ils devaient faire, c'était de commencer des démarches en mon nom. Leurs lettres ne me sont arrivées que fort tard le 31 août à Troyes. Il n'y avait plus à balancer. Le 1er septembre, j'étais à Paris et je fais des visites depuis deux jours. Vous comprenez que je suis dans la position d'un homme qui a demandé à ses témoins s'il devait se battre. Il n'a plus à réfléchir. Cette espèce de bataille était d'ailleurs trop de mon goût, je veux dire le résultat de la bataille, s'il est heureux bien entendu. Je ne me dissimule pas que je ruine mes affaires à peu près complètement du côté de l'académie française. Vous savez que je n'ai jamais été très ardent de ce côté, tandis qu'un tabouret[2] dans votre compagnie de fauteuils a toujours été dans mes rêves. Maintenant je trouve les choses moins avancées que Lenormant et Saulcy ne les voyaient. J'ai treize promesses, en y comprenant celle que M. Rochette m'a fait porter par un ami commun[3]. Votre

1. Mérimée était dans la Côte-d'Or lorsqu'il apprit par sa mère la mort de M. Fortia d'Urban. Il écrivit de Dijon, le 12 août 1843, à Lenormant (Chambon, *Notes sur P. Mérimée*, p. 183), pour savoir s'il devait se présenter « à l'héritage de ce célèbre polygraphe ».

2. Mérimée se présentait à un siège d'*académicien libre*.

3. « Picot est venu ce soir, chargé par M. R. Rochette de me dire *que je pouvais compter sur sa voix* (*sic*). » *Lettre à Lenormant, Revue de Paris*, 15 nov. 1895, p. 436. Cette lettre est datée [octobre ou novembre 1843]; c'est 1er ou 2 septembre 1843 qu'il faut dire, je crois.

lettre me permet de compter sur 14 voix. J'ai des espérances, que l'on dit fondées, sur 10 autres. Il y a 11 voix bien certaines pour M. Ternaux; puis il y a 7 voix sur lesquelles je n'ai aucune opinion, enfin 6 académiciens ne voteront pas pour raisons d'absence ou de maladie, ou de mort comme M. Fortia. Vous voyez que l'échiquier est loin d'être débrouillé. Je suis bien décidé à me remuer de tête et de queue; mes amis me secondent à merveille. Je me recommande à vous auprès de M. Beugnot et de M. de Choiseul surtout. Aujourd'hui j'ai joué une scène du Bourgeois gentilhomme chez M. Naudet, puis je l'ai répétée chez M. Lajard. « Touchez-là monsieur, vous n'aurez pas ma fille », voilà ce qu'on m'a dit. — « Nous avons promis à Ternaux, nous sommes désolés, vous valez mieux, nous ne pouvions supposer que vous voulussiez d'une place d'académicien libre. Nous voterons contre vous, espérant bien ne pas réussir. » Cette façon de raisonner me casse les bras, et il est possible que je sois jugulé par mes amis. Il me semble que l'héroïsme du Cid qui tue le père de Chimène est peu de chose en comparaison du leur. Pour faire court, voici les noms propres. J'ai promesse de : MM. Rochette, Hase, Burnouf E., Burnouf p[ère], Fauriel, Magnin, Paris, Lenormant, De Wailly, Saulcy, Ampère, Leprévost, Vitet. Vous me permettez de vous compter n'est-ce pas = 14. Puis j'ai d'assez fortes possibilités de m'assurer les voix de MM. Boissonnade, Letronne, Dureau [de la Malle], Pardessus, Beugnot, Guérard, Littré, Artaud, Leduc [sic] de Luynes et Biot = 10. Contre moi j'ai promesse de M. Naudet et Lajard. Je compte également contre moi : MM. Walkenaer, Jomard, Thierry, Jaubert, Reinaud, Julien, Leclerc, Guigniaut, Eyriès = 11 pour M. Ternaux[1].

Quant aux autres je n'ai nulle idée de leurs intentions. Je soupçonne M. de Monmerqué de voter pour M. Lebas. — E. Quatremère [de voter pour] M. Marcel [?]. Guigniaut, et Reinaud et Julien, se disent désolés de voter contre moi, mais ils ont promis.

Vous en savez autant que moi maintenant sur la situation du champ de bataille. On dit que la manière de canvasser de

1. C'est exactement le nombre de voix obtenues par Ternaux, contre 25 à Mérimée qui fut élu à l'*Académie des Inscriptions*, le 18 novembre 1843.

M. Ternaux m'est utile. Adieu, je vous remercie *toto corde* de vos bonnes intentions à mon endroit. Je vous demande encore en temps et lieu de faire mon éloge aux neutres et aux incertains.

PROSPER MÉRIMÉE

Aujourd'hui 4, j'ai de plus les promesses de M. Letronne, de M. Biot, et de M. Julien[1].

1847

A M. Édouard Delessert.

Lundi 26 juillet [1847].

Mon cher Édouard, je vous remercie de votre aimable souvenir. Je suis très content d'apprendre que le Pétrone vous est bon à quelque chose et qu'il vous amuse. Sauf l'immoralité, c'est en effet un fort joli livre, et c'est bien dommage que les rats ou les moines en aient détruit les trois quarts. Savez-vous ce que vous devriez faire? Quand il pleuvra et que vous ne pourrez monter à cheval, essayer de traduire quelques-unes des histoires *convenables*, comme celles que nous avons lues ensemble, et lisez-les à votre mère. Des gens qui s'y entendaient comme Bossuet, Montesquieu et d'autres ont souvent employé ce petit procédé-là pour se former le style. Je croyais qu'il y avait des inscriptions romaines à Plombières[2]. Jusqu'à présent je n'avais pas ouï parler de bains où l'on ne trouvât quelques vestiges romains. Bagnères est plein de leurs monuments, et dans toutes les sources thermales des Pyrénées on rencontre des autels et des inscriptions votives des malades guéris par les nymphes ou par le dieu de l'endroit. Ces nymphes et ces dieux me font penser qu'il faut, si vous en avez la patience, que nous étudiions ensemble la

1. Cf. Lettre à Lenormant (*loc. cit.*); lettre XII, p. 436, qui peut ainsi être datée du lundi, 4 septembre 1843, d'accord avec la lettre de la même date à Royer-Collard, publiée par Chambon (*Notes...*, p. 184).

2. « Madame Delessert est partie lundi dernier pour Plombières... Le fils est sorti du collège et a passé avec honneur son examen de bachelier ès lettres... » *Lettre à madame de Montijo*, 17 juillet 1847. Voir aussi *Journal de Delacroix* (Plon-Nourrit), t. I, p. 320.

mythologie. Il me semble que cela vous amusera, car cette étude se lie à toutes les questions les plus débattues sur l'origine du monde en général et de chaque peuple en particulier. Vous verrez, et c'est là le curieux de l'affaire, combien souvent les beaux génies se sont rencontrés. Je me prépare en ce moment, comme vous faisiez pour votre examen, à un voyage probable en Afrique[1], et j'étudie la géographie antique de l'Algérie. C'est passablement embrouillé, et les cartes que j'ai sous les yeux ne se ressemblent guères. C'est une forte raison de croire qu'elles ne ressemblent pas davantage au pays qu'elles prétendent décrire. Je voudrais bien apprendre un peu d'arabe pour parler aux Bédouins, mais cette langue-là me paraît diabolique. Tous les sons se tirent du creux de l'estomac, et mon ami Bou-Maza me paraît un ventriloque de premier ordre[2]. Je crois que pour s'exercer il faut commencer par parler avec un bâillon dans la bouche. Madame de Montijo m'écrit pour me demander quand vous viendrez la voir. Eugénie[3] se fait peindre en pied par le premier peintre de l'endroit. Je ne sais si ce portrait est destiné à être envoyé à toutes les cours de l'Europe, jusqu'à ce que quelque Prince tombe amoureux de l'original. On me dit qu'elle conduit une calèche avec des poneys méchants comme le diable et qu'elle verse tout ce qu'elle mène. Voyez si vous n'êtes pas tenté de verser dans un fossé avec elle. A votre âge, il me semble que cette perspective ne m'eût pas trop effrayé. Adieu mon cher Édouard, ayez bien soin de votre mère.

PROSPER MÉRIMÉE

Au même.

11 août [1847].

Je suis très flatté et encore plus touché de vos compliments, mon cher Édouard, mais, pour un bachelier, vous ne vous

1. Mérimée devait partir en mission pour l'Algérie, en compagnie de Léon de Laborde. Ce voyage n'eut pas lieu. (Voir la lettre du 13 septembre 1847.)

2. « Je suis allé l'autre soir chez Mabille avec Bou-Maza, ce prophète arabe qu'on a pris à Alger, il y a quelque temps, et qu'on tient à Paris sans savoir qu'en faire... » *Lettre à madame de Montijo*, 27 juillet 1847. — Sur Bou-Maza et madame de Belgiogoso, voir *Lettres à madame de Montijo* (I, 253) et Marie-Louise Pailleron, *Les écrivains du Second Empire*, Paris, Perrin, 1924, p. 141.

3. Eugénie Guzman de Montijo, comtesse de Teba; la future Impératrice.

rappelez pas assez votre Horace. Ne dit-il pas quelque part : *Nil admirari prope res est una, Numici*[1], etc... C'est un assez bon conseil qu'il donnait à son ami Numicius et dont vous devez faire votre profit. Je suis bien content que vous ayez suivi le mien (de conseil) en traduisant pour votre mère la Matrone d'Éphèse, et encore plus que vous me montriez ce premier essai de votre plume. C'est diablement difficile, autant qu'il m'en souvienne, mais il y a plus de mérite à réussir et moins de honte à échouer. Nous verrons bientôt cette affaire, et je vous promets d'être difficile en diable. Après avoir profondément médité sur l'énigme que vous m'avez proposée, il m'est venu dans l'idée que M. de Valon n'avait aucun rhumatisme pour aller à Plombières, et que ce n'était peut-être pas pour la beauté du paysage qu'il y était venu[2]. Je suis d'ailleurs tout à fait de votre avis. Il m'a toujours paru très aimable et j'en ai entendu dire beaucoup de bien à tous ceux qui le connaissent. A propos d'eaux à prendre, allez piquer une tête à Biarritz, département des Basses-Pyrénées. Vous y trouverez une Néréïde des plus blanches dans la personne d'Eugénie qui embellit en ce moment ce port de mer de sa présence. Il y a fort près de Biarritz des rochers qui restent à sec à la marée basse. Dans ces rochers il y a des grottes, et dans ces grottes il y en a une qu'on appelle la grotte des amants. Deux personnes qui faisaient profession de l'être, s'y étant donné rendez-vous à marée basse, s'attardèrent tellement à babiller, que la mer les surprit et les noya fort bien. Si ce sort vous paraît digne d'envie, allez à Biarritz. Mais je crains que votre belle de Plombières à qui vous vouliez faire prendre quelque chose de chaud ne vous préoccupe uniquement. Prenez garde aux beautés qu'on rencontre aux eaux. J'arrivai un soir aux eaux de Saint-Nectaire[3] après avoir fait six ou sept lieues dans des montagnes. Après avoir dîné à la hâte, on me fit entrer tout poudreux dans un salon où

1. Horace, *Épitres*, I, VI, 1.

2. « Vous ai-je dit que Cécile [Delessert] allait se marier au commencement du mois prochain? Elle épouse M. Alexis de Valon, que vous avez vu, je crois, à Madrid en 1845. C'est un assez joli garçon, d'une très bonne famille et de bonnes manières, ayant d'ailleurs de la fortune et de l'esprit. » *Lettre à madame de Montijo*, 19 août 1847. — Le mariage eut lieu le 11 septembre 1847.

3. En 1837.

je vis je ne sais combien de beautés qui me parurent célestes. Je me tenais dans un coin tout honteux de mon costume, mais le lendemain je mis mon habit neuf et, ma barbe faite, je descendis à la salle à manger pour retrouver les dames qui avaient produit tant d'effet sur moi aux lumières. Je m'assis auprès de celle qui m'avait paru la plus jolie, et, en lui offrant une côtelette, je m'aperçus qu'elle avait une vilaine cicatrice sous le menton. Une autre avait un œil pleurant ou suppurant, et celles qui ne montraient rien de dégoûtant n'auraient pas gagné, me dit-on, a être vues en costume de sauvage. Au reste à votre âge il ne faut pas être trop difficile. Vérifiez votre beauté, et si vous trouvez quelque mécompte ne laissez pas par honnêteté de pousser les choses jusqu'à la fin. Me voilà à la fin de mon papier, et je vous dis adieu ou ἔρρωσο[1] à la grecque.

(*Sans signature.*)

1848

Au même.

1er février 1848.

Mon cher Édouard, votre histoire me plaît assez, bien que vous l'ayez écrite dans un but perfide et immoral. Voici mes observations, votre projet immoral admis (dont je me lave les mains).

1° Il ne faut jamais commencer un conte par dire : il est sentimental ou comique. Cela ôte la surprise au lecteur, et il y a dans l'esprit humain un tel penchant à la contradiction, qu'il suffit souvent de l'avertir qu'on a dessein d'attaquer un de ses sentiments, pour qu'il se cuirasse à l'épreuve de ce côté. Je crois donc qu'il vaudrait mieux commencer par la paraphrase du distique grec, où vous revenez heureusement à la fin pour proposer à cette aimable dame de lui faire des horreurs.

2° Votre portrait de M. de Radowitz[2] n'est pas exact, et

1. Fortifie-toi, c'est-à-dire : Portez-vous bien. Formule par laquelle Mérimée termine très souvent ses lettres.

2. Cf. *Lettre à madame de Montijo*, 22 janvier 1848 : « J'ai dîné hier chez V[alentine] avec un M. de Radovitz, ministre prussien qui est venu ici pour

surtout pas assez développé. Il serait bon, je pense, comme la créance qu'on accordera à son histoire dépend de l'opinion qu'on aura de lui, il serait bon de le représenter comme un homme fort savant, très curieux et très exact observateur, grand métaphysicien, etc.

3° Dans le récit il y a trop d'ironie. Je voudrais plus de simplicité. Et puis, il ne faut pas oublier que, lorsqu'on raconte quelque chose de surnaturel, on ne saurait trop multiplier les détails de réalité matérielle. C'est là le grand art de Hoffmann dans ses contes fantastiques[1].

Rappelez-vous les Allemandes que vous avez vues, ou plutôt une Allemande, comment elle tricotait, si c'étaient des bas blancs ou noirs, comment elle arrangeait sa table à thé, n'oubliez ni le pain ni le beurre. Tâchez en quelques mots de fixer le lieu de la scène — ici la table, là la cheminée, la porte en face, les chaises disposées de telle et telle manière, etc. Rabelais dit qu'il faut toujours mentir en nombre impair[2]. C'est une grande leçon qu'il donne aux romanciers.

4° L'amant se nomme Kauffmann, non Hauffmann, qui n'est pas un nom allemand. Il me semble que M. de Radowitz disait qu'il avait été rapporté mort devant sa fiancée.

5° Les remarques en mauvais français de M. de Radowitz à la fin du récit seraient bonnes si votre histoire était destinée à être lue en public. Elles produisent un certain effet en rejetant brusquement le lecteur hors du cours d'idées où il s'était abandonné. Cela donne à l'auteur un air dégagé et satanique qui plaît assez. Mais, *dans l'espèce*, je ne crois pas que vous deviez chercher ce succès médiocre. Votre but, que vous devez toujours avoir devant les yeux, c'est de *venir au-dessus* de votre

les affaires de Suisse... Un autre des *accomplissements* de M. de Radovitz, c'est de raconter des histoires de revenants. Si ces histoires-là pouvaient s'écrire, je vous les enverrais... » — Cf. Saint-René Taillandier. Le général de Radowitz. *Revue des Deux Mondes*, 15 avril 1851.

1. Les *Contes fantastiques* de Hoffmann étaient célèbres depuis l'adaptation de Loève-Veimars. Mérimée les cite en 1846 dans l'*abbé Aubain*.

2. « Tout gros mensonge a besoin d'un détail bien circonstancié, moyennant quoi il passe. C'est pourquoi notre maître Rabelais a laissé ce beau précepte : « *qu'il faut mentir par nombre impair* ». P. Mérimée. Alexandre Pouchkine. *Le Moniteur Universel*, 20 et 27 janvier 1868. Article réimprimé dans *Portraits historiques et littéraires*, Paris, Michel Lévy, 1874. Cf. 2e édit. revue et corrigée, p. 312. — La citation de Mérimée ne se trouve pas dans Rabelais.

belle, pour voir de plus loin. Il ne faut donc pas faire cesser brusquement son émotion. Concluez plutôt comme vous faites, et très bien, en lui proposant votre opinion sur le mélange de θάλαμος et de θάνατος[1], en commençant bien entendu par le premier, où elle se trouvera si bien sans doute qu'elle ne voudra pas savoir davantage.

Mille amitiés.

PROSPER MÉRIMÉE

1er février 1848.

P. S. — Ne terminez pas par : « du moins sans prétention ». Pourquoi supposez-vous une idée qui ne viendra pas à l'esprit? Il vaut mieux dire là ce que vous dites en commençant : je vous raconte cette histoire-là, parce qu'elle m'a paru sentimentale et convenable à une intelligence comme la vôtre, etc. — Ne dites pas non plus *nature* comme la vôtre, attendez pour parler de sa nature que vous sachiez pertinement si elle est en ce sens — ou en celui-là I.

Au même.

20 mars 1848[2].

Mon cher Édouard, je réponds un peu tard à votre aimable lettre, mais entre les gardes à monter, les rapports à faire, les manifestations à voir passer me prennent tout mon temps. Je suis charmé de votre appréciation de l'architecture anglaise. Vous ne vous êtes pas laissé éblouir par la richesse de l'ornementation et vous avez raison d'aller au fond des choses. Quand vous aurez le temps, allez à Salisbury et à Cantorbery, vous y verrez des églises fort intéressantes d'une époque où l'architecture anglaise ne différait de la nôtre que par l'infériorité de sa sculpture, mais les plans et la construction générale en sont admirables. L'église du Temple à Londres est un très joli monument. Il existait en France autrefois un grand nombre d'églises bâties sur un plan circulaire. Elles

1. Le distique grec paraphrasé par Ed. Delessert paraît ainsi être le distique de Palladas que Mérimée a mis en épigraphe à *Carmen*.

2. Gabriel Delessert était parti pour Londres avec sa famille le 27 février 1848. Cf. Vicomte Alexis de Valon. *Nos aventures pendant les journées de février*, récit publié par le comte Alexandre de Laborde, Paris, H. Leclerc, 1910. — Voir aussi Tripier le Franc (*ouv. cit.*).

sont très rares aujourd'hui. Il y en a une dans l'Aude inscrite dans un ovale, et ayant sept côtés[1]. Vous savez qu'il n'y a pas de procédé géométrique au moyen duquel on puisse diviser un cercle en sept parties. Je suis surpris que vous ne sachiez pas pourquoi les chevaliers anglais du temple ont les jambes croisées sur leurs tombeaux. Cela veut dire qu'ils ont été à la croisade. Les rébus sont fort anciens. Il y avait en Grèce deux architectes nommés Σαῦρος et Βάτραχος, qui sculptaient sur les monuments qu'ils bâtissaient des lézards et des grenouilles. On me dit que vous allez entrer dans une maison de commerce anglaise. Vous avez raison de travailler, mais je suis fâché seulement de vous voir établi pour longtemps loin de votre pays. Au reste, rien de ce qui se fait n'est irrévocable. Peut-être aurons-nous encore occasion de courir ensemble les églises et les musées. Votre mère est bien triste de se voir ainsi séparée de sa famille. Je compte sur vous pour avoir soin d'elle et lui donner du courage. En vous voyant faire votre chemin dans le monde comme un bon et brave garçon, elle se consolera de tout. Adieu, mon cher ami, j'ai vu dernièrement madame O[dier][2] qui se porte bien quoique fort triste; elle est toujours charmante. Je n'ai pas vu votre belle brune, mais seulement son mari, qui m'a paru fort désolé de perdre son bonnet de grenadier.

(*Sans signature.*)

Au même.

3 avril 1848.

Le récit du voyage de Plymouth que vous me faites, mon cher Édouard, m'effraye au dernier point pour votre mère. Savez-vous qu'il ne faudrait pas beaucoup de parties de plaisir comme celle-là, pour l'empêcher de jamais revoir la France? Votre mère a tellement pris l'habitude de ne jamais penser à elle, qu'elle est comme un aveugle qui se tuera au premier pas, si on ne le détourne pas des obstacles. C'est à vous, mon cher ami, à la diriger et à l'obliger de songer à elle.

1. « J'ai sous les yeux un plan de l'église du temple de Londres; elle offre une analogie frappante avec celle-ci [l'église de Rieux-Mérinville]. *Lettre à M. Tournal fils*, publiée par Pierre Jourda. *Narbonne vu par les romantiques*, Toulouse Privat, 1930.

2. Mathilde de Laborde, sœur de madame Delessert. Elle avait épousé le peintre Édouard Odier.

Tout ce que j'entends dire de sa santé et de sa tristesse m'afflige beaucoup. Votre grand'mère et votre tante lui ont écrit pour la gronder, mais les lettres ne font rien, c'est à vous de tâcher de la distraire et de lui rendre un peu de courage.

C'est bien ce qui nous manque le plus à nous autres gens de Paris. Vous ne pouvez vous figurer la tristesse de cette ville, qui était si vivante il y a six semaines. On ne voit que gens ruinés, et que mines glabres. Si l'on reste chez soi, on voit des fantômes, et si l'on sort, on a le récit de toutes les appréhensions et de toutes les catastrophes arrivées ou arrivables à ses amis. Travailler au milieu des plantations d'arbres de la liberté et des manifestations n'est guère possible. On aimerait à se trouver avec ses amis dans une île déserte à la Robinson sans journaux et sans proclamations.

Puisque vous êtes encore oisif et que le latin vous est cher, pourquoi ne prendriez-vous pas un livre latin quelconque, dont vous traduiriez quelque chose tous les jours. Si vous avez quelque penchant à la philosophie, attaquez-vous à Sénèque. C'est un bel esprit s'il en fut, un fendeur de cheveux en quatre, qui est parvenu dans sa langue à exprimer des idées qu'on ne croirait pas qu'une langue ancienne pût rendre, tant ses subtilités conviennent à nos langues raffinées d'aujourd'hui. Il n'y a pas un siècle entre Cicéron et Sénèque, mais entre ces deux hommes il y a une révolution aussi complète que l'est peut-être celle de Février. Il serait possible qu'à votre retour à Paris, vous ne comprissiez guère notre français républicain. Voulez-vous encore une occupation? Si j'étais à Londres, je voudrais étudier les monuments rapportés de la Lycie par un M. Fellowes[1]. Lisez à la bibliothèque leur description par un M. Sharpe[2], le frère de celui que vous avez connu. Puis regardez et tâchez de deviner. Adieu, mon cher Édouard, travaillez n'importe à quoi; tout étrange qu'est le temps où nous vivons, il ne faut pas le perdre.

(*Sans signature.*)

1. Cf. *An account of discoveries in Lycia being a Journal kept during a second excursion in Asia Minor*, by Charles Fellows, 1840. London, John Murray, 1841, in-4°. — Cf. Lettre à Clerc de Landresse, *Lettres inédites*, p. 210.

2. Samuel Sharpe. Cf. *Lettres de Mérimée à Sutton Sharpe, Mercure de France*, 1er avril 1911, p. 488.

Au même.

24 avril [1848].

Mon cher Édouard, c'est un terrible homme que ce Sénèque avec ses phrases courtes qui en disent plus qu'elles ne sont grosses. Il se divertit à échiner la belle et simple langue de Cicéron. Mais il a de l'esprit comme quatre et parfois, malgré la recherche et le mauvais goût, il est sublime. Ne croyez pas qu'il soit facile de traduire en une matinée une lettre comme celle que vous m'envoyez[1]. Sénèque a des mots dont le sens ne peut se rendre, et je ne sais même si quelqu'un sait bien précisément ce qu'il entendait par : *Bona mens, Deus, Animus.* M. de Rémusat vous dirait peut-être ce que cela signifiait pour les stoïciens. Pour comprendre Sénèque, il faut commencer par l'apprendre par cœur, car ses locutions doivent s'expliquer les unes par les autres. — Chaque auteur a sa langue particulière et celle de Sénèque n'est pas la plus facile. Je vous dirai brutalement que vous avez fait plusieurs contresens dans votre traduction. Dans la comparaison qu'il fait entre un lion apprivoisé poudré de paillettes d'or et un lion sauvage, vous n'avez vu qu'un lion et il y en a deux. Cette comparaison d'ailleurs un peu baroque est une allusion aux spectacles du cirque si familiers à tous les Romains que les philosophes même en tiraient leurs métaphores. On montrait aux épiciers de Rome des lions dressés qu'on couvrait d'ornements et qui donnaient la patte, etc. Sénèque dit qu'un homme paré des biens de la fortune ressemble à ces lions apprivoisés qui ne valent pas un lion du désert *speciosus ex horrido*, très belle expression, neuve sans doute quand Sénèque l'a employée et que je ne sais comment traduire. Vous traduisez très chrétiennement *Bonus vir sine Deo nemo est.* Personne sans Dieu n'est homme de bien. Je crois que ce n'est pas l'idée de Sénèque. Il veut dire *nullus bonus vir est sine Deo.* Ce qui est plus fier et plus payen. Je sais qu'il y a des gens qui supposent que Sénèque avait pris des leçons de Saint-Paul[2], et l'on explique ainsi quelques passages de ses œuvres qui ont un

1. Sénèque, *Epist.* XLI.

2. Les critiques ont trouvé dans la lettre XLI, de Sénèque, des imitations des *Actes des apôtres* (XVII; 27, 28) et de l'*Épitre aux Romains* (VIII, 13), etc. — Cf. *Une Correspondance inédite*, p. 111.

reflet de christianisme singulier, *credat Judæus Apella*[1]. En général vous n'avez cherché qu'à rendre le sens des phrases de votre auteur et vous ne vous êtes pas attaché à donner des équivalents de ses expressions. C'est cependant une condition indispensable pour une bonne traduction. Il faut imiter les tours d'un auteur, rendre ses locutions originales et jusqu'à ses défauts. Je vous ai broché *currente calamo* une traduction de cette lettre, non pour vous servir de modèle, mais pour vous aider à retrouver le sens des passages que vous n'avez pas compris. Je ne réponds pas de n'avoir pas fait contresens moi-même. Il faudrait piocher cela pendant trois ou quatre jours pour en faire quelque chose. Essayez dans quelque temps, quand vous aurez compris le sens de chaque mot, de refaire une autre traduction parfaitement exacte et en vous attachant à tout rendre. Après Sénèque tous les latins vous seront faciles. Prenez César par exemple qui écrivait proprement, peut-être avec une affectation de simplicité. Lisez la campagne de Catalogne avec une carte sous les yeux (*Bell. civ.*, liv. 2), ou la bataille de Pharsale qui est un morceau choisi. Cela pourra intéresser M. votre père. Remerciez-le de son bon souvenir. Je lui écrirai quand j'aurai pu voir Thierry, qui, candidat et président de bureau électoral, est absolument invisible présentement. Nous sommes fort tranquilles. Peu de foule pour voter, dit-on. Il est vrai qu'il y a 278 bureaux. Nous verrons ce qui sortira de cette boëte au noir. Adieu mon cher ami, travaillez bien et ayez soin de votre mère.

(*Sans signature.*)

(*A suivre.*)

1. Horace, *Sat.* I, v. 100. Citation souvent employée par Mérimée; par ex. : *Lettres à Panizzi*, II, 222, 358.

LA REINE HORTENSE AU CHÂTEAU D'ARENENBERG[1]

V

LES VISITEURS : ALEXANDRE DUMAS

La reine Hortense a fait aussi la conquête d'Alexandre Dumas. Il est vrai que cette conquête était faite d'avance, par la vertu de la musique. « J'en avais tant entendu parler dans ma jeunesse, écrit-il de la Reine, comme d'une belle et bonne fée, bien gracieuse et bien secourable, et cela par les filles auxquelles elle avait donné une dot, par les mères dont elle avait racheté les enfants, par les condamnés dont elle avait obtenu la grâce, que j'avais un culte pour elle. Joignez à cela le souvenir de romances que ma sœur chantait, qu'on disait de cette Reine, et qui s'étaient tellement répandues de ma mémoire dans mon cœur, qu'aujourd'hui encore, quoiqu'il y a vingt ans que j'aie entendu ces vers et cette musique, je répéterais les uns ou je noterais les autres sans transposer un mot, sans oublier une note. C'est que des romances de reine, c'est qu'une reine qui chante, cela ne se voit que dans les *Mille et une nuits*, et cela était resté dans mon esprit comme un étonnement doré. »

A travers ce style bâclé se reconnaît l'effusion romantique. Ces futurs républicains, Victor Hugo, Alexandre Dumas,

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mars.

Alfred de Vigny, ont commencé par célébrer et brouiller toutes les couronnes, impériales et royales, pourvu qu'elles fussent posées sur de beaux visages de femmes, Marie-Antoinette, Joséphine, Hortense. Ils maltraiteront les rois, mais exalteront les reines. Les Maries de Neubourg seront épargnées, tandis que le plus grand homme d'État de l'ancienne France, celui qui l'a achevée et conduite à la perfection, Richelieu, sera pareillement diffamé et rapetissé par eux tous, au point que la leçon donnée par le comte Molé à l'auteur de *Cinq-Mars* lorsqu'il le reçut sous la Coupole doit cesser de nous paraître injuste et déplacée.

Alexandre Dumas visita Arenenberg au mois d'août 1832. Il avait alors vingt-neuf ans et il était déjà célèbre. Fils du général Dumas, qui était lui-même le fils naturel du marquis de la Pailleterie et d'une femme de couleur, il était venu dès son extrême jeunesse chercher fortune à Paris. Le général Foy, qui avait connu son père, l'avait recommandé au duc d'Orléans qui en avait fait son secrétaire. Mais, à vingt-cinq ans, il publiait son premier recueil de nouvelles et se liait avec la jeunesse littéraire qui devait bientôt composer l'école romantique. Le Théâtre, surtout, l'attirait. Il en aimait l'agitation, le tumulte et les batailles. *Henri III et sa Cour*, représenté en 1829, est le premier drame de la nouvelle école. Le duc d'Orléans le nomme aussitôt son bibliothécaire et, après la Révolution de 1830, ne cessera pas de le protéger. Cependant, avec cette extraordinaire fécondité qui lui permettra d'écrire au cours de sa vie plus de trois cents volumes, il multiplie les pièces. C'est *Antony*. C'est *Charles VII chez ses grands vassaux*. C'est la *Tour de Nesle* en collaboration avec Gaillardet. Car il commence à se servir du travail des autres. Bientôt il lui faudra un théâtre à lui, le Théâtre Historique, pour jouer ses innombrables drames, où il s'ébroue à travers l'histoire de France comme un hippopotame dans un fleuve.

Au commencement de 1832, il avait pris le terrible mal à la mode, le choléra (que devait fuir, cette même année, avec tant de crainte madame Récamier et dont elle devait mourir dix-sept ans plus tard, comme si le fléau l'avait nominativement désignée parmi ses victimes). Dumas a raconté lui-même dans quelles circonstances il tomba malade, le 15 avril,

après avoir passé la soirée avec Liszt et Boulanger et bu force tasses de thé pour se prémunir contre l'épidémie. Une erreur de remède le sauva. A peine entré en convalescence, il reçut la visite du directeur de la Porte Saint-Martin menacé de la faillite, si quelque beau drame ne lui tombait du ciel dans les quinze jours. Seul, Alexandre Dumas pouvait jouer le rôle de la Providence. Le malade se contenta de huit jours et donna *la Tour de Nesle.* « Elle lui rapporta cent mille écus...; il est vrai que je faillis en devenir fou. » Mais il oublie Gaillardet qui écrivit la pièce, ou presque.

Sur quoi, le général Lamarque étant mort, ses obsèques dégénérèrent en bagarre, et ce fut l'affaire du cloître Saint-Merri. Les journaux annoncèrent que Dumas, pris les armes à la main, avait été fusillé. Charles Nodier lui écrivit aussitôt pour l'inviter à dîner à l'Arsenal. Déjà les journaux n'inspiraient pas la crédulité. L'auteur (?) de *la Tour de Nesle,* fatigué de tous ces bruits et toujours fiévreux, se vit ordonner par son médecin un changement d'air. Il choisit la Suisse, ce qui nous valut trois volumes, dont un au moins se passe en Savoie, et il quitta Paris le 21 juillet 1832.

Ces *Impressions de voyage en Suisse* se lisent encore avec plaisir, pour leur bonne humeur, leur trépidation, leur mouvement, leur érudition facile, leur naïve fanfaronnade, leur verve. Un commis-voyageur dont la valise est bourrée de guides, d'almanachs, d'ouvrages de vulgarisation historique, mais qui excelle à se lier avec tout le monde, à mettre tout le monde en gaieté et en confiance, qui sait tirer des gens tout ce qu'ils contiennent, qui déride les tristes et rend bavards les taciturnes, tel il nous apparaît dans la diligence, le coche, le bateau, à la table d'hôte, sur la route, à l'auberge, en tous lieux. Ajoutez qu'il est solide comme un chêne et ne connaît pas la fatigue. Il peut boire, manger, marcher, indéfiniment et impunément. C'est un excellent compagnon, — odieux si l'on cherche la poésie et le mystère.

Ce voyage en Suisse débute par deux cents pages sur la Savoie. Car Chamonix où il s'arrête est tout de même en Savoie. Chamonix reconnaissant lui a élevé un monument il y a quelques années. Et sans doute a-t-il contribué à lancer le Mont-Blanc. *Lancer le Mont-Blanc,* voilà qui vaut bien *la*

Tour de Nesle! Alexandre Dumas, à Chamonix, se lie avec les guides et spécialement avec le premier de tous, le vainqueur, ce Jacques Balmat qui conduisit sur la plus haute cime d'Europe la caravane de Bénédict de Saussure. Balmat, vieilli, raconte à l'écrivain ses tâtonnements, ses essais, la nuit passée presque au sommet, le chemin découvert, la victoire enfin. Depuis lors, Jacques Balmat a eu ses biographes, ses apologistes. Toute une littérature de Club alpin s'est occupée de lui. Le récit d'Alexandre Dumas, sauf quelques erreurs faciles à réparer, demeure encore le plus vivant, le plus pittoresque, le plus vrai. L'écrivain restera en relations avec le guide et apprendra sa mort avec tristesse — cette mort singulière de l'obstiné vieillard tombé dans quelque gouffre où son corps ne fut pas retrouvé, comme si la montagne l'avait absorbé. Ainsi l'air gardera-t-il plus tard le secret de la mort d'un Guynemer.

Alexandre Dumas est un des premiers écrivains qui se soient intéressés aux drames de la montagne. Dans l'Oberland il n'omettra pas de se faire raconter les *accidents*. Il visitera le glacier de Rosenlau, la Gemmi, il chassera le chamois dans les Alpes de Glaris. Il tuera même, au lac de Brienz, un lavaret avec sa carabine! Il devance Tartarin, et il l'ignore, ce qui lui donne une grande autorité. Enfin le voici au bord du lac de Constance.

Il commence par éprouver une grande désillusion, à cause de ses lectures. Il connaît de fraîche date l'histoire du Concile, la mauvaise foi de l'empereur Sigismond, la condamnation et l'exécution de Jean Huss et il s'attend à quelque beau décor romantique pour y loger ce passé terrible et grandiose. Or on lui montre une petite ville moderne, pauvre et triste. La basilique où fut élu le pape Martin V lui fait l'effet d'une misérable église et la douane est installée dans le palais où l'empereur tint sa cour romaine. Seule, la nature n'a pas changé : « C'était bien le beau lac calme et transparent où la ville se mire; c'étaient bien, à sa droite, ses plantureuses montagnes parsemées de châteaux; c'étaient bien, à sa gauche, ses riches plaines bordées de villages : l'œuvre de la nature s'offrait à ma vue aussi large et aussi belle que je l'avais vue dans mes songes d'or; il n'y avait que l'œuvre des hommes

qu'un méchant enchanteur avait touchée de sa baguette, et qui s'était écroulée. » Mais qu'avait donc bien pu imaginer Alexandre Dumas? La cathédrale de Constance est un assez bel édifice ogival qui porte la trace de plusieurs époques; le Kaufhaus où se tint le conclave qui nomma le pape Martin V n'est pas sans pittoresque, et le cloître roman de l'ancien couvent des Dominicains, où fut enfermé Jean Huss et qui est devenu aujourd'hui l'Insel-Hôtel, est favorable aux plus belles méditations historiques. Mais Dumas aimait à jongler avec les empereurs et les papes et leur composait des cadres appropriés, un peu enfantins.

La reine Hortense qui s'ennuie à Arenenberg ne va pas manquer la visite de ce voyageur connu. Elle l'invite donc, et même elle va au-devant de lui, ce qui le bouleverse et le met dans un état lyrique. « Elle était loin de penser qu'au jour de sa puissance, jamais homme, entrant dans la salle de réception du château de la Haye et s'approchant du trône où elle était assise dans toute la majesté du pouvoir, dans toute la splendeur de la beauté, n'avait ressenti une émotion pareille à celle que j'éprouvais : tous les sentiments généreux que renferme le cœur de l'homme, l'amour, le respect, la pitié, se pressaient sur mes lèvres; j'étais près de tomber à genoux et, certes, je l'eusse fait si elle eût été seule. » Représentons-nous, sur le chemin qui d'Ermatingen conduit au château d'Arenenberg, ce mulâtre aux pieds de la Reine. Plus simple et plus vraie, celle-ci se contente de lui sourire en lui tendant la main et en le remerciant d'être venu. Le remercier! Aussitôt il entre en extase et par habitude de théâtre se parle à lui-même : « ... Tu ne t'es pas trompé, jeune homme, c'est la voix de ton enfance, gracieuse et bonne; poète, c'est ce son de voix, c'est ce regard que tu as rêvé à la fille de Joséphine (*sic*); laisse battre librement ton cœur : une fois la réalité s'est trouvée à la hauteur du songe; regarde, écoute, sois heureux. »

Merveilleux et puéril étonnement! Elle l'avait invité, elle ne pouvait pourtant pas le congédier. Elle le recevait de son mieux, et peut-être non sans espérer qu'on le saurait à Paris. Le visiteur, sûrement, ne serait pas discret. En somme, elle s'assurait une bonne publicité. Mais son amabilité naturelle,

la solitude et l'ennui la prédisposent à bien accueillir ses hôtes. Le bon Alexandre Dumas ne sort pas de l'état d'enthousiasme où la seule vue de la Reine l'a plongé. Tout le ravit, le parc, le modeste petit château et, à l'intérieur, le tableau de Gros qui représente Bonaparte au pont de Lodi, le talisman de Charlemagne donné par les bourgeois d'Aix-la-Chapelle, la ceinture des Pyramides, l'anneau de mariage, enfin le reliquaire impérial contenant des lettres de Napoléon à Joséphine. « Toutes les lettres étaient autographes (*sic*), datées des champs de bataille de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna, écrites sur l'affût d'un canon, les pieds dans le sang; et toutes contenaient un mot de la victoire. Puis, des pages d'amour, mais de cet amour profond, ardent, passionné, comme le ressentaient Werther, René, Antony... » Antony? Dumas n'hésite pas à placer son personnage à côté des protagonistes de Gœthe et de Chateaubriand. Et voilà Napoléon comparé à Antony, devenu un héros de Dumas! « Quelle organisation immense que celle de cet homme, qui renfermait à la fois tant de choses dans la tête et dans le cœur! »

> Le portrait d'un enfant et la carte du monde,
> Tout son génie et tout son cœur,

dira Victor Hugo. Le portrait du roi de Rome, brodé par Marie-Louise, fait partie du reliquaire d'Arenenberg. Et Alexandre Dumas de songer que le dernier regard de Napoléon s'est porté sur cette image. « Cet œil d'aigle s'était fermé sur le même objet que j'avais à mon tour sous les yeux; sa bouche mourante avait touché ce satin, son dernier soupir l'avait humecté; et il y avait un mois à peine que l'enfant était mort à son tour, les yeux sur le portrait de son père... » Le duc de Reichstadt venait en effet de mourir, laissant l'héritage impérial à Louis-Napoléon, le fils d'Hortense.

Cependant le visiteur, après le dîner, voit arriver, du château de Volsberg qui est tout proche, madame Récamier qui, en voisine, passe ses soirées avec la Reine. Nouvel enchantement. « J'ai beaucoup entendu discuter de l'âge de madame Récamier, écrit-il; il est vrai que je ne l'ai vue que le soir, vêtue d'une robe noire, la tête et le cou enveloppés d'un voile de la même couleur; mais à la jeunesse de sa voix, à la beauté

de ses yeux, au modelé de ses mains, je parierais pour vingt-cinq ans. »

Elle en avait cinquante-cinq. Mais chut! Personne ne le pouvait savoir. Personne ne le pouvait deviner. Elle était sans âge, la grâce en personne. Les dates sont des conventions : il y a des vieillards de quarante ans, et des femmes et des hommes qui ne vieillissent jamais, dont le sang reste vif et la vie ardente. Rien ne conserve une femme comme d'être aimée, et c'est pourquoi elles y tiennent tant. On les croit coquettes : non, elles se préservent.

Comme la soirée se prolonge, la Reine se met au piano. Elle chante l'une ou l'autre de ces romances qu'elle a composées en exil. Alexandre Dumas ose une prière. Il la supplie de chanter une romance plus ancienne, celle qui prélude par ce vers :

Vous me quittez pour marcher à la gloire...

La Reine est plus bouleversée que ne le peut croire l'écrivain, car tout son passé le plus cher, le plus secret, va réapparaître. Elle commence par résister à cet appel. Elle assure qu'elle ne se souvient pas. « Je me la rappelle, moi », proteste Alexandre Dumas. Et il dicte à la Reine les couplets. Il les faut citer pour que la scène prenne tout son sens — tout son sens ignoré de celui qui la raconte :

Vous me quittez pour marcher à la gloire,
Mon triste cœur suivra partout vos pas;
Allez, volez au temple de mémoire :
Suivez l'honneur, mais ne m'oubliez pas.

A vos devoirs comme à l'amour fidèle,
Cherchez la gloire, évitez le trépas :
Dans les combats où l'honneur vous appelle
Distinguez-vous, mais ne m'oubliez pas.

Que faire, hélas! dans mes peines cruelles?
Je crains la paix autant que les combats :
Vous y verrez tant de beautés nouvelles,
Vous leur plairez!... Mais ne m'oubliez pas.

Oui, vous plairez, et vous vaincrez sans cesse,
Mars et l'Amour suivront partout vos pas;
De ces succès gardez la douce ivresse,
Soyez heureux, mais ne m'oubliez pas.

Quelle est donc l'histoire de cette romance qui émeut si profondément la Reine? Les vers en furent composés par

M. de Ségur à la veille du départ de l'Empereur pour la foudroyante campagne d'Autriche qui devait se terminer à Wagram (5 et 6 juillet 1809). Déjà les bruits du divorce de Napoléon commençaient de courir. Joséphine vivait dans l'inquiétude de l'avenir. Elle n'avait plus de jeunesse et la maternité l'avait fuie. Après s'être laissée aimer, elle aimait l'Empereur jalousement. Hortense, sur ces paroles d'actualité, mit sa mélancolique musique. « La veille du départ de l'Empereur, se souvient tout haut la Reine dans le salon d'Arenenberg en présence d'Alexandre Dumas, je les lui chantais. Ma pauvre mère! je la vois encore, suivant sur la figure de son mari, qui m'écoutait soucieux, l'impression que lui faisait cette romance qui s'appliquait si bien à la situation de tous deux. L'empereur l'écouta jusqu'au bout; enfin, lorsque le dernier son du piano fut éteint, il alla vers ma mère : « Vous êtes la meilleure créature que je connaisse, lui dit-il. » Puis, l'embrassant au front en soupirant, il entra dans son cabinet; ma mère fondit en larmes, car de ce moment elle sentit qu'elle était condamnée... »

Oui, sans doute, cette émotion filiale se comprend. Et cependant je ne puis m'empêcher de penser qu'elle en recouvre une autre, plus personnelle, plus profonde encore. La reine Hortense, mal mariée, n'avait pu vivre longtemps avec Louis Bonaparte dont le caractère funeste et la jalousie étaient insupportables. Après la mort de leur fils aîné en Hollande une réconciliation momentanée avait réuni les deux époux dans le midi de la France où la Reine était allée chercher du repos. Le prince Louis-Napoléon en avait été le fruit. Il était né le 21 avril 1808. Mais dès sa grossesse Hortense avait repris sa vie solitaire. La santé ébranlée, elle n'avait pas rejoint son mari à la Haye. Et peu à peu l'amour qu'elle éprouvait dès longtemps pour le comte de Flahaut l'avait envahie tout entière. Elle s'était donnée à lui à Aix en Savoie, à l'automne de cette année 1808. Or, la romance qu'on lui réclamait s'appliquait bien mieux encore à sa situation par rapport à Flahaut partant pour la guerre qu'à celle de Napoléon et de Joséphine.

Vous leur plairez... mais ne m'oubliez pas.

N'est-ce pas la crainte même que lui inspirait son amant trop empressé auprès des femmes et trop recherché par les femmes, et qui l'aimait plus que toutes les autres sans pouvoir se passer des autres? Et voici qu'avec cette romance oubliée tout le passé envahissait le salon d'Arenenberg, envahissait le cœur de la Reine. « Elle laissa courir ses doigts sur le piano, raconte Dumas qui ne la pouvait deviner, un prélude plaintif se fit entendre, puis elle chanta avec toute son âme, avec le même accent qu'elle dut chanter devant Napoléon. Je doute que jamais homme ait ressenti ce que j'éprouvais dans cette soirée. » Les romanciers ne devinent pas tout. Mais qui donc, d'un cœur de femme ou d'homme, a jamais tout deviné?

Le lendemain, il revient déjeuner au château. La Reine veut l'interroger sur ce qui se passe à Paris, sur les journées de juin, sur la Révolution, sur la popularité ou l'impopularité du nouveau régime. Elle l'emmène dans les allées du parc au-dessus du lac de Constance. Alexandre Dumas, consulté, se prend au sérieux. Il lui fait un cours sur le républicanisme social auquel il adhère et sur le républicanisme révolutionnaire qu'il réprouve. Il célèbre avec éloquence les martyrs de la liberté. Il estime, après avoir « fait pour la politique ce que Faust a fait pour la science, descendre et toucher le fond » (*sic*), que la Révolution de 1830 a été incomplète. Elle a conduit la France de la monarchie aristocratique à la monarchie bourgeoise quand il faudra tôt ou tard en venir à la magistrature populaire. L'évolution se fera tout naturellement, mais lentement : aucune chance pour un régime napoléonien, même issu de la souveraineté du peuple. Napoléon a été un homme providentiel, il a déchaîné la liberté à travers le monde. Sa mission est accomplie.

— A mon avis, Madame, — conclut-il, — les hommes comme Napoléon n'ont pas de père et n'ont pas de fils; ils naissent, comme des météores, dans le crépuscule du matin (*sic*), traversant d'un horizon à l'autre le ciel qu'ils illuminent et vont se fondre dans le crépuscule du soir.

— Dieu! qu'il parle bien!... — dut penser la pauvre femme sous cette douche de philosophie historique.

Il insiste sans délicatesse, il est déchaîné, il ne croit pas au retour de Napoléon, sauf par les élections. Les élections,

mais le coup d'État? Le coup d'État n'est pas à prévoir. Il se fera pourtant.

A la fin de cet entretien, la Reine murmure : — Ah! j'aurais bien voulu que mon fils fût ici, et qu'il entendît ce que vous venez de me dire...

Louis-Napoléon conseillé, dirigé par Alexandre Dumas, c'est déjà une scène de la *Grande-Duchesse.*

Les Mémoires de la reine Hortense sont à peu près muets sur les dernières années de sa vie. On y relève seulement l'apaisement du cœur et l'apaisement politique. On la peut croire sans ambition. A la fin de cette même année 1832 elle écrivait d'Arenenberg à son fils : « Je ne forme plus d'autre vœu que de te conserver près de moi, de te voir marié à une bonne petite femme, jeune, bien élevée, que tu pourras former à ton caractère, et de soigner tes petits enfants... Ceux qui me jugent ambitieuse ne savent pas à quel point je les plains d'acheter si cher la puissance qu'ils supposent que je regrette. La seule chose dont j'aie besoin, c'est toi et le soleil... »

Mais avait-elle, dans ses malheurs, tout à fait désappris le rire, ou tout au moins le sourire? Était-elle à ce point dépourvue d'ironie? J'imagine, pourtant, que lorsque le grand mulâtre bouclé eut pris congé, la Reine dut échanger avec l'une ou l'autre de ses lectrices ou dames d'honneur, mademoiselle de Courtin ou mademoiselle Valérie Masuyer, un de ces sourires de femmes qui, sans rien livrer, en disent si long. Quant à Dumas, il s'en allait, radieux. Il emportait une récolte suffisante pour ajouter quelques chapitres à son voyage en Suisse. Il y a de la candeur chez Tartarin, et c'est même pourquoi Tartarin demeure sympathique.

VI

LE JOURNAL DE MADEMOISELLE VALÉRIE MASUYER

Ces récits de voyageurs ne sont que des impressions de passants. Nous avons sur les hôtes d'Arenenberg des témoignages plus précis et plus complets, celui de Philippe Le Bas, précepteur du prince Louis-Napoléon, celui de mademoi-

selle Masuyer qui fut lectrice de la Reine de 1830 à la mort. Les lettres de Philippe Le Bas parlent surtout du jeune prince, de ses qualités, de sa bonté, et aussi des événements politiques et de leur reflet sur son élève et sur la Reine. Il commente, par exemple, pour son père, l'opinion allemande sur la mort de Napoléon : « Il est inconcevable, écrit-il, à quel point tous les partis se sont réunis dans cette circonstance pour gémir sur les mauvais traitements qui ont causé la mort d'un homme qui, quel qu'ait été le résultat de ses entreprises, sera désormais regardé comme l'un des plus illustres conquérants, et, mieux encore, comme un grand souverain et un grand administrateur. » Sainte-Hélène a donné à l'Empereur découronné la suprême auréole, celle du malheur. De même, Le Bas fera l'apologie du prince Eugène si prématurément décédé, s'intéressera au sort de l'Europe et à la place de la France. Quand la Reine devra se séparer de lui, par mesure d'économie, il se sentira mortifié et n'abandonnera pas sans amertume cette œuvre d'éducation à quoi il s'était voué sans être bonapartiste. Vieillard, le précepteur du fils aîné de la Reine, lui écrira après la mort de celle-ci : « Arenenberg, le délicieux Arenenberg, n'est plus qu'un temple désert d'où la divinité s'est retirée... Que de souvenirs doux et tristes! tristes surtout quand je pense aux jours funèbres de 1837! » Plus tard, bien plus tard, Philippe Le Bas protesta contre le coup d'État. Les circonstances ménagèrent une dernière et extraordinaire rencontre du maître et de l'élève après tant d'années de séparation : le 1er janvier 1859, Philippe Le Bas, président de l'Institut de France, présenta à l'empereur Napoléon III les délégations des cinq Académies. N'échangèrent-ils pas un sourire d'amitié au souvenir des jours d'Arenenberg?

Mademoiselle Valérie Masuyer est au contraire tout abandonnée à l'histoire intime. Son père était doyen de la Faculté de médecine de Strasbourg : chimiste remarquable, il était connu du monde savant européen pour ses travaux sur le chlorure de chaux. Son oncle, Louis Masuyer, membre de la Convention, avait dénoncé la vénalité de Pache, ministre de la Guerre, et avait payé de sa tête cet excès de franchise.

Quand le père du conventionnel qui avait quatre-vingt-dix ans et faisait ses vendanges dans le Jura apprit la nouvelle, il tomba foudroyé dans sa vigne. A la fin de septembre 1830 une sœur de Valérie Masuyer, dame d'honneur chez le princesse de Hohenzollern-Sigmaringen, lui proposa cette charge de lectrice chez la reine Hortense. Valérie accepte sans hésiter, par esprit romanesque, conquise à l'avance par la destinée brillante et malheureuse qu'on lui offre de partager. Elle rejoint la Reine à Inzigkofen au bord du Danube et de là elle est emmenée à Arenenberg. Dès lors elle ne cessera pas de tenir son journal.

Ce journal avait été confié par la famille de mademoiselle Masuyer au lieutenant-colonel Patrice Mahon qui s'illustra dans les lettres sous le pseudonyme d'Art Roë et qui fut tué presque au début de la guerre. Le colonel Patrice Mahon l'avait mis en ordre et en avait dégagé les principaux fragments dont la *Revue des Deux Mondes* commença la publication le 1er août 1914. L'attention était ailleurs. Cette publication fut continuée jusqu'en 1916. Elle est passionnante et n'a pas été suffisamment connue. Cependant elle est incomplète et n'a jamais été réunie en volume, tandis qu'une édition, plus incomplète encore, a paru en allemand après la guerre. Il faut souhaiter qu'un éditeur nous en donne le texte intégral.

Voici tout d'abord le portrait de la Reine. Il est du 30 septembre 1830 : Hortense avait alors quarante-six ans : « La belle stature de la Reine était dessinée par une robe à guimpe collante, d'une étoffe de laine rouge rayée de bleu de France, avec un chapeau de soie du même bleu, garni de blondes noires et d'une voilette pareille. Sa jupe, un peu courte, à la mode d'à présent, montrait un pied charmant chaussé de bottines gros-bleu comme le reste des ajustements de sa toilette; elle a les plus belles mains du monde; mais son visage n'est pas aussi bien que je l'avais rêvé. Ses yeux sont délicieux, sans être d'une grandeur ni d'une couleur très décidées; son nez est un peu long; sa bouche grande; ses lèvres fortes et ses dents jaunes; mais rien ne saurait rendre l'expression de sa physionomie, la grâce et la distinction de toute sa personne et de tous ses mouvements. »

Le peintre n'oublie aucun détail. Le soir, « la Reine portait

une robe de gros de Naples très fort, rose, décolletée et sans ornements; une grande chaîne gothique, en argent, pendait à son cou et rivalisait de blancheur avec ses belles épaules. Des manches de blonde laissaient voir ses beaux bras, et un bonnet en satin rose, tulle et marabouts blancs, complétaient cette toilette simple et de bon goût. » Il n'y a qu'une femme pour s'attacher à ces minutieuses descriptions. Le prince Louis n'est pas oublié : « Il était enveloppé dans une large redingote à la propriétaire qui le faisait paraître petit. Il a vingt-deux ans, les cheveux blonds et bouclés, les traits réguliers, quoiqu'un peu forts pour sa taille, un air bon, sentimental, mélancolique, qui intéresse beaucoup. Après avoir quitté sans regrets, dit-on, son gouverneur, M. Le Bas, qui le bourrait de grec et de latin, il vient de suivre avec succès les cours de l'École militaire de Thoune. » En effet il parviendra au grade de capitaine dans l'artillerie suisse. Cependant il gagne beaucoup à la tenue du soir : « Le Prince, en habit, est mince, bien fait, et parfaitement proportionné; il a les pieds, les mains de sa mère et beaucoup d'elle dans la physionomie et dans les manières. » Il ne cessera pas d'intéresser mademoiselle Masuyer.

La Reine l'emmène en Italie, ne tarde pas à la prendre en amitié, à lui faire des confidences. Valérie Masuyer est fidèle, mais curieuse. Elle note ce qu'on lui dit, mais aussi ce qu'elle apprend par d'autres voies. Ainsi ne tarde-t-elle pas à découvrir les anciennes amours mortes d'Hortense pour le comte de Flahaut. A Rome, elle est conduite chez la mère de Napoléon et trace d'elle un tableau inoubliable. Décidément elle excelle dans le portrait. Lisez plutôt : « Madame Mère habite le palais Rinuccini au coin du Corso et de la place de Venise. Comme elle ne sort plus de son appartement, son visage est d'une pâleur de spectre et la fait rassembler aux bustes dont elle est entourée. Toutes ces têtes de marbre lui tiennent compagnie, bien qu'elle les devine par le souvenir plutôt qu'elle ne les aperçoit avec les yeux... L'esprit de cette femme a conservé toute sa vivacité. On ne la consulte jamais sans retrouver en elle cette force de raison, cette clarté de jugement qu'on admirait chez l'Empereur... L'accent italien de madame Mère prête à ses paroles un sens qu'elles n'auraient

pas dans une autre bouche. On comprend, à l'entendre, l'impression que l'Empereur avait dû garder des événements de sa jeunesse, et pourquoi son amour pour la France s'est toujours doublé d'une haine si forte contre les Anglais... »

Madame Mère lui raconte comment son fils Napoléon, qui n'était encore qu'un petit lieutenant, chassé de l'île de Corse en 1793 par le petit coup d'État de Paoli, y rentra afin de la délivrer, elle et ses filles qui avaient dû s'enfuir de nuit d'Ajaccio pour gagner la montagne et revenir de là au bord de la mer, ne comptant plus que sur lui. Quand, longeant la rive sur son navire, il les aperçut, il se jeta dans une chaloupe pour les rejoindre. « Madame assure, ajoute Valérie Masuyer, que, parmi toutes les joies que Napoléon lui a procurées ensuite, celle de ce jour-là est restée la plus grande. — Il était tout mouillé, dit-elle. Il s'était jeté à la mer pour m'embrasser un instant plus tôt. — La gloire, le génie, la puissance de son enfant ne sauraient lui faire oublier cette image, car rien peut-il être plus doux pour le cœur d'une mère que les gages que donne l'amour filial? »

C'est avec ces *petits faits vrais*, comme dit Paul Bourget après Stendhal, que l'histoire se reconstitue dans sa réalité simple. M. Emil Ludwig, dans sa vaste biographie de Napoléon, en a beaucoup amassé. Valérie Masuyer, dans son journal, les recueille pieusement. Elle ramasse avec amour tout ce que les lèvres de la reine Hortense laissent tomber. Elle joue tout à fait le rôle des confidentes de l'ancien répertoire. Moins belle mais plus intelligente que mademoiselle de Courtin épousée par Casimir Delavigne, elle est, de la suite de la Reine, le plus précieux témoin de la vie de l'exilée. Que l'exilée grandisse encore au cours de ce témoignage journalier, n'est-ce pas le signe d'un caractère supérieur à l'infortune?

Valérie Masuyer se plaît infiniment dans la compagnie de la Reine, d'autant plus que l'infortune royale garde un air mondain. Hortense, partout où elle passe, est très entourée. Du temps de l'Empereur elle recevait des royalistes. Ils lui rendent visite à Rome, malgré leur fidélité à Charles X. « Parmi eux M. de la Ferté et M. de Vogué, ce dernier fort beau garçon blond, d'une figure et d'une physionomie très agréables; M. de Belmont, dont l'air rêveur peut provenir de

ce qu'il est ici pour sa santé, autant que pour ses opinions, ou peut-être de ce qu'en partant pour Rome il a laissé son cœur à Paris. » La jeune lectrice est très sensible aux apparences physiques comme aux aventures sentimentales. C'est une romanesque. Elle ne manquera pas de s'éprendre du prince Louis-Napoléon, le futur Napoléon III, sans se l'avouer à elle-même. La Reine donne même des soirées costumées. M. d'Estourmel qui passait dans la rue, apercevant des lumières, vient sonner à la porte et, pour s'excuser de n'être pas en habit, il dit « s'être déguisé en passant attiré par le bruit. »

La vie mondaine alterne ainsi en Italie du carnaval à la révolution. L'insurrection des Romagnes éclate (février-mars 1831) et les deux fils d'Hortense ont rejoint les insurgés, veulent combattre pour la liberté. L'aîné, Napoléon, celui dont la Reine a été si cruellement séparée par la volonté de son mari Louis Bonaparte, est mourant de la rougeole à Forli et à tout prix elle le veut rejoindre. Elle ne le retrouvera que mort. Le récit de ce voyage angoissé, de cette traversée des Apennins, de l'arrivée à Forli où les troupes autrichiennes peuvent surgir d'un moment à l'autre, de l'enlèvement du prince Louis par sa mère, du départ pour Ancône, fait du journal de Valérie Masuyer un émouvant roman d'aventures où rien n'est oublié de ce qui peut passionner le lecteur. Les voitures doivent s'arrêter dans un petit village du nom de Fano. « La maîtresse de l'auberge, jolie comme un ange, était mariée depuis trois mois et fort en peine de son jeune mari qui l'avait quittée pour aller combattre dans l'armée de Sarcognani. La Reine lui disant qu'on était tranquille de ce côté-là, elle répondit, ses beaux yeux pleins de larmes : « Il est peut-être tranquille, mais nous ne le sommes pas. »

A Ancône, le prince Louis prend à son tour la rougeole, et les Autrichiens vont débarquer. La Reine, dès que son fils peut supporter le voyage, l'emmène, déguisé en valet de chambre, où? en France. Elle a l'audace de rentrer en France avec lui. Elle-même, dans ses *Mémoires*, a retracé avec émotion ce voyage. Le journal de Valérie Masuyer en confirme tous les traits, ajoute même quelques détails. On devine que cette équipée de conspirateurs l'amuse énormément. A Fontainebleau, l'inquiétude de la Reine, qui craint

d'être reconnue, augmente, mais à cette inquiétude se mêle, presque triomphalement, la joie du souvenir. Elle veut visiter le château, un voile noir abaissé sur son visage si reconnaissable, elle s'attarde à chaque meuble, et le prince dissimule à peine ses impressions dans la cour des Adieux ou dans le salon où fut signé l'acte d'abdication. Mais les personnes douées du sens de l'observation sont si rares et l'oubli est si fréquent et si rapide que nul ne remarque les deux singuliers visiteurs. L'impératrice Eugénie, à la fin de sa vie, n'a-t-elle pas ainsi erré dans le palais de Compiègne sans être signalée? Qu'on imagine les impressions de l'exilée revenant aux lieux de sa gloire après seize ans?

La voici donc à Paris. La police de Fouché était tout de même mieux faite. On connaît par les Mémoires la visite de Casimir-Perier à la Reine, l'audience de Louis-Philippe à la fois aimable et gêné, car il sympathise avec Hortense, mais son trône est encore mal affermi. Tout de même, il va successivement chercher la reine Marie-Amélie et la princesse Adélaïde, et Marie-Amélie, à son ordinaire, se montre accueillante et bonne. Trois jours sont accordés aux deux exilés rentrés par fraude avant de quitter la France. Ils décident de partir pour Londres. La Reine, avant le départ, va voir le tableau de Daguerre représentant le tombeau de Napoléon à Sainte-Hélène : « Le point de vue a été pris un peu au-dessous du tombeau, là même où l'Empereur venait souvent s'asseoir et où il avait choisi l'emplacement de sa sépulture. On voit à l'horizon, par l'étroite échappée ouverte sur l'Océan, le soleil qui se couche dans les brumes rougeâtres. A gauche, le sentier qui amenait l'illustre captif en ce lieu se dessine à flanc de coteau; il conduit aujourd'hui la pensée vers Longwood, vers tout ce qu'il y a souffert sous le joug du farouche Hudson Lowe. De là, le regard renaît à cette rougeur de crépuscule, symbole d'une grande gloire qui s'éteint, et l'on songe : Pourquoi ce lieu, et non pas un autre? Qui donc aurait pu marquer d'avance ici l'achèvement de cette carrière? Et quel sentiment de petitesse n'éprouve-t-on pas à voir couché sur si peu d'espace celui qui commandait au monde?... » Passage presque transcrit de l'ode de Lamartine :

Il est là; sous trois pas un enfant le mesure.

Valérie Masuyer reprend : « La foule qui nous entoure se livre sans doute à des réflexions semblables, car elle est grave, recueillie; mais je ne vois pas sans crainte la Reine mêlée de si près à tout le monde, dans une ville où elle a tenu une place considérable et où son portrait se vend encore dans cent magasins du boulevard. La salle est parfaitement claire, et il n'est pas nécessaire d'y dévisager les gens pour les reconnaître. » Elle est reconnue en effet par le colonel Voutier qui lui facilite la sortie, mettant un doigt sur la bouche en signe de silence. Dans leur salon de l'hôtel, les exilés écoutent la lecture par mademoiselle Masuyer de l'Ode de Victor Hugo *à la colonne*, et, quand la lectrice arrive au vers :

Dors! nous t'irons chercher! le jour viendra peut-être...

le prince se lève du canapé, en proie à une indicible émotion. Qui dira la part des poètes et des historiens dans le retour de l'Empire? Les dynasties pas plus que les grands hommes ne se peuvent passer de la littérature. Achille n'est plus rien sans Homère et les saints non canonisés sont bientôt inconnus. Tandis qu'une seconde vie rayonnante est faite aux privilégiés que l'art favorise.

De plus en plus, Valérie devient la confidente de la Reine. Celle-ci l'entretient sans cesse à Londres de l'Empereur qu'elle se flatte d'avoir connu mieux que personne. « C'est lui qui a fait ma vie », dit-elle. Elle avait l'impression d'être assise dans une voiture dont il aurait été le cocher. Seulement, un jour, le cocher l'a fait verser. « Elle aurait pour lui, continue mademoiselle Masuyer, une reconnaissance sans bornes et une affection sans nuages s'il n'avait pas divorcé d'avec Joséphine; et cela même, elle ne peut le lui reprocher avec trop d'amertume, tant lui-même en a eu le cœur déchiré. Joséphine est bien la seule femme qu'il ait aimée. Les amours en dehors d'elle n'ont été que des fantaisies passagères et il ne s'est jamais pardonné le chagrin qu'elle en éprouvait. » Elle cite, parmi ces amours, mademoiselle de la Plaigne, lectrice chez Caroline Murat, jeune et belle mais trop bête, madame Gazzani, fille d'une danseuse italienne que l'Empereur avait rencontrée à Gênes et qu'il fit venir à Paris comme lectrice de l'Impératrice : « Elle

était grande, un peu maigre, d'une souplesse et d'une grâce extrêmes, avec des yeux ravissants, des traits délicats et les plus belles dents du monde qu'un petit rire tordu découvrait constamment. L'Empereur sortait seul la nuit, en jeune homme, pour aller la voir; il n'avait confié son secret qu'à Duroc. Mais, soit qu'il ait senti le danger d'être captivé par cette sirène, soit qu'il ait fait à Joséphine le sacrifice de son sentiment, il rompit bientôt de lui-même la liaison. L'Impératrice n'en conserva pas moins sa lectrice dont la coquetterie s'exerça dès lors sur les hommes de sa Cour et qui y trouva un consolateur. » Cette belle madame Gazzani n'est pas souvent citée parmi les maîtresses de Napoléon. Puis voici Marie Walewska, si différente, et si digne d'amour. « Elle était petite, blonde, délicate, dans l'éclat de ses dix-huit ans, dans la candeur d'un cœur droit rempli tout entier par le patriotisme le plus ardent. On l'avait mariée à un vieillard fort riche, un aïeul pour elle plutôt que son époux, et ce n'était pas l'amour qu'elle lui portait qui pouvait l'empêcher de se donner à l'Empereur, mais bien ce qu'il y avait en elle d'angélique et de virginal. Il s'étonna de rencontrer une résistance à laquelle il n'était pas habitué. De leur côté, les Polonais travaillaient à la lui donner pour maîtresse, dans l'espoir qu'elle servirait leurs intérêts auprès de lui. Il fallut tous leurs efforts pour amener dans le nid de l'aigle cette colombe effarouchée. » Voici enfin Marie-Louise : « Elle avait une belle taille, de la fraîcheur, de la douceur, et finalement s'était un peu formée pour le monde, mais n'était ni jolie, ni gracieuse, ni spirituelle. Il convenait à l'Empereur qu'elle ne se mêlât de rien. Elle lui avait donné un fils, c'était tout pour lui. Joséphine voulut voir cet enfant et Napoléon le fit conduire en cachette à Bagatelle où elle se rendit. Elle le caressa longuement en disant : « Cher petit, tu ne sauras jamais tout ce que tu me coûtes ».

Ainsi Valérie connaît-elle par la reine Hortense toute la vie amoureuse de l'Empereur. Mais celle de la Reine elle-même? Que penser de cette note que je relève dans le journal de Valérie à la date du 15 juin 1831 : « Une chose qui me déconcerte, c'est que M. de Flahaut, écrivant à la Reine au sujet du banquier Devaux et craignant qu'elle ne fût dans la

gêne, vient de lui envoyer une lettre de crédit. J'ai tout de suite été chercher cet argent à la Cité et trouvé la Reine, au retour, toute heureuse de la visite que le prince Léopold de Saxe-Cobourg venait de lui faire. » La Reine a-t-elle revu Flahaut à Londres ou celui-ci s'est-il contenté de lui rendre service? Dans toutes les confidences d'Hortense à mademoiselle Masuyer, il n'est pas question de lui. Il est demeuré le grand secret, tandis qu'elle parle si volontiers de ceux qui l'ont aimée sans réciprocité, un Charette, cousin du célèbre Vendéen (« c'était un homme superbe, mort bientôt d'une maladie de poitrine »), M. de Brak qui cherchait toujours à compromettre les femmes qu'il approchait et qui fut stupéfait de la tranquillité avec laquelle sa déclaration fut accueillie. « Elle a conté encore, écrit Valérie, qu'elle avait inspiré une passion très vive à un homme sur la ressemblance qu'elle avait avec une femme aimée autrefois par lui, mais, cette fois, n'a plus prononcé de nom. » Et la lectrice, qui pense sans doute à Flahaut, d'ajouter : « Je me suis gardée de vouloir en savoir davantage et surtout de paraître croire qu'elle ne disait pas tout. »

Mademoiselle Masuyer respire avec volupté cette atmosphère de grandeur et de mélancolie où son esprit romanesque trouve un aliment quotidien. Elle admire l'Angleterre à cause de ses châteaux, de ses parcs et de ses grands seigneurs. Ce luxe, ce confort, cette élégance dans les réceptions l'aident à supporter la neurasthénie de la Reine devenue irritable et changeante, impatiente et sujette à des frayeurs puériles. « Le malaise d'esprit dont elle souffre fait qu'elle est constamment poussée à sortir pour se fuir elle-même; elle veut aller voir un château, une église, une ruine, et n'est pas plus tôt arrivée qu'elle en a assez; un coup d'œil lui a suffi; elle se dépêche de repartir pour avoir ensuite l'embarras de savoir où elle pourrait aller. Elle a tant usé son courage qu'il ne se retrouve plus que pour les grandes occasions. » La lecture ne la délasse qu'un instant; elle préfère *la Maison blanche* de Paul de Kock à *Notre-Dame-de-Paris* de Victor Hugo; *Malvina* lui inspire la confidence des amours d'autrui. Valérie, par surcroît, suit avec intérêt, peut-être même avec quelque peine intérieure, les flirts du prince Louis. Et puis la question

d'argent se pose. Les exilés ont dépensé soixante mille francs en trois mois. Il est temps de rentrer à Arenenberg pour y végéter économiquement.

L'ennui d'Arenenberg est coupé de temps à autre par les visites, celle de Buchon, celle de Chateaubriand et de madame Récamier, celle d'Alexandre Dumas, en 1832, celle, enfin, du roi Jérôme et de sa fille, la princesse Mathilde, au printemps de 1836. Une idylle s'ébauche entre la princesse Mathilde et le prince Louis. « La princesse Mathilde, écrit Valérie Masuyer, est une délicieuse créature. Lorsque je suis arrivée pour le dîner, j'ai trouvé son père la grondant de ce qu'elle était trop décolletée. Il avait raison, c'était trop de nu. Mais tout ce qu'elle montrait était si joli qu'il y avait plaisir à regarder. Aussi le Prince en était tout émoustillé et la dévorait des yeux. Chez lui, la chair est faible. Le matin il était sérieux, froid, peu empressé, et, le soir, les jolies épaules le ranimaient, et il est tout empressé... » La petite princesse s'est rendu compte de l'effet qu'elle produisait, car, « les jours où le Prince va au spectacle, la Princesse fait l'économie de ses jolies épaules. Hier, elles ont reparu dans tout leur éclat. » Et quelques pages plus loin : « J'ai été bien étonnée de voir la Princesse en grand négligé enveloppée d'un châle, elle qui se met à moitié nue. J'allais lui demander si elle était malade; mais cela m'a été expliqué quand j'ai su que le prince Louis et son cousin étaient restés à Constance pour le spectacle. » Valérie n'omet rien de ces manèges de femme.

Le projet de mariage entre les deux cousins prend corps, mais le fantasque Louis Bonaparte refuse son consentement à son fils. « A l'heure du dîner, continue Valérie, j'ai trouvé le Prince et la Princesse que j'avais vus différentes fois se promener, en se tenant par la main. Ils avaient les yeux rouges comme des gens qui ont pleuré. La Princesse a mis de l'affectation à ne pas manger du tout et toute la soirée ils ont roucoulé... » Ils espèrent bien vaincre cette résistance inattendue, et la reine Hortense les y encourage. » Comme le jour du départ du roi Jérôme et de sa fille approche, le Prince, pour célébrer d'avance le seizième anniversaire de sa cousine, donne le 19 mai une fête sur le lac avec des chanteurs d'Ermatingen. « Le temps était superbe, l'air doux, la lune à son

croissant et, sûrement, ces deux jeunes gens se rappelleront longtemps cette soirée de bonheur et d'amour... » La petite fiancée (ou presque fiancée) est triomphante : « A dîner on a admiré la princesse Mathilde dont la toilette mettait toute la maison en rumeur. Elle avait une robe de satin blanc broché, fort longue de taille et fort collante, qui dessinait à merveille sa belle taille, des manches à berret très vastes, qui laissaient voir ses beaux bras, une jolie guirlande de petites fleurs blanches sur son front jeune et pur, un large velours noir passé au col pour en faire ressortir la blancheur, descendait jusqu'à la ceinture, et la poitrine couverte d'une parure de rubis et de diamants. Elle était charmante, et le prince en extase... On a bu à la santé de la jolie Princesse avec du vin de l'Étoile... »

Voilà ce qu'a vu le lac de Constance au printemps de 1836. Valérie Masuyer, si elle ne marchande pas les éloges à la beauté de la princesse Mathilde, ne la juge pas si favorablement au moral. Elle l'estime frivole et futile, incapable de comprendre le prince Louis et d'être pour lui une compagne attentive et avertie. Bien plus, il change lui-même à cause d'elle, perd ses qualités sérieuses, devient moqueur et ironique pour l'amuser. Enfin, la petite Princesse quitte Arenenberg avec son père, non sans verser de grosses larmes, mais elle montre une charmante bague en turquoises que le prince Louis lui a donnée. Que va-t-il advenir de cette idylle au bord des eaux? Quelques mois plus tard, Louis-Napoléon quitte à son tour Arenenberg pour s'aller jeter dans le guêpier de Strasbourg, où la conspiration préparée échoue lamentablement et n'aboutit qu'à son arrestation. La reine Hortense, malade, presque mourante, court à Paris pour tenter de le sauver. Il est exilé en Amérique. Il a échoué. Et l'amour de la petite Princesse ne supporte pas les échecs. Son père donne des bals à Florence. Elle oublie. Pas tout de suite cependant. Assez lentement pour en être un peu malheureuse, pour se souvenir plus tard, un peu.

Ainsi le journal de Valérie Masuyer nous offre-t-il le plus attachant et le plus véridique tableau de la vie au château d'Arenenberg.

VII

LA MORT DE LA REINE HORTENSE

Le prince Louis n'était pas si amoureux qu'il en oubliât ses ambitions politiques. Sa mère pense plus que lui à son projet de mariage. Elle écrit à son amie, la grande-duchesse Stéphanie, pour le lui annoncer, ou plutôt pour le lui confirmer : ne se propose-t-elle pas d'aménager Arenenberg pour le jeune ménage, ou même d'acheter pour lui le château de Meinau près de Constance? Mais voici que Louis, le 25 octobre (1836), quitte Arenenberg soi-disant pour une invitation de chasse chez sa cousine, la fille du prince Eugène. Le 31, le reine Hortense, par un courrier spécial, reçoit de lui une lettre qui commence ainsi : « Ma chère mère, vous avez dû être bien inquiète de ne pas recevoir de mes nouvelles, vous qui me croyiez chez ma cousine; mais cette inquiétude redoublera quand vous apprendrez que j'ai tenté à Strasbourg un mouvement qui a échoué. Je suis en prison ainsi que d'autres officiers... » La voici donc ravagée d'une nouvelle douleur, d'une nouvelle angoisse et déjà le mal qui la doit emporter a engagé ses sournoises attaques. Cependant elle n'hésite pas, elle part avec madame Salvage qui a sa confiance pour s'en aller en France demander au Roi la grâce de son fils.

Avant d'entrer à Paris elle s'arrête à Viry, près de Longjumeau, chez la duchesse de Raguse qui, récemment encore, est venue la voir à Arenenberg. De Viry elle s'adresse à Molé, président du Conseil, pour solliciter une audience. Guizot, dans ses Mémoires, assure que « la résolution de ne pas traduire le prince Louis devant les tribunaux et de l'envoyer aux États-Unis était déjà prise. »

Coulmann dans ses *Réminiscences* insiste sur sa propre conversation avec Guizot. Cette résolution était d'ailleurs commandée par le désir d'éviter un procès retentissant qui risquait de donner à l'accusé figure de héros plutôt que de coupable. Huit jours, Hortense attendit la solution. Madame Récamier, toujours fidèle au malheur, la vint voir et fut péniblement surprise de l'altération de son visage. Que

ne venait-elle consulter à Paris? Elle ne pouvait y entrer sans compliquer les intérêts de son fils. Elle reprit le chemin d'Arenenberg qu'elle ne devait plus quitter. Dans son courage maternel, elle avait pensé accompagner le proscrit aux États-Unis. Celui-ci l'en avait affectueusement détournée : « Ma chère mère, lui avait-il écrit de la préfecture de police, je reconnais à votre démarche toute votre tendresse pour moi... Je pars pour l'Amérique, mais, si vous ne voulez pas augmenter ma douleur, je vous en conjure, ne me suivez pas. L'idée de faire partager à ma mère mon exil serait, aux yeux du monde, une tache indélébile pour moi... »

Quel hiver elle dut passer dans son château presque désert, tandis que les brumes s'épaississaient, lui cachant à demi le lac, recouvrant l'île de Reichenau! Il avait été question de l'expulser du canton de Thurgovie, mais les paysans, habitués à leur belle dame, n'entendaient pas de cette oreille, s'opposaient à cette iniquité. L'ambassadeur de France à Berne ne joue pas en l'occurrence un rôle reluisant : il se renseigne sur la maladie de la duchesse de Saint-Leu, un cancer à la matrice, sur les médecins de Zurich qui la viennent visiter, et il n'en insiste pas moins sur l'expulsion, mais redoute des protestations des autorités et des habitants. Que l'histoire nous offre donc peu d'exemples de générosité, de grandeur, et même d'intelligence, car l'intelligence qui met au point les choses permet encore de suppléer à l'insuffisance du cœur.

Le 30 mars (1837), avertie de la possibilité d'une opération, elle désire de communier. Et voici que sa matinée resplendit de tout le courrier d'Amérique qui lui parvient enfin. Son fils Louis, embarqué à Rochefort sur l'*Andromède*, le 21 novembre, a mouillé à Rio-de-Janeiro, où il ne lui a pas été permis de descendre, d'où il doit repartir pour New-York, mais où il a pu déposer ses lettres. Il adresse à Hortense un véritable journal de bord. En vue des Canaries, le 14 décembre il note : « Assis à la dunette, je réfléchis à ce qui m'est arrivé et je pense à vous et à Arenenberg... Il y a deux mois, je demandais à ne plus revenir en Suisse; actuellement, si je me laissais aller à mes impressions, je n'aurais d'autre désir que de me retrouver dans ma petite chambre, dans ce beau pays où

il me semble que je devrais être si heureux!... Lorsque je revenais, il y a quelques mois, de reconduire Mathilde, en rentrant par le parc, j'ai trouvé un arbre rompu par l'orage et je me suis dit à moi-même : « Notre mariage sera rompu par le sort. »

Seul, un de ces amours auxquels deux êtres se donnent tout entiers peut être plus fort que le sort, plus fort que la mort. Une dernière page de la longue lettre d'Amérique est datée de New-York où le prince a appris l'acquittement de ses compagnons de Strasbourg, ce qui l'a réjoui. Et Hortense, qui sait maintenant toute la gravité de son mal, de lui répondre le 3 avril : « Mon cher fils, on doit me faire une opération nécessaire; si elle ne réussit pas, je t'envoie par cette lettre ma bénédiction. Nous nous retrouverons, n'est-ce pas, dans un monde meilleur, où tu ne viendras me rejoindre que le plus tard possible; et tu penseras qu'en quittant celui-ci je ne regrette que toi, et ta bonne tendresse qui seule m'y fait trouver quelque charme... » Le même jour, elle voulut rédiger son testament.

Sur les dernières mois de la reine Hortense au château d'Arenenberg, le témoignage le plus véridique est sans doute celui de Valérie Masuyer. Sans qu'elle s'en doute, la petite lectrice devient une sorte de Saint-Simon, moins le style, tout se mêlant dans son récit, le tragique de l'agonie et de la mort, la continuité des intrigues, la comédie des sentiments et des intérêts, cette bassesse et cette grandeur humaines qui rôdent autour des lits funèbres et s'y disputent les attitudes et les caractères. Un grand chirurgien de Paris, M. Lisfranc, a été appelé. Il a examiné la malade avec le docteur Conneau, son médecin habituel, et deux docteurs de Zurich, Sauter et Schönlein. Ces augures ne sont pas d'accord. Sauter propose un traitement qui la peut faire durer un an ou deux; Schönlein est pour l'opération. Mais Lisfranc ne veut pas la tenter. Du moment qu'il se dérobe, c'est qu'il est trop tard. La condamnation est donc prononcée. Que va-t-il se passer autour de cette condamnée à mort, en l'absence de son fils? Madame Salvage commence à prendre un air avantageux. Elle laisse entendre que la Reine a fait un testament et l'a nommée exécutrice testamentaire. Valérie, qui la déteste, ne manque

pas de souligner ses prétentions. Elle-même n'a qu'une pensée : faire revenir le prince Louis, l'avertir, l'appeler. Celui-ci s'embarque en effet à New-York sur le *George Washington*, à destination de l'Angleterre, le 8 juin. De Londres, il donne de ses nouvelles. Et il arrive à Arenenberg le soir du 4 août. Déjà, la Reine n'est plus qu'une mourante. Il a fallu construire un escalier extérieur de la terrasse au jardin. On la sort, on la promène dans une chaise à porteurs. A peine ose-t-on l'informer de l'arrivée de son fils. Il entre dans sa chambre, pâle comme un linge. Mais on ne meurt pas de joie.

La vie reprend tout doucement. Valérie Masuyer est toute émue d'avoir retrouvé le prince Louis. L'aime-t-elle, ou aime-t-elle son compagnon de voyage en exil, M. Arese qui est resté en Amérique? Elle ne le démêle pas très bien elle-même. L'affection qu'elle a pour la Reine l'a comme écorchée vive et toute sa sensibilité est à fleur de peau. La froideur du Prince la consterne au point qu'elle écrit dans son journal : « Ah! mon cher Prince, que sont devenues les effusions de bienveillance, d'amitié, de confiance, d'intérêt, par lesquelles vous m'avez appris à vous aimer? C'est donc parce que j'ai voulu conserver votre estime que je perds ces sentiments? Pauvres femmes que nous sommes, il en coûte plus qu'on ne croit pour rester honnêtes et pures... » Et ailleurs, cette réflexion psychologique : « Je sais bien que tous les hommes prennent en grippe toutes les femmes qu'ils n'ont pu avoir quand ils en avaient envie, mais je croyais que cela n'arrivait que lorsqu'elles se donnaient à d'autres... » Néanmoins, son plus grand plaisir est de l'écouter parler. Elle trouve qu'il a beaucoup gagné sous le rapport de la conversation. Le plaisir qu'elle ressent à l'écouter fait briller ses yeux et voici que le Prince le remarque. Madame Salvage s'occupe du testament, et Valérie du Prince. Tout l'entourage est livré aux papotages et aux intrigues. Et la Reine se meurt. Et elle le sait. Et elle suit les progrès du mal impitoyable qui la ronge intérieurement.

Août, septembre se passent ainsi. « Quelle horrible torture que de voir ainsi la décomposition de quelqu'un qu'on aime tendrement!... » La nuit du 4 au 5 octobre est la dernière. « L'angoisse la plus vive de la Reine au milieu des tortures

de son agonie était son anxiété sur le sort de son fils, ses craintes pour lui, l'isolement où elle le laisse, sans appui, sans amis, sans lieu de refuge et presque sans fortune. Que deviendra-t-il?... » Elle n'emportera pas dans la tombe la moindre espérance, pour lui, de la couronne impériale. Le matin qui précède cette nuit douloureuse, comme Valérie est seule à genoux auprès du lit : « Vous êtes mal, lui dit-elle, vous êtes assise par terre... » Sa grâce ne l'abandonnera pas.

Cependant l'un de ces parents qui se viennent multiplier dans les occasions funèbres, Charles Tascher de la Pagerie, s'est rendu à Constance pour s'occuper de la cérémonie tandis que la Reine respire encore. Les petits détails shakespeariens foisonnent dans le journal de mademoiselle Masuyer. La Reine est morte le 5. C'est le 8 que Valérie a la force d'en écrire le récit. Le prêtre lui a donné l'Extrême-Onction, et, comme il l'exhortait, l'agonisante répondait : « Priez pour moi, car moi, je ne peux plus rien, j'ai fait le bien autant que j'ai pu, et j'espère qu'Il sera bon pour moi... On dit qu'Il est bon, et pourtant Il fait souffrir... C'est comme si on m'arrachait les entrailles avec des tenailles. » Le prêtre, l'abbé Kissel, et le médecin, M. Conneau, veillaient, le Prince restait à genoux au bord du lit. « Élisa et moi nous frictionnions sans cesse ses membres décharnés et devenus si sensibles qu'on n'osait plus les toucher, nous réchauffions entre les nôtres ses mains glacées et déjà couvertes d'une sueur froide. Nous changions sans cesse les serviettes chaudes et rien ne pouvait calmer ses souffrances. Elle se débattait contre elles, ses bras étaient sans cesse en mouvement et, une fois, sa main est venue frapper rudement sur mon visage. Cela lui a rendu toute sa connaissance, elle a recouvré sa voix naturelle et m'a dit avec l'accent de sa voix angélique : « Mon Dieu, je vous ai fait bien mal. — Non, Madame », et j'ai retenu cette main en l'appuyant sur mon visage et en la couvrant de baisers. Pauvre chère Reine, je suis persuadée que c'est la dernière fois qu'elle m'a vue. Ses angoisses et ses souffrances allaient en augmentant et, à minuit, le pouls avait cessé de battre. M. Conneau a fait entrer M. Kissel et s'est placé avec lui à côté du lit. Élisa était près d'eux, mais madame Salvage, qui est survenue, l'a bientôt chassée pour s'emparer de sa

place et, dans ce moment solennel et suprême où chacun était absorbé par les plus terribles et les plus douloureuses émotions, elle a trouvé moyen de viser à l'effet. Le Prince à genoux près de sa mère couvrait ses mains et son visage de baisers. Un moment, elle l'a pris par la tête et l'a embrassé en lui disant : « Adieu pour toujours! » et cela au commencement de la soirée... Mais comment peindre cette longue et cruelle agonie? Cette scène horrible ne s'effacera jamais de mon cœur, ni de ma mémoire, et pourtant il me serait impossible d'en rendre l'impression. J'étais à côté de mon pauvre Prince que la douleur pétrifiait pour ainsi dire; tout le monde était arrivé successivement; Élisa était venue se réfugier auprès de moi; M. Cotreau avait peine à étouffer ses sanglots; je lui faisais des yeux terribles ainsi qu'à Rousseau pour qu'elle ne les entendît pas, je tenais avec le Prince la main de sa mère, je la baisais lorsqu'il me l'abandonnait, et je lui disais sans cesse de lui parler, parce que le son seul de sa voix semblait la calmer un peu. Elle parlait avec une volubilité incroyable; la difficulté de sa prononciation, le peu de suite de ses phrases, toujours interrompues par ses souffrances et ses gémissements, ne nous a pas permis de retenir tout ce qu'elle disait. Madame Salvage, qui m'a l'air d'avoir attrapé ainsi des héritages et de savoir faire dire aux malades ce qui lui convient, s'est écriée : « Elle a dit : Madame Salvage! » ce qui n'était pas vrai, car personne ne l'avait entendu... »

Le spectacle même de la mort n'arrête pas les querelles des vivants. La Reine, cependant, mêle à son délire les paroles les plus raisonnables, l'inquiétude maternelle, l'abandon à Dieu, les adieux à ses amis. La voix de son fils garde le pouvoir de la pacifier. Et puis c'est la fin.

Et c'est le déchaînement des nécessités de la vie, des intérêts, des rivalités. On cherche le testament qui doit être dans une boîte en fer, et cette boîte ne se retrouve pas. Elle devait contenir aussi des rentes d'Espagne qui, d'ailleurs, ne valaient plus rien. « Madame Salvage est venue par-dessus le marché pour faire ses esbroufes. Elle a fait les grands bras et dit que, puisque cette boîte ne se retrouvait pas, il fallait la chercher chez tout le monde et qu'elle allait donner le bon exemple. Le Prince, là-dessus, s'en est allé désolé. » Mais il

n'a pas assez d'autorité pour tenir tête à madame Salvage. On va donc fouiller dans tous les appartements du château, ce qui est mortifiant pour tout le monde, et le testament est retrouvé au fond d'un tiroir. Alors chacun retourne à sa douleur qu'interrompt madame Salvage pour la lecture : elle est nommée exécutrice testamentaire et dans les termes les plus flatteurs, ce qu'elle ne saurait omettre, tandis que pour Elisa de Perrigny et Valérie Masuyer elle substitue « les services » aux « bons soins » qui sont dans le texte. Elisa et Valérie ont chacune 1 000 francs de pension et 500 francs pour leur voyage. La Reine s'est dépouillée pour n'oublier personne.

Le mercredi 11 octobre, le service funèbre de la reine Hortense fut célébré dans l'église du petit village d'Ermatingen au bord du lac. Le corps y fut porté le long d'un chemin qui longe le parc d'Arenenberg et descend en pente douce à travers des bois et des prés. Il faisait un de ces temps d'automne qui savent être infiniment doux, suaves et tendres dans ces régions des Alpes où l'hiver peut être si âpre et dur. Les fidèles de la Reine composaient le cortège, mais les paysans venus des environs se pressaient si nombreux autour de l'église que, lorsqu'ils y purent pénétrer, cela fit un grand tumulte qu'on eut peine à contenir. La cérémonie fut « grave, belle, noble, imposante et simple : une musique religieuse analogue, venue de Constance et de Kreutzlingen, en complétait l'effet. » L'assistance fut donc plus populaire que mondaine, ainsi que la morte l'eût aimé. Puis le corps fut ramené dans la petite chapelle d'Arenenberg jusqu'au départ pour la France, pour Rueil où il devait être enseveli auprès de l'impératrice Joséphine.

Avant de quitter le château, Valérie Masuyer a une longue conversation dans le parc avec le Prince. Elle lui demande ses griefs, car elle se plaint de sa froideur. Et l'on apprend, non sans stupeur, que le peintre Cotreau, sorte de bouffon qui divertissait la Reine et mettait par ses exagérations et son entrain un peu d'animation dans le triste Arenenberg, passait, au dire de madame Salvage, pour l'amant d'Hortense, — d'Hortense rongée par un cancer à la matrice! Que l'isolement peut être un mauvais conseiller! C'est lui qui suscite toutes ces intrigues, ces calomnies, ces horreurs inventées

dans les campagnes ou les petites villes et généralement acceptées par tous ces gens qui s'ennuient et qui, par là, sortent de leur torpeur! Le prince Louis n'a rien cru, n'a rien pu croire, mais le seul soupçon l'a blessé. Il y a encore entre eux la malheureuse affaire de Strasbourg où le Prince a pu se croire dénoncé par la maladresse du beau-frère de Valérie, le commandant de Franqueville, aide de camp du général Voirol qui commandait la place. Mais tous ces malentendus finissent par une réconciliation. Puis, c'est le triste départ de ce château d'Arenenberg où Valérie a donné sa jeunesse à la Reine avec tant d'ardeur et un romanesque dévouement. « Au comble du malheur, l'agitation cesse. » Par cette phrase se termine le journal de la lectrice.

Le corps de la Reine ne fut transporté à Rueil que le 19 novembre et la cérémonie funèbre ne fut célébrée que le 8 janvier (1838) par un froid de quinze degrés. Caroline Murat, seule, représentait les Bonaparte. Madame Récamier, toujours fidèle au malheur, était venue. La Reine, dans son testament, lui avait légué le voile de dentelle qu'elle portait à Saint-Pierre de Rome lorsque les deux femmes s'y étaient rencontrées et reconnues. Il y avait une foule recueillie. La poésie de la reine Hortense l'accompagnait dans la mort et après la mort.

Plus tard, Napoléon III fit ériger, dans la petite chapelle de Rueil, le monument funéraire de sa mère à côté de celui de Joséphine, tel qu'on le peut voir aujourd'hui. C'est le dernier pèlerinage aux lieux chers à la reine Hortense.

VIII

QU'EST DEVENU ARENENBERG?

« Arenenberg, le délicieux Arenenberg, n'est plus qu'un temple désert d'où la divinité s'est retirée... » Ainsi soupirait l'un de ses familiers quand la Reine eut quitté pour les rives éternelles les bords du lac de Constance.

Après la tentative de Boulogne, mieux préparée que celle de Strasbourg, mais pareillement avortée, Louis-Napoléon, prisonnier au château de Ham sur la Somme, à bout de

ressources, vendit le château d'Arenenberg en 1845 à un Saxon du nom de Keller, qui eut le bon esprit de n'en pas modifier les appartements. Plus tard, devenu empereur, il eut le désir de racheter l'habitation qui était à nouveau mise en vente. L'impératrice Eugénie avait eu, pieusement, la même pensée. Ils poussèrent, sans le savoir, les enchères l'un contre l'autre et l'impératrice l'emporta. Ainsi Arenenberg rentra-t-il dans le domaine impérial. Mais Arenenberg est destiné aux jours de tristesse plutôt qu'aux jours de joie. Après la mort de Napoléon III en exil, à Chislehurst, au commencement de 1873, l'impératrice Eugénie y vint passer les étés. Elle y fut même très assidue de 1874 à 1878. Plus tard, bien plus tard, elle y revint encore, jusqu'en 1900. Longtemps avant sa mort, mais déjà âgée, voulant sauvegarder dans son intégrité ce château devenu historique par la confidence du malheur, elle en fit don (en 1906) au canton de Thurgovie. Arenenberg est aujourd'hui un musée, non pas un de ces musées morts où l'on entasse meubles, tapisseries, tableaux, bibelots et bijoux, mais un musée vivant où les pièces, disposées comme autrefois, semblent attendre le retour de toutes ces ombres disparues.

Les registres des visiteurs d'Arenenberg ont été fidèlement tenus depuis le rachat, depuis 1855. Ils sont curieux à parcourir. Parmi les premières signatures je relève en 1855 celle de la princesse Wittgenstein et, le 21 août, celles du « général de division Lyautey, sénateur, et Madame. » Le 19 août 1865, l'Empereur et l'Impératrice viennent au château sous le nom de comte et de comtesse de Pierrefonds, accompagnés de la comtesse de Montebello, de M. A. Bouvet et du général Fleury. A partir de 1874 apparaît la signature de l'impératrice Eugénie. Cette année-là, cette année de deuil, elle a conduit avec elle le prince impérial qui est alors âgé de dix-huit ans. Avec eux sont venus M. Godart, curé de Chislehurst, M. A. Le Breton, madame Bartholoni, Marie de Lerminat, le baron Corvisart, Franceschini Pietri, le comte Clary, le baron Tristan Lambert, etc. L'installation s'est faite au mois de juillet. Le 25 août, arrivent la princesse Mathilde (que de souvenirs pour elle au bord du lac de Constance, et peut-être que de regrets!), Rouher, le duc de Bassano, Ernest Lavisse,

dont la correspondance avec le Prince impérial montre les ambitions politiques. Le 16 septembre, c'est Octave Feuillet.

En 1875, le 30 août, le Prince impérial vient à Arenenberg avec « la petite bande ». La petite bande, ce sont le prince Napoléon Murat, Espinasse, Conneau, le général et la comtesse Pajol, Primoli. Voici venir, le 9 septembre, le prince et la princesse Metternich, anciens habitués des fêtes de Compiègne, et, le 25, Sophie, reine des Pays-Bas. La dernière signature de l'impératrice Eugénie est du 18 juillet 1900 : elle est suivie de celles du fidèle Pietri et de monsieur et madame d'Attainville.

C'est un autre temps qu'évoque la lecture de ces registres, c'est un autre monde, brillant, frivole, heureux, qui survivait, avec le courage même de la frivolité ou du fatalisme, à un désastre égal à celui de Waterloo, bien pire même parce que n'y surnage pas le génie. Est-ce à l'auréole du premier Empereur ou à la grâce de la reine Hortense que le sortilège doit de s'accomplir? Tous ces fantômes moins anciens s'effacent peu à peu devant la Reine. Arenenberg, et son parc, et son horizon — ce lac, cette île avec son abbaye de Charles le Gros, cette vue lointaine de Constance et des montagnes — lui appartiennent, et n'appartiennent qu'à elle. Elle continue d'habiter ce château, cette colline, cette terrasse, de parcourir ces sentiers, de suivre ce chemin à flanc de coteau qui, lentement, descend à Ermatingen, d'être au premier plan de tout ce paysage.

On m'a conté sur place — est-ce une légende, une tradition, un fait réel? — que son cœur avait été déposé dans l'église d'Ermatingen et qu'il y avait été volé. Ce cœur qui battait si fort, qu'est-il devenu? A-t-on cessé de le chercher? Voilà qui explique la persistance de son souvenir au bord de ce lac romantique. Sans avoir été prévenu du rapt audacieux, le voyageur qui visite ces lieux croit partout y retrouver le cœur de la reine Hortense.

HENRY BORDEAUX,
de l'Académie Française.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ANGLETERRE

La situation économique de l'Angleterre a dans la vie mondiale une importance sur laquelle il serait superflu d'insister. M. André Siegfried, dans deux remarquables articles, en a récemment indiqué ici-même divers aspects. L'étude que l'on va lire expose le point de vue anglais. Elle est due à Sir Walter Layton, — directeur du journal The Economist —, *dont la signature fait autorité.*

On a beaucoup parlé ces temps-ci de la situation économique de l'Angleterre et de l'avenir qui l'attendait.

Toutefois, avant d'étudier les statistiques de ces dernières années, il importe de se faire une idée juste de la tâche que nous avons eu à accomplir pendant les dix ans qui viennent de s'écouler. Tout d'abord, si nous sommes encore les plus grands exportateurs du monde en ce qui concerne les articles manufacturés, nous avons perdu les avantages que nous conférait le développement précoce de notre industrie. Il y a un siècle nous régnions sans partage dans le domaine industriel, tandis qu'aujourd'hui nous en sommes réduits à prendre rang parmi de nombreux concurrents qui sont arrivés au même développement que nous, et dont les deux principaux l'emportent de beaucoup sur nous au point de vue de la population et des ressources. Nous avons eu beau progresser pendant les quinze années passées, notre mouvement ascendant n'a pas été aussi rapide que celui du monde. Les chiffres

recueillis depuis peu accusent une diminution de notre pourcentage et sont parfois cités comme une marque de décadence. C'est d'ailleurs une interprétation erronée, car un tel phénomène est la conséquence inévitable de l'ampleur du développement économique mondial. Avons-nous, étant donnée la concurrence, fait de véritables progrès, ou les progrès réalisés ne sont-ils que relatifs? Voilà le critérium.

En second lieu, aucune autre grande puissance ne tire autant que nous ses moyens d'existence du commerce. Avant la guerre, la fabrication des articles destinés à l'exportation et les emplois s'y rattachant occupaient environ 30 p. 100 de notre population. Dépendant ainsi du commerce, nous devions être particulièrement touchés par les faits qui lui ont été néfastes pendant ces dix dernières années, entre autres par l'établissement des droits de douanes élevés et le désordre de la circulation fiduciaire. Troisièmement, de grands changements se sont produits partout dans les besoins de l'industrie. La demande en charbon, en fer et en acier, en navires nouveaux, en coton et en laine est ou moindre, ou relativement à peine plus élevée qu'avant la guerre : or ce sont là les principales industries de l'Angleterre. Dans la plupart des pays du monde, c'est l'agriculture qui emploie le plus de bras. Il n'en est pas ainsi chez nous où, en 1913, un homme sur dix travaillait dans les mines. Nous exportions 40 p. 100 du charbon que nous produisions; mais aujourd'hui les économies auxquelles on arrive dans la consommation permettent d'accroître l'activité industrielle, tout en réduisant les quantités de charbon; d'autre part personne n'ignore que le pétrole et la houille blanche ont dans bien des cas supplanté le charbon. Passons aux constructions maritimes. La guerre sous-marine leur a donné un essor prodigieux dans bien des pays. Depuis la guerre, le tonnage a énormément augmenté. Pourtant, bien que les armateurs aient procédé au renouvellement de leurs unités sur une grande échelle, les commandes de bâtiments neufs, plus rapides, pouvant transporter une cargaison plus lourde, et construits économiquement, sont loin d'avoir été suffisantes pour que la production mondiale atteigne les chiffres d'autrefois. Avant 1914, la Grande Bretagne fournissait 60 p. 100 des navires lancés dans le monde, en 1919-1920,

ce pourcentage était descendu à 28 p. 100, en 1929 il était remonté à 54 p. 100. Mais la production totale est restée inférieure à ce qu'elle était. En 1913, elle s'élevait à 3 333 000 tonneaux; or le total pour 1929, qui a été la meilleure année d'après guerre, n'a atteint que 2 793 000 tonneaux. Sur ce dernier tonnage, la part de l'Angleterre a été de 523 000 tonneaux, tandis que celle de l'Allemagne, la rivale qui nous serre de plus près, n'a été que de 249 000 tonneaux. Mais, si solidement établie que soit notre supériorité, nous ne pouvons maintenir l'activité d'une grande industrie sur un marché qui décline. Quand on songe qu'en plus du marasme qui règne dans la construction des navires marchands, nos chantiers maritimes où se déployait, avant et pendant la guerre, une fiévreuse activité pour lancer les unités de la flotte la plus grande que le monde ait jamais connue, ont vu la disparition presque complète de cette activité, on comprend pourquoi Lord Derby en parlant des régions industrielles telles que celles de Glasgow ou de la côte Nord-Est qui doivent en grande partie leur prospérité aux constructions maritimes, les surnomma les « pays dévastés de l'Angleterre ». L'industrie cotonnière, qui dans toutes les statistiques de notre commerce extérieur venait en tête grâce au chiffre de ses exportations, en envoyait plus de la moitié en Asie. Sur ces marchés l'Angleterre a perdu ses monopoles par suite des troubles civils de la Chine, de l'agitation et du boycottage aux Indes et des soulèvements politiques en Turquie et ailleurs, par suite de l'apparition de nouveaux concurrents tels que le Japon et les filatures indigènes des Indes, enfin par suite de la diminution du pouvoir d'achat des Asiatiques, due en partie à la baisse des cours de l'argent et en partie à d'autres causes. Cependant, tandis que les industries que nous venons d'énumérer ont eu à se débattre au milieu des difficultés les plus grandes au cours des dix années passées, beaucoup d'autres se sont développées. On ne voit guère quelles sont les mesures qui eussent été susceptibles de rendre à ces industries leur ancienne prépondérance. La tâche qui, de toute évidence, s'imposait était de modifier les directions de notre activité de façon à répondre aux besoins nouveaux du monde. Mais nos ouvriers avaient été

formés pour les industries anciennes où, d'autre part, nos capitaux se trouvaient engagés, notre population était groupée dans les centres miniers et autour des chantiers maritimes, ou dans le Lancashire, et toute notre vie industrielle était devenue un organisme rigide. Nous avions donc à résoudre un problème comportant un transfert de fonds et un déplacement de main-d'œuvre d'une amplitude beaucoup plus grande que chez tous nos concurrents dont la vie industrielle commençait son essor dans le monde déjà transformé. Quatrièmement, la vie économique suit le mouvement des emprunts. Presque tous nos capitaux investis outre-mer furent liquidés pour subvenir aux frais de la guerre et, quand celle-ci se termina en 1918, nous avions contracté de fortes dettes envers les États-Unis d'Amérique, qui semblèrent devoir prendre notre place en tant que banquiers du monde. Nous redoutions de voir les pays d'outre-mer en voie d'expansion faire appel au crédit de cette grande puissance, qui avait des disponibilités, au détriment du nôtre. Ces craintes ne se sont pas réalisées, notre clientèle est loin de nous avoir abandonnés dans la mesure où nous nous y attendions, mais il n'en reste pas moins vrai qu'au lieu d'avoir la première place dans le financement des grandes entreprises, nous nous trouvons en 1930 sur un pied d'égalité avec les États-Unis.

LA PRODUCTION ET LE TRAVAIL

Pour étudier comment l'Angleterre a fait face à ces difficultés, il vaut mieux analyser d'abord le cours des événements jusqu'en 1929, puis montrer comment nous nous sommes comportés pendant la grande débâcle de 1930. A considérer l'ensemble des événements, et les progrès accomplis en Angleterre par rapport à ceux des autres pays, le premier point est le plus important, car de toute évidence la dépression actuelle n'est en grande partie qu'une crise passagère qui atteint le monde entier. Certes, nous reconnaissons qu'un coup simplement pénible pour un corps sain, peut être fatal à un malade, ou menacer gravement la vie d'un convalescent; mais nous maintenons cependant que, tout en suivant de très près tous les phénomènes qui caractérisent la crise actuelle, il est essentiel de savoir quelle était exactement

notre situation économique en 1929 et comment nous avions progressé jusque-là.

Pour avoir les points de comparaison nécessaires, nous pourrions partir de l'année 1924, car, abstraction faite de la période exceptionnelle qui a suivi la guerre et qui a duré dix-huit mois, 1924 a été jusqu'ici la meilleure des années d'après-guerre en ce qui concerne le travail et c'est celle où, pour la première fois depuis la guerre, on a recensé la production. Je concède qu'aucun exposé des progrès économiques n'est absolument satisfaisant nulle part, mais en Angleterre la source d'information de beaucoup la meilleure est l'index de la production du Board of Trade (ministère de commerce) qui prend pour point de départ le recensement de 1924 et est établi d'après les rapports trimestriels fournis par les principales entreprises et industries du pays.

Cet index nous apprend que la production nationale de 1929 a dépassé de 11,6 p. 100 celle de 1924. La population pendant ce même laps de temps a augmenté de moins de 2 p. 100 (elle est passée de 44,9 millions à 45,7 millions). Ces augmentations peuvent être comparées à celle du chiffre total de la main-d'œuvre employée, car les registres des assurances qui sont à peu près universelles puisqu'elles englobent tous les ouvriers sauf ceux qui s'adonnent à l'agriculture, nous permettent d'évaluer avec exactitude le nombre actuel des ouvriers qui travaillent. Les totaux obtenus suivent une courbe ascendante analogue à celle de la production. Le nombre des chômeurs est élevé en 1929, tout comme durant les années précédentes, mais, en se basant sur les chiffres de 1924, on constate que la main-d'œuvre a vu ses débouchés augmenter suffisamment pour absorber l'excédent de la population industrielle.

MAIN-D'ŒUVRE

	1924	1929	Indice de 1929 par rapport à 1924.
Population approximative .	44 886 000	45 741 000	101,9
Moyenne des travailleurs assurés.	11 073 000	11 850 000	107
Moyenne des chômeurs . .	1 137 000	1 224 000	
Moyenne de la main-d'œuvre employée	9 936 000	10 626 000	106,9

Il ressort que pendant cette période de cinq ans, l'augmentation de la population ouvrière à employer a été de 7 p. 100 et que le pourcentage des ouvriers qui se sont assurés et qui ont effectivement trouvé du travail a atteint à peu près le même chiffre. Il faut attirer l'attention sur ce fait qu'à une augmentation de 7 p. 100 de la main-d'œuvre correspond une augmentation de 12 p. 100 de la production. On peut en conclure que, dans l'ensemble, la technique de la production a continuellement progressé. Ce rapport, synonyme d'une amélioration générale dans les procédés de l'industrie, est d'autant plus remarquable que, dans maintes de nos anciennes entreprises, étant donné le chômage partiel et l'impossibilité d'utiliser toutes les ressources, on ne travaillait pas à plein rendement.

En le comparant aux chiffres d'avant-guerre, la commission Balfour a évalué à 100 000, le nombre des ouvriers embauchés en surplus en 1924 : or l'année 1913 sur laquelle elle s'était basée, fut une année exceptionnellement bonne tant pour l'activité économique que pour la main-d'œuvre. En poursuivant cette étude des chiffres, nous constatons que 1929 marque une augmentation de 800 000 travailleurs employés par rapport à 1913; ce qui représente le maximum atteint par la production comme par la main-d'œuvre.

Ce niveau du travail allait de pair avec le taux élevé des salaires et des conditions de vie meilleures. D'une façon générale on estime que, tout de suite après la guerre, le pouvoir d'achat des salaires numéraires était à peu près le même qu'en 1914. Depuis cette date, voici quels sont les changements indiqués par les chiffres officiels en ce qui concerne le rapport de la valeur numéraire des salaires et leur valeur réelle, c'est-à-dire leur valeur d'après leur pouvoir d'achat :

INDICES DE LA MOYENNE DES SALAIRES

	Salaires en monnaie.	Salaires réels.
	—	—
1914.	100	100
1924.	170-175	96-100
1927.		102-105
1929.		104-108

Les renseignements recueillis au ministère du Travail établissent que les taux des salaires, pendant la période 1924-29, ont été à peu près stables, mais que la tendance générale à la baisse correspondait à une augmentation graduelle du pouvoir d'achat. Les chiffres, toutefois, ne tiennent pas compte des déplacements de main-d'œuvre. Il est probable qu'un recensement détaillé indiquerait une légère diminution du taux moyen des salaires dans tous les corps de métiers.

Mais de telles statistiques ne donnent pas une idée tout à fait exacte de la situation, car l'ouvrier s'est trouvé plus favorisé à deux points de vue. D'abord les heures de travail ont été réduites, en moyenne, de 10 p. 100, ensuite les caisses fondées par les « services sociaux » pour assurer les retraites ouvrières, les pensions des veuves, les indemnités de logement, les services d'hygiène, l'aide aux familles nombreuses, et les fonds versés par l'État pour l'allocation de chômage, ont beaucoup augmenté les revenus du salarié. Ces ressources sans aucun doute, émoussent l'aiguillon de la privation qui venait stimuler l'effort économique, mais il vaut peut être mieux s'être débarrassé des maux les plus notoires qui pèsent sur le travail manuel. A la fin du XIXe siècle, la misère et la possibilité de mourir de faim étaient des éléments dont l'armature sociale tolérait encore l'existence; aujourd'hui bien que la lutte contre la pauvreté et le taudis soit encore à ses débuts, on peut affirmer que nous avons élevé un premier rempart contre la misère. En 1900, les statistiques de la mortalité infantile indiquaient que les décès d'enfants de moins d'un an étaient annuellement de 140 pour 1 000, en 1913 ce pourcentage avait fléchi à 86 p. 1 000, et en 1929 à 76 p. 1 000. Cette diminution de 50 p. 100 de la mortalité infantile, obtenue en trente ans, est un résultat qui compte.

Notons en dernier lieu que les dépôts de la Caisse d'Épargne ont passé de 187 millions à 285 millions de livres sterling en 1929, et l'actif des entreprises de construction de 65 millions à 313 millions de livres sterling, celui des caisses de prévoyance industrielles et les primes des assurances sur la vie de 96 millions à 264 millions, tandis que les titres de rente sur l'État se maintenaient en 1929 aux environs de 470 millions. Ces chiffres qui dans l'ensemble représentent l'épargne de la classe

ouvrière montrent le rythme rapide du mouvement qui tend à faire de l'Angleterre une nation de petits capitalistes.

CONSOMMATION DE CERTAINES DENRÉES, PAR TÊTE

	1913	1924	1929
	—	—	—
Sucre, livres anglaises (465 gr.)	83,22	78,54	88,94
Thé[1]	6,69	8,81	10,15
Tabac	2,10	2,87	3,23
Beurre (importé) livres anglaises	9,90	12,72	15,36
Bœuf (importé)	21,06	30,38	28,07
Bacon (lard) (importé)	13,68	22,27	21,87

Le « niveau de vie » auquel nous arrivons ainsi est élevé par rapport à celui des autres pays d'Europe. Si nous comparons les salaires réels payés dans les grands centres industriels, d'après les chiffres fournis par la Commission internationale du Travail, le pouvoir d'achat des salaires versés à un ouvrier anglais, à un ouvrier allemand et à un ouvrier français exerçant le même métier, est respectivement de un, de trois quarts et de trois cinquièmes. Ce niveau élevé a été l'objet de nombreuses critiques de la part des économistes étrangers qui ont estimé qu'il enflait démesurément le budget des dépenses en un temps où l'on doit mener à bien des réajustements difficiles et où la concurrence est extrêmement âpre. En nous refusant à toute modification là-dessus, nous nous sommes heurtés, je le reconnais, à des difficultés intérieures que nous étudierons en détail plus tard, mais dont nous n'avons pas à tenir compte dans l'argumentation que nous soutenons aujourd'hui et dont les deux principaux points sont : d'abord que le but de l'effort industriel, et le critérium qui permet d'apprécier les succès qu'il remporte, sont la prospérité économique; or la Grande-Bretagne occupe encore une place d'honneur parmi les puissances européennes. Ensuite que le niveau croissant de vie n'excédait pas nos moyens en 1929, puisqu'il allait de pair avec le mouvement ascendant de la production et de la main-d'œuvre.

1. Il faut signaler au sujet de la très notable augmentation des quantités de thé que la consommation des boissons alcoolisées a beaucoup diminué, fait dû en partie à la modification des habitudes, et en partie aux droits très élevés.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Les progrès de la production et la cherté de la main-d'œuvre pendant la période qui s'étend de 1924 à 1929, furent accompagnés de transformations profondes qui aboutirent à une sorte d'équilibre nouveau dans le domaine du commerce extérieur. Pour se faire une idée exacte du changement survenu, il faut mettre en parallèle non seulement la situation économique de 1929 et celle de 1924, mais aussi celle dans laquelle nous nous trouvions avant la guerre.

IMPORTATIONS DÉFINITIVES ET EXPORTATIONS DE PRODUITS ANGLAIS

	Importations.		Exportations.	
	Milliers de livres sterling.	Pourcentage par rapport au commerce mondial.	Milliers de livres sterling.	Pourcentage par rapport au commerce mondial.
	—	—	—	—
1913.	659 2 [1]	19,24	525 3 [1]	13,11
1924.	1 137 5	17,62	801 0	12,94
1929.	1 111 1	15,40	729 3	10,86

Il faut naturellement tenir compte en étudiant ces chiffres de la courbe des prix mondiaux. Évaluées d'après leur *volume*, nos importations en 1929 ont été approximativement égales à 114 p. 100 de celles de 1924, et nos exportations de produits indigènes égales à 108 p. 100 de celles de 1924. L'essor de notre commerce d'exportation pendant la période 1924-29 a donc été fort peu inférieur à celui de la production que nous avons déjà évalué (8 p. 100 contre 12 p. 100).

Néanmoins nous avons à constater tout d'abord que nos importations ont augmenté par rapport à nos exportations. L'excédent des importations visibles sur les exportations de même nature se chiffrait en 1913 par 134 millions de livres sterling, soit 20,3 p. 100 des importations définitives. En 1924, ce total atteignait 324 millions de livres, soit 28,4 p. 100 de nos importations définitives et en 1929, 366 millions soit 33 p. 100. Mais, comme nous nous en apercevrons tout à l'heure, cette augmentation du passif visible de notre bilan

1. Y compris celles de l'Irlande.

commercial ne doit pas être considérée comme un symptôme inquiétant. Elle est le reflet, en partie, du rebondissement perpétuel et de la tenue de nos exportations « invisibles » et, en partie, d'une transformation générale qui, en modifiant notre effort économique, tend à créer un nouvel équilibre commercial.

Le meilleur exemple que l'on puisse donner de cette modification, ce sont les chiffres qui figurent au bilan international des paiements de l'Angleterre. La plupart de ces chiffres sont des chiffres officiels, mais ils sont suffisamment exacts pour les conclusions générales que nous avons l'intention d'en tirer au cours de cet article.

BILAN DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX DE L'ANGLETERRE

	Millions de livres sterling.				
	1907	1913	1924	1927	1929
1° Excédent des importations de marchandises et de métaux précieux (Balance adverse visible)	142	158	324	358	366
EXPORTATIONS « INVISIBLES ».					
2° Revenu net de notre marine marchande	85	94	140	130	130
3° Encaisses des billets à court terme et des courtages	25	25	60	65	65
4° Recettes provenant d'autres sources	10	10	— 10	30	39
5° Total	120	129	190	225	234
6° Excédent des importations	22	29	134	133	132
7° Revenu net des capitaux placés outre-mer	160	210	220	270	270
8° Balance fournie par les mêmes capitaux	138	181	86	137	138

Ce tableau nécessite quelques explications. Il montre que le bilan de nos importations (n° 1) est en grande partie équilibré par celui des exportations de capitaux dont le total figure au n° 5. La différence (n° 6) est plus que largement couverte par les intérêts (n° 7) encaissés par l'Angleterre qui proviennent de ses placements dans les pays

d'outre-mer. Il reste alors un excédent de revenus (n° 8) fourni par ces capitaux, qui est disponible et qu'on utilise avantageusement pour augmenter les placements à l'étranger.

Ces chiffres justifient la constatation que nous avons déjà faite, à savoir qu'un nouvel équilibre est venu remplacer l'ancien dans le bilan de notre commerce international. Ils nous disent que l'importante augmentation de l'excédent de nos importations a entraîné une augmentation à peu près équivalente des facteurs invisibles inscrits à notre bilan commercial. La différence que nous plaçons à l'étranger atteint, comme il est normal, un chiffre légèrement inférieur à celui auquel nous étions arrivés juste avant la guerre et qui était très élevé. En fait, ce chiffre est redevenu ce qu'il était en 1907.

En tenant compte de l'élévation générale du niveau des prix et de l'augmentation de notre production, nous sommes amenés à conclure que nous prêtons à l'étranger une plus petite partie de nos gains annuels.

Les placements à l'intérieur de la métropole, sont au moins aussi importants qu'avant la guerre; ce sont les fonds prêtés à l'étranger qui ont diminué.

Néanmoins nos créances étrangères atteignent encore des chiffres très élevés, même si on les compare à celles des États-Unis. Les totaux des emprunts étrangers contractés sur le marché des États-Unis sont d'une importance surprenante, mais les statistiques concernant ces émissions n'indiquent que d'une manière relative le montant des capitaux prêtés par l'Amérique, car il faut tenir compte des fortes sommes qui lui sont dues. Quand l'Amérique reprête à ses débiteurs l'argent qu'ils lui doivent, la répercussion sur le mouvement des affaires est nulle. Il faut aussi se souvenir que les puissances étrangères ont placé des capitaux énormes aux États-Unis, soit pour en garantir la sécurité, soit pour réaliser de gros bénéfices. Quand on tient compte de l'afflux des fonds dans ce pays, le montant net des capitaux exportés par lui de 1920 à 1929 atteint 1 042 millions de livres sterling, dont 546 millions ont été exportés durant les années 1924-1929, auquel on peut opposer celui des capitaux exportés par l'Angleterre, qui a été de 1 023 millions, dont 523 millions pour la même période 1924-29.

La conclusion qui s'impose, comme nous l'avons déjà dit, est que la Grande-Bretagne et les États-Unis se partagent la tâche de fournir les capitaux dont ont besoin les emprunteurs étrangers.

Nous avons encore une remarque à faire avant de passer à une autre question. On a émis l'idée que, puisque aucun pays n'est prêt à fournir d'une façon permanente des matières premières en échange d'articles manufacturés, l'Angleterre ne doit pas s'attendre à vivre de son commerce dans la même mesure qu'autrefois. Mais c'est là un raisonnement fallacieux. En effet, les faits démontrent que plus les pays sont industrialisés, plus leurs échanges, loin de diminuer, deviennent actifs. Si nous mettons à part l'Inde, qui avec ses 340 millions d'habitants doit plutôt être considérée comme un continent, et l'Australie, qui se trouve dans une position tout à fait spéciale vis-à-vis du commerce anglais, c'est notre client le plus important, l'Allemagne, qui est notre concurrent le plus redoutable. En outre, nous vendons annuellement aux États-Unis 32 millions de livres sterling d'articles manufacturés en échange d'un total à peu près égal de produits de même catégorie. C'est une conception vraiment trop simpliste du commerce mondial que celle qui définit ce commerce comme l'échange des produits manufacturés et des matières premières, et nous nous en écarterons de plus en plus à mesure que le temps passera.

Ceux qui prophétisent que l'Angleterre, handicapée par la production massive et l'absence d'un marché intérieur suffisamment homogène, et par les diverses exigences de ses marchés d'outre-mer, se laissera distancer sur le marché mondial à mesure que la demande d'articles produits en série grandira, ne se trompent pas moins. Le rôle que la production massive sera appelée à jouer pour satisfaire aux besoins futurs du monde est peut-être très exagéré. Étant donné le bien-être toujours croissant, on demandera au contraire des articles manufacturés variés et spécialisés, dont la fabrication exige une très grande habileté, et dans ce domaine, l'Angleterre tient encore la tête. Pour ne citer qu'un seul exemple : 90 p. 100 des lentilles des appareils photographiques et des projecteurs dont on se sert dans les

studios cinématographiques de Hollywood sont fabriqués par la main-d'œuvre anglaise et dans des usines anglaises.

En résumé, en ce qui concerne notre situation commerciale, nous avons en apparence perdu du terrain puisque notre pourcentage dans le commerce mondial diminue et que le total de nos importations augmente. Mais ce fléchissement était inévitable, et il n'est pas en désaccord avec la courbe croissante du commerce étranger; tandis que l'excédent de nos importations sur nos exportations témoigne simplement d'une façon tangible que nous pouvons faire face à des dépenses plus élevées ou en d'autres termes que nous consommons une plus grande partie des richesses que nous produisons.

LA TRANSFORMATION DE L'INDUSTRIE

Les résultats auxquels on est arrivé en 1929 tant dans le domaine de la production que dans celui du commerce extérieur ont eu une répercussion considérable sur les modalités de l'activité industrielle en Grande-Bretagne. Les pertes

NOMBRE D'OUVRIERS OU D'OUVRIÈRES EMPLOYÉS DANS DIFFÉRENTES INDUSTRIES

Industries.	Nombre de travailleurs (en milliers)		Indice.
	Juin 1923 [1].	Janvier 1930.	Juin 1923-100.
Soie et soie artificielle	34,9	67,7	199,6
Appareils scientifiques, etc.	16,6	25,7	159,2
Appareils électriques	57,0	80,8	144,4
Câbles et fils électriques, etc.	65,0	89,6	139,3
Automobiles	173,5	230,4	134,4
Coton [2]	445,4	478,7	107,5
Laine et lainages	250,8	205,4	85,2
Aciéries	166,8	144,3	89,6
Charbon	1 211,6	870,7	74,0

1. On n'a pu se procurer les chiffres de la main-d'œuvre pour juin 1924.

2. Les chiffres inscrits en regard de l'industrie cotonnière ne peuvent indiquer le volume de la main-d'œuvre, étant donnée l'application du système des journées de travail réduites.

subies par l'exportation et la main-d'œuvre n'ont touché que certaines parties de nos régions industrielles. Les industries « nouvelles » d'autre part sont si diverses qu'il est très difficile de les classer dans les rapports officiels. Il serait donc impossible de dresser un tableau complet sans donner une quantité de statistiques détaillées. Mais celui que nous avons établi ci-dessus fournit quelques chiffres typiques indiquant les changements survenus dans le nombre des ouvriers et dans la valeur des exportations de certaines industries.

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS

	Millions de livres sterling.		Pourcentage des totaux.	
	1924	1929	1924	1929
Total des exportations. . . .	801,0	729,3	100	100
Charbon.	72,1	48,6	9,0	6,5
Fer et acier manufacturés . .	74,5	68,0	9,3	9,3
Cotonnades	199,2	135,4	24,9	18,5
Lainages et laines.	67,8	52,9	8,5	7,3
Appareils électriques	10,7	13,2	1,3	1,8
Machines	44,8	94,4	5,6	7,5
Produits chimiques	25,5	26,6	3,2	3,7
Véhicules	26,9	50,3	3,4	6,9

Tout en lisant la deuxième partie de ce tableau, il ne faut pas perdre de vue le fléchissement considérable des prix entre les années 1924 et 1929; le volume des exportations augmenta plus ou baissa moins que leur valeur.

Les changements indiqués ici ont été accompagnés d'une réorganisation considérable de l'industrie. Mais le fait qu'à la fin de la période de cinq ans que nous avons étudiée, il y avait encore 1 250 000 chômeurs prouve que l'adaptation nécessaire est encore loin d'être terminée. L'esprit conservateur des patrons anglais, la rigidité du barème des salaires, et les assurances contre le chômage, en s'opposant à la souplesse des organismes, ont contribué à retarder nos progrès. Ces trois facteurs ont eu, de toute évidence, une certaine influence sur la marche de nos progrès; pourtant, avant de les incriminer, examinons-les successivement.

LA RATIONALISATION

En ce qui concerne la réorganisation des affaires, il faut reconnaître que nous nous y sommes mis bien tard.

Une des raisons de cette lenteur, c'est que, pendant plusieurs années après la guerre, bien des gens, comme dans d'autres pays, d'ailleurs, s'attendaient à voir renaître l'ancien état de choses, une fois les perturbations causées par le fléau mondial apaisées. En ce qui concerne l'Angleterre, un tel espoir était assez justifié, car les premiers chiffres fournis par les statistiques commerciales se rapprochaient fort de ceux de 1913. Mais il était illusoire, car nos rivaux ne se trouvaient que momentanément écartés du marché mondial. Bientôt nos anciennes industries se trouvèrent de nouveau, comme elles le sont encore, handicapées par les vieilles traditions et les difficultés particulières à chaque entreprise qui ont fait obstacle à la rationalisation. De plus le fait que notre système bancaire avait été conçu pour subvenir aux besoins d'un important commerce international plutôt qu'à ceux de l'industrie, et n'a par conséquent jamais envisagé qu'il était nécessaire d'intervenir dans l'administration ou l'organisation des entreprises industrielles, a empêché le monde financier de tenter le moindre effort pour concilier les intérêts industriels opposés, avant ces toutes dernières années.

La rationalisation de nos vieilles industries a donc été certainement retardée, mais l'impulsion a été donnée et le mouvement se poursuit avec une énergie de plus en plus grande. Les chances de succès semblent plus grandes qu'elles ne l'étaient à un moment donné, à ceux qui savent quels terribles obstacles nous avons à vaincre. Les deux tâches en effet sont bien différentes qui consistent, l'une, à entreprendre la rationalisation comme l'a fait l'Allemagne, au moment où la demande augmentait rapidement et où les droits des actionnaires se trouvaient être presque négligeables à cause de l'inflation monétaire; l'autre, à mener à bien une telle réforme pendant l'angoissante débâcle mondiale, qui a fatalement pour effet de rendre plus difficiles les problèmes qu'il faut résoudre en paralysant les efforts tentés dans ce sens. Quelques-unes de nos entreprises sont en partie réduites à l'impuissance

par les capitaux excessifs qui y ont été engagés pendant l'éphémère hausse factice des prix qui a suivi la guerre; réduire les droits des actionnaires est devenu de ce fait une œuvre de longue haleine et très difficile à accomplir, et pourtant c'est là une mesure indispensable si l'on veut réduire le nombre et accroître le rendement des exploitations. Les progrès accomplis ne laissent pas malgré cela d'être importants.

En outre, il sont été stimulés dernièrement par la création de la Société des Banquiers pour le Développement de l'Industrie. Cet organisme témoigne d'un effort délibéré des grands banquiers en vue de coopérer au mouvement de réorganisation des industries. La Société a un capital nominal de 6 millions de livres, souscrit par les principaux groupes financiers du pays, son président est le gouverneur de la Banque d'Angleterre. Elle se propose, ainsi que le déclarent officiellement ses statuts, « d'étudier les projets que lui soumettent les industries vitales du pays, et qui ont pour but leur rationalisation, en procédant soit par branches d'industrie, soit par régions ». Elle ne vise pas à financer indéfiniment ces entreprises, mais à leur fournir temporairement des subsides pendant qu'elles s'adonnent à d'importants travaux de reconstruction. Son conseil d'administration, qui représente des intérêts divers, sera une sorte d'état-major de l'industrie qui sera probablement appelé à jouer un rôle de plus en plus important.

Voici quelle est la situation des anciennes industries qui ont à résoudre le problème que pose l'excès de leur capacité.

Le coton. — Dans les filatures, on procède activement à l'élimination des entreprises les moins importantes; les deux moyens auxquels on peut avoir recours sont la mise en liquidation, ou la consolidation par l'incorporation à des sociétés plus importantes. Le Groupement des filatures du Lancashire s'est chargé de cette double tâche, il rachète les usines trop vieilles et les dote d'un outillage moderne, réorganise la production sur des bases qui lui permettent de rémunérer à un taux économique les capitaux et de lutter victorieusement contre la concurrence sur les marchés d'outre-mer. Sur les 56 millions de broches du Lancashire, le Groupement des fila-

tures en possède déjà dix millions, et elle fabrique des tissus pour lesquels, malgré la dépression économique dont souffre le monde entier, elle trouve des débouchés dont la capacité dépasse plutôt celle de sa production; enfin elle est en train d'installer des machines qui compenseront, même sur leurs propres marchés, les avantages dont bénéficient la Chine et le Japon grâce à la main-d'œuvre bon marché dont ils disposent. Avec l'augmentation des ressources du groupement, à laquelle viendra peut-être s'adjoindre la formation d'autres unions analogues, cette branche de l'industrie cotonnière devrait avoir raison des principales difficultés au milieu desquelles elle se débat.

Constructions maritimes. — Cette industrie est grevée de charges particulièrement lourdes, et il est d'une importance capitale d'arriver à grouper le plus possible les entreprises. Une union a été constituée dans ce but avec le concours de toute cette branche industrielle et soutenue par la Société des Banquiers pour le Développement de l'Industrie, afin d'acheter et de supprimer les chantiers les moins rémunérateurs; les frais étant couverts par une taxe déterminée que l'on perçoit sur le tonnage de tous les nouveaux navires construits. Jusqu'à présent l'union a acheté ainsi quatre chantiers et l'on poursuit activement l'étude d'autres projets.

La Métallurgie. — Ces dernières années, d'importants groupements de sociétés ont été faits sur la côte nord-est, dans le sud du Pays de Galles, dans la région Glasgow, et dans le Lancashire; elles ont consolidé la production de ces grands territoires industriels en englobant les petites industries dans les plus grandes, et ont permis de fermer les exploitations trop vieilles, ou qui faisaient double emploi. La plus grande masse de la production métallurgique est donc répartie aujourd'hui entre un nombre de sociétés relativement faible.

Le Charbon. — Nous nous heurtions là aux problèmes les plus terribles. Comme pour l'industrie cotonnière, la plus grande difficulté à surmonter était l'excédent de capacité; les mines actuelles peuvent produire, disons, 320 millions de tonnes de charbon par an, alors que la demande effective n'est que de 250 millions.

La « Rationalisation » nécessaire pour arriver à diminuer la production dans des proportions suffisantes est rendue très difficile par le nombre des entreprises autonomes qui s'élève à 1 500. Réunir ces exploitations constitue une tâche très compliquée à cause de ses répercussions financières; pourtant on a accompli quelques progrès dans ce sens. Toutes les mines du Lancashire, par exemple, ont formé un trust, mais un moyen plus rapide d'arriver au but qu'on se propose a été trouvé et on a institué un système, pour organiser les marchés, qui est entré en vigueur à la suite d'un Acte du Parlement voté en 1930.

Ce système, qui attribue à chaque région son barème de production, fonctionne déjà et aboutira en son temps à la fermeture des exploitations trop onéreuses.

Quant à la technique actuelle de la production, les handicaps de l'industrie charbonnière anglaise ont été fort exagérés. Dans certaines régions, le matériel est encore rudimentaire, mais nos houillères les mieux équipées peuvent soutenir la comparaison avec celles des autres pays. On s'occupe également des problèmes qui ont trait à la répartition. Cependant l'avenir de l'industrie charbonnière, qui est d'une importance vitale pour l'Angleterre, dépend moins de la réorganisation des entreprises que des usages futurs du charbon et de la façon dont il pourra lutter avec les combustibles liquides. On a beaucoup étudié cette question et on est arrivé à des résultats intéressants. En fait, on peut affirmer, sans avoir à craindre de démenti, que l'Angleterre laisse loin derrière elle tous les autres pays en ce qui concerne les progrès réalisés dans l'hydrogénation du charbon. Récemment on a traité une tonne de charbon par ces procédés et on a obtenu 130 gallons de pétrole. Ce n'est pas encore une quantité dont on puisse tirer parti dans le commerce, mais rien ne limite les possibilités qu'un tel résultat peut faire envisager.

Si nos anciennes industries ont été longues à mettre sur pied leur « Rationalisation », on ne peut en dire autant de nos industries nouvelles. Beaucoup d'entre elles sont bien exploitées, et leur rendement n'est pas inférieur à celui de leurs rivales d'outre-mer. Parmi celles-ci nous pouvons citer les suivantes : les produits chimiques, le savon, le tabac, l'appareillage

électrique, les allumettes, et la soie artificielle. Non seulement elles ont toutes consolidé leur position dans la métropole, mais encore, malgré les restrictions imposées par les accords internationaux, elles se sont bien maintenues sur les marchés d'exportation.

Quelques exemples suffiront à le prouver.

L'outillage électrique a progressé dans les mêmes proportions que ses concurrents; ses exportations s'élevèrent en 1929 à 6,36 millions de livres sterling; celles de l'Amérique atteignaient 5,1 millions de livres. Nous obtenons aussi des résultats satisfaisants avec le matériel télégraphique, bien que les marchés soient régis dans une mesure importante par les accords internationaux. L'industrie des pneus s'est développée rapidement aussi, de même que la fabrication des avions et de leurs pièces détachées. En 1924, nous avons exporté 188 aéroplanes représentant une valeur déclarée de 438 000 livres; en 1929 nous en avons exporté 525, d'une valeur de 824 000 livres.

Nous avons fabriqué en 1926, 198 000 automobiles, et en 1929, 239 000. Il est probable que cette courbe ascendante ira encore plus vite dans un prochain avenir. Nous sommes encore les premiers producteurs du monde de motocyclettes; voici les chiffres : 120 000, en 1926; 146 000 en 1929. Là nos exportations dépassent de 50 p. 100 le total de celles des États-Unis, de la Belgique, de l'Allemagne et de la France. Passons aux articles de demi-luxe, « articles secondaires » qui joueront un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale : nous suivons la demande qui croît tous les jours. Notre production de soie artificielle est passée de 39 millions de livres anglaises (465 gr.) à 53 millions entre les années 1927-1929. Nos exportations de tissus de soie artificielle ont été de 332 000 livres sterling en 1926 et de 925 000 livres sterling en 1929.

Prenons comme deuxième exemple les gramophones. Nous avons exporté en 1925, des instruments et des pièces détachées d'une valeur de 681 000 livres sterling; en 1929 ce total était monté à 2 225 000 livres. La valeur des disques exportés a également augmenté; en 1925, 762 000 livres; en 1929, 1 130 000 livres.

On ne peut se procurer les statistiques qui concernent la consommation intérieure, mais il est probable que leurs chiffres ont progressé suivant le même rythme.

LES SALAIRES

En étudiant la question des salaires, nous constatons, en nous basant sur les faits observés aux États-Unis, que le principal facteur, quand on veut pouvoir soutenir la lutte avec la concurrence étrangère, n'est pas le taux des salaires, mais le prix de revient déterminé non seulement par l'activité et les capacités déployées par l'ouvrier dans l'accomplissement de sa tâche, mais aussi par l'outillage industriel et la bonne administration des entreprises. Une industrie se trouve-t-elle dépassée par ses rivales, elle peut remédier à cet état de choses soit en réduisant le prix de la main-d'œuvre, soit en améliorant ses procédés d'exploitation. Les « Trade unions » anglaises (groupements économiques) n'ont pris part qu'assez tard au mouvement de réforme qui a modifié les procédés en usage et dans bien des cas, notamment dans les usines cotonnières, dans les compagnies de chemin de fer, comme dans les mines de charbon jusqu'en 1926, la réduction de la longueur des journées de travail a rendu difficile l'exploitation sur des bases économiques. Pourtant c'est une erreur de prétendre que les Trade unions n'ont fait que créer des obstacles. Dans l'industrie mécanique, la plupart des ouvriers étaient payés à l'heure, actuellement ceux-ci travaillent aux pièces, cette mesure a permis d'obtenir et même suscité une forte augmentation de la production individuelle. Dans les constructions maritimes, on a réussi, il y a quelques années, à conclure un pacte stipulant que l'on s'efforcerait d'obvier aux inconvénients et aux retards dus aux règlements des Trade unions qui déterminaient d'une façon étroite, le genre de travail auquel les différents corps de métier pouvaient s'adonner dans les chantiers. Les chiffres recueillis dernièrement montrent quel a été l'énorme progrès réalisé dans les ateliers de notre plus grande compagnie de chemins de fer, une fois que le travail a été intensifié en excitant l'émulation des ouvriers. Des faits analogues peuvent

être constatés partout, aussi bien dans les branches que stimule la concurrence que dans celles qui n'ont pas à compter avec elle. En d'autres termes, l'Angleterre a fait tous ses efforts pour résoudre le problème que posait le taux élevé des salaires, non en diminuant ceux-ci, mais en mettant l'ouvrier à même de les gagner réellement. Les chiffres fournis par nos industries nouvelles témoignent que notre outillage est moderne et qu'elles ne souffrent pas d'un excédent de capacité; nos fabricants peuvent se conformer à l'échelle des salaires en vigueur, tout en menant victorieusement la lutte non seulement sur le marché intérieur, mais aussi à l'étranger.

Nous avons cependant à l'heure actuelle encore une question à résoudre en ce qui concerne les salaires, c'est la disproportion entre le barème des industries où les effets de la concurrence, tantôt intérieure, tantôt extérieure, se font vivement sentir, et celui des branches où l'on n'a pas à s'en préoccuper, c'est-à-dire des branches « protégées ». Le fait que le prix de la main-d'œuvre est plus élevé que la moyenne dans celles-ci, a des conséquences fâcheuses pour les autres. Les services municipaux, les tarifs des transports, les bénéfices des intermédiaires sont tous des facteurs du prix de revient, même quand il s'agit de produits d'exportation, et, en dehors des répercussions économiques qu'elle entraîne, une différence aussi notable, que ne justifient ni la difficulté du travail, ni la longueur de l'apprentissage, semble tout à fait injuste. Le barème des salaires ne sera satisfaisant en Angleterre que le jour où cette disproportion aura pris fin. Notons d'ailleurs qu'elle tend plutôt à disparaître. — En effet, si nous examinons ce qui se passe dans les principales industries dites « protégées », nous voyons que la concurrence existe tout de même. Par exemple, les transports routiers vont obliger les compagnies de chemin de fer à réduire les salaires. Il en est de même dans le bâtiment, l'acuité de la crise du logement qui sévit depuis dix ans a été enrayée presque partout en Angleterre, et les entreprises des constructions ne peuvent plus demander des prix exorbitants. Les traitements des employés municipaux eux-mêmes finiront à la longue par obéir à la loi économique, car, en ces temps de transformations rapides, les industries ont abandonné les régions lourdement imposées

pour aller s'installer dans celles ou les charges sont peu élevées.

Donc, ni la cherté de la main-d'œuvre, ni l'inégalité des salaires n'ont été des obstacles graves au point d'entraver l'expansion actuelle du travail et de la production.

L'ALLOCATION DE CHOMAGE

On accuse l'allocation de chômage d'avoir retardé les progrès industriels en Angleterre, et on cite comme preuve l'ampleur persistante de la crise. Ce reproche est juste, mais les inconvénients n'ont pas été aussi graves qu'on l'imagine couramment : 1° la lecture des statistiques du chômage donne une impression exagérée du nombre anormal de chômeurs. Avant la guerre, même pendant les périodes de prospérité moyenne, le caractère saisonnier de l'industrie, l'expansion ou la décadence d'entreprises particulières, ou de certaines branches du commerce qui suivent toujours le mouvement industriel, l'existence d'industries éphémères de par leur nature même, ou qui dépendent du temps, ou de contingences analogues, ont fait que d'une façon permanente 6 à 700 000 membres de notre nombreuse population ouvrière étaient atteints par le chômage. Donc, quand on dit qu'il y a eu 1 200 000 chômeurs en 1929, cela indique qu'il y a en a eu 600 000 de plus que la normale. Or, si nous avons présent à l'esprit que ces chiffres englobent environ 250 000 mineurs, incapables d'exercer un autre métier, habitant dans des villages perdus et qui n'ont pu encore faire un nouvel apprentissage ou trouver d'autres emplois, que les territoires de Glasgow et de la côte nord-ouest, ainsi que les régions cotonnières comptent également plusieurs centaines de mille de sans-travail, on doit reconnaître qu'il n'est ni paradoxal, ni exagéré d'avancer, malgré les chiffres élevés des rapports du ministère du Travail, que dans bien des districts industriels le chômage n'a nullement été anormal durant cette année 29 et que, dans certains endroits, on a même manqué de bras, et en particulier de travailleurs adolescents.

J'ai déclaré que l'allocation de chômage était une des causes qui tendait à ralentir le rythme de notre mouvement d'adaptation aux temps nouveaux. Elle a eu une telle répercussion,

parce que ses modalités ont été déterminées à un moment où l'on n'envisageait pas que des transformations aussi radicales pussent survenir. Toutefois il faut reconnaître qu'une organisation de ce genre s'imposait, étant donné le régime économique de l'Angleterre, et que celle-ci nous a tout au moins épargné une catastrophe. Un pays qui compte une faible population industrielle, surtout si celle-ci n'est pas concentrée dans un ou deux grands centres urbains, offre, en temps de crise, bien des débouchés suffisants pour fournir du travail tout au moins à un certain nombre de chômeurs; en tous cas, la grandeur du problème économique ainsi posé est d'un ordre assez faible, par rapport à la richesse totale de ce pays pour que des initiatives volontaires puissent empêcher la misère de régner. Mais on ne pouvait avoir recours à de tels moyens dans le pays du monde qui est le plus industrialisé et à une époque de transformations profondes. Malheureusement, les périodes de chômage dans bon nombre des industries menacées se sont tellement prolongées que l'on a dû proroger la durée des mesures, qui de ce fait ont petit à petit perdu leur caractère transitoire, Bien que l'on ait plusieurs fois demandé des versements plus élevés aux patrons et aux employés, la caisse de chômage a dû contracter des emprunts pour faire face à ses dépenses. Pendant ces douze derniers mois, cette dette a grandi avec une vitesse alarmante, et comme les frais encourus du fait de la prolongation sont aussi à la charge du Trésor, une part de plus en plus considérable des allocations versées prend le caractère d'une assistance grevant les fonds publics. Les critiques reprochent aussi au système en vigueur de tolérer maintenant que l'ouvrier qui reçoit l'allocation ne soit plus tenu de prouver qu'il cherche vraiment du travail; les règlements n'ont pu à la longue empêcher certains abus, et le montant de l'allocation, qui est le même partout, s'il est équitable dans bien des centres industriels, est plutôt élevé, par rapport au coût de la vie, dans les campagnes. Certes, on ne saurait nier que cet état de choses a concouru à maintenir partout le barème des salaires tel qu'il avait été établi dans les régions où la main-d'œuvre est le plus chère. Tout le monde est d'accord par conséquent pour reconnaître qu'on aurait déjà dû depuis longtemps procéder à une révision du

système en question. De plus, si le coût de la vie baisse, en raison du fléchissement de l'indice des prix mondiaux, qui reste actuellement fort au-dessous de celui d'il y a deux ans, une diminution du taux des allocations s'imposera.

En tous cas, il reste acquis que l'allocation de chômage n'a pas été un obstacle fatal au mouvement de la main-d'œuvre durant la période que nous étudions; non seulement les chiffres déjà cités à propos du nombre des travailleurs qui ont passé d'une industrie à une autre, mais aussi le mouvement physique de la population, en sont la preuve. De 1923 à 1929, le nombre des travailleurs n'a guère varié dans le pays de Galles et dans le nord de l'Angleterre (4 066 000 en 1929 et 4 083 000 en 1923) — tandis que dans les Midlands, et dans le sud, nous constatons une augmentation de 4 704 000 à 5 279 000 (un demi-million).

CONCLUSION

Pour résumer, nous dirons qu'en 1929, l'Angleterre, malgré de nombreux désavantages qui étaient presque tous la conséquence directe de la guerre, avait déjà fait beaucoup dans le domaine industriel pour s'adapter aux temps nouveaux. Malgré les journées de travail plus courtes, la production groupée augmentait plus vite que la population, et les progrès techniques ainsi qu'une meilleure administration, surtout dans nos industries nouvelles, amélioraient le rendement individuel des ouvriers. Bien que le volume de nos exportations, à cause des exploitations désuètes de nos anciennes industries ait été moindre qu'avant la guerre, le total général marquait cependant une augmentation. Malgré l'ampleur des transformations indispensables et la rigidité d'une organisation industrielle de vieille date, d'une part, et les obstacles résultant d'autre part de la circulation monétaire désordonnée et des barrières douanières entravant le commerce extérieur qui nous ont empêchés d'absorber un excédent de main-d'œuvre correspondant en gros à l'augmentation de la population adulte entre 1914 et 1920, il est manifeste que l'Angleterre dans le champ des entreprises nouvelles a réussi à tenir tête à ses concurrents, tout en donnant des salaires élevés.

En fait, si industriellement le charbon ne règne plus sans partage, par contre notre situation géographique, nos relations commerciales qui s'étendent dans le monde entier, notre technique industrielle, notre marché ouvert où affluent les produits du monde entier aux prix les plus avantageux, continuent à garantir la sécurité de notre industrie. Fait très significatif, M. Henry Ford, qui pouvait choisir entre tous les pays, a décidé d'édifier aux environs de Londres son usine la plus importante après celle des États-Unis pour alimenter les marchés de l'Europe, de l'Asie occidentale et de certaines régions de l'Afrique.

LA DÉPRESSION DE 1930

Telle était donc la situation il y a un an. Nous avons encore à étudier les effets de la crise mondiale qui est survenue depuis lors, et le sérieux fléchissement du travail, de la production, du commerce avec les pays d'outre-mer et des placements à l'étranger qui en a été la conséquence. Je traiterai cette question très brièvement car nous sommes toujours en pleine débâcle et il est encore impossible de savoir où nous en sommes. Nous ne pourrons en particulier, tant que nous resterons dans l'incertitude au sujet du niveau auquel les cours se stabiliseront, envisager quels seront les effets économiques de ce grand bouleversement, aussi bien en Angleterre que dans les pays étrangers. Tout ce que nous pouvons dire à l'heure actuelle, c'est qu'étant donnée la nature de cette dépression, l'Angleterre a fait preuve d'une résistance admirable. Examinons par exemple ce qui se passe sur les marchés de l'Empire : les malheurs économiques de l'Australie sont bien connus; le Canada, dont la prospérité dépend presque uniquement des cours du blé, a été très durement touché; l'Inde a non seulement souffert d'un marasme économique, mais elle a aussi été en proie à des troubles politiques qui se sont traduits par le boycottage des marchandises anglaises; la Malaisie a vu l'effondrement des cours du caoutchouc à 4 deniers la livre (465 gr.). D'autre part, la baisse a été assez marquée dans l'Amérique du Sud pour susciter des séditions politiques et pour menacer la stabilité monétaire.

Or l'Empire et l'Amérique du Sud figurent pour plus de 50 p. 100 dans le commerce anglais d'outre-mer.

Néanmoins, bien que notre activité commerciale dépende à ce point des marchés qui ont été le plus sérieusement touchés, la Grande-Bretagne a réagi d'une façon surprenante. La France n'a ressenti les effets de la débâcle qu'à la fin de 1930, voilà pourquoi la comparaison de ses chiffres avec les nôtres est à notre désavantage; nous l'emportons par contre sur l'Allemagne et l'Amérique. Voici le tableau sur lequel nous nous appuyons :

INDICES GÉNÉRAUX DE LA PRODUCTION

(1928 = 100)

	1929	1930
Grande-Bretagne	106,0	97,8
France	109,4	110,2
Allemagne	101,8	85,8
États-Unis	106,3	88,3

Moyennes des 11 premiers mois.

PRODUCTION EN ACIER (LINGOTS ET PRODUITS FINIS)

	Moyennes par mois en milliers de tonnes du syst. métrique.		Pourcentage de 1930 par rapport à 1929.
	1929	1930	
Grande-Bretagne	816	618	75,7
France	808	784	96,9
Allemagne	1 354	878	64,8
États-Unis	4 599	3 357	73,0

IMPORTATIONS DÉFINITIVES

(Moyenne par mois)

	1929	1930	Pourcentage de 1930 par rapport à 1929.
Grande-Bretagne £ mill.	92,6	79,8	80,2
France Fr.	4 852	4 362	90,0
Allemagne Rmk	1 121	866	84,9
États-Unis $	361,5	261,2	72,3

EXPORTATIONS D'ARTICLES INDIGÈNES

(Moyenne par mois)

	1929	1930	Pourcentage de 1930 par rapport à 1929.
Grande-Bretagne £ mill. . .	60,8	47,5	78,1
France Fr.	4 178	3 569	85,5
Allemagne Rmk.	1 055	944	89,5
États-Unis $	315,8	315,1	73,3

Les chiffres concernant le chômage ne peuvent servir à établir une comparaison exacte; pourtant, les renseignements sur lesquels on peut se baser, montrent qu'ils concordent avec le tableau ci-dessus. On estime que les chômeurs sont au nombre de 7 à 8 millions en Amérique, et de 5 millions en Allemagne. Ces nombres sont proportionnels à celui qu'a enregistré l'Angleterre, qui est de 2 millions et demi, la moitié de ce chiffre est redevable à la crise. Les conclusions sont les mêmes quand on examine les statistiques des recettes des chemins de fer des principales puissances industrielles, qui ont fléchi moins vite en Angleterre qu'en Allemagne ou aux États-Unis.

Il est clair que la situation nouvelle, résultat des événements des dix-huit derniers mois, n'est pas particulière à l'Angleterre. Le marasme règne presque partout et soulève des problèmes mondiaux très importants, qui ne sont pas du ressort de cet article. Je n'essaierai pas non plus de prévoir quand, ni comment, le redressement commencera, mais toutes les données que nous possédons n'impliquent nullement que le régime économique anglais que nous venons d'exposer ait rendu notre pays plus vulnérable, et qu'il ait, de ce fait, plus souffert de cette dépression que les autres pays. Si donc nous n'avons pas été plus atteints que le reste du monde, je ne vois pas pourquoi nous hésiterions à croire que nous participerons au redressement quand l'heure en sera venue.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Il nous faut pour terminer dire quelques mots de la répercussion de notre politique financière sur l'industrie. On a

souvent déclaré que, pendant ces dix dernières années, les intérêts industriels ont été sacrifiés à ceux de la Cité de Londres, et que le retour à l'étalon-or, mesure prise pour favoriser l'activité commerciale, et qui n'était pas indispensable, est venu ralentir le rétablissement de notre industrie. Mais les intérêts de l'industrie ne vont pas réellement à l'encontre de ceux des finances, comme on l'a souvent prétendu. Au moment où l'on a examiné cette question, la Fédération des Industries anglaises se demandait, il est vrai, avec anxiété, ce qu'il adviendrait si l'Angleterre seule revenait à l'étalon-or et si cette mesure n'aurait pas pour conséquence une baisse constante des prix. Mais les opinions ne différaient guère sur le principe général, et, en mars 1925, dans une lettre adressée au chancelier de l'Échiquier (ministre des finances), la Fédération déclara nettement « qu'à son avis, puisque l'Angleterre est la principale chambre de compensation internationale pour l'argent comme pour les marchandises, toute mesure devant aboutir à un retour à l'étalon-or dans les principales puissances industrielles du monde profiterait grandement à l'industrie anglaise ».

Il ne faut pas oublier qu'en 1925 les Dominions envisageaient la possibilité de rattacher leur circulation monétaire à celle du dollar et que si l'Angleterre ne s'était pas décidée à risquer le coup, l'association monétaire et avec elle les relations commerciales de l'Empire avec les États-Unis se seraient trouvés resserrées, et celles avec la métropole affaiblies. En outre la courbe régulièrement croissante, non seulement de l'activité économique mondiale, mais de l'activité économique de l'Angleterre en 1928 et 1929, justifie suffisamment une politique basée sur cette présomption sensée que des changes stables sont des conditions indispensables à la vie du commerce international. Notons, à l'appui de nos dires, que pendant la période de temps qui s'est écoulée entre la date du Congrès économique des nations et la grande débâcle dans les affaires, les exportations de l'Angleterre dans les pays d'Europe et en particulier dans ceux qui auparavant souffraient de l'instabilité ont augmenté beaucoup plus rapidement que nos ventes à l'Empire ou aux autres puissances étrangères.

Toutefois, le retour général à l'étalon-or, pour bien des raisons que je ne saurais analyser ici, n'a pas eu tout l'effet qu'on en attendait, et la récente crise des cours a déterminé une baisse générale des prix, qui a eu des répercussions désastreuses dans un grand nombre de pays. Pour ceux-ci comme pour l'Angleterre, l'indice futur des prix est chose d'une extrême importance; il est évident que, si les cours mondiaux se stabilisent à un niveau très inférieur à celui de 1929, nous devrons procéder à des réajustements de salaires et de traitements très difficiles, et notre lourde dette nationale pèsera encore davantage sur nos épaules. Nous sommes pourtant le plus grand créancier du monde et comme tel nous bénéficions des cours lorsqu'ils sont peu élevés, mais nous n'en serons guère plus avancés si le fléchissement des prix accule nos débiteurs à la faillite, et tous comptes faits, notre avantage est de voir les cours se stabiliser autour des chiffres de 1929. Toutefois il est absurde de prétendre que c'est là le point de vue de l'Angleterre; le niveau des cours des produits agricoles risque de mener à la banqueroute tous les pays qui tirent la plus grande partie de leurs ressources de l'agriculture. Tel est le cas de l'Europe orientale, de l'Australie, de l'Afrique du Sud, des états agricoles des États-Unis, de l'Inde et du Japon. Notre retour à l'étalon-or, décrété en vue de la stabilisation générale, a été profitable à toutes les puissances commerciales du monde. Leurs intérêts les engagent, tout comme nous, à réprimer, et même à empêcher, dans la mesure du possible, tout fléchissement brusque et excessif des cours. Les intérêts de l'Angleterre sont donc bien les mêmes que ceux de l'ensemble du monde.

Il faut aussi considérer les choses sous l'angle opposé, et dire que le monde entier est appelé à bénéficier grandement de la prospérité de l'Angleterre. Les économistes étrangers, qui ont critiqué le grand pouvoir d'achat de notre pays parce qu'ils croyaient voir là une cause de faiblesse, ne devraient pas oublier que c'est grâce à ce pouvoir d'achat qu'il est le meilleur acheteur du monde. De fait, en 1929, le pourcentage de nos importations par rapport à celles du monde entier a été de 18 p. 100. C'est nous qui achetons le plus de marchandises à l'Empire, et nous sommes les meilleurs clients d'outre-

mer de la France, de la Belgique et de l'Allemagne, des pays scandinaves et du Danemark, de la Russie et de l'Argentine. Nous tenons le second rang aux États-Unis (le premier rang revient à son voisin, le Canada), en Hollande et en Suisse. Mais aucun pays, quelle que soit sa richesse, ne peut acheter indéfiniment, à un tel rythme, sans écouler à son tour ses produits à l'étranger. J'ai déclaré que nous n'avons pas de raison de douter qu'une grande puissance, vivant de son commerce international, comme l'Angleterre, puisse trouver place dans le monde futur, mais il faut pour cela que des facilités raisonnables nous soient accordées pour vendre et pour acheter. La prospérité économique de l'Angleterre exige que nous poursuivions deux politiques jumelles : la stabilisation monétaire et la suppression des barrières douanières. C'est là, je le reconnais, une politique égoïste, mais si la Société des Nations ne se trompe pas quand elle affirme que les progrès de la civilisation sont solidaires de l'augmentation et non de la diminution de l'interdépendance des nations, cette politique sert aussi les intérêts du monde. Si nous pouvons la faire triompher, je ne vois aucune raison d'être pessimistes, quand nous songeons à la place que l'avenir réserve à l'Angleterre dans le domaine économique futur, et de douter qu'elle puisse maintenir et même, avec l'extension des arts industriels, augmenter le bien-être dont jouit sa nombreuse population.

WALTER T. LAYTON

(Traduit par L. BAILLON DE WAILLY.)

MISTIGRI

PIECE EN QUATRE ACTES

Pour Juliette.

M. A.

PERSONNAGES :

ZAMORE
CHALABRE
CORMEAU
MARIGNAN
ÉMILE
NELL
FANNY
MADAME PERRACHE

ACTE I

Un salon, à Bordeaux.

SCÈNE I

CHALABRE MARIGNAN

CHALABRE. — Dites-moi la vérité. Que se passe-t-il?

MARIGNAN. — Rien.

CHALABRE. — Si, si, je le sens bien. Il y a quelque chose. Je ne sais pas quoi, mais il y a quelque chose.

MARIGNAN. — Je vous assure que non.

CHALABRE. — Vous avez l'air gêné, embarrassé. Allez, dites...

MARIGNAN. — Vous vous trompez, mon cher.

CHALABRE. — Je suis assez votre ami pour avoir droit à votre franchise. Parlez.

MARIGNAN, *qu'on sent, en effet, plein d'embarras et de réticences.* — Je veux bien. Mais de quoi?

CHALABRE. — Vous avez appris quelque chose sur moi?

MARIGNAN. — Non, non. Je vous jure que non.

CHALABRE. — Sur ma famille, alors? il y a peut-être quelque chose que j'ignore dans ma famille.

MARIGNAN. — En tout cas, je l'ignore aussi.

CHALABRE. — Pourtant, sincèrement, je ne crois pas. Mon père était procureur au tribunal d'Albi. Mon oncle dirigeait la Compagnie d'Assurances le *Soleil*. Je ne vois pas. J'ai peut-être eu un cousin qui a fait faillite, mais vous ne pouvez vraiment pas m'en rendre responsable.

MARIGNAN. — Je n'en sais rien et je vous jure que je n'y songe pas.

CHALABRE. — Alors?

MARIGNAN. — Mais il n'y a rien, rien du tout. Rien qui puisse vous alarmer, vous mettre dans un pareil état...

CHALABRE. — Allons donc!

MARIGNAN. — Vous vous imaginez les pires choses... et bien à tort, je vous l'assure.

CHALABRE. — Pourquoi ne voulez-vous pas me dire la vérité? Tout vaudra mieux que cette inquiétude où je suis. Vous ne pourrez plus différer longtemps... Votre changement d'attitude, vos réponses évasives... les bribes de phrases que vous lancez et qui ont toujours un sens menaçant pour moi... l'air avec lequel vous les dites, tout me fait prévoir quelque chose de grave et d'important... Parlez...

MARIGNAN. — Vous êtes extraordinaire...

CHALABRE. — Mais non. Je vois clair. C'est tout.

MARIGNAN. — Je ne peux tout de même pas vous fabriquer des inquiétudes...

CHALABRE, *l'interrompant*. — Et cette phrase-là, croyez-vous qu'elle est naturelle? Me fabriquer des inquiétudes? Vous devez être bien troublé pour employer des expressions pareilles.

MARIGNAN, *sec*. — Vous m'ennuyez, mon cher. Je n'ai pas à peser mes mots. Je vous dis ce que je crois être la vérité. C'est tout.

CHALABRE. — Pardonnez-moi. Je ne voulais pas vous vexer. Mais j'ai tant de peine. Tant de peine vraiment.

MARIGNAN. — Pourquoi?

CHALABRE. — Vous êtes un homme tellement occupé. Je ne pense pas que vous ayez le temps d'analyser l'âme d'une jeune fille. Mais, sincèrement, vous ne trouvez pas extraordinaire l'attitude que votre fille a prise avec moi?

MARIGNAN. — Euh!.. Non.

CHALABRE. — Je ne la vois plus. Avant, elle me permettait de venir ici deux fois par semaine. Elle m'accordait chaque fois deux ou trois heures. Je pouvais lui parler de notre avenir. De cet avenir qu'elle avait accepté de vivre avec moi.

MARIGNAN. — Eh bien?

CHALABRE. — Depuis un mois elle me fuit.

MARIGNAN, *vexé*. — Mais non, on la recherche beaucoup.

CHALABRE. — Je le sais bien. Et je le comprends. Elle est si parfaitement ravissante. Mais, enfin, on la recherchait avant. Et vous savez comment elle était, il y a encore un mois.

MARIGNAN, *très ennuyé*. — Oui, oui.

CHALABRE. — Je sais bien qu'elle peut prétendre à un meilleur avenir. Elle peut prétendre à tout. Mais elle avait accepté celui que je lui offrais. Il y a un mois encore il paraissait lui plaire...

MARIGNAN. — Mais voyons...

CHALABRE. — Peut-être a-t-elle rencontré un homme plus riche, plus intelligent, meilleur que moi. Mais alors, elle doit me le dire. Elle a le devoir de me le dire.

MARIGNAN. — C'est justement pourquoi vous pouvez être bien tranquille. Elle vous l'aurait dit...

CHALABRE. — Oui, n'est-ce pas?

MARIGNAN. — Vous la connaissez. Cela devrait vous rassurer. C'est une petite personne, droite, résolue, franche et simple. Elle me ressemble beaucoup, à ce point de vue-là. Si elle ne vous aimait plus, elle vous aurait dit tout tranquillement : « Mon petit Chalabre, je vous aime beaucoup, mais je ne vous aime plus »...

CHALABRE. — Oui, n'est-ce pas? Mais comment expliquez-vous son attitude depuis un mois?

MARIGNAN. — Ça, c'est sa mère. Je n'ai jamais compris. Elles ont toutes les deux quelque chose de fantasque, d'inattendu. On ne peut jamais prévoir ce qu'elles vont faire. C'est désagréable, mais c'est aussi assez amusant.

CHALABRE. — Mais qu'est-ce qu'elle dit de moi?

MARIGNAN. — De vous?

CHALABRE. — Elle vous parle bien de moi, quelquefois?

MARIGNAN. — Oh! oui.

CHALABRE. — Alors?

MARIGNAN. — Je ne sais pas si je dois vous le répéter!

CHALABRE. — Cela m'aidera peut-être à comprendre.

MARIGNAN. — Eh bien! il y a quatre ou cinq jours... pas plus!... elle a dit à déjeuner cette phrase bizarre : « J'ai peur que Chalabre ne soit trop bien pour moi!... »

CHALABRE. — Trop bien? Pourquoi trop bien?

MARIGNAN. — Je le lui ai demandé. Elle n'a rien voulu ajouter d'autre. Elle avait des yeux extraordinaires, à ce moment-là!..

CHALABRE. — Enfin, que s'est-il passé, voyons?... Il y a un mois, elle ne me trouvait pas trop bien?

MARIGNAN. — Non.

CHALABRE. — C'est que c'est terriblement mauvais signe : « Trop bien! » Mais dites-lui que c'est de la folie. Que j'ai des tas de défauts. (*Avec hésitation.*) Que je suis égoïste, autoritaire. D'ailleurs, pour elle, on ne peut pas être trop bien.

MARIGNAN. — Elle s'est peut-être subitement rendu compte de l'honneur que vous lui faisiez. Un savant comme vous... Ne protestez pas. Tout le monde sait que vous êtes le meilleur médecin de Bordeaux. Et si jeune!

CHALABRE. — C'est singulier!

MARIGNAN. — Elle, en somme, n'a qu'une toute petite dot, toute petite!

CHALABRE. — Ne parlons pas de ça. Vous savez bien qu'il n'est pas question de ça.

MARIGNAN. —Elle a peut-être des scrupules!

CHALABRE. — Quels scrupules! Elle sait à quel point je l'aime et que je serai toujours son obligé. Non, il y a autre chose. Il y a quelqu'un dans sa vie.

MARIGNAN. — Qui? Voyons, qui? Elle ne sort jamais.

CHALABRE. — Comment se fait-il alors que, lorsque je viens la voir, elle soit toujours sortie?

MARIGNAN. — Coïncidences fâcheuses, voilà tout!

CHALABRE. — On m'a dit l'avoir aperçue plusieurs fois au théâtre.

MARIGNAN. — Elle va écouter un peu de musique. Vous savez qu'elle chante à ravir. (*En souriant.*) Elle aura voulu entendre ses concurrentes.

CHALABRE. — Vous n'êtes pas inquiet?

MARIGNAN. — Pas du tout.

CHALABRE. — Moi si. Je ne peux plus travailler. Je ne peux plus penser qu'à elle. Quand vous m'avez fait dire de venir aujourd'hui, j'étais si content. J'étais presque sûr de la voir.

MARIGNAN. — Oh! elle va venir...

CHALABRE. — Quand? ...

MARIGNAN. — Je ne sais pas. Vers cinq heures.

CHALABRE. — Il est cinq heures et demie.

MARIGNAN. — Elle ne tardera plus, alors...

CHALABRE. — Je pensais qu'aujourd'hui elle allait m'expliquer ses bizarreries du mois dernier. Qu'elle allait tout arranger d'un sourire. Qu'on allait peut-être fixer la date de nos fiançailles.

MARIGNAN. — Ah oui?

CHALABRE. — Il ne faut pas trop l'espérer, n'est-ce pas?

MARIGNAN. — Pourquoi dites-vous ça?

CHALABRE. — Je ne sais pas. Vous avez une telle façon de me répondre.

MARIGNAN. — Moi?

CHALABRE. — Enfin, Bon Dieu! je n'ai pas tellement acquis de qualités ce mois-ci?

MARIGNAN. — Au contraire. Vous en avez même perdu une! (*Souriant.*) Le calme!

CHALABRE. — Pardon!

MARIGNAN. — Vous vous conduisez comme un collégien!

CHALABRE. — Excusez-moi. Mais j'ai déjà si fort à faire pour me contenir à l'hôpital et lors de mes consultations, laissez-moi être moi-même ici : un pauvre homme qui souffre...

MARIGNAN. — Écoutez, en tout cas, ce n'est pas à moi qu'il faut dire ça. Nell sera là dans cinq minutes, vous lui expliquerez à elle. Elle sera sûrement très touchée.

CHALABRE. — Vous croyez donc que j'aurai besoin de l'attendrir?

MARIGNAN. — Je ne crois rien, mon vieux. Je ne sais rien. Je suis un hommes d'affaires et je ne comprends pas grand'chose à l'âme des jeunes filles. Et si vous voulez mon avis, j'ai eu tort de vous parler de Nell. J'ai trop bien fait élever ma fille pour la comprendre.

CHALABRE. — Non.

MARIGNAN. — Je sais ce que je dis. Ses sentiments à elle, le sentiment que vous avez pour elle, ce sont des choses trop fines pour que je puisse y toucher avec mes grosses pattes. Débrouillez-vous tous les deux. Ce que je peux vous dire, et de tout mon cœur, c'est que je suis fier que ma fille, à moi, ait pu inspirer?... euh!... enfin... de l'amour à un type aussi épatant que vous. Voilà. (*On sonne.*) C'est elle qui rentre. Alors, un conseil. Je n'y connais rien, c'est entendu, mais tâchez tout de même d'être moins maladroit avec elle qu'avec moi.

SCÈNE II

LES MÊMES. NELL

CHALABRE. — Que je suis content de vous voir!

NELLE, *étonnée*, — Si content? (*A son père.*) Tu ne l'as donc pas prévenu?

MARIGNAN, *avec humeur*. — Non.

NELL. — Tu m'avais promis de lui dire la vérité.

CHALABRE. — Quelle vérité?

MARIGNAN. — Je n'ai pas pu. J'espérais que tout allait s'arranger. Je l'espère encore, d'ailleurs.

CHALABRE. — Nell, qu'y a-t-il?

NELL. — Ah! pourquoi mon père ne vous a-t-il pas parlé? Ce que j'ai à vous dire est si difficile. Et il vous sera tellement pénible de l'apprendre par moi.

CHALABRE. — Vous ne voulez plus m'épouser?

NELL. — Mon attitude de ce dernier mois avait dû vous paraître bizarre. J'espérais vous faire comprendre...

CHALABRE. — Parlez nettement. Pourquoi?

NELL. — Oh! je vous rouve très bon. Très gentil. Vous êtes un homme admirable.

CHALABRE. — Ça m'est égal, tout ça. Alors?

NELL. — Votre amour me fait peur. Il est trop parfait. Il m'a tout de suite été gâché par la crainte que j'avais de ne pas en être digne. C'est terrible d'être aussi bien aimée. Vous attendez tellement de choses de moi qu'il m'est impossible d'être naturelle.

CHALABRE. — C'est la raison que vous me donnez, ça?

NELL. — Oui. C'est une des raisons. Je suis une jeune fille comme les autres, sans plus. Vous, vous êtes un homme étonnant. Je vous admire trop. Je n'aurais jamais osé vous faire faire ce que je veux.

CHALABRE, — Pas de coquetterie, Nell. Si j'écoutais les mots

que vous dites, je pourrais garder de l'espoir. Or, je n'ai plus rien à espérer, n'est-ce pas?

(*Un silence.*)

MARIGNAN. — Allons, réponds!...

CHALABRE. — Oh! elle a répondu... (*Avec rage.*) Mais pourquoi? pourquoi? vous allez tout de même me dire pourquoi?

NELL. — Vous n'y êtes pour rien, Pierre. Et je suis sûre que vous avez très bien compris.

CHALABRE. — Vous aimez quelqu'un?

NELL. — Oui.

MARIGNAN, *éclatant.* — Ça, alors, c'est inouï! Tu aimes quelqu'un? Mais ta mère ne te quitte pas. Et pourtant, hier soir encore, elle n'en savait rien.

NELL. — Oh! tu sais, maman!...

MARIGNAN. — Je l'avoue! Mais enfin, je le connais, ce Monsieur?

NELL. — Je ne sais pas si tu le connais. Mais il est connu.

CHALABRE. — Je voudrais savoir son nom.

NELL. — A quoi bon?

CHALABRE, *avec une ironie amère.* — Si!... Si!... Je voudrais savoir le nom de cet homme.

MARIGNAN, *avec brusquerie.* — Allons! J'écoute. Pour que tu l'aies préféré à notre ami, il doit être vraiment extraordinaire.

NELL. — Non.

MARIGNAN. — Il est si riche que ça?

NELL. — Pas du tout. Il est pauvre.

MARIGNAN. — Ah! Il est beau?

NELL. — Non.

MARIGNAN. — Qu'est-ce qu'il a pour lui, alors, le malheureux?

NELL. — Je ne sais pas. Mais je sais que je veux l'épouser, parce que je l'aime.

CHALABRE, *aigu.* — Qui est-ce?

NELL. — Zamore.

(*Les deux hommes éclatent de rire.*)

MARIGNAN. — Très amusant! (*Nell les regarde, étonnée.*) Zamore, le ténor?

NELL. — Oui.

MARIGNAN. — Celui qui chante au Grand-Théâtre?

NELL. — Oui.

MARIGNAN. — Très amusant!

CHALABRE. — C'est mal, Nell, de vous moquer de moi de cette façon. Mais je vous pardonne, parce que Zamore, vraiment, c'est très drôle.

NELL, *glaciale.* — Je ne vous comprends pas.

MARIGNAN. — Oui. Oui. Ça va bien.

NELL. — Je vous répète que je ne comprends pas ce qui vous fait rire.

MARIGNAN. — Comment, c'est sérieux?

CHALABRE, *de nouveau inquiet.* — Voyons, Nell, ce n'est pas possible? C'est un jeu pour m'éprouver?

NELL. — Pierre, j'avais beaucoup d'amitié pour vous. Mais j'oublierai difficilement votre rire insultant de tout à l'heure.

MARIGNAN. — Pardon. Pardon. Si c'est sérieux, j'interviens. Laissez-nous, mon vieux. J'ai deux mots à dire à ma fille. Je vais la mettre à la raison, cette petite. Et je vous la ramènerai confuse et repentante dans un jour ou deux.

NELL. — N'y comptez pas trop.

MARIGNAN. — Je ne l'avais pas comprise, l'autre jour. Maintenant sa phrase est plus claire. Elle ne vous trouve pas trop bien. Elle ne vous trouve pas assez mal.

CHALABRE. — Adieu, Nell.

NELL. — Vous ne savez pas dire adieu, Pierre. Vous n'avez jamais su dire adieu.

CHALABRE. — Ce n'est pas ma faute si je vous aime trop pour vous amuser.

NELL. — Votre « adieu » est trop franc, trop sec, trop net. C'est celui d'un camarade. « Adieu » doit pouvoir dire « A demain ». Dans le vôtre, il n'y a pas de regrets, pas de prolongements, pas d'espoir, (*souriant*) pas de tactique. Et si je ne vous connaissais pas, je n'y aurais même pas vu de chagrin.

CHALABRE. — Encore de la coquetterie, Nell. Vous me parlez d'espoir et vous savez bien que je ne peux pas en garder.

NELL. — Mais si. Toujours!

CHALABRE. — Je vous connais. Je n'ai pas que mon amour contre moi. J'ai votre orgueil aussi. Vous n'admettrez pas de vous être trompée.

NELL. — Je suis de bonne foi.

CHALABRE. — En tous cas, il vous faudrait un trop grand chagrin pour que j'espère.

NELL. — Pierre...

CHALABRE. — Il vous faudrait celui que j'ai. Alors, non, j'aime mieux vous dire adieu, tant bien que mal.

NELL. — Pierre...

(*Il sort.*)

SCÈNE III

MARIGNAN. NELL

MARIGNAN. — Depuis combien de temps le vois-tu? Un mois, hein?

NELL. — Oui.

MARIGNAN. — C'était pour l'entendre que tu allais trois fois par semaine au théâtre?

NELL. — Oui.

MARIGNAN. — Où l'as-tu connu?

NELL. — Dans le tramway.

MARIGNAN. — Mais tu ne prends jamais le tramway.

NELL. — Je ne l'ai pris que ce jour-là.

MARIGNAN. — Où était donc la voiture?

NELL. — A Biarritz. Avec maman.

MARIGNAN. — Comment l'as-tu connu dans le tramway? Il t'a parlé?

NELL. — Bien sûr.

MARIGNAN. — Et tu lui as répondu?

NELL. — Non. Pas tout de suite.

MARIGNAN. — Mais de quoi te parlait-il?

NELL. — Beaucoup de lui. Un tout petit peu de moi. Et puis, à la fin, il a parlé de nous.

MARIGNAN. — Alors, tu entres en conversation avec les gens qui te parlent d'eux dans les tramways?

NELL. — Oui, j'ai fait ça, figure-toi. Et c'est même ce qui m'a inquiétée. Car je n'en ai pas l'habitude.

MARIGNAN. — Mais enfin, vous n'avez pas pu vous parler longtemps. Les trajets ne sont pas si longs à Bordeaux.

NELL. — C'est juste. Ça nous a même obligés à nous réfugier dans un café.

MARIGNAN. — Dans un café?

NELL. — Oui, dans un café. C'est inouï, n'est-ce pas? Mais plus je faisais des choses extraordinaires, ce jour-là, plus je comprenais qu'il m'arrivait quelque chose d'extraordinaire.

MARIGNAN. — En effet, tu peux le dire.

NELL. — Et je le dirai, jusqu'à ce que tu le comprennes!

MARIGNAN. — Enfin, mon petit, tu oublies qui je suis, qui est ta mère, qui tu es.

NELL. — Oh! oui, je l'ai oublié! Et si facilement, si tu savais.

MARIGNAN. — Heureusement, je suis là pour m'en souvenir.

NELL. — Ça ne servira à rien, mon pauvre papa.

MARIGNAN. — Regarde-moi. Tu penses sérieusement que je vais donner ma fille à un saltimbanque?

NELL, *avec force.* — Oui.

MARIGNAN. — J'ai cédé à tous tes caprices. Mais je ne te laisserai pas faire le malheur de ta vie.

NELL. — Je ne vois pas comment tu pourrais m'en empêcher.

MARIGNAN. — Oh! très facilement. Je vais d'abord te donner le moyen de l'oublier. En t'envoyant passer trois mois à Sedan chez ta tante Hardouin, qui, elle, a su élever ses filles...

NELL. — Et tu crois que j'irai?

MARIGNAN. — Fais bien attention, Nell. Tu ne m'as jamais vu vraiment en colère. Tu ne sais pas de quoi je suis capable. Tu ne sais pas ce que j'ai fait toutes les fois que j'ai vraiment voulu obtenir quelque chose.

NELL. — Tu as fait ce que je vais faire!

MARIGNAN. — Mais que vas-tu faire? Dis-le un peu clairement.

NELL. — Je veux obtenir ton consentement à mon mariage avec Zamore.

MARIGNAN. — Alors je t'aurais faite ce que tu es pour que tu deviennes la femme d'un ténor! Et de quel ténor! Un besogneux! Un crève-la-faim! Obligé de donner des leçons en ville...

NELL. — La vie est toujours difficile aux vrais artistes.

MARIGNAN. — Son directeur m'en parlait l'autre jour. Aucun talent. Aucun avenir.

NELL. — Je lui en ferai un!

MARIGNAN. — Et d'où sort-il? De quelle famille? Son père était épicier ou maquignon, je ne sais pas. Avec ça, il est complètement idiot.

NELL. — Il m'avait bien dit qu'il avait des ennemis!

MARIGNAN, *avec force.* — Ce n'est pas vrai. Même pas. Un type comme lui n'a pas d'ennemis. Ennemis de quoi? Pourquoi ennemis? Je crois que c'est un bon garçon. Et il ne gêne personne. Que moi!

NELL, *en souriant.* — Oui. Toi, il te gêne.

MARIGNAN. — D'ailleurs, je suis ridicule de m'inquiéter de tout cela. C'est un enfantillage. Tu vas le revoir quatre ou cinq fois encore, et puis, tu sauras ce qu'il est.

NELL. — Je l'épouserai avant la fin de l'année.

MARIGNAN. — Assez de bêtises. Tu vas téléphoner demain matin à Chalabre.

NELL. — Si je devais téléphoner, je téléphonerais ce soir.

MARIGNAN. — Et tu ne le feras pas?

NELL. — Non.

MARIGNAN. — Mais as-tu un peu songé à ta mère? Oseras-tu lui annoncer ton projet après ce qu'elle a rêvé pour toi?

NELL. — Le rêve de maman et tes ambitions politiques ne n'empêcheront pas de faire ma vie comme je l'entends.

MARIGNAN. — Tu es folle!

NELL. — Pas si folle. Ce n'est pas mon bonheur qui te préoccupe en ce moment, mais le scandale que créera à Bordeaux mon mariage avec le second ténor au Grand-Théâtre.

MARIGNAN. — Ce mariage ne se fera pas.

NELL. — Si.

MARIGNAN. — Alors, s'il se fait, ce sera vraiment un mariage d'amour, parce que je te garantis que mon argent n'enrichira pas ce don Juan de tramway.

NELL. — Il sait déjà à quoi s'en tenir là-dessus.

MARIGNAN. — Non. Il s'imagine sûrement que je me laisserai fléchir au dernier moment. Eh bien! il se trompe. Je ne te donnerai pas un sou.

NELL. — Je l'ai averti.

MARIGNAN. — Te rends-tu compte de ce que ça veut dire : pas un sou?

NELL. — Non. Et je ne pensais pas que c'était toi qui me l'apprendrais...

MARIGNAN. — Mais de quoi vivrez-vous, pauvre imbécile!

NELL. — Zamore à un métier.

MARIGNAN. — Ah! oui, la voix d'or...

NELL. — D'ailleurs, Duloyelle m'a répété vingt fois que si je le voulais, moi aussi, je gagnerais ma vie avec ma voix, du jour au lendemain

MARIGNAN, *éclatant.* — C'est trop bête, à la fin, c'est trop bête. Tu ne me feras jamais croire que tu as décidé de rompre avec Chalabre, à la suite d'une conversation dans un tramway, et même dans un café, avec cet individu...

NELL. — Non, bien sûr...

MARIGNAN. — Tu l'as donc revu?

NELL. — Oui.

MARIGNAN. — Souvent?

NELL. — Tous les jours.

MARIGNAN. — Où?

NELL. — Je ne peux pas te le dire. Parce que c'est là que je dois le retrouver demain.

MARIGNAN. — Demain, je t'enfermerai.

NELL. — Tu sais bien que ce serait inutile. D'ailleurs, je sens dans ta voix que tu as compris. Tu vois bien que je t'échappe. Tu ne reconnais plus la petite jeune fille docile dont tu faisais tout ce que tu voulais.

MARIGNAN. — Qui es-tu maintenant? Qui es-tu devenue?

NELL. — Je ne le sais pas moi-même. C'est ce qui est grave. D'ailleurs je ne peux pas tout te dire. Il y a des choses dont on ne peut pas parler à son père. Des choses dont je ne sais pas les noms. Pourtant, quand on sait qu'un homme n'est pas beau, qu'il n'est pas riche, qu'il n'est pas très intelligent, qu'il ne vous comprendra jamais, et qu'on veut l'épouser quand même, est-ce que tu crois que c'est de l'amour, dis?

MARIGNAN. — Et c'est pour l'homme que tu juges ainsi que tu vas tout abandonner?

NELL. — Oui.

MARIGNAN. — De Chalabre et de cet homme-là, c'est lui que tu as choisi?

NELL. — Justement je n'ai pas choisi.

MARIGNAN. — Écoute, mon petit. Tu n'es pas dans ton état normal. Tu ne sais plus très bien ce que tu fais, ni ce que tu dis. C'est comme si tu étais malade. Tu ne veux vraiment pas que nous essayions de te guérir.

NELL. — Oh! non. Pour rien au monde, je ne voudrais risquer de guérir.

MARIGNAN. — Tant pis pour toi. Mais il vaut mieux que les choses soient très nettes, tout de suite. Ne tente pas de me faire attendrir par ta mère.

NELL. — Tu me connais bien mal.

MARIGNAN. — Ou tu épouses ce monsieur, et alors tout est fini entre nous, et tu quittes la maison pour ne plus revenir. Ou tu me laisse rompre avec lui de la façon que je jugerai convenable. Réfléchis bien, je t'en supplie.

NELL, *le regarde longuement, hésite et d'un air peut-être faussement résigné.* — C'est bien, papa, je ne le reverrai plus.

RIDEAU

ACTE II

Une chambre avec cuisine dans un petit hôtel meublé. Au premier plan, à gauche du spectateur et un peu en retrait, la cuisine avec le réchaud à gaz, quelques casseroles et quelques assiettes d'ailleurs propres. En longueur, le lit recouvert d'une cretonne à fleurs et d'un énorme édredon rouge. A côté du lit, la toilette, c'est-à-dire un broc et une cuvette en émail. Fenêtre au fond. Au deuxième plan à droite, pan coupé, une porte donnant sur le vestibule. Au premier plan un placard. Tout cela est clair et gai.

SCÈNE I

NELL, *contre le mur assise.* — ZAMORE, *au bord couché.*

NELL. — Chéri.

ZAMORE. — Coco?

NELL. — Je suis fatiguée.

ZAMORE. — Bravo.

NELL. — Tu m'as brisée.

ZAMORE. — Voilà comment nous sommes, nous autres!

NELL. — Tu m'aimes?

ZAMORE. — Naturellement.

NELL. — Réponds mieux que ça.

ZAMORE. — Es-tu fatiguée oui ou non? Alors, ne pose pas de questions stupides.

NELL. — Mon petit mari chéri!

ZAMORE. — Si c'est tout ce que tu trouves à me dire d'aimable!

NELL. — C'est très aimable. Es-tu mon mari, oui ou non?

ZAMORE. — J'ai la prétention d'être surtout ton amant. Et de te l'avoir prouvé pas plus tard qu'il y a cinq minutes.

NELL. — C'est entendu.

ZAMORE. — Ce n'est pas la peine de se crever pour s'entendre traiter de mari.

NELL. — Tu es fatigué?

ZAMORE. — Qui? Moi? Tu es folle!

NELL. — Alors, embrasse-moi.

ZAMORE. — En frères, en frères seulement.

NELL. — Si tu veux.

(*Ils s'embrassent.*)

ZAMORE. — Es-tu contente?

NELL. — Pourquoi me plais-tu tant?

ZAMORE. — Je te plais, hein?

NELL. — Oh! beaucoup! Mais pourquoi?

ZAMORE. — Les raisons ne manquent pas.

NELL. — Justement si. Elles manquent. Tu n'es pas beau, tu n'es pas très intelligent...

ZAMORE. — Dis donc, toi!

NELL. — Tu n'es pas très intelligent. C'est incontestable.

ZAMORE. — Je ne suis pas très instruit, mais j'ai beaucoup d'instinct.

NELL. — Tu manques de tact. Tu parles trop de tes muscles. Tu dis des choses pas toujours très gentilles.

ZAMORE. — Je suis une grande grosse brute, quoi!

NELL, *langoureuse.* — Chéri!

ZAMORE. — C'est bien ce que je disais.

NELL. — Mais puisque je t'aime tel que tu es!

ZAMORE. — Tu vas encore me demander de t'embrasser?

NELL, *le défiant langoureusement.* — Tu as peur?

ZAMORE. — Non, j'ai soif.

NELL. — Sonne.

ZAMORE. — Pourquoi faire?

NELL. — Pour qu'on te monte à boire.

ZAMORE. — Qui veux-tu qui me monte à boire?

NELL. — Je ne sais pas, moi... le garçon ou madame Perrache.

ZAMORE, *vivement.* — Tu as payé?

NELL. — Moi?

ZAMORE. — Tu as payé la note?

NELL. — Mais non, voyons, Comment veux-tu?

ZAMORE. — Je me disais aussi! C'était trop beau!

NELL. — Il me semble pourtant...

ZAMORE. — Nell, tu ne devrais pas faire ce genre de plaisanteries. Tu sais très bien qu'ils ne nous monteront plus rien, avant que nous ayons tout réglé. C'est-à-dire pas de sitôt.

NELL. — Descends toi-même, alors...

ZAMORE. — Pourquoi faire?

NELL. — Va acheter une canette au petit bar du coin.

ZAMORE. — Ça, c'est une idée! Avec quoi?

NELL. — Avec de l'argent pardine.

ZAMORE. — C'est là que je t'attends. Avec quel argent?

NELL. — Tu n'as pas d'argent?

ZAMORE. — Mais tu le sais bien.

NELL. — Pas du tout.

ZAMORE, *prend son pantalon et se lève.* — Sept sous.

NELL, *atterrée.* — Sept sous!

ZAMORE, *comptant la monnaie.* — Et encore j'exagère! Six sous.

NELL. — Six sous?

ZAMORE. — Trente centimes! Comptons en centimes, ça en fera plus!...

NELL. — Six sous! Mon pauvre chéri!

ZAMORE. — Oh! Toi aussi, tu es à plaindre.

NELL. — Mais comment allons-nous dîner, alors?

ZAMORE. — Comment avons-nous dîné hier?

NELL, *plaintivement.* — Oh! non!

ZAMORE. — Si, mon pauvre petit!

NELL. — C'est que nous n'avons déjà pas beaucoup déjeuné ce matin.

ZAMORE. — Tu as faim, hein?

NELL, *avec une petite crânerie charmante.* — Oh! non, naturellement.

ZAMORE, *déçu.* — Ah!

NELL. — Non, je n'ai pas faim du tout ces jours-ci, c'est une chance.

ZAMORE. — Ben moi, j'ai faim, excuse-moi.

NELL. — Que c'est ennuyeux!

ZAMORE. — J'ai même très faim. Faut pas m'en vouloir. Je suis une grosse brute...

NELL. — Mais non, voyons. C'est bien naturel.

ZAMORE. — Tu n'as pas faim, toi, c'est entendu. Alors j'ai l'air d'un égoïste, mais c'est injuste.

NELL. — Voyons, chéri!

ZAMORE. — Quand nous avons de l'argent, c'est la même chose. Tu n'as jamais faim. Pour toi, il n'y a pas de différence. En somme il n'y a que pour moi que c'est pénible.

NELL. — Ne t'énerve donc pas.

ZAMORE. — Je vais essayer.

(*Un petit silence.*)

NELL. — Mais à ton avis, alors, quand déjeunerons-nous?

ZAMORE. — Quand?... Eh bien! attends... (*Il fait un calcul sur ses doigts.*)

NELL, *au quatrième doigt.* — Seulement?

ZAMORE. — Attends... voyons... (*Il compte sur ses doigts.*) Eh bien! le quatorze, nous déjeunerons le quatorze.

NELL. — Pas avant?

ZAMORE. — A moins que Dubois ne me rende mes cinquante francs.

NELL. — Demande-les-lui.

ZAMORE. — Ça ne changera rien. Parce que les déjeuners que nous attendons maintenant, après ces cinquante francs-là, il faudra toujours les attendre.

NELL. — Qu'allons-nous devenir?

ZAMORE. — Je ne tiens pas à le savoir.

NELL. — Tu n'es pas un peu inquiet?

ZAMORE. — Je suis tout de même un peu inquiet.

NELL. — Tu dis six sous?

ZAMORE. — Je me demande d'ailleurs où j'ai perdu le septième! (*Il réfléchit.*) Voyons... voyons...

NELL. — Ne te fatigue pas.

ZAMORE. — Si. Si. Mon grand-père le disait : « Un sou est un sou », surtout dans ce cas-là.

NELL, *qui veut se lever.* — Passe-moi mon kimono.

ZAMORE. — Quel kimono?

NELL. — Je n'en ai pas trente-six. Passe-moi mon kimono rose.

ZAMORE. — Tu parles de notre dîner d'avant-hier?

NELL, *accablée.* — C'est vrai, je n'y pensais plus.

ZAMORE. — Lève-toi sans kimono, va, tu es charmante en pyjama.

NELL, *ravie.* — N'est-ce pas mon chéri?

ZAMORE, *sec.* — Je n'ai pas dit sans pyjama.

NELL. — Ne m'humilie pas tout le temps. A t'entendre, on croirait que je ne pense qu'à ça.

ZAMORE. — Tu y penses beaucoup.

NELL. — Trop?

ZAMORE. — Mais non. Pas trop. D'ailleurs, tu as bien raison de penser à autre chose. Si je pouvais... Seulement, moi, j'ai des responsabilités.

NELL. — Je n'ose plus me lever maintenant.

ZAMORE. — Pourquoi te lèverais-tu? On dit que la fortune vient en dormant. Ce n'est pas vrai d'ailleurs. Elle ne vient pas comme ça non plus... Mais c'est tout de même la façon la moins fatigante de l'attendre.

NELL. — Comme tu es spirituel aujourd'hui, mon petit Zamore.

ZAMORE. — Pas plus que d'habitude. Seulement, je crois qu'aujourd'hui tu vas me trouver spirituel.

NELL. — Parce que je suis fatiguée?

ZAMORE. — Non, parce que c'est moi qui t'ai fatiguée.

NELL. — Quelle fatuité!

ZAMORE. — Voilà comment nous sommes, nous autres.

NELL. — Bon, bon. C'est bon.

(*Un silence.*)

ZAMORE. — Il me semble que logiquement nous devrions pouvoir emprunter un peu d'argent.

NELL. — Oui, il me semble aussi...

ZAMORE. — A qui?

NELL. — Eh bien!... à...

ZAMORE. — Ne nous pressons pas, c'est notre travail d'aujourd'hui, faisons-le bien.

NELL. — Lancelot?

ZAMORE. — Combien?...

NELL. — Deux cents peut-être.

ZAMORE. — Oui, c'est ça, deux cents. Deux cents à Levallier, deux cents à Lurette. Ça fait six cents. Avec ça nous sommes tranquilles.

NELL. — Oui, mais... Où est Lancelot?

ZAMORE. — Ah! Zut! Il chante à Lyon.

NELL. — Levallier est à la Monnaie. Tu le sais bien, il nous a envoyé une carte postale.

ZAMORE. — Reste Lurette.

NELL. — Il fait la tournée de madame Angot.

ZAMORE. — Ne nous décourageons pas. Dubié?

NELL. — Montpellier.

ZAMORE. — Delord?

NELL. — Toulouse.

ZAMORE. — Vincent?

NELL. — Ajaccio.

ZAMORE. — Confaron?

NELL. — Vichy.

ZAMORE. — Allilaire?

NELL. — Bourg-en-Bresse.

ZAMORE. — Tous en province, alors? Ah! quel dommage que nous n'ayons pas chanté à Paris! Nous aurions nos amis sous la main.

NELL. — Je croyais que tu avais écrit à Debrenne?

ZAMORE. — Il est trop facile de ne pas recevoir une lettre pareille, quand on change de ville et de théâtre tous les jours.

NELL. — Oh! j'ai une idée! Broquet!

ZAMORE, *secouant la tête*. — Non.

NELL. — Non?

ZAMORE. — Usé. Je lui devais cent francs, tu t'en souviens?

NELL. — Et alors? Usé?

ZAMORE. — Oui, il a été très correct. Il m'a fait le coup de la surdité. Je vais vers lui. Il me dit : « Bonjour, mon cher Dauphin. » Je proteste : « Non, pas Dauphin, Zamore! » Il s'obstine : « Enchanté de vous revoir, mon cher Dauphin. » Je renonce à lui dire mon nom et je vais droit au but. « Vous prêter cent francs? Eh bien! mon cher, demandez-les à Zamore de ma part... Vous connaissez Zamore?... Il ne vous les refusera certainement pas. »

NELL. — Je trouve cette histoire assez drôle.

ZAMORE. — Oui, il a été très correct.

NELL. — Mais alors... qui?

ZAMORE. — Et pourtant, aujourd'hui, j'étais presque sûr de trouver de l'argent. Tu te souviens du jour où nous étions si tristes et que Jonas nous a prêté cinq cents francs? Eh bien! c'est parce que, ce jour-là, je m'étais levé du pied gauche, j'avais passé sous une échelle et rencontré trois curés de suite. Aujourd'hui, je me lève du pied gauche. Je dis : « Tiens! c'est bon signe! » Je savais qu'on réparait la Trinité. Je passe sous une échelle. Je vais rôder autour de Saint-Sulpice et, naturellement, je rencontre trois curés. Je suis allé devant l'Opéra où j'avais rencontré Jonas. Tu me croiras si tu veux. Personne. Pas de Jonas. C'est fort, hein?

NELL, *en souriant*. — Ne te frappe pas.

ZAMORE. — Je ne me frappe pas, mais c'est tout de même un peu fort.

NELL. — Tant pis, que veux-tu! Mais qu'allons-nous faire?

ZAMORE. — Tu es sûre que tu n'as pas du tout d'argent?

NELL. — Oh sûre! Comment veux-tu? Je n'en avais pas hier, il n'est pas venu tout seul.

ZAMORE. — Où est ton sac?

NELL. — Sur la table.

ZAMORE. — Nous allons voir ça.

NELL. — Laisse donc!

ZAMORE. — Il a pu se glisser quelque chose dans une rainure.

NELL. — Mais non, voyons, laisse donc.

ZAMORE. — Vois-tu que nous retrouvions un billet de cent francs!

NELL, *lui arrachant le sac des mains.* — Je te dis de laisser ça...

ZAMORE, *après un silence, la regardant longuement.* — Qu'est-ce que ça veut dire?

NELL. — Je te le donnerai si tu l'exiges. Mais fais-moi confiance. Je t'assure qu'il n'y a rien d'intéressant pour toi là dedans.

ZAMORE. — Tu as de l'argent dans ce sac, hein? Qui te l'a donné?

NELL. — Brute! Sale brute! (*Elle pleure.*) Tiens! le voilà, mais tu seras bien puni d'avoir été si méchant!

ZAMORE *prend le sac, le fouille, et avec beaucoup d'étonnement.* — Mais il n'y a pas d'argent là dedans?

NELL. — Mais non, il n'y a pas d'argent.

ZAMORE. — Alors, je ne vois pas pourquoi tu faisais toutes ces histoires.

NELL. — Cherche, tu comprendras... J'avais voulu être gentille.

ZAMORE. — Un cadeau? Un petit cadeau pour Zamore?

NELL. — Non, notre fortune m'oblige à être gentille autrement. (*Elle va se recoucher.*)

ZAMORE, *tirant un papier.* — Qu'est-ce que c'est que ça?

NELL. — Tu le vois, c'est un article.

ZAMORE. — Sur nous?

NELL. — Oui, sur nous.

ZAMORE. — Bien?

NELL. — Non, c'est un imbécile.

ZAMORE. — Ah! Quel journal?

NELL. — *Le Phare* d'Angers.

ZAMORE. — Mais à Angers, c'est *Carmen* que nous avons chanté.

NELL. — Oui.

ZAMORE. — Et il n'est pas bon? (*Lisant.*) Mademoiselle Nell Myrtille a eu des accents incomparables. C'est une Carmen comme nous avons rarement l'occasion d'en entendre à Angers. Elle est bien la cigarière voluptueuse et perfide voulue par le poète. (*S'interrompant.*) Eh bien! Il n'est pas si bête que ça ce journaliste. (*Lisant.*) Quant à sa voix, c'est un enchantement, un délice. Nous pouvons nous étonner, en nous en félicitant, qu'une aussi remarquable comédienne douée

d'une voix pareille chante encore en province et que les capitales de l'Europe ne se la disputent pas. (*S'interrompant.*) Tu le connais, ce garçon?

NELL. — Mais non, voyons.

ZAMORE. — Pourquoi ne voulais-tu pas que je lise cet article? Il est très bon, cet article.

NELL. — Continue.

ZAMORE, *lisant* : « Malheureusement, la représentation a été gâchée par l'interprète de Don José! Un ténor affublé du nom burlesque de Zamore nous a présenté un dragon d'Alcala qui avait bien plutôt l'air d'un carabinier d'Offenbach. Une voix déplorable. L'air d'un tonnelier toulousain, une fatuité presque insolente au milieu d'un ouragan de couacs!... » (*S'interrompant.*) Et tu gardes ça? Il est vrai que cet imbécile te trouve du génie... Et mademoiselle Nell Myrtille a des accents incomparables!... et sa voix est un délice!...

NELL, *d'une voix un peu triste.* — Déchire-le, va...

ZAMORE. — Mais non, penses-tu. Il est très bon pour toi. Il n'y a pas de raison.

NELL. — Déchire-le.

ZAMORE. — Tu veux bien? Oh! chou, comme tu es gentille.

(*Il le déchire.*)

NELL. — Oui, je crois que je suis très gentille avec toi.

ZAMORE. — D'ailleurs, mon coco, je ne voudrais pas te faire de la peine, mais il ne faudrait pas te laisser griser par ce que disent les journalistes.

NELL. — Oh! tu sais bien que moi...

ZAMORE. — Ils disent n'importe quoi, surtout sur les chanteurs... surtout quand le chanteur est une chanteuse.

NELL. — Je suis de ton avis, mon chéri.

ZAMORE. — D'ailleurs, ils ne sont pas les seuls. Regarde Corneau, l'impresario. Lui aussi disait que tu avais une voix unique, lui aussi prétendait qu'il te ferait obtenir un engagement magnifique. « Je vous demande quinze jours » qu'il disait. Il y a six mois de ça.

NELL. — C'est ton avis, hein? Il n'y a plus d'espoir de ce côté?

ZAMORE. — Certainement pas.

NELL. — C'est drôle, j'avais pourtant confiance en Corneau.

ZAMORE. — Qu'il se dépêche alors, car nous ne pourrons pas tenir ongtemps avec six sous. (*Un silence.*) Il ne vient pas vite.

NELL. — Ne te moque pas de moi.

(*Un silence.*)

ZAMORE. — Parle, dis quelque chose.

NELL. — Pourquoi?

ZAMORE. — Parce que je sais ce qui arrive quand nous restons plus de cinq minutes sans parler.

NELL.— Qu'arrive-t-il?

ZAMORE. — Quand tu parles, tu me regardes comme tout le monde; mais dès que tu ne parles plus, tu as un drôle d'air.

NELL, *le regardant avec le drôle d'air dont il parle.* — Réellement?
ZAMORE. — Ah! tu m'énerves, toi!
(*Il l'embrasse sur la bouche.*)
NELL, *très tendrement.* — Gnoufgnouf?
ZAMORE. — Gnoufgnouf.
NELL. — Kilikililabirouette?
ZAMORE. — Mais naturellement.
NELL. — Robe couleur du temps?
ZAMORE. — Bien sûr.
NELL. — Souliers lilas?
ZAMORE, *sec.* — Je te l'ai déjà dit.
NELL. — Litififlaramenalapendulette?
ZAMORE. — Karavedou et Madifère.
NELL. — Que tu es gentil!
(*Elle l'embrasse.*)
ZAMORE. — Parions que je serai dans le lit avant que tu aies le temps de compter jusqu'à dix.
NELL. — Dans le même costume que moi?
ZAMORE. — Dans le même costume que toi.
NELL. — Je parie que non.
ZAMORE. — Tope, compte.
NELL. — Un.
ZAMORE. — Et un! le veston.
(*Il ôte le veston.*)
NELL. — Deux.
ZAMORE. — Et deux! le gilet.
NELL. — Trois! Je t'attends à la cravate et aux chaussures. (*Vite elle dit* :) Quatre!
(*On frappe.*)
ZAMORE. — Et hop!...
NELL. — On a frappé.
ZAMORE. — C'est sûrement une mauvaise nouvelle, ne nous pressons pas.
(*On frappe encore.*)
NELL. — Remets ton veston, parce qu'on vient peut-être saisir!
ZAMORE, *remet le gilet.* — Et deux, le gilet! (*Et son veston.*) Et un le veston! »

SCÈNE II

LES MÊMES. MADAME PERRACHE

UNE VOIX. — Ouvrez.
ZAMORE. — Qui est là?
LA VOIX. — Madame Perrache.
ZAMORE. — Ah! oui?
LA VOIX. — Ouvrez-moi, voyons.

ZAMORE. — Nell, mon chéri, regarde bien cette chambre, car dans dix minutes nous n'y serons plus.

NELL. — Tu crois?

(*Elle va se lever.*)

ZAMORE. — Ne bouge pas, petite sotte. — Repose-toi tant que tu pourras. Profite du lit. Si j'avais su, je ne me serais pas levé bêtement tout à l'heure. (*Il va ouvrir.*) Bonjour, madame.

(*Il va se recoucher voluptueusement, s'étale sur le lit, s'étire.*)

MADAME PERRACHE. — Bonjour, je vois que je vous dérange. Encore couchés?

ZAMORE. — Nous travaillons.

MADAME PERRACHE. — Ah! ces artistes! Bonjour, ma petite dame.

NELL. — Bonjour, madame Perrache.

MADAME PERRACHE. — Et alors?

ZAMORE. — Pardon?

MADAME PERRACHE. — Vous n'avez rien à me dire.

ZAMORE. — Tu as quelque chose à dire à madame Perrache? On vous a dit que nous avions quelque chose à vous dire? Ah! si je savais qui vous a fait cette blague!

MADAME PERRACHE. — Avez-vous pensé à la note de monsieur Perrache?

ZAMORE. — Ma femme a dû y penser.

MADAME PERRACHE. — Êtes-vous en mesure de tout régler ce soir?

ZAMORE. — Ce soir?

MADAME PERRACHE. — Vous savez ce que monsieur Perrache vous a dit?

ZAMORE. — Oui, oui! Ah! c'était pour ce soir?

(*Un petit silence.*)

MADAME PERRACHE. — Je vois bien que vous n'avez pas d'argent?

ZAMORE. — Ça se voit?

MADAME PERRACHE. — Oh! s'il n'y avait que moi... Moi, je vous comprends. Moi, j'aime les artistes et les amoureux. Les gens comme vous me sont très sympathiques. Dans ma famille j'ai eu deux fous et un prix de Rome! Alors, je vous comprends, mais mon mari...

ZAMORE. — Ah! oui...

MADAME PERRACHE. — A combien s'élève votre petite note?

ZAMORE. — Vous devez le savoir mieux que nous.

MADAME PERRACHE. — Sept cents, n'est-ce pas!

ZAMORE. — Peut-être un peu plus.

MADAME PERRACHE. — Et vous n'en avez, naturellement, pas le premier sou?

ZAMORE. — Ah! si! les six premiers.

MADAME PERRACHE. — Parfait, parfait.

ZAMORE. — Comment?

MADAME PERRACHE. — Il ne vous a pas demandé de garanties?

ZAMORE. — Des garanties?

MADAME PERRACHE. — Non? C'est parfait. En rentrant ce soir de son travail, mon mari va me demander si vous avez payé.

ZAMORE. — Vous répondrez que non...

MADAME PERRACHE. — Oui, oui, ce que je m'amuse!

ZAMORE. — Vraiment?

MADAME PERRACHE. — Oui, je suis très contente. Je perds sept cents francs, mais je suis très contente, je le lui disais bien à cet idiot : « Ne fais pas de crédit, ne fais donc pas de crédit. » Il me répondait : « Mais si, laisse donc, tu vois bien qu'on me rembourse toujours. » Il verra, ce soir, si on le rembourse.

ZAMORE. — Ça va l'ennuyer, n'est-ce pas?

MADAME PERRACHE. — La prochaine fois, il m'écoutera, j'en suis sûre. Je perds sept cents francs, mais seulement, maintenant, je suis tranquille une fois pour toutes.

NELL. — Mais il ne nous obligera pas à partir ce soir?

MADAME PERRACHE. — Oh! je tâcherai de l'attendrir. Je vous l'ai dit, vous m'êtes sympathiques, je lui dirai : « Laisse-leur le temps de se retourner. » Je le lui ai déjà dit, d'ailleurs. Et il m'a répondu assez drôlement, je dois dire : « Depuis que je les laisse se retourner, ils ont eu le temps de changer plusieurs fois de position. »

ZAMORE, *sans conviction.* — C'est assez drôle!

MADAME PERRACHE, *pincée.* — Oui, il est assez drôle de pouvoir plaisanter au sujet de l'argent qu'on perd.

NELL. — Madame...

MADAME PERRACHE. — En tous cas, demain à midi, il faudra débarrasser cette chambre... demain à midi; j'étais tellement sûre de ce qui allait arriver, que je l'ai louée... que mon mari l'a louée. Alors, demain à midi, n'est-ce pas? N'obligez pas monsieur Perrache à venir vous le répéter.

(*Elle sort.*)

SCÈNE III

NELL. ZAMORE

(*Un silence lourd.*)

NELL. — Cette fois, c'est la fin.

ZAMORE. — Oui, la suite se présente assez mal.

NELL. — Ce n'est plus la peine de lutter, tu en conviendras.

ZAMORE. — Oh! si! Tout de même! La façon que nous avons de lutter n'est pas si fatigante.

NELL. — Que veux-tu faire? Qu'espères-tu?

ZAMORE. — Je ne sais pas. Un peu de chance.

NELL. — Notre chance, nous l'avons eue, c'est notre amour.

ZAMORE. — Ah! oui, nous l'avons eue? A ton avis, on ne peut rien espérer d'autre?

NELL. — Rien. Vois-tu. mon petit, j'ai beaucoup réfléchi ces jours-ci.

J'ai espéré tant qu'il a été possible d'espérer. Je ne t'ai pas ennuyé de mes récriminations. J'ai été heureuse, heureuse dans la misère parce que j'étais avec toi. J'ai supporté d'être sans robe, de déjeuner par hasard, de dîner une fois sur deux, mais maintenant... maintenant, chéri, nous n'aurons même pas de domicile.

ZAMORE. — C'est entendu, mais en somme, réfléchis mon coco. Ça ne nous fera qu'une chose de moins.

NELL. — Ce n'est plus la peine, je suis décidée, je ne supporterai pas ça.

ZAMORE. — Pas de folie, coco.

NELL. — Où irons-nous?

ZAMORE. — Il ne manque pas d'hôtels à Paris! Ce qui est ennuyeux, c'est de n'avoir que six sous.

NELL. — Où irons-nous? Non, vois-tu, il n'y a rien à faire.

ZAMORE. — C'est ce que j'ai toujours dit! Attendons.

NELL. — Attendons quoi? Tu te souviens de mes paroles le jour où je suis partie avec toi? « Nous lutterons tant que nous pourrons, de notre mieux, et après... » Tu te souviens?

ZAMORE. — Très mal.

NELL. — Voilà un an que nous luttons de toutes les façons, par tous les moyens. Ce n'est plus possible, maintenant. Il faut penser à l'autre chose, l'heure est venue.

ZAMORE. — Je ne crois sincèrement pas.

NELL. — L'heure est venue. Il faut avoir un peu de courage. Vois-tu, mon petit, notre amour n'était pas assez beau, puisqu'il n'a pas suffi. Il aurait dû forcer la chance. C'était trop de créanciers, de calculs difficiles et de petites famines — notre amour serait mort de toutes ces bêtises-là, nous l'avons gardé malgré tout. Ne l'exposons pas à de nouvelles épreuves. Zamore, mon petit, tu sais la jeune fille que j'étais, nullement destinée à devenir la femme que tu m'as faite. Les tournées, en province, et quelles provinces! Les chambres meublées et les restaurants de chauffeurs n'auraient pas dû être ma vie. Je ne me plains pas. Tout ce qui est arrivé, je l'ai voulu. Mais regarde-moi bien! Comprends-moi bien, Zamore : parce que je connaissais la fin, parce que je savais l'issue, je savais que je restais maîtresse de ma vie et qu'un jour viendrait où je ne descendrais plus. Je ne suis pas une exaltée, mais je ne veux plus attendre, je n'ai plus rien à espérer; je n'ai plus que des choses à craindre. Alors, je te répète ce que je t'ai dit le jour où je suis partie. « Nous avons assez lutté. » Zamore, es-tu prêt?

ZAMORE. — Pas tout à fait.

NELL. — Tu n'accepterais pas de me faire marcher toute la nuit dans les rues jusqu'à l'heure où je pourrais profiter d'un banc de square ou de la bouche de chaleur d'un musée...?

ZAMORE, *très sérieux*. — Nous en sommes là?

NELL. — Quel enfant tu fais! Je ne te comprends pas. Tu parais fort, tu sembles fait pour protéger. Et tu es faible, et sans malice, comme un enfant.

ZAMORE. — Dis tout de suite que je suis une andouille!

NELL. — Mais non.

ZAMORE. — Oh! On sait ce que ça veut dire, « Sans malice ». J'ai eu un ami sans malice, comme ça! Chaussin! Un gros, pas très rigolo. Notre grande plaisanterie, c'était de dire qu'il ne ferait pas de mal à un éléphant. C'est entendu, moi non plus, je ne ferais pas de mal à un éléphant. Et encore!

NELL. — Écoute! (*Elle le regarde longuement.*) Réponds-moi franchement : tu ne comprends pas ou tu ne veux pas comprendre?

ZAMORE. — Je ne comprends pas, naturellement.

NELL. — Tu as peur?

ZAMORE. — C'est peut-être ça.

NELL. — Eh bien! regarde-moi. Je n'ai pas peur.

ZAMORE. — Ce n'est pas du courage. C'est de l'inconscience.

NELL. — Je ne veux pas de choses basses dans ma vie. Des choses médiocres, mais pas de choses basses. Alors, j'aurai le courage qu'il faut.

ZAMORE. — Le plus grand courage, c'est de vivre.

NELL. — Je ne crois pas.

ZAMORE. — En tout cas, c'est mon genre de courage à moi.

NELL. — Tu me laisserais partir seule?

ZAMORE. — Moi, si je m'écoutais, je serais de la fin du monde.

NELL. — Réellement?

ZAMORE. — Je te jure que ma mort ne me paraîtra normale que ce jour-là.

NELL. — Alors...

ZAMORE. — La vie a tout de même du bon. Il y a deux heures, tu étais heureuse?

NELL. — Oui.

ZAMORE. — Alors, tu vois bien, nous pourrions encore être heureux de cette façon-là. Il n'y a besoin que de toi et de moi.

NELL. — Ne discute pas, c'est inutile. D'ailleurs on me l'a prédit.

ZAMORE. — Quoi?

NELL. — Que je me tuerais.

ZAMORE. — On ne me l'a pas prédit à moi, ce qui semblerait prouver que ce n'est pas encore pour cette fois-ci...

NELL. — Ah! tu tiens à la vie...

ZAMORE. — Toi aussi. Tu viens de le dire. Cette idée que tu as aujourd'hui, c'est le mistigri qui passe.

NELL. — Non, non.

ZAMORE. — Si. Ton vilain mistigri. Je suis habitué à tes coups de tête, tes coups de cafard et tes caprices. Ce n'est pas la première fois qu'il passe, le mistigri.

NELL. — Ce n'est pas lui.

ZAMORE. — Mais si. D'ailleurs, je ne le laisserai pas passer. Dans notre cas, ce serait trop bête. Tu es riche, n'est-ce pas?

NELL. — J'attendais ça.

ZAMORE. — Mais, voyons, naturellement. Retourne chez tes parents. Et divorçons. Dis-leur que tu ne m'aimes plus, que tu t'es trompée, que je suis un type impossible. Ils seront si contents de te revoir, ces pauvres vieux. Ajoute qu'on devrait toujours écouter ses parents. (*Nell le regarde avec une immense pitié.*) Et alors, finis les restaurants de chauffeurs, les garnis, et les tournées en province. Tu reprends ta place dans le monde. Et, dans un an, tu te remaries avec ton ami d'enfance, monsieur Chalabre. (*Silence de Nell.*) Quoi? Tu l'as aimé, celui-là... Tu ne vas pas le nier, maintenant? J'ai eu assez de mal à te détacher de lui.

NELL. — Je ne l'aime plus.

ZAMORE. — Il te comprenait si bien. Vos âmes étaient fraternelles. Mais ce n'est tout de même pas à lui que tu aurais demandé de mourir avec toi!

NELL. — Faut croire que je ne l'aimais pas assez.

ZAMORE. — Et alors, moi, tu m'aimes assez?

NELL. — C'est parce que je ne peux pas vivre sans toi, que je veux mourir.

ZAMORE. — Si j'avais su, je ne t'aurais pas tant plu.

NELL. — Merci.

ZAMORE. — Sois raisonnable, retourne chez tes parents. Divorçons tranquillement. Et alors, si je te suis indispensable, je pourrai très bien devenir ton amant, dans le plus grand mystère. Ce qui serait, somme toute, assez amusant.

NELL. — Je ne trouve pas.

ZAMORE. — A ton avis... ta... euh!... ta proposition est la seule solution possible?

NELL. — Oui.

ZAMORE. — Pour que tu sois contente, il faudrait se tuer.

NELL, *d'une voix sombre.* — Oui.

ZAMORE. — Et tous les deux?

NELL. — Oui.

ZAMORE. — Ce qui m'irrite, dans le petit sacrifice que tu me demandes, c'est que deux minutes après que je te l'aurai fait, tu n'y penseras plus.

NELL, *avec beaucoup de mépris.* — Je te connaissais mal, vois-tu. J'aurais cru que tu n'hésiterais pas.

ZAMORE. — Qu'est-ce qui avait pu te donner cette idée?

NELL. — Mais que regrettes-tu? As-tu pensé à ce que sera ta vie quand je ne serai plus là?

ZAMORE, *avec un peu d'égarement.* — Quand tu ne seras plus là, chérie?

NELL. — Quand tu te diras : « Elle m'avait choisi pour compagnon de route, elle m'avait fait cet honneur de me choisir et je l'ai laissée partir toute seule! »

ZAMORE. — Ah! quel dommage que tu sois intelligente.

NELL. — Tu le regrettes?

ZAMORE, *avec force.* — Oh oui! Et puis, tout de même, il y a ton art

aussi. Je ne te l'ai jamais dit, parce que ça m'ennuyait un peu. Mais tu es une grande artiste. Tu as plus de talent que moi.

NELL. — La peur te donne des idées, ma parole! Tu n'as rien dit de si sensé depuis un an.

(*Elle a dit cela sur un ton de persiflage et d'ironie méprisante.*)

ZAMORE. — Ah! assez, hein? Assez, c'est fini. — J'ai essayé de te convaincre parce que je croyais que c'était mon devoir. Je t'ai donné des arguments, c'est tout, mais je t'interdis, je t'interdis de croire que j'ai peur. Je veux bien être idiot, mais je ne veux pas que tu me méprises.

NELL. — Bravo!

ZAMORE. — Tu es bien décidée?

NELL. — Oui.

ZAMORE. — Tu y tiens beaucoup?

NELL. — Oui.

ZAMORE. — Ca te fera tant plaisir?

NELL. — Oui.

ZAMORE. — Alors allons-y!

NELL. — Je te retrouve!

ZAMORE. — Tu me retrouves? Ce n'est pas étonnant, je fais une bêtise.

NELL. — Tu regrettes ton geste?

ZAMORE. — Bien sûr.

NELL. — Déjà?

ZAMORE. — Ce n'est pas un geste qu'on peut regretter après.

NELL. — Tu me fatigues.

ZAMORE. — Tu auras le temps de te reposer.

NELL. — De mieux en mieux.

ZAMORE. — Une chose m'ennuie : j'ai l'impression de n'être pour rien dans ce qui se passe.

NELL. — C'est un peu vrai.

ZAMORE. — Ah! ma vie... la la!... Ma pauvre vie... Ah! la! la!...

NELL. — Tu n'as guère envie de la quitter, hein?

ZAMORE. — J'en ai si peu envie que, tout à l'heure, je n'aurai pas l'impression de me tuer moi-même...

NELL. — Ah! ah!

ZAMORE. — Je n'en ai pas envie... Mais je te l'ai promis. Que voulais-tu que je fasse contre ton mistigri?

NELL. — Fisse.

ZAMORE. — Quoi fisse?

NELL. — Fisse. Je n'y peux rien. On dit « fisse ».

ZAMORE. — Ah! oui... Que voulais-tu que je fisse?

NELL. — Que tu mourusses.

ZAMORE. — Hein?

NELL. — Je dis « que tu mourusses ». C'est un vers.

ZAMORE. — Mais est-ce que c'est aussi une plaisanterie?

NELL. — Un peu aussi.

ZAMORE. — Je suis tout de même bien content. Je n'ai pas compris ta plaisanterie, c'est entendu, mais puisque tu l'as faite, c'est que tu n'as plus aucune de tes vilaines pensées...

NELL. — Détrompe-toi.

ZAMORE, *plaintivement.* — Dis... eh! dis... Nell... mon coco... on ne pourrait pas s'aimer un peu tranquillement?

NELL. — Non.

ZAMORE. — C'est drôle, je n'ai pourtant pas l'impression que nous allons... euh!... enfin... n'est-ce pas?... faire ce que tu dis... On est là... on discute... on parlotte...

NELL. — Mais si. Je vais mourir à côté d'un homme qui ne me comprend pas, qui ne m'a jamais comprise, et je suis heureuse, heureuse quand même, comprends-tu?

ZAMORE. — Que tu es compliquée! Ma pauvre petite.

NELL. — Toi, tu n'es pas compliqué, c'est une justice à te rendre. Je voudrais savoir à quoi tu penses, tiens, maintenant!

ZAMORE, *riant.* — Oh! tu ne devinerais jamais...

NELL. — Dis?

ZAMORE. — Eh bien! je pense... (*Il rit*) je pense que nous allons embêter des tas de gens.

NELL. — Tiens! Tiens!

ZAMORE. — Ce que nous allons être encombrants, dans une demi-heure!

NELL. — Oui, je crois.

ZAMORE. — Oh! la tête de la mère Perrache, dis donc!

NELL, *elle rit aussi.* — Oui... C'est à cela que tu pensais?

ZAMORE. — Elle ne se doute pas de ce qui l'attend. Ce que je m'amuse! (*Il rit.*) Elle voulait qu'on s'en aille. (*Il rit plus fort*). Elle sera servie.

NELL. — Oui.

ZAMORE. — Je pense à une chose, dis donc... (*Il se tord*) c'est elle qui sera obligée de payer la voiture.

NELL. — Pauvre vieille!

ZAMORE, *très sérieusement.* — Ça va foutre un coup terrible à son hôtel. Un double suicide. Et, en somme, des gens connus. C'est très mauvais pour une maison.

NELL. — Possible.

ZAMORE. — J'ai une idée. Si on laissait une lettre pour dire que c'est à cause des punaises?

NELL. — Ce ne serait pas gentil.

ZAMORE, *lisant une lettre imaginaire.* — Monsieur le Commissaire. Qu'on n'accuse personne. Nous avons lutté tant que nous avons pu. Il y avait trop de punaises. (*Changeant de ton*). Entre parenthèses, je blague, mais il faudra laisser une lettre.

NELL. — Eh bien! celle que tu disais : « Monsieur le Commissaire. Qu'on n'accuse personne. Nous avons lutté tant que nous avons pu. » Supprime seulement les punaises.

ZAMORE. — Tu as raison! Où as-tu mis le porte-plume?... Là...

« Monsieur le Commissaire... qu'on n'accuse personne... Nous avons...

(*Il finit d'écrire la voix coupée.*)

NELL. — Tu pleures?

ZAMORE. — Si tu crois que c'est gai!

NELL. — Ce n'est pas triste.

ZAMORE. — Qu'est-ce qu'ils vont dire à Angers! Pas le type de l'article, bien sûr, mais les autres... qui leur aurait dit il y a cinq semaines?... Qui m'aurait dit?

NELL. — Oui... hein?

ZAMORE. — Des voix pareilles! C'est deux rossignols qui vont mourir!

NELL. — Pleure sur toi, pauvre rossignol, pleure!

ZAMORE, *avec un peu d'humeur.* — Tu ne penses tout de même pas que je vais pleurer sur toi? Tu fais ce que tu veux toi, tu es contente.

NELL. — Ne te fâche pas!

ZAMORE. — C'est comme Cormeau. Pauvre Cormeau!

NELL. — Pourquoi?

ZAMORE. — Ah! j'aime mieux être à ma place qu'à la sienne!

NELL. — Mais pourquoi?

ZAMORE. — Quels remords quand il va venir nous offrir un engagement magnifique, car il viendra certainement un jour... Il se dira : « Ah! si j'étais arrivé dix minutes plus tôt! » Dix minutes ou huit jours!...

NELL. — Ne t'énerve pas. Tu ferais mieux de penser à madame Perrache!

ZAMORE. — Oh! ça oui... c'est le bon côté de la chose! (*Il rit.*) C'est même son seul bon côté... Dire qu'on ne peut même pas lui réclamer un bain... J'aurais pourtant bien voulu être propre pour mourir.

NELL. — Assez causé... (*Un long regard.*) Adieu Zamore!

ZAMORE. — Alors adieu... Mais pardon, comment mourrons-nous?

NELL. — Le revolver, naturellement.

ZAMORE. — Quel revolver?

NELL. — Mais le tien.

ZAMORE. — Alors, tu pensais sérieusement que j'avais mis ton kimono au clou et que j'avais gardé mon revolver?

NELL. — Achetons-en un.

ZAMORE. — Avec six sous? Il y a des revolvers de six sous?

NELL. — C'est très ennuyeux.

ZAMORE. — On ne peut pas se pendre non plus. Pour six sous, je n'aurais même pas de la ficelle.

NELL. — Reste le gaz.

ZAMORE. — C'est ça... Parce que le gaz, c'est elle qui le paiera.

NELL. — Je finirai par croire que tu me suis là où je vais, uniquement pour lui faire une blague... Si tu buvais un peu pour te donner du cœur?

ZAMORE. — Hélas, mon petit, je ne peux pas, je n'ai pas plus de crédit que tout à l'heure, malgré ce que nous avons décidé. Ils ne

donneront rien sans argent. Ils ne savent pas que c'est mon dernier verre de rhum et ma dernière cigarette. (*Un temps, grave.*) Je le pourrais, d'ailleurs, que je ne le voudrais pas. Non, non, je n'aurais plus de mérite Vois-tu, mon amour, je ne veux pas faire ce que tu me demandes, parce que je ne saurais plus ce que je fais. Je veux faire cette folie avec tout mon bon sens. Tu me demandes la chose la plus difficile, je l'accomplis parce que je t'aime.

NELL. — Chéri!

ZAMORE. — C'est parce que je t'aime que c'est si facile. Et c'est parce que tu m'aimes que c'est si difficile. C'est à cause de ton amour, que je tiens tant à la vie. Alors, veux-tu?... pour me faciliter... enfin... pour me faciliter ça... veux-tu me dire que tu ne m'aimes plus?...

NELL, *bouleversée.* — Quoi?

ZAMORE. — Dis-moi : « Je ne t'aime plus. »

NELL. — Ah! vois-tu, c'est pour des mots comme ceux-là que je t'ai tant pardonné de choses, quand tu es trop bête, quand tu me mens trop, je me dis : « Il a tout de même dit ça. Il a tout de même fait ça. »

ZAMORE. — Dis-moi : « Je ne t'aime plus! »

NELL. — Oui, mon chéri, oui, mon amour. Je vais te le dire! (*Et avec une très grande tendresse.*) Je ne t'aime plus, je ne t'aime plus...

ZAMORE. — ... Mon pauvre gros...

NELL. — Je ne t'aime plus, mon pauvre gros...

ZAMORE. — C'est drôle comme tu le dis bien et comme je le crois vite!

NELL. — Je ne t'aime plus, Zamore!

ZAMORE. — Ouvre le gaz, je suis prêt.

Un grand silence. Ils se regardent. Nell embrasse brusquement Zamore, puis va lentement ouvrir le gaz. — On entend le pschutt qu'il fait quand il s'échappe pendant le grand silence qui suit.)

ZAMORE. — Mon Dieu, que ça sent mauvais! Comment peut-il y avoir des gens assez bêtes pour choisir cette mort-là? (*Un silence.*) Ach... Pssou... Ach... oh!...

NELL. — Ce n'est pas vrai ce que je t'ai dit, Zamore, tout à l'heure. Je t'adore, mon chéri... tu m'entends? Je t'adore.

ZAMORE. — Oh! dis ce que tu voudras maintenant, je suis déjà si loin de tout ça!...

(*Un grand silence.*)

NELL, *d'une drôle de voix tendre.* — Tu n'es pas si bête, tu sais...

ZAMORE. — Oui, oui, tu es bien gentille.

NELL. — Donne-moi encore ce nom si joli que tu as trouvé pour moi. (*Un petit silence.*) Tu ne veux pas?

ZAMORE. — Oh! si... Adieu, Madame Royale.

NELL, *répétant.* — Madame Royale!

ZAMORE, *mécontent.* — C'était si facile de divorcer.

NELL. — Chut!

(*Un silence, le gaz.*)

ZAMORE. — J'ai sommeil.

(*La voix est lourde, pâteuse et triste.*)

NELL. — Dodo, Zamore, dodo, dodo, petit Zamore.

ZAMORE, *se relevant brusquement.* — On a frappé.

NELL. — Mais non.

ZAMORE. — Je te dis qu'on a frappé.

NELL. — Je t'assure que non. Et puis, quelle importance? C'est certainement une mauvaise nouvelle.

ZAMORE. — En tous cas, nous n'avons rien à perdre, je vais tout de même voir.

(*Il va à la porte, l'ouvre. Il inspecte longuement le corridor. Referme la porte à clef et revient se coucher mélancoliquement. En se recouchant.*)

ZAMORE. — Paraît que l'hôtel est très fréquenté pendant l'hiver. (*Un silence.*) Cette odeur commence à m'incommoder sérieusement.

NELL. — Je t'aime.

ZAMORE, *toussant et éructant.* — Ach!... Psouhh... oh!... oh!... (*Plaintivement.*) On ne va tout de même pas nous laisser crever comme ça...

NELL. — Mais si!

ZAMORE. — Puisque Dieu défend le suicide. Qu'il le prouve!

NELL. — Ne blasphème pas!

ZAMORE. — Laisse-moi ouvrir un peu la fenêtre. (*Un silence.*) Un tout petit peu.

NELL, *l'enlaçant étroitement.* — Mon amour!

ZAMORE, *découragé avec une grande tristesse.* — Bonsoir, m'sieurs dames.

(*On frappe. Un grand silence. On frappe encore.*)

NELL. — On a frappé.

ZAMORE. — C'est une hallucination. J'ai déjà eu ça tout à l'heure. C'est bien connu.

NELL. — Je t'assure qu'on a frappé.

ZAMORE. — Laisse-moi mourir tranquille, je m'en fous.

UNE VOIX AU DEHORS. — Zamore!

ZAMORE. — Ça y est! J'entends des voix maintenant, c'est la fin.

UNE VOIX AU DEHORS. — Zamore!

ZAMORE. — Vos gueules! vous, les damnés!

UNE VOIX. — C'est moi Cormeau.

ZAMORE, *sursautant.* — Qu'est-ce qu'il dit?

LA VOIX. — C'est moi, Cormeau. Une bonne nouvelle. Ouvrez.

ZAMORE, *à Nell.* — Qu'est-ce que tu as entendu, toi? Vite.

NELL. — C'est Cormeau.

ZAMORE. — Je vais ouvrir. Où est la clef? Où ai-je mis la clef? (*Il la cherche dans toutes ses poches avec affolement.*)

LA VOIX DE CORMEAU. — Mais ouvrez, bon Dieu! (*Il tape sur la porte de grands coups sonores.*)

ZAMORE, *pleurnichant.* — Ça y est, j'ai perdu la clef, nous allons mourir asphyxiés avec Cormeau et sa nouvelle derrière la porte.

NELL, *agitée aussi.* — Cherche, voyons, cherche!

ZAMORE. — Ah! la voilà! (*Il court vers la porte, puis brusquement s'arrête et demande* :) Cormeau?

CORMEAU. — Quoi?

ZAMORE. — Vous fumez, n'est-ce pas?

CORMEAU. — Qu'est-ce que vous dites?

ZAMORE. — Derrière la porte,... là,... vous fumez?

CORMEAU. — Naturellement.

ZAMORE. — Éteignez votre cigarette.

CORMEAU. — Mais pourquoi?

ZAMORE. — Éteignez votre cigarette, je vous dis.

CORMEAU. — Bon.

ZAMORE. — Et avec le pied. (*Il explique à sa femme.*) C'est à cause de l'explosion, comprends-tu.

CORMEAU. — Elle est éteinte.

ZAMORE. — Alors, j'ouvre. (*Il ouvre en effet.*)

SCÈNE IV

NELL. ZAMORE. CORMEAU

CORMEAU, *reculant suffoqué.* — Mais, qu'est-ce que c'est que ça?

ZAMORE. — Ce n'est rien, c'est le gaz. (*A Nell.*) Le robinet! le robinet! ferme. (*Nell va fermer le robinet du gaz.*)

CORMEAU, *la suit des yeux, va vers elle, lui prend les mains, et la regarde longuement, avec un air de reproche.* — Vous alliez faire ça, folle? Vous, vous?

ZAMORE. — Moi aussi.

CORMEAU. — Oui, mais enfin, vous...

ZAMORE. — Vous êtes encore gentil...

NELL. — Alors, quelle nouvelle?

CORMEAU. — Mais pourquoi? Pourquoi? (*C'est toujours à Nell qu'il s'adresse. Elle baisse les yeux sans répondre.*)

ZAMORE. — Vous n'allez pas lui demander de raconter notre vie.

CORMEAU. — Vous ne pouviez pas me faire signe?

NELL. — Je savais que vous accompagniez votre tournée au Canada...

CORMEAU, *à Zamore.* — Ouvrez la fenêtre, vous, idiot!.. Établissez un courant d'air... Ça sent terriblement mauvais ici.

ZAMORE, *tout en ouvrant la fenêtre, à Nell.* — Tu vois? Qu'est-ce que je te disais? Je disais : « Ça sent mauvais ici. »

CORMEAU. — Je parie que c'est cet abruti qui vous poussait à cette bêtise?

ZAMORE. — Ah! alors! ça, c'est fort!

NELL, *avec un geste vague.* — Oh! non... non... pas lui... La vie... Elle était devenue très difficile pour nous, vous savez...

CORMEAU. — Oh! mais c'est fini, maintenant, fini, fini, grâce au vieux Cormeau qui apporte la fortune à sa petite Nell.

NELL. — La fortune?

CORMEAU. — Souriez vite. Vous partez pour Sâo-Paulo, Rio et l'Amérique du Sud dans un mois.

NELL. — Oui?

CORMEAU. — Vous n'avez que le temps de vous faire faire des robes, de prendre contact avec votre accompagnateur et de donner des interviews.

NELL. — Mais comment?

CORMEAU. — Nancy Hall ne part pas. Une histoire que nous avons eue. Je vous fais faire toute sa tournée.

NELL. — A la place de Nancy Hall?

CORMEAU. — C'est risqué, évidemment. Je vous paierai moins cher qu'elle. Parce que je vais être obligé de vous présenter par une publicité formidable. Mais le cachet sera très, très convenable, tout de même.

ZAMORE. — Combien?

CORMEAU, *à Nell.* — Mais j'arrive à temps! Diable! (*Nell tousse.*) Folle, chère folle! vous n'allez pas tomber malade, au moins?

NELL, *un sourire gentil.* — Non, non. Rassurez-vous. Votre vedette est encore solide.

CORMEAU. — Alors, c'est entendu, n'est-ce pas? Vous partez trois mois, et vous rapportez cent mille francs.

NELL. — Cent mille francs! (*Elle prend Zamore dans ses bras l'embrassant.*) Cent mille francs!

ZAMORE. — C'est une blague?

CORMEAU. — Nancy m'en coûtait deux cent mille. Et elle a une moins belle voix!

NELL. — Cent mille francs! (*Elle entraîne Zamore dans une danse éperdue.*) Cent mille francs, Zamore! Karavédou et Madifère...

ZAMORE. — Papatier de Dankécheune.

NELL. — Winnipeg et Cristobal! (*A Cormeau.*) N'est-ce pas?

CORMEAU. — Je ne comprends pas très bien.

NELL. — C'est un langage que nous avons entre nous et que nous sommes seuls à comprendre. C'est pour la joie, et pour l'amour.

CORMEAU, *ému.* — Ma petite gosse! Tu pourrais m'embrasser, tout de même!

NELL. — Bien sûr! (*Elle l'embrasse*).

CORMEAU, *à Zamore.* — Dites donc, gros, vous n'avez pas l'air content?

ZAMORE, *très posé.* — Et moi?

NELL. — Je t'emmène, bien sûr. Je t'emmène dans le beau voyage.

ZAMORE. — Et moi? Je suis engagé?

CORMEAU. — Non.

ZAMORE. — Comment, non?

CORMEAU. — Non, vous n'êtes pas engagé.

ZAMORE. — Ah?

CORMEAU. — J'emmène une grande cantatrice en Amérique du Sud..

ZAMORE. — Une grande cantatrice, elle? (*Il est stupéfait.*)

CORMEAU, *sec.* — Et je n'ai pas besoin d'un ténor.

NELL, *câline à Cormeau.* — Il faut l'engager...

CORMEAU. — Mais non, mon petit, je vous présente seule.

NELL. — Engagez-le, nous chanterons, tous les deux pour cent mille francs.

CORMEAU. — Je l'emmène, c'est entendu, mais je ne veux pas qu'il chante.

NELL. — Il a pourtant une jolie voix.

CORMEAU. — Il a peut-être une jolie voix, mais je n'ai besoin que de voix extraordinaires.

ZAMORE. — N'insiste pas, mon petit, n'insiste pas. (*Pincé.*) Je ne chanterai pas, c'est entendu, je ne chanterai pas.

CORMEAU, *très cordial.* — Bravo!

ZAMORE. — De quoi vais-je avoir l'air? Un ténor qui ne chante pas! Enfin...

NELL. — Je comprends ton ennui.

ZAMORE. — Une fois n'est pas coutume, je serai le mari de madame Zamore!

CORMEAU. — Ah! non! Pas madame Zamore; il faut changer de nom.

ZAMORE. — Oh! mais! vous commencez à m'embêter, vous et vos cent mille francs.

CORMEAU. — Zamore, c'est mou, c'est un peu ridicule. Je veux un nom qui frappe, qui étonne, ou qui charme.

ZAMORE. — Cormeau par exemple.

CORMEAU. — Non, trop français, Cormeau, poétique, mais trop français.

NELL. — Ah! ah!

CORMEAU. — J'ai besoin de quelque chose d'international ou en tous cas d'espagnol, quelque chose qu'on puisse dire avec des gestes... (*Il fait des gestes avec sa main*) comme ça!...

ZAMORE. — Beaucoup de voyelles, hein?

CORMEAU. — Ne cherchez pas, mon vieux, ne vous fatiguez pas inutilement. On ne trouve pas un nom aussi important en quelques minutes.

ZAMORE, *pincé.* — Bon, bon.

CORMEAU. — Perdez donc l'habitude de vous mêler toujours de ce qui ne vous regarde pas.

ZAMORE, *furieux.* — C'est vous qui allez renoncer à me parler sur ce ton-là, ou vous n'aurez pas ma femme. Je vous le garantis.

CORMEAU. — Votre femme ne fera pas la tournée?

ZAMORE. — Non, Monsieur.

CORMEAU. — Elle renoncera aux cent mille francs?

ZAMORE. — Je vous le jure.

NELL. — Soyez raisonnable, Cormeau. Vous voyez bien, c'est un enfant.

CORMEAU, *qui a compris.* — Bon! Bon! (*Avec un respect exagéré.*) Monsieur daignera-t-il accepter un peu d'argent?

ZAMORE. — Un peu?

CORMEAU. — Je peux vous avancer deux mille francs.

ZAMORE. — Sortez, Monsieur, sortez!

CORMEAU. — ... en attendant.

ZAMORE. — En attendant quoi?

CORMEAU. — Quand Nell aura signé, que j'aurai votre autorisation, alors je vous donnerai un acompte important.

ZAMORE. — Voilà une plume et de l'encre.

CORMEAU. — Je n'ai pas fait faire le contrat. Nous signerons demain.

ZAMORE. — Bon.

CORMEAU. — Mille... deux mille... Prenez mon petit.

(*Il tend les billets à Nell que Zamore intercepte.*)

NELL, *en souriant.* — Jusqu'ici c'était moi qui tenais les comptes.

ZAMORE. — Oui, mais, maintenant, ils sont plus faciles. Et puis, tu vas avoir tellement à faire.

CORMEAU. — Alors, petite Nell, demain matin dix heures au bureau du brave Cormeau.

NELL. — Compris.

CORMEAU. — Es-tu un peu contente, au moins? Je voudrais tellement que tu sois contente!

ZAMORE. — Vous tutoyez ma femme?

CORMEAU. — Et je l'embrasse aussi. (*Il fait comme il a dit.*) C'est dans le contrat. (*Il prend les mains de Nell.*) Je suis tout de même rudement content d'avoir pris un taxi pour venir.

NELL. — Brave Cormeau! Je devrais vous inviter à dîner, n'est-ce pas?

CORMEAU. — Je ne suis pas un créancier. Je sais ce qui se fait. Moi aussi j'ai été dans la purée. (*Nell sourit.*) Merci tout de même pour le sourire. (*A Zamore.*) Au revoir, ténor.

ZAMORE. — Bonsoir! Bonsoir!

CORMEAU. — Quand je dis « ténor », j'exagère. Car, enfin, je pourrais me demander quel est l'impresario de nous deux.

(*Il rit. Il sort.*)

SCÈNE V

ZAMORE. NELL

ZAMORE. — On s'en va?

NELL. — Déjà? Tu tiens beaucoup à quitter cette chambre?

ZAMORE. — Oui. Elle me rappelle trop que j'ai failli ne pas la quitter.

NELL. — Où allons-nous?

ZAMORE. — Au Ritz!

NELL. — Et dîner?

ZAMORE. — Quel est le meilleur restaurant?

NELL. — Tu dois mourir de faim?

ZAMORE. — Non, c'est drôle. Plus maintenant.

NELL. — Je t'assure que, pour avoir faim, je n'ai qu'à penser au déjeuner du 14.

ZAMORE. — Ah! tu es contente, toi?

NELL, *très gentiment*. — Le mistigri a passé. Et toi?

ZAMORE. — Moi? Bien sûr.

NELL. — Alors, gnoufgnouf?

ZAMORE. — Gnoufgnouf.

NELL. — Karavédou et Madifère?

ZAMORE. — Si tu veux.

NELL. — Danndi paï Moutchatchiou.

ZAMORE, *frappant sur la table*. — Ah! non, non, non et non! C'est compris?

NELL. — Comme tu es nerveux! tu devrais être gai! Pense donc! Cent mille francs!

ZAMORE. — Je suis gai, mais un peu gêné.

NELL. — Un peu gêné. Pourquoi?

ZAMORE. — J'ai l'impression d'être à ta charge.

NELL. — Nigaud! S'il t'avait engagé, penses-tu que j'aurais hésité à partir avec toi?

ZAMORE. — Si, si, je t'assure. Ça m'ennuie.

NELL. — Tellement?

ZAMORE. — Oui.

NELL. — Alors, je vais te proposer quelque chose qui va tout arranger.

ZAMORE. — Ah?

NELL. — Tu sais... Nos six sous. (*Elle corrige.*) Tes six sous... Je te les achète... cinquante mille francs...

RIDEAU

MARCEL ACHARD

(*A suivre.*)

LES MINISTÈRES DEVANT LE SÉNAT

Le 4 décembre 1930, le Sénat renversait le Cabinet Tardieu. La portée politique de ce vote a relégué à l'arrière-plan les discussions doctrinales qu'il aurait pu faire naître sur le droit de la Haute Assemblée en pareille matière. On n'a pas retrouvé les échos de l'émotion qu'un événement semblable avait suscitée il y a trente-cinq ans, à l'époque héroïque de la lutte entre le Luxembourg et le ministère Bourgeois, quand la jeunesse des Écoles se répandait tumultueusement à travers le Quartier Latin en criant : « A bas le Sénat! » C'est que, depuis lors, la vie a accompli son œuvre d'évolution et d'apaisement. Certains des manifestants d'autrefois sont venus siéger dans ce vieux Palais dont leur juvénile ardeur rêvait d'ébranler les assises. Les cabinets ont continué de défiler devant le Sénat et le Sénat a continué d'en renverser quelques-uns. Il a affirmé ainsi des pouvoirs de moins en moins contestés. En sorte que, si les éléments abstraits du débat sont demeurés les mêmes et peuvent encore engendrer, aux yeux de certains, un doute dogmatique, ses éléments de fait ont peu à peu imposé une solution pratique dont il n'est pas sans intérêt de retracer la naissance et les conséquences.

***

Voici d'abord, en quelques traits rapides, la vieille discussion où se sont longtemps donné carrière les champions du droit constitutionnel.

Pour dénier au Sénat la faculté de renverser un ministère, quels arguments principaux invoque-t-on?

L'argument historique : jamais, dans les diverses périodes pendant lesquelles la France a pratiqué le régime parlementaire avant 1875, les Chambres hautes n'ont joui de cette prérogative. Les Gouvernements n'étaient pas plus obligés de se retirer devant un vote hostile de la Chambre des Pairs qu'ils ne le sont encore aujourd'hui en Angleterre devant un vote hostile de la Chambre des Lords. Aussi bien est-il de tradition démocratique constante que seule la Chambre directement issue du suffrage universel doit exercer la primauté politique.

L'argument moral : le Sénat est par excellence un corps pondérateur et modérateur. Il manquerait à cette mission, s'il pouvait jeter dans la vie publique le trouble qui résulte de la chute d'un cabinet.

L'argument pratique : un gouvernement a déjà beaucoup de peine à conserver longtemps la majorité dans une Assemblée. L'obliger à l'avoir constamment dans les deux Assemblées, c'est accroître dangereusement les risques d'instabilité ministérielle.

L'argument juridique enfin : un cabinet en conflit avec la Chambre des Députés peut obtenir la dissolution de celle-ci et soumettre ainsi le procès à la sentence souveraine du suffrage universel. Le droit de dissolution est le contrepoids naturel de la responsabilité politique du Gouvernement. Or il n'existe pas à l'encontre du Sénat. Permettre à celui-ci de renverser un ministère, c'est lui permettre de rendre un jugement non susceptible d'appel et lui assurer, par rapport à l'autre Assemblée, non l'égalité mais une véritable prépondérance.

A ces raisonnements divers les partisans des droits du Sénat répliquent par des considérations directement opposées.

Au point de vue historique : il ne peut pas y avoir de comparaison entre la Chambre des Lords et nos Chambres des Pairs, Assemblées fondées sur l'hérédité ou sur le choix du Prince, et le Sénat, Assemblée élective, qui, sans doute, ne sort pas immédiatement du suffrage universel, mais y trouve pourtant son origine initiale. Par ailleurs, il eût été vain de reconnaître aux Chambres Hautes d'autrefois une faculté qui fût demeurée purement théorique, puisque les gouverne-

ments avaient la possibilité d'y changer la majorité par le procédé des « fournées de Pairs », alors qu'ils se trouvent aujourd'hui désarmés en face du Sénat.

Au point de vue moral : ce peut être un acte de pondération et de modération au premier chef que de renverser un ministère dont les actes ou les tendances paraissent subversifs.

Au point de vue pratique : il est en fait impossible à un Gouvernement de se maintenir au pouvoir contre la volonté déterminée du Sénat, alors même qu'on refuserait à celui-ci la faculté juridique de le renverser, puisque sa collaboration est indispensable à l'accomplissement de toute œuvre législative et qu'il lui suffirait, par exemple, de ne pas voter le budget pour mettre le cabinet dans la nécessité de se retirer.

Au point de vue juridique : d'une part, les Constituants de 1875 ont entendu donner au Sénat de très larges pouvoirs; d'autre part, quelle que soit sa valeur doctrinale, l'argument de la dissolution porte peu, puisque celle-ci est pratiquement tombée en désuétude; enfin et surtout, nous nous trouvons en face d'un texte formel, l'article 6 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 : « Les Ministres sont solidairement responsables *devant les Chambres* de la politique générale du Gouvernement et individuellement de leurs actes personnels. »

Voilà les termes classiques de la controverse. Nous ne nous y attarderons pas. Comme toutes les controverses, elle pourrait prêter à des subtilités contradictoires et à des développements infinis. Fermons donc les livres et regardons les faits.

***

Dès les débuts de la mise en vigueur de la constitution républicaine, nous voyons un ministère se retirer devant un vote du Sénat.

Le 4 novembre 1876, la Chambre avait adopté, malgré l'opposition du Gouvernement, une proposition de loi « ayant pour objet de mettre fin aux poursuites pour faits relatifs à l'insurrection de la Commune ». Le 1er décembre, cette disposition vient en délibération au Luxembourg. La Commission propose le rejet pur et simple. Au cours de la discussion géné-

rale, le président du conseil Dufaure déclare, non sans circonspection, d'ailleurs, se rallier à un contre-projet Bertauld, qui lui apparaît comme une transaction acceptable. Contrairement à son avis, l'Assemblée refuse, par 148 voix contre 134, de passer à la discussion des articles. Le lendemain, Dufaure donne sa démission.

Mais, si le scrutin sénatorial fut l'occasion de sa retraite, il n'en fut pas la raison unique et essentielle. En réalité, le vieil homme d'État quitta le pouvoir parce qu'il s'était vu mettre successivement en minorité sur une mesure importante dans es deux Assemblées. Quoiqu'il n'eût posé la question de confiance ni dans l'une ni dans l'autre, il estima son autorité morale trop sérieusement atteinte pour lui permettre de demeurer aux affaires. Il était las d'essayer en vain une conciliation impossible entre une Chambre qui lui reprochait de marcher trop lentement et un Sénat qui lui en voulait d'avancer trop vite. C'est pour des considérations de politique générale qu'il se retira et non parce qu'il s'y estimait juridiquement obligé par un vote hostile de la Haute Assemblée. N'était-il pas resté à son poste, quelques mois auparavant, quoique battu au Luxembourg sur la question de la collation des grades universitaires?

Pendant les premières années de la IIIe République, il fut de règle en effet qu'un gouvernement n'était pas tenu de se retirer lorsqu'il était mis en minorité au Sénat. Pour n'en prendre qu'un exemple particulièrement probant, le rejet par celui-ci du fameux article 7, qui refusait le droit d'enseigner aux membres des Congrégations non autorisées, n'empêcha pas le Cabinet Freycinet-Jules Ferry de rester au pouvoir et de faire signer les mémorables décrets du 29 mars 1880, qui ordonnaient la dissolution de ces Congrégations.

***

Trois ans après, cependant, le ministère présidé par M. Fallières ne crut pas devoir suivre ce précédent. Le rejet par le Sénat de certaines dispositions votées par la Chambre au sujet de l'expulsion des princes provoqua sa chute. Mais celle-ci intervint dans des conditions si spéciales et si confuses

que la question de principe ne fut pas un instant mise en jeu.

Le 16 janvier 1883, le prince Jérôme Napoléon publiait un manifeste dans lequel il attaquait violemment le Gouvernement.

Aussitôt, grande émotion dans le parti républicain, encore endeuillé par la mort récente de Gambetta. De nombreuses propositions surgissent, tendant à prendre des mesures plus ou moins sévères à l'égard des membres des familles ayant régné sur la France. On sent se répandre comme un air de panique et de désarroi. Le 29 janvier, le matin même du jour où la discussion doit venir devant la Chambre, le Cabinet Duclerc, divisé sur la conduite à tenir, se disloque. Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, Duclerc, le général Billot, Ministre de la Guerre, l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine, démissionnent. Investi sur-le-champ de la Présidence du Conseil, le Ministre de l'Intérieur, Armand Fallières, se présente devant l'Assemblée avec un cabinet composé des membres non démissionnaires de l'ancienne combinaison qu'il n'a pas eu le temps matériel de compléter. Le lendemain, second coup de théâtre : le nouveau Président du Conseil, vaincu par la fatigue, doit interrompre le discours qu'il commençait à prononcer, et son état de santé ne lui permet plus d'assister à la suite des débats, pendant lesquels le remplace son sous-secrétaire d'État Jules Develle. En dépit de ces incidents, la Chambre adopte, le 1er février, à plus de deux cents voix de majorité, un texte interdisant aux membres des familles ayant régné sur la France de remplir aucun mandat électif, aucun emploi civil ou militaire, et permettant leur expulsion par décret rendu en Conseil des Ministres, au cas où leur présence serait de nature à compromettre la sûreté de l'État.

Le 11 février, la discussion s'engage devant le Sénat, en présence d'un cabinet toujours incomplet — les portefeuilles des Affaires étrangères et de la Marine n'ayant pu être pourvus d'aucun titulaire — et toujours privé de son chef. Le porte-parole du Gouvernement est le Garde des Sceaux Paul Devès qui s'acquittera d'une tâche difficile non sans décision et sans vigueur. Deux orateurs dominent le débat : le rapporteur Allou et Challemel-Lacour.

Allou était une des gloires du barreau de Paris. Une droite et rapide carrière l'avait porté, jeune encore, au Bâtonnat et il n'était entré au Sénat qu'après avoir donné toute sa mesure au Palais. D'unanimes espérances lui avaient fait cortège à son arrivée dans la vie publique. Son allure était imposante, sa physionomie noble et sereine, sa voix musicale. Brillant improvisateur, il laissait couler de ses lèvres bien dessinées une parole abondante et facile, pure et harmonieuse, parfois séductrice et parfois véhémente. Il avait de la conviction dans l'esprit, de la méthode dans le raisonnement, de la chaleur dans l'accent, de l'élan dans les images. Mais l'éloquence judiciaire, dont il était un des maîtres, avait peine à s'effacer en lui devant l'éloquence parlementaire. Il ne mesurait pas toujours la portée politique de certaines de ses paroles, ni le parti qu'on en pourrait tirer contre ses idées. C'est ainsi qu'il avait semblé, dans une phrase malheureuse de son rapport, mettre en opposition « les classes moyennes » et les « masses profondes » de la nation, offrant par là même à ses adversaires l'occasion, immédiatement saisie, de le représenter comme l'apologiste attardé du régime censitaire. Et puis, on voyait, çà et là, paraître un peu trop, sous le somptueux manteau de son langage, la tirade sonore ou la phrase à effet. En un mot, il était fait pour l'atmosphère de la barre plus que pour celle de la tribune.

Challemel-Lacour offrait avec lui un frappant contraste. Dédaigneux des attraits de la couleur et du pittoresque, ennemi des prolixités et des redondances, il s'attachait à ordonner avec une logique rigoureuse ses démonstrations travaillées et pénétrantes. Ses phrases nettes et châtiées s'avançaient à leur rang, unies et impeccables, avec des reflets d'acier. Ses discours, de grande tenue et de grand style, s'imposaient par leur facture savante, par leur trame serrée, par leur force directe, par leur allure élégante et sobre, par la richesse et la profondeur de leur inspiration. La perfection achevée de leur forme ne dissimulait pas la flamme d'une pensée puissante, tantôt généreuse et tantôt passionnée. Cet esprit naturellement supérieur avait puisé dans la réflexion, dans l'étude, dans l'action et jusque dans les épreuves de la lutte et de l'exil, des convictions vigoureuses et résolues,

dont l'élévation s'enveloppait par moments d'une hautaine amertume. Son caractère réservé, distant, parfois un peu altier, ne lui donnait ni abandon, ni liant. Il emportait l'admiration plus que la sympathie, les applaudissements plus que les adhésions.

A côté de ces protagonistes éminents, d'autres champions s'avancent, les Barthélemy Saint-Hilaire, les Jauréguiberry, les Bardoux, les Henri Martin. Durant deux longues séances, la discussion se poursuit au milieu d'une vive agitation. Les thèses s'affrontent avec une ampleur tranchante. Les orateurs de la droite et du centre invoquent les principes — si chers au cœur de l'Assemblée — du libéralisme et de la tolérance; ils affirment ardemment leur horreur des lois d'exception et de proscription. En vain leurs contradicteurs leur opposent-ils les nécessités de la défense républicaine et leur montrent-ils que les princes ont toujours été, par la force des choses, en dehors du droit commun. Le siège du Sénat est fait. Désespérant d'obtenir le vote du texte de la Chambre, le Garde des Sceaux se rallie à un contre-projet Barbey, qui n'interdit pas aux princes les emplois civils ou militaires et exige, pour qu'ils puissent être expulsés, que la sûreté de l'État soit compromise non pas uniquement par leur présence mais par leurs manifestations ou par leurs actes. Cette disposition elle-même est rejetée, le 13 février, par 148 voix contre 132. La Haute Assemblée se borne à adopter un amendement Léon Say punissant de bannissement tout membre d'une famille ayant régné en France qui fera publiquement acte de prétendant, mais seulement après qu'il aura été traduit devant la Cour d'Assises ou la Haute Cour.

Le gouvernement qui a combattu ce texte, jugé par lui insuffisant, offre sa démission. Le Président de la République le prie de demeurer en fonctions jusqu'à nouvel ordre. Il lui reste à gravir les dernières étapes de son calvaire. Le projet sénatorial est en effet rejeté sans débat par la Commission de la Chambre. Celle-ci, dans une pensée de transaction, se rallie à un contre-projet Proust-Martin-Feuillée qui reproduit le contre-projet Barbey. Et c'est en somme celui-ci qui revient devant le Sénat dans l'ultime séance du 17 février.

La fièvre est à son paroxysme. La foule assiège les portes du Luxembourg. Certains détenteurs de billets d'entrée n'hésitent pas à les mettre aux enchères parmi les curieux qui s'empressent. Les tribunes et les galeries sont envahies. La salle des séances est comble. Dans les couloirs en fermentation, et jusque dans l'hémicycle, les députés, accourus en grand nombre, essaient de convaincre les derniers hésitants. Le suprême duel s'engage entre Challemel-Lacour et Allou. Deux courtes interventions de Waddington et de Léon Say, au nom du centre gauche, emportent la décision. Par 142 voix contre 137, le Sénat repousse les dispositions votées par la Chambre et soutenues par le Gouvernement. Celui-ci donne immédiatement sa démission.

Mais cette démission ne fit que traduire en droit une situation de fait. Depuis la retraite de Duclerc, il n'y avait en réalité plus de ministère. Le Cabinet Fallières, qui n'était même pas parvenu à se compléter, et dont le chef s'était trouvé presque immédiatement hors de combat, faisait aux yeux de tous figure de cabinet intérimaire. Il était tacitement entendu qu'on le laissait aux affaires jusqu'à ce que l'irritant débat sur les princes fût liquidé d'une manière ou d'une autre. Cette liquidation effectuée, son départ apparut comme allant de soi, sans que personne songeât un seul instant à soulever la question de principe des droits du Sénat.

***

Il faut parcourir sept années pour trouver le troisième exemple d'un ministère se retirant à la suite d'un vote de la Haute Assemblée. C'est le 13 mars 1890 que se produisit, dans les conditions les plus inattendues, cet événement dont le Cabinet Tirard fut la victime.

Le Sénat se livrait à une paisible discussion sur le Code rural. Elle fut interrompue vers la fin de l'après-midi pour permettre à Foucher de Careil de poser une question au Ministre des Affaires étrangères, Spuller. Il s'agissait de savoir comment seraient réglées nos relations économiques avec la Turquie à l'expiration du Traité de Commerce de 1861 qui prenait fin le soir même.

Spuller, sous sa vaste enveloppe, cachait un esprit fin et délié. Lieutenant fidèle de Gambetta, il s'était longtemps tenu, avec une modestie dévouée et clairvoyante, dans l'ombre de l'illustre tribun. Celui-ci disparu, il avait bientôt montré qu'il était capable de quitter les rôles secondaires et de paraître au premier rang. Il avait une forte culture, un fonds de connaissances étendu et varié, une remarquable facilité de plume et de parole. Il faisait preuve, dans les moments délicats, de fermeté, de constance et de courage. Il était d'expérience avisée et de sûr conseil. Son éloquence avait de la chaleur et de l'adresse, et il savait trouver, quand les grands intérêts du pays lui paraissaient en jeu, des accents élevés et entraînants.

Il expliqua que les deux Gouvernements turc et français estimaient que, le Traité de 1861 étant arrivé à son terme sans qu'aucune autre convention fût conclue, on en revenait au régime du Traité de 1802, dont l'article 9 stipulait pour chacun des deux pays le traitement de la nation la plus favorisée.

L'habileté discrète et réservée de sa réponse ne parut cependant pas convaincre l'assemblée qui s'animait peu à peu. La question fut transformée en une interpellation discutée sur-le-champ. Toute une série d'orateurs, parmi lesquels se distingua la dialectique précise et tenace du vieux Buffet, critiquèrent la procédure suivie par le Gouvernement. Le Traité de 1802 ne comportant pas de limitation de durée, nous nous trouvions, en le faisant revivre, liés à l'égard de la Turquie, et nous cessions d'avoir les mains entièrement libres au moment prochain où viendrait à expiration l'ensemble des autres Traités de Commerce.

Le Président du Conseil Tirard, dans un discours non exempt de nervosité, essaya de justifier la conduite du Cabinet et sa conduite propre en tant que Ministre du Commerce. Il ne put remonter le courant qui s'était trop fermement dessiné. L'ordre du jour pur et simple, demandé par le Gouvernement, fut repoussé par 129 voix contre 117.

Certes, c'était là un échec, mais il ne portait que sur un point particulier et il est hors de doute que le Sénat n'avait pas en vue le renversement du Cabinet, dont le chef n'avait

d'ailleurs pas posé la question de confiance. Seulement, à ce moment-là, les questions économiques jouaient un rôle considérable dans les préoccupations du Parlement et du pays. On était à la veille de l'échéance capitale de 1892, date à laquelle nos Traités de Commerce devaient prendre fin. L'organisation de notre futur régime douanier fixait l'attention générale. Les fidèles tenants du libre-échange formaient le carré pour résister aux élans du protectionnisme envahisseur. Les grandes cités commerçantes déléguaient au Parlement, pour défendre leurs intérêts menacés, leurs plus éminents avocats. Lyon y envoyait Édouard Aynard et Marseille Charles Roux, cependant que Léon Say abandonnait le Sénat pour venir combattre directement à la Chambre la cohorte serrée des représentants de l'agriculture et de l'industrie, qu'entraînait la voix claire et convaincue de Jules Méline. Tirard lui-même montrait en la matière une susceptibilité particulière qu'expliquaient à la fois les circonstances, ses idées et ses fonctions de Ministre du Commerce. Le vote du Sénat lui parut un désaveu direct et de ses opinions et de sa conduite dans l'affaire en cause. D'autre part, la situation générale du Cabinet allait s'affaiblissant. Le Ministre de l'Intérieur, Constans, venait de démissionner à la suite d'une altercation avec le Président du Conseil et l'autorité du Gouvernement se trouvait sensiblement diminuée par le départ du vainqueur du boulangisme. Toutes ces raisons réunies inspirèrent à Tirard une solution immédiate et radicale.

A peine le résultat du scrutin est-il proclamé qu'on le voit prendre son portefeuille d'un geste irrité et quitter la salles des séances, suivi de Spuller. En vain nombre de sénateurs l'entourent pour le retenir : « Non, non, dit-il, en levant les bras, j'en ai assez, je m'en vais. » Le lendemain matin, il réunit ses collègues et leur annonce qu'ayant été mis en minorité par l'assemblée dont il fait partie, il juge de son devoir de se retirer. Il ajoute que, les votes hostiles du Sénat n'ayant pas habituellement pour conséquence le renversement des ministères, il laisse à ses collaborateurs le soin de décider de leur conduite. Freycinet fait observer que la retraite du Président du Conseil entraîne nécessairement

celle du Cabinet tout entier et Tirard se rend à l'Élysée pour remettre à son ami Carnot la démission collective du Gouvernement.

Pas plus dans ce cas que dans les deux cas précédents, on ne peut donc déduire de la conduite du ministère, en mars 1890, une reconnaissance des droits du Sénat. Le Président du Conseil interpréta son vote non comme une injonction impérative le contraignant politiquement et constitutionnellement à quitter le pouvoir, mais simplement comme un blâme personnel que sa dignité ne lui permettait pas d'accepter. Ce ne fut, en somme, qu'un incident.

***

Jusque-là, par conséquent, la question de principe des pouvoirs de la Haute Assemblée ne s'était pas posée effectivement. Dufaure, Fallières et Tirard s'étaient retirés parce qu'ils jugeaient cette conduite opportune et non parce qu'elle leur semblait obligatoire. La vieille doctrine qui déniait aux hôtes du Luxembourg le droit de renverser les ministères n'avait pas encore subi d'assaut décisif.

C'est en 1896 que le problème se posa dans toute son acuité, tant sur le terrain doctrinal que sur le terrain pratique, à l'occasion du long et mémorable conflit qui mit aux prises le Sénat et le Cabinet Bourgeois.

Au lendemain des élections de 1893, la politique de concentration, jusque-là dominante, avait paru condamnée. A l'imitation du système britannique, on s'acheminait vers la constitution de deux grands partis destinés à alterner au pouvoir. Successivement, Charles Dupuy, Casimir-Perier, Alexandre Ribot avaient formé des ministères modérés. Le 4 novembre 1895, parut pour la première fois devant le Parlement un ministère radical homogène, présidé par Léon Bourgeois. La tâche de ce cabinet d'avant-garde s'avérait laborieuse et délicate. Son programme était âprement discuté à la Chambre des Députés, où il était assuré de trouver devant lui une minorité imposante et impatiente. Ses doctrines et ses tendances soulevaient l'hostilité de la grande majorité du Sénat. Entre ces deux écueils sa position

apparaissait singulièrement précaire. On lui prédisait dès sa naissance une chute presque immédiate. Il fallut tout le talent et toute l'habileté de son chef pour lui permettre de se maintenir aux affaires pendant près de six mois.

Le sort avait fait assez paradoxalement les choses en jetant à la pointe de la bataille un homme que son caractère dirigeait avec prédilection vers les procédures d'arbitrage et de paix. Léon Bourgeois était par essence un diplomate, ennemi de tous les excès et de toutes les outrances. La bonne grâce de ses relations, l'aménité de son accueil, la fine et naturelle élégance de son esprit souple et fleuri éloignaient de son âme les sentiments violents, les rancunes et les haines. Fils d'adoption de cette Champagne sobre et nuancée, où la longue plaine à la douce lumière se pare de la couronne légère des vignobles joyeux, il aimait tout ce qui fait le charme et la beauté de la vie. Les loisirs de l'homme d'État, de l'administrateur, du juriste se partageaient entre les attraits de la littérature, de la musique, de l'art. Mais il savait descendre de cette atmosphère harmonieuse et consolante pour se mêler aux remous ardents de l'existence. La chaleur de son cœur le portait spontanément vers les solutions généreuses. Les misères et les iniquités sociales éveillaient en lui de douloureux échos. Et ces grandes causes étaient capables de le soulever au-dessus de son calme et de sa pondération habituels. Sa parole toujours si claire, si limpide, si enveloppante, devenait alors plus ferme, plus accentuée, plus combative. Le tacticien consommé se doublait d'un jouteur convaincu et redoutable. C'est grâce à ce mélange d'adresse et de vigueur qu'il parvint à dominer pendant six mois la Chambre des Députés. Mais il lui fut impossible d'avoir raison de l'opposition persévérante du Sénat.

La Haute Assemblée était incontestablement républicaine, mais résolument modérée. La déclaration ministérielle l'avait déjà profondément émue; les actes du Cabinet ajoutèrent à ces craintes. Dès ses débuts, le Gouvernement s'annonce partisan de l'impôt progressif sur les successions et des retraites ouvrières. Bientôt le Ministre des Finances Paul Doumer dépose un projet d'impôt général sur le revenu. Le Ministre du Commerce Mesureur proclame, dans un dis-

cours prononcé à Châlons-sur-Marne, que le Cabinet pratique « un socialisme sage ». Toutes ces manifestations sèment l'inquiétude et l'irritation à travers les couloirs du Luxembourg, où le Gouvernement est représenté comme animé d'idées extrêmes et subversives. La lutte ne tarde pas à s'engager.

Le 11 février 1896, à la suite d'un interpellation Monis, le Sénat vote, par 161 voix contre 67, un ordre du jour blâmant les irrégularités commises par le Garde des Sceaux Ricard, accusé d'être abusivement intervenu dans l'instruction de l'affaire des chemins de fer du Sud. Le 13, la Chambre, saisie des mêmes faits, vote, au contraire, un ordre du jour de confiance par 326 voix contre 43. Le surlendemain, comme conclusion d'une nouvelle interpellation Monis sur l'attitude du Garde des Sceaux au Palais-Bourbon, le Sénat confirme, par 169 voix contre 71, son ordre du jour de blâme du 11 février. Le 20 février, la Chambre confirme à son tour, par 309 voix contre 185, son précédent ordre du jour de confiance. Au cours du débat, le Président du Conseil déclare, aux applaudissements répétés de la gauche : « Jusqu'au jour où la Chambre n'aura pas dit que nous avons perdu sa confiance, nous resterons dans la situation où nous sommes, parce qu'elle me paraît conforme à notre devoir envers vous. »

Ces paroles sont interprétées au Luxembourg comme un véritable défi. Dès le lendemain, au nom des trois groupes du centre gauche, de la gauche républicaine et de l'union républicaine, Demôle donne lecture d'une brève et nette protestation. S'appuyant sur les dispositions précises de la loi constitutionnelle il affirme la responsabilité des Ministres devant les deux Chambres. Un ordre du jour Labiche « approuvant la déclaration qui vient d'être lue à la tribune » est voté par 184 voix contre 60. Les deux thèses s'affrontent ainsi face à face. La période critique approche.

Le 31 mars, Léon Bourgeois, qui a pris le portefeuille des Affaires étrangères après la démission de Marcelin Berthelot, répond au Sénat à une question de Bardoux sur la politique extérieure du Gouvernement et expose notamment son attitude dans les affaires d'Égypte. Aucun scrutin n'intervient, puisqu'il ne s'agit que d'une question. Le 2 avril, la

Chambre, saisie de trois interpellations sur le même sujet, adopte, par 309 voix contre 213, un ordre du jour de confiance. Puis, après avoir voté les crédits pour l'expédition de Madagascar, elle s'ajourne au 19 mai, laissant le ministère seul en présence du Sénat.

Le lendemain, Milliard dépose au Luxembourg une demande d'interpellation sur la politique extérieure. Le Président du Conseil rappelle qu'il a donné aux deux Chambres toutes les explications possibles et sollicite l'ajournement. Celui-ci est repoussé par 159 voix contre 112. Léon Bourgeois déclare alors, au milieu de protestations agressives, qu'il ne répondra pas à l'interpellation. Un ordre du jour de défiance est voté par 155 voix contre 85, et le Sénat ferme ses portes jusqu'au 21 avril, sans avoir voté les crédits de Madagascar. Le Gouvernement, dans l'impossibilité de se retourner vers la Chambre pour réparer cet échec, se trouve dès lors dans une situation périlleuse et diminuée. L'heure décisive arrive.

Elle sonne le 21 avril. Et, ce jour-là, la Haute Assemblée connaît une de ses séances les plus pathétiques. En présence d'une salle au grand complet, au milieu d'une sorte de nervosité solennelle, Demôle monte à la tribune. Interprète des trois groupes qui l'ont déjà mandaté quelques semaines auparavant, il rappelle, dans un langage d'une concision émue, que le Gouvernement s'est maintenu au pouvoir, bien que le Sénat lui eût par trois fois refusé sa confiance. Aujourd'hui, le Cabinet vient demander l'adoption des crédits pour l'expédition de Madagascar. Ces crédits, le Sénat est prêt à les voter, mais il ne peut pas les accorder au ministère actuel. L'orateur demande donc à ses collègues d'en ajourner la ratification jusqu'à ce qu'ils aient devant eux « un Ministère constitutionnel ayant la confiance des deux Chambres ». Fait symptomatique de l'état d'esprit d'une assemblée généralement si prudente et si sage, cette proposition grave, hardie, extrême, reçoit un accueil chaleureux et presque enthousiaste. Le Président du Conseil, avec courage, avec chaleur, parfois avec véhémence, s'élève contre cette introduction de la politique intérieure dans un débat qui la dépasse de bien haut. Rien n'y fait. La décision du Sénat est prise. Par 171 voix contre 90 la proposition d'ajournement est adoptée.

Or, les crédits pour Madagascar doivent être votés avant le 30 avril, date à laquelle expirent les crédits antérieurs. Le Gouvernement a donc le couteau sur la gorge. Malgré certains conseils de résistance, son chef ne voit d'autre issue que la démission. Mais, avant de porter celle-ci au Président de la République, il tient à expliquer à la Chambre des Députés, qui l'a toujours soutenu, les raisons de son départ. Devant l'Assemblée du Palais-Bourbon, convoquée extraordinairement le 23 avril, il expose sa conduite, au milieu des clameurs hostiles de la droite et d'une partie de l'extrême-gauche, qui lui reproche de déserter le combat : le patriotisme lui impose de se retirer pour que les crédits nécessaires à nos troupes puissent être votés à temps, mais il n'abandonne pas la doctrine suivant laquelle c'est à la Chambre directement issue du suffrage universel, et à elle seule, qu'appartient le pouvoir de faire et de défaire les Ministères. Cette déclaration lue, les membres du gouvernement quittent la salle des séances pour aller à l'Élysée remettre leurs portefeuilles à la disposition du Chef de l'État, cependant que la Chambre, après un débat tumultueux, vote un ordre du jour de principe « affirmant la prépondérance des élus du suffrage universel ».

Le lendemain, le Sénat vote à l'unanimité les crédits de Madagascar. Le 30 avril, le Cabinet Méline se présente devant le Parlement. Il souligne dans sa déclaration que, si la Chambre des Députés exerce une action prépondérante dans la direction générale de la politique, il est impossible de légiférer et de gouverner sans le concours du Sénat et que cette question de fait domine et rend inutiles les controverses théoriques. Le Sénat lui réserve un chaleureux accueil. La Chambre vote un ordre du jour d'approbation et de confiance par 299 voix contre 256.

Ainsi succomba, par la volonté de la Haute Assemblée, le premier ministère radical qu'eût connu la France. La vie a d'ailleurs de singuliers retours. Le 21 avril 1896, le Sénat chassait Léon Bourgeois du pouvoir. Le 14 janvier 1920, Léon Bourgeois était élu Président du Sénat.

***

La chute du Cabinet Bourgeois marque un tournant décisif dans l'histoire de la responsabilité ministérielle devant le Sénat. Désormais la preuve est donnée qu'à supposer encore qu'on lui en conteste le droit, celui-ci a, en fait, le pouvoir de renverser les ministères. Et cette constatation pratique repousse à l'arrière-plan les discussions de doctrine.

Dès lors, les cabinets ne jugent plus possible de se maintenir aux affaires contre la volonté nettement affirmée de la Haute Assemblée. Ils vont même peu à peu engager délibérément leur responsabilité au Luxembourg aussi bien qu'au Palais-Bourbon. Charles Dupuy y pose la question de confiance en 1899 sur la loi de dessaisissement, Waldeck-Rousseau en 1900 sur l'amnistie, Rouvier en 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, Clemenceau en 1908 sur le rachat des chemins de fer du réseau de l'Ouest. Chaque fois, d'ailleurs, ils l'emportent. Le Cabinet Briand ne connut pas le même heureux sort, le 18 mars 1913.

Depuis plusieurs années une très active propagande avait été menée à travers le pays en faveur de la représentation proportionnelle. Le scrutin d'arrondissement avait été violemment stigmatisé, et le qualificatif sévère qui l'assimilait aux « mares stagnantes » avait fait fortune. Après plusieurs manifestations platoniques, la Chambre avait voté, en 1912, un projet qui réalisait, sinon la proportionnelle intégrale, du moins une large représentation des minorités, fondée sur le système du quotient. Le Sénat, fidèle au régime ancien, nomma une commission presque unanimement hostile au texte de la Chambre et qui élabora un projet reposant sur le principe majoritaire. La discussion s'ouvrit le 13 mars 1913. Elle fut longue et brillante. Malgré les efforts des partisans de la réforme, les sentiments antiproportionnalistes du Sénat demeurèrent évidents. Ils se manifestèrent notamment le 17 mars par le grand succès réservé au remarquable exposé du rapporteur, M. Jeanneney. Le Président du Conseil, qui venait soutenir le projet de la Chambre, abordait donc la tribune, le lendemain, dans des conditions éminemment difficiles.

Mais M. Aristide Briand n'est point de ceux que la difficulté fait reculer ou hésiter. Il semble même qu'elle lui donne un aliment nouveau, et c'est dans les circonstances les plus contraires qu'il déploie toutes ses ressources avec un plein éclat, qu'il manifeste le plus d'art et de pénétration. Maniant avec une science égale la sensibilité et l'ironie, tantôt il enflamme les esprits par sa fougue et tantôt ils les séduit par sa bonhomie. La verve nonchalante et la raillerie narquoise alternent avec l'élan vibrant et la tirade émouvante. Par un exceptionnel instinct, il semble lire dans le cerveau de ceux qui l'écoutent, déchiffrer leurs pensées et leurs raisonnements. Il voit palpiter devant lui l'âme de son auditoire. Il sent ce qu'il faut dire et le moment où il faut le dire. Il discerne exactement l'instant où il convient de lancer le grand air de bravoure et la minute où il est préférable de laisser tomber la boutade pittoresque. Sa voix se modèle avec une admirable souplesse sur l'ordonnance du discours. Cordiale ou impérieuse, contenue ou sonore, elle est voilée dans le conseil, insinuante dans la prière, ardente dans l'apostrophe. Elle s'accompagne du geste et de la mimique. Les mains se joignent et se disjoignent comme pour saisir et pétrir l'idée. L'index se tend comme pour montrer ou pour écarter la difficulté. Le corps s'incline pour la confidence ou se redresse pour l'exhortation. Et quand, dans le feu de l'action, tous ces éléments se trouvent conjugués et fondus, quand la puissance oratoire atteint le sommet de son essor, les assemblées sentent passer sur elles comme une fascination magnétique.

C'est un spectacle de ce genre que M. Briand donna au Sénat le 18 mars 1913. En pleine possession de ses moyens, avec cette vigueur de raisonnement où se retrouvait le grand debater de la Séparation, il prend la défense du principe de la représentation des minorités, sur le terrain de la justice aussi bien que sur le terrain politique. Il adjure le Sénat de ne pas entrer en conflit avec la Chambre sur ce problème capital. Et, posant nettement la question de cabinet en des termes qui ne peuvent que flatter l'amour-propre de la Haute Assemblée, il déclare : « Je me garderai bien de contester les prérogatives du Sénat. Elles sont entières à mes yeux, égales à celles de la Chambre. Vous voyez à quel point je les

respecte, à quel point j'ai le sentiment de votre autorité, puisque je viens ici mettre le sort du Gouvernement entre vos mains. »

Les longs applaudissements qui avaient salué sa péroraison durent encore, quand on voit paraître à la tribune la physionomie accusée et volontaire du président de la Commission, Georges Clemenceau. Et ce n'est pas seulement le heurt de deux doctrines, mais aussi celui de deux tempéraments, de deux caractères, que va mettre en relief sa harangue. En face de l'éloquence ample et chaude du tribun, voici maintenant l'éloquence directe et nerveuse du polémiste. Plus de musique, plus de périodes. Une parole dépouillée, alerte, attique, tantôt légère et gouailleuse, tantôt sèche et tranchante, — car Clemenceau, si travaillé et quelquefois si abstrait quand il écrit, charme par sa liberté et sa fantaisie quand il improvise. Du rayonnement de sa personnalité émanent irrésistiblement quelques-uns des traits essentiels de la race. Avec ses qualités profondes et ses brillants défauts, avec ses générosités, ses passions, ses colères, ses injustices, avec sa verve mordante et son entrain satirique, avec son dédain des hommes et son amour de l'humanité, avec son scepticisme frondeur et son tenace idéalisme, il est la puissante image de l'esprit français. Et voici qu'à travers ses démonstrations lucides, à travers ses railleries féroces, montent de-ci de-là des pensées de philosophie et de sérénité. Cet homme, qui arrive à la vieillesse, cet homme, qui a déjà vu tant de choses et dirigé tant d'événements, cet homme qui a déjà abattu tant de ministères et qui ne se doute pas que, bientôt, il abattra des couronnes et refera un monde nouveau, s'élève par moments au-dessus des contingences passagères pour dégager les leçons permanentes qui jaillissent de la vie et de l'histoire. Ces contrastes inattendus, c'est lui tout entier, c'est le caprice et l'inimitable originalité de son talent, et le voilà qui en fait miroiter toutes les faces en se lançant une fois de plus à l'assaut d'un gouvernement.

Le voulez-vous agressif et batailleur? Écoutez-le dire sarcastiquement de ce Sénateur de l'Inde « qu'il représente avec autorité des électeurs qu'il n'a jamais vus ». Le voulez-vous dans le calme domaine de l'expérience et de la raison?

Écoutez-le définir le mérite essentiel du régime majoritaire : « La grande vertu de la majorité, c'est qu'elle est universellement acceptée. Dans ce pays où nous avons brisé tant d'autels que c'est une merveille qu'il en reste encore, règne une puissance morale douée d'une autorité d'apaisement supérieure qui s'impose à tous. Au lendemain de l'élection la plus ardente, la plus violente, la plus injuste, tous s'arrêtent. L'adversaire a eu trois voix de majorité, c'est fini et la paix se fait au village. »

Dans un langage concis et condensé, il réfute les arguments du Président du Conseil. Il prend la défense du système majoritaire, seul capable de donner aux gouvernements l'appui massif et cohérent nécessaire à leur autorité. A la fin de sa réplique, l'opinion du Sénat apparaît décidément faite. On passe à la discussion des articles. A l'article premier du projet de la Commission s'oppose un contre-projet Maujan, instituant la représentation des minorités, qui vient réglementairement en discussion le premier. Sur le contre-projet se greffe un amendement Peytral stipulant que nul ne peut être élu s'il a moins de voix que ses concurrents. Le Président du Conseil pose la question de confiance contre cette disposition, qui maintient le régime majoritaire pur et simple. Elle est néanmoins adoptée par 161 voix contre 128. Cette fois, plus de difficultés, plus d'hésitations, plus de résistances. Le soir même, le Gouvernement donne sa démission.

***

Et puis voici la guerre, l'après-guerre, les difficultés de toute sorte qu'elle entraîne. Au premier rang, les difficultés financières. Ce sont elles qui vont provoquer à nouveau, le 10 avril 1925, la chute d'un ministère devant le Sénat.

Le souvenir de cette grande séance est encore trop proche pour qu'il soit nécessaire de la retracer longuement. Depuis plusieurs jours, la gravité de la situation monétaire obsédait tous les esprits. Il n'était bruit que du dépassement de la limite légale de la circulation des billets, et, selon le terme consacré, de la crevaison du plafond des émissions. L'inquiétude atteignait à l'angoisse. Le 9 avril, M. Herriot, Président

du Conseil, dans un discours prononcé à la Chambre des Députés, met en cause, pour expliquer les événements qui l'assaillent, la politique financière des gouvernements précédents. Le lendemain, au Sénat, M. François-Marsal relève le gant en l'interpellant sur ces déclarations.

Dans un discours serré et pressant, l'ancien grand argentier des Cabinets Millerand, Leygues et Poincaré défend l'attitude des ministères dont il a fait partie et blâme celle du ministère actuel, auquel il reproche d'avoir tari le crédit. Avec une ardeur chaleureuse, M. Édouard Herriot fait face aux attaques dont il est l'objet : si la situation financière est si critique, la faute en est-elle à ceux qui ont accumulé les échéances sur l'année 1925 ou à ceux qu'elles prennent à la gorge, à ceux qui ont emprunté sans payer ou à ceux à qui on demande de payer sans emprunter? Avec sa précision et sa clarté habituelles, M. Raymond Poincaré lui réplique qu'il est profondément injuste de rejeter les responsabilités sur ses prédécesseurs, alors que la grande cause de tout le mal est la carence de l'Allemagne et qu'au lieu de perpétuer les divisions, il est urgent de rétablir la confiance par l'union.

L'Assemblée, d'abord réservée, attentive, s'est peu à peu animée. L'atmosphère s'échauffe, les interruptions se multiplient, le ton change. On sent que le duel est engagé à fond. La priorité est demandée pour un ordre du jour de défiance de M. Henry Chéron. Le Gouvernement la repousse et pose la question de confiance. Elle est cependant adoptée par 156 voix contre 132. La proclamation du scrutin a lieu dans un violent tumulte. A droite et au centre fusent les applaudissements et les cris : « Vive le Sénat! Vive la France! » A l'extrême-gauche et à gauche, les sénateurs debout acclament le Président du Conseil et les Ministres qui se retirent et les saluent de nombreux : « Vive Herriot! Vive la République! » A travers les couloirs regorgeant de monde et remplis d'agitation, le Chef du Gouvernement vaincu, encore tout frémissant de la véhémence du combat, fend les groupes enfiévrés, remerciant avec émotion ses défenseurs, cependant que quelques fidèles, députés ou journalistes, l'escortent jusqu'aux portes de la Cour d'honneur, en lançant sous les voûtes mêmes du Luxembourg la vieille imprécation : « A bas le Sénat! »

Mais, pas plus que M. Briand douze ans auparavant, M. Herriot ne songe à se maintenir au pouvoir en dépit du vote de la Haute Assemblée. En posant la question de confiance, il s'est d'avance engagé, par un libre et loyal contrat, à se conformer à sa décision. Celle-ci lui est contraire. Sur-le-champ, il quitte le pouvoir.

***

Quant à la dernière crise ministérielle provoquée par le Sénat, elle est d'hier et reste présente à toutes les mémoires. Le 4 décembre 1930, M. René Héry interpellait M. André Tardieu, Président du Conseil, sur la politique générale du Gouvernement. Le Chef du Cabinet se trouvait dans un milieu qui ne lui était ni familier, ni favorable. Atténuant son habituelle vigueur combative, il répondit aux vives attaques du Sénateur des Deux-Sèvres par un discours détaillé, complet et clair dans lequel il défendit l'ensemble de sa gestion. Tour à tour, M. Victor Boret, avec une redoutable simplicité, M. Henry de Jouvenel, avec une meurtrière élégance, M. Bienvenu-Martin, avec une sincérité émue, lui apportèrent la réplique. L'ordre du jour pur et simple, contre lequel le Gouvernement posait la question de confiance, fut adopté par 147 voix contre 139. Quelques instants plus tard, le Président du Conseil et ses collègues allaient remettre leur démission à l'Élysée, et M. Tardieu confiait avec bonne humeur aux journalistes : « Enfin, je pourrai faire la grasse matinée demain. »

***

Telle a été, dans ses grandes lignes, l'évolution du problème de la responsabilité politique des ministres devant le Sénat. En somme, depuis 1875, la doctrine qui refuse à celui-ci la faculté de renverser un cabinet n'a guère été discutée pendant une vingtaine d'années. A la vérité, d'ailleurs, la question ne se posait alors pour ainsi dire pas. D'une part les Gouvernements avaient l'habitude de ne pas engager formellement leur existence au Luxembourg. D'autre part, les élus du suffrage restreint ne cherchaient pas à lutter obsti-

nément et jusqu'au bout. Ils évitaient la bataille de principe et n'élevaient aucune revendication expresse et persévérante. La règle ancienne durait parce que la Haute Assemblée ne la battait pas énergiquement en brèche. Et pourtant, déjà, les trois démissions des Cabinets Dufaure, Fallières et Tirard, quoique résultant de circonstances spéciales et sans portée de principe, comme nous avons essayé de le montrer, avaient marqué l'influence indubitable de ses votes.

Mais, à partir de 1896, tout change. Le Sénat affirme catégoriquement son droit et démontre qu'il a le pouvoir d'obliger tout ministère qui prétend lui résister à capituler. Dès qu'il le veut véritablement, il sort vainqueur du conflit, et, depuis lors, la situation est nette. Les gouvernements comprennent qu'il leur est impossible de se maintenir aux affaires contre son opposition déclarée. Ils n'hésitent plus à jeter devant lui dans la balance la question de confiance. Ils se retirent lorsqu'ils sont mis en minorité en pareil cas. La discussion doctrinale, quelque conclusion théorique qu'elle suggère, n'apparaît donc plus désormais que comme une querelle d'école.

Depuis trente-cinq ans, le Sénat a exercé des prérogatives semblables à celles de la Chambre. Il n'en a usé d'ailleurs qu'avec la modération et la réserve que lui imposent son caractère et son origine. Quatre ministères en plus d'un tiers de siècle, le tableau semblerait bien mince au Palais-Bourbon! En revanche, il a appliqué la sanction suprême de son droit de contrôle dans les cas les plus divers. Il a frappé le Cabinet Bourgeois (au moins apparemment) sur sa politique extérieure, le Cabinet Briand sur sa politique intérieure, le Cabinet Herriot sur sa politique financière, le Cabinet Tardieu sur sa politique générale. Tous les camps ont successivement recouru à cette arme exceptionnelle : ce sont les partis modérés qui ont abattu les Cabinets Bourgeois et Herriot; ce sont les partis de gauche qui ont abattu les Cabinets Briand et Tardieu. Ni les uns ni les autres ne seraient par conséquent fondés à rouvrir un débat clos par la force des choses.

C'est la force des choses, en effet, qui impose la solution de fait peu à peu dégagée par les événements. Le concours du

Sénat est absolument indispensable à tout ministère pour légiférer, pour travailler, pour vivre. Vouloir défier son hostilité persistante serait une impossibilité pratique et une erreur politique. Tant que sera respecté le régime tutélaire des deux Chambres égales, tant que l'une ne se résignera pas à s'effacer devant l'autre, leur durable concorde sera une nécessité et les Gouvernements ne pourront subsister que s'ils s'appuient à la fois sur les représentants immédiats du peuple et sur « le grand conseil des communes de France ».

Et nous ne saurions mieux faire, pour terminer, que de citer les paroles que prononçait, le 14 janvier 1896, en ouvrant, comme doyen d'âge, la session ordinaire de la Haute Assemblée, l'homme de sagesse, d'expérience et de bon sens qui a mérité d'être appelé le Père de la Constitution, Henri Wallon : « La Constitution a partagé le pouvoir législatif, sur le pied d'une entière égalité, entre deux Chambres qui peuvent tout si elles marchent unies par le sentiment d'une déférence mutuelle dans l'exercice de leurs droits. Et comment la bonne harmonie qui existait sous les Monarchies de 1815 et de 1830 entre deux Chambres d'origine si différente ne se maintiendrait-elle pas sous la République entre deux Chambres issues d'une même source : le suffrage universel? C'est la condition vitale de tout régime parlementaire et le besoin le plus impérieux du pays. »

LOUIS-LUCIEN HUBERT

CAPTAIN O. K.[1]

Annie, dans l'office, frottait en vain des chaussures où tombaient ses larmes. Rhody Bébelle rentra, poussant derrière lui la porte. Par une réaction soudaine, l'homme frissonnait, zigzaguait comme s'il était ivre. Il se laissa tomber sur une chaise et regarda fixement dans l'air, d'en-dessous, on ne sait quel objet. Peu à peu sa face, blême et crispée sous la noirceur, se regonfla. Les veines des tempes se dessinèrent. Il parut mâcher convulsivement une idée secrète.

— Qu'est-ce qu'ils ont dit? — osa-t-elle enfin demander.

— Vous, imbécile! Il fallait jurer que, quand vous êtes entrée, le bracelet était encore sur la table!

L'homme se tut. Trop tard pour suggérer à cette niaise la déposition qui l'eût, lui, tiré d'affaire! Soudain, il se dressa. Saisissant le couteau resté dans le plateau du déjeuner, il le brandit sur la face de la jeune fille, avec furie.

— Allez-vous-en! Hors d'ici! Vite, si vous ne voulez pas manger de l'acier.

La malheureuse, à la porte de l'office, heurta la vieille cuisinière canadienne. C'était sa grande amie. Cette fois, la Blanche se retira vivement, comme souillée par le contact. Annie l'entendit bougonner :

— Damnés museaux de goudron, qui volent leurs maîtres pour acheter du rouge et du plâtre. On se moque bien d'attirer des ennuis aux honnêtes gens!

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 mars.

Les failles qui séparent les hommes — race, frontière, opinion — s'élargissent en moins de rien, deviennent des abîmes. Dès lors, les contrastes sont si commodes à lire, si certains!.. Haine latente, aussi perpétuelle que l'amour, toujours prête à scinder l'immense cohésion, à couper les profonds passages.

Dans la cuisine, Annie reculait, reculait. Son regard rencontra, sur la table, son sac à main. Il bâillait, dégorgeant un mouchoir et des lettres. On l'avait certainement fouillé : Annie se sentit la gorge serrée. Elle prit l'objet, avec compassion, ainsi qu'un animal blessé, sous son bras. Elle fit deux pas encore, parce qu'elle venait de faire des pas — elle n'avait pas de raison pour s'arrêter — et se vit sur le seuil de la porte ouverte. Précisément, le policeman qui faisait le guet autour de la villa gagnait à ce moment l'autre côté de l'édifice. Voici qu'un pas encore se trouva dans les jambes d'Annie. Elle était dehors.

Elle était dehors. Mais les palmiers de Cadix Street, et les trottoirs de ciment, et les trolleys de l'avenue Saint-Charles, et ce chien qui passait, et cet homme qui peignait une porte, tous « savaient ». Savaient quoi? Qu'elle était une voleuse? Non, bien pis! Une voleuse innocente de tout vol, ce qui lui ôtait toute excuse. Ineffable amertume du monde! Pourtant, voilà, le soleil peignait toutes choses bien mieux encore que le bonhomme sa porte. Une bouffée de brise passa : les palmiers engendrèrent un bruit mi-métallique, mi-féminin, de tôle et de soie froissée qui arrivait à Annie du fond de son enfance. Et les ombres des arbres, des hommes et du chien commencèrent à jouer sur le sol elle ne savait quel jeu d'ombres.

Annie se rappela que le policier avait enjoint aux domestiques de ne pas quitter la villa. Elle fut à l'instant de rentrer.

Or, voilà qu'à l'air libre toutes les directions se déployaient, rayonnaient de sa personne, superbement.

D'abord cette verticale qui monte au ciel, portant les prières et les chants d'orgue et les soupirs : un tel chemin, hélas, réservé aux âmes, aux anges, aux aéroplanes! Restaient, autour de la mulâtresse, les horizons, en éventail. Profondeurs, depuis deux secondes, un brin consolées; profondeurs dont aucune, à vrai dire, ne semblait préférable aux

autres. Tout de même, en arrière, dans le dos de la mulâtresse, une route était impossible à prendre : celle de cette demeure de Blancs, policemen, patrons, Canadiennes qui trahissent! De toute nécessité, il fallut donc qu'Annie avançât devant soi.

Avenue Saint-Charles, elle aperçut, marquées sur le sol, deux belles lignes brillantes et bleues, parallèles : les rails. Quelque chose, sur les rails, approchait. Une boîte cubique, qui était un tram. Il y a un arrêt vers le coin de Cadix Street : Annie monta dans la boîte, et, bien sagement, s'assit à l'arrière, sur l'un des bancs destinés aux clients de couleur. Elle recommençait à sourire. A la station suivante, à travers la vitre, on voyait un policeman faire les cent pas sur le trottoir. Le policeman « savait ». Annie cacha son visage avec un fichu et ne se sentit rassurée que quand la voiture repartit. Comme elle aurait voulu pousser le véhicule, le lancer dans l'infini! Il lui fallait un pays où les policemen — les yeux des policemen, les casquettes des policemen, les dos des policemen — ne « sauraient » plus!

Ce fut alors qu'Annie Trudeau apprit qu'elle s'était enfuie.

***

Rhody, resté seul dans l'office, se dirigea vers la fenêtre, le couteau à la main.

Le plus dur fut de percer la toile métallique avec cette lame dont la pointe se tordait. Puis, de trois ou quatre efforts brusques, l'homme tailla une ouverture assez large pour laisser supposer le passage d'un corps. Vivement, quelques éraflures sur l'appui de la fenêtre : marques d'un imaginaire talon sur le ciment rosâtre. Ça, c'était du fignolage amusant!

Un pas approchait de la porte. Avec la même dextérité qu'il eût mise à chiper quelque sandwich sur l'assiette des patrons, Rhody avait rabaissé la vitre, remis l'instrument sur le plateau.

C'était la Canadienne.

— Rhody, l'inspecteur de police vous demande.

L'atmosphère, autour des policiers, était une substance vraiment dure. Rhody y introduisit sa personne aussi difficile-

ment que le couteau à travers la toile de la fenêtre. La face du *boss*, celle de la patronne, celles des policiers, toutes quatre sévèrement fermées. Et ces regards!

— Pourquoi n'avez-vous pas dit que ce matin, vers sept heures, vous vous êtes absenté près d'une heure avec l'auto?

Le nègre fit un visible effort pour se revêtir d'indignation. A peu près les mêmes gestes que s'il essayait un habit.

— Été au garage, vidangé et changé d'huile. Et ce bruit dans le moteur, hier, quand nous sommes rentrés de Pontchartrain, vous vous rappelez, Monsieur?

— On vérifiera si votre huile a été changée.

— Vous pouvez vérifier, — concéda l'homme, avec une indulgence infinie.

— A quel garage êtes-vous allé?

— Simpson, Calvez Street. Très bonne maison. Bien meilleure que Mc Coy, Monsieur.

— Pourquoi si longtemps?

— Beaucoup de monde à servir, Monsieur. L'employé du garage peut en donner témoignage.

— Un employé de couleur, sans doute... Je vous le disais, Mr. Curtiss, cette histoire-là sent le nègre!

— L'employé, s'il était ou non de couleur? Oh, je n'ai pas remarqué ce léger détail, — répondit une voix traînante, ornée d'une insolence véritablement idéale.

Sans daigner relever cette énormité, le policier écrivait, muet... Cependant, Rhody parut en quelques instants se dégonfler, s'aplatir, de façon curieuse : comme pour s'insinuer dans l'ouverture de cet étroit silence, ou peut-être dans celle qu'il venait de percer à travers le grillage.

— J'ai justement vu... — commença-t-il.

Pour porter des paroles jusqu'à ce rogue policier, que les niveaux étaient donc escarpés! L'homme, avec le vertige de se trouver sur un nouveau terrain, à la pente singulièrement abrupte :

— Justement, à la fenêtre de l'office, il y a quelque chose de bizarre.

— Tiens! je n'avais rien aperçu tout à l'heure, — fit l'inspecteur blond, en se levant, surpris et soupçonneux.

Un regard de policier a vite fait de percer une naïve mise

en scène. Une Canadienne indignée, de rapporter un couteau tordu, dont la lame ébréchée montre une poussière de ciment et de rouille. Une main brutale, de saisir un noir poignet : malgré des serments d'innocence qui attestent le nom du Christ.

III

Une boîte de candies sous le bras, s'en venir voir une amie : sentir par avance dans les mains ce bronze tiède. Et, après l'accueil réticent des deux Canadiennes, après une longue attente, se trouver en face d'un policier qui, sans aménité, vous demande votre nom, vos papiers et l'emploi de votre temps, dans la nuit du lundi au mardi : surprise désagréable pour un honnête employé de Pullman! Par bonheur, l'on a sur soi les horaires de la compagnie et le carnet de route, indiquant que, lundi soir, vous rouliez entre Boston et Philadelphie. On a tout de même reçu des mots brutaux, des regards plus méprisants encore qu'il n'est de mise pour un nègre. Ah! ces Blancs, installés sur la hauteur! L'autre côté de « la ligne » qui sépare les deux races!

Ce n'est pas tout! Apprendre qu'Annie est en fuite, recherchée par la police. Et en prison le chauffeur, « l'ami d'Annie »! Son ami! Ma foi, ce petit office dont la fenêtre montre une toile métallique toute neuve, vous en quittez le seuil avec colère, avec douleur. Non, ce n'est pas *all correct*, ce n'est pas « O. K. »! L'univers n'est pas en règle! L'Amérique n'a pas son régulier billet de chemin de fer! Ni les façades des maisons, ni les nuages n'ont droit à ce suprême coup de brosse que l'on octroie au client généreux!

Avouons que la déchéance de la planète dura tout juste le temps de dépasser quatre ou cinq *blocks* de résidences. Ensuite, on peut garder un pincement au cœur, mais un sourire basaltique et huileux se refait de lui-même sur les traits de maître O. K.

Quand on a en soi, telle une pompe à huile, cette source qui se distribue à tous les canaux de l'âme, comment voulez-vous qu'on ne soit pas, malgré tout, lisse, luisant et à peu près heureux? Bon pour les blancs, et surtout les blonds susceptibles à peau sèche, d'avoir pour un rien la machine grippée!

Bref, au dixième *block*, le « capitaine » se sentait d'aussi belle et inaltérable humeur que lorsqu'il devait, la nuit, dégringoler en hâte de sa couchette. Cette Annie à retrouver? Mais elle lui écrirait, sans nul doute! Ce souci-là, pas trop lourd pour son poing. Rien qu'une valise de plus à porter.

Le porteur regarda autour de lui. Guère de passants dans cette modeste voie située à mi-hauteur entre la magnifique Avenue Saint-Charles et le Mississipi. Seulement, sur l'autre trottoir, un citoyen de couleur, long, mince et pauvrement vêtu : dans l'aigre bise du Nord — qui, ce jour-là, comme il arrive à la Nouvelle-Orléans, soufflait entre deux périodes de chaleur — un méchant veston, percé aux coudes. L'homme boitait : l'allure inégale d'une girafe. Où Ben avait-il déjà vu cet étroit museau, cette mâchoire aiguë et lamentable? Le boiteux traversa en même temps que lui la 8e rue, puis la 7e, puis l'ample Washington Avenue. Comme, changeant de direction, Ben passait de Magazine à Annonciation, ces coudes percés et ce museau, qui parfois lui dédiait un dolent sourire, trottaient encore à ses côtés.

Avec toute la sérénité que peut donner un large coffre servi par des bras solides, avec bonté aussi, Ben s'approcha de l'individu dont il croyait deviner la misère muette.

— Homme! Puis-je vous être utile en quelque façon?

Sur le tableau noir de la face, au dessin crayeux du sourire, tout d'un coup effacé, succède une expression de ruse.

— Réellement un vent froid d'hiver, — certifia l'inconnu. — Et les tristes procédés de la police : envahir le logis des innocents, les menacer de « leur faire sortir le diable de la peau! » Tout ça, parce qu'on a pour frère un homme arrêté! Bah! que sommes-nous, nous autres nègres? Des « sacs de charbon », des « soldats de chocolat », des « sambos » et des « macaques »!... Ils vous ont interrogé chez le *boss*, hein? Et que disent-ils?

O. K. sourit, de façon olympienne. Après tout, un personnage officiel de couleur — c'est ainsi que le porteur se considérait lui-même — est à un simple Noir ce qu'un officiel blanc est à un simple Blanc. Vis-à-vis du public, sauvegarder le prestige!

— Interrogé? Oui, en quelque mesure, — concéda-t-il avec dignité.

— Vous ne me reconnaissez pas, je parie? Je me suis trouvé une fois dans l'office quand vous veniez voir Annie. Mon nom est Texas Bébelle. Rhody Bébelle est mon frère.

— O. K.! Sûr, je me rappelle. Comment allez-vous?

— Mieux que Rhod. Beaucoup mieux que Rhod, puisqu'il est sous les grosses serrures. Les innocents souffrent de la tyrannie, — prononça-t-il avec emphase. — Cependant, Mr. Pipkin, une dame m'a chargé pour vous d'un message. On vous demande, Mr. Pipkin, — acheva-t-il de façon mystérieuse.

— Annie, sans doute? — s'écria Ben.

Une hésitation dans le noir museau, et, de nouveau, un air d'astuce.

— Je ne puis rien dire, rien de plus.

Battements de cœur et allégresse du jarret, pour pousser la carcasse de Ben! Bien sûr, il paya les deux places dans le tramway où ils montèrent.

Descendus au terminus, son guide lui fit traverser l'un de ces quartiers misérables, où, dans le Sud, la coutume et la loi même parquent les noirs. Enfin, ils s'engagèrent sur une avenue au macadam raviné et bosselé. Texas montra une chétive maison de bois :

— C'est ici.

***

Dans le pauvre intérieur où il pénétrait, Ben, fixant du regard la porte du fond, s'attendait à voir apparaître la svelte Annie... Entra une femme de couleur, encore jeune, corsage écarlate attestant des formes glorieuses. Le même museau que le lamentable frère de Rhody, mais animé d'un sourire diabolique et luisant. Les flammes des yeux, tout debout sur les pommettes, dansaient avec agilité. La peau, d'un grain fin, toute charnue et gonflée, sauf à l'éclatement des lèvres couleur prune. Les cheveux courts n'étaient pas crépus, mais soigneusement lissés, avec cette huile pour nègres, dont la créatrice habite aujourd'hui, au bord de l'Hudson, un château copié sur Chenonceaux.

Dès le premier coup d'œil, le colosse sentit que sa carrure

n'était point indifférente à la femme : dont, à son tour, il subissait l'autorité lascive.

— Mrs. Alma Alméa Compass, ma sœur, — fit Texas, humblement. (Les Noirs aiment tant se décerner entre eux ces titres de Mr. et de Mrs. qu'ils ne reçoivent jamais des Blancs!)

Ils étaient là, les trois Noirs : Ben, le bien nourri, cherchant autour de lui, du regard, l'ombre absente d'Annie; le frère de Rhod, étique et ployé, l'air coupable; et cette éclatante silhouette de Mrs. Compass qui parlait, parlait sans cesse avec volubilité.

Que disait Mrs. Compass? Ce qui ressortit de ses phrases, ce fut d'abord l'éminente dignité des fonctions exercées par M. Pipkin.

— Quel dommage que vous n'ayez point sur la tête votre casquette de Pullman! Combien délicieux, — s'écria-t-elle, exactement du ton qu'usait, pour se récrier sur le chapeau d'une amie, Mrs. Watson, une blanche chez qui, jadis, elle avait fait des journées.

Mais, peu à peu, le discours glissa vers les infortunes du jeune Rhody.

— Innocent? Sûr qu'il l'est, mon pauvre frère! Je pense que vous n'en doutez pas, Mr. Pipkin? Bien! Si, certain matin, certaine automobile s'était arrêtée devant cette maison-ci, — oh! un instant, en toute hâte! — puisque les traces des pneumatiques sur la poussière, cela s'efface d'un coup de vent, qui pourrait prouver que cette automobile s'est, en réalité, arrêtée? Mr. Freeman et Mr. Delarose, — oh! de vrais hommes de couleur, incapables de faire arriver rien de mal à l'un des nôtres, — se tenaient sur leurs seuils à ce moment-là, fumant un peu pour se décider au travail; pourquoi déclarent-ils n'avoir rien vu? Et de même Mrs. Couillotte, qui repassait des tabliers à sa fenêtre. Parfaitement honorable, n'est-il pas vrai, Mr. Quertaro? Vous ne nierez pas l'honorabilité de Mr. Quertaro? Précisément, il démontait sur le trottoir sa bicyclette. Puisque tous les voisins jurent que personne n'est entré chez nous, c'est que pauvre Rhod n'est pas venu. Mais l'injustice persécute le peuple noir, Mr. Pipkin, je dis!

Tandis que Ben, assez perplexe, écoutait cet étrange plai-

doyer, des quintes de toux se firent entendre derrière la porte. Le battant s'ouvrit avec lenteur, exhalant comme un fantôme un nouveau personnage d'une maigreur étonnante. Des yeux creux, brillants et hallucinés sous d'épais sourcils; un front bombé, qui d'un croissant de calvitie attaquait des mèches crépues déjà grisonnantes; un nez mou, dont les ailes, largement épatées, laissaient de chaque côté un grand pli tomber au coin de la bouche, ride de loquacité et de bonté. Les traits, détendus et émaciés, respiraient une générosité mystique.

— Comment! vous vous êtes levé? — s'écria Alma Alméa. — Vous savez bien ce qu'a ordonné le docteur, depuis ces histoires qui ont fait monter la fièvre!

Malgré la visible faiblesse de l'homme, un pouvoir semblait émaner de lui, régner dans la pièce. Et quelque chose de très compliqué — de la soumission et de la tyrannie, de la crainte et du cynisme, du respect et du mensonge — se laissait distinguer dans les lumières dévêtues qui s'exhibaient aux prunelles de Mrs. Compass.

Le vieux noir murmura, comme s'il se parlait à lui-même :

— Purifie-moi de mon péché avec l'hysope, et je serai net. Lave-moi, et je serai plus blanc que neige.

— Les tristesses de ces derniers jours, Mr. Pipkin, les angoisses lui ont donné une rechute. Pourtant, il y a un mois encore...

— La langue, — interrompit l'homme, avec une sereine autorité, — tranche comme un rasoir affilé. Mais Dieu connaît les secrets du cœur.

— Voici qu'il tousse plus que jamais et qu'il a fallu fermer notre magasin de chaussures, — continua Mrs. Compass, d'un ton moins assuré.

— Heureux qui se conduit sagement avec l'affligé! L'Éternel le soutiendra dans son lit de langueur... Femme, ce n'est pas de moi dont il est question. Qui frappe par l'épée périra par l'épée. Qui a volé et caché le fruit du larcin, le diable lui volera son âme et la cachera — le malade appuya sur ce mot — dans l'étang de soufre et de feu.

Les longues mains décharnées du phtisique tremblaient sur le bord de la table. Couleur de cannelle aux phalanges,

couleur de suie aux jointures. On eût dit des araignées de ténèbres.

Ben ressentait un malaise insurmontable. Que signifiaient ces paroles à double entente? Et que voulaient de lui ces gens? Oh! il entendait bien ne se mêler de rien, ne pas se compromettre dans tout cela! Il n'était venu, lui, que pour voir Annie.

Profitant d'une rêverie de l'homme, qui regardait au delà des assistants, il se risqua :

— Pour Miss Annie Trudeau, en avez-vous des nouvelles?

— Certes, — affirma intrépidement Mrs Compass, après avoir marqué une nuance de déception, — nous devons en recevoir bientôt. Mais attendez. Je ne peux pas tout dire, — murmura-t-elle.

Elle désignait du coin de l'œil son mari, qu'une violente quinte de toux venait de saisir.

Les épaules du malheureux se rassemblaient. Ses maigres muscles à fleur de peau faisaient corde sur le cou. La pomme d'Adam montait, puis s'abaissait avec un acharnement abominable, comme une pioche de fossoyeur. Le porteur, hypnotisé, regardait ce douloureux travail... Malgré l'affreux décharnement de l'organe, il ressentait, lui, Ben, qui n'avait pas de cou du tout, une singulière envie. Tex, silencieusement assis dans un angle de la pièce, laissait voir, lui aussi, un cou authentique. Et, au-dessus, de l'étoffe rouge, Alma Alméa en exhibait un superbe : sous le larynx, entre des muscles longs, chevalins, couleur alezan et reflets gingembre, une fossette s'indiquait, large comme le bout du pouce.

— Bien. Je dois retourner à mon Pullman. Je pense que je pourrai revenir dans huit jours. J'espère qu'alors Mr. Compass ira mieux.

— C'est cela... Revenez dans huit jours.

Et, à voix basse :

— J'attends une lettre d'Annie.

D'un brusque mouvement, arrachant à demi son buste à l'étreinte du malade, qui avait dû s'y cramponner pour ne point choir, Alma Alméa, toutes lampes intérieures allumées, sourit au porteur.

IV

A cent lieues au nord-est de la Nouvelle-Orléans : Montgomery, capitale de l'Alabama.

Jadis, ce fut là que les sept États qui entendaient perpétuer l'esclavage proclamèrent la Constitution du Sud. C'en était décidé : la civilisation dresserait à jamais ses lignes élégantes, ses nobles faîtes, au-dessus d'une immense multitude obscure. Ainsi un édifice s'élève sur les pavés qu'il noircit de son ombre. Aujourd'hui encore, dans le Capitole de Montgomery, les drapeaux tragiques de la guerre de Sécession, troués par les balles et, sous le vernis craquelé des tableaux, les hautaines figures des vaincus, baudriers à la poitrine, étoiles au col, témoignent de ces idées abolies.

Le rêve du Sud ne s'est pas réalisé, et c'est justice! Mais nulle victoire qui ne porte en soi son inutilité ou ses hontes.

Visitez à présent la capitale de l'Alabama. Mêmes rues atrocement vulgaires que dans toutes les villes d'Amérique : avec leurs tramways à trolleys, leurs files d'automobiles, leurs magasins bondés de produits stéréotypés, avec leurs plates enseignes de cinéma ou leurs appels mercantiles à tous les murs... Mêmes puissants hôtels que dans le Nord; ici, les uns abritent leurs hôtes de la chaleur par d'épaisses maçonneries, les autres aèrent avec profusion, de tous côtés. Mêmes clubs à halls magnifiques, à pergolas et piscines. Mêmes banlieues aux larges avenues, aux architectures somptueuses. Et, toujours, les misérables quartiers des Noirs. Et, toujours, comme jadis, plein l'horizon, les champs de coton où peinent sans espoir des « mains » de couleur.

Ce fut dans cette vieille capitale du Sud qu'Annie Trudeau arriva, par un mauvais train pour nègres. Plus un *cent* dans son sac. Elle était affamée et frémissait de peur. Ainsi, autrefois, une de ces évasions d'esclaves, qui déshonorent à nos yeux le dernier siècle. Certes, plus de chiens féroces lancés dans les bois, sur la piste du fugitif; plus la poursuite à cheval, fouet à la main; plus de « chemin de fer souterrain », — sentiers secrets, cachettes et déguisements, — qu'organisaient des quakers, ou des noirs pitoyables à leurs frères. Un chemin de fer réel... Tout de même, lorsque la frêle fugitive passa sous les

yeux des employés blancs, devant les visières des casquettes, quelle angoisse!

Un congrès de planteurs se tenait à Montgomery, ce jour-là. Sur tous les murs, des affiches : milliers de balles de coton, millions de dollars. La mulâtresse, front baissé, avançait entre les rectangles chargés de chiffres. Tels, naguère, les esclaves de Louisiane ou de Virginie circulaient, portant le whisky, entre ces tables de jeu où les maîtres risquaient nonchalamment leurs terres et leur bétail humain.

Annie avait retrouvé dans sa mémoire un nom de hameau qu'elle tenait comme un talisman. C'était là que devait encore habiter l'un de ses demi-frères. Elle quêtait sa route, de visage noir en visage noir.

Comme elle s'approchait d'un de ces vieux camions qui, dans le Sud, après les marchés, vidés de marchandises et garnis de bancs, font fonction d'autobus pour les gens de couleur, le conducteur eut pitié d'elle.

— Justement talversant pah là! Bah! Pas besoin d'ahgent vec ces yeux noihs! Montez!

Mots floconneux, dépassant les lèvres épaisses ainsi que le coton déborde la hotte, visages ravinés, façons rustiques : tout cela, d'un coup, vint à Annie comme du tréfonds de son souvenir.

La bise, à Montgomery, ce matin-là, était glaciale, pénétrante. La mulâtresse se sentait transie, quelque serrée qu'elle fût entre ses voisins. Pourtant, le froid n'arrivait point à donner, aux choses qui glissaient aux côtés du véhicule, leur réalité. Tantôt le monde apparaissait redoutablement vaste et Annie y était perdue comme dans une forêt; tantôt tel édifice, qu'elle avait jadis mesuré d'un regard d'enfant, semblait tout rapetissé, délesté de poids, recroquevillé. A certain brusque virage, le banc où la voyageuse se trouvait assise culbuta. Elle roula sur le plancher du camion, avec trois ou quatre compagnons. Ces noires mains, amicales ou hardies, comme un vol de corbeaux abattues sur elle, et, tandis qu'elle se relevait, le croassement des rires!

On sortit de la ville. La solitude rassura la fugitive. Un arbre, d'une branche recourbée comme un index, fit un signe favorable et mystérieux.

A quelques milles des faubourgs, le chauffeur arrêta la jeune fille. Comment! le merveilleux tableau peint dans ses souvenirs, ce n'était que cela : cette dizaine de cases, alignées au bas d'un champ, le long d'une piste de terre, à l'écart de la belle route de ciment? Dix pauvres masures, grelottant dans le vent du nord.

La mulâtresse marchait sur le vrai sol, avec surprise. Elle était donc arrivée autrement qu'en imagination?

Vieilles cases que les gens de l'Est connaissent par les romans sentimentaux d'autrefois, par les contes réalistes d'aujourd'hui. « Cabines de poutres », haussées sur de courts pilotis de bois ou de brique, avec deux ou trois marches sous l'auvent. Parfois une seule pièce où s'entasse l'humanité au poil crépu; volontiers, au milieu de la demeure, un couloir encombré de nippes et de vieux outils; de chaque côté de ce débarras, une pièce étroite, à l'odeur sordide. Entre les planches, des fissures qu'embouchent les aigres bises d'hiver. Eh! pourquoi le nègre se fatiguerait-il à prévoir la mauvaise saison? Un été qui, chaque année, dure huit mois, n'est-il pas l'éternité? Puis, pour aider l'âtre, n'y a-t-il pas au mur quelque chromo qui, tout jauni qu'il soit, montre par avance les fleurs du printemps?

***

Les semaines passent. Annie a trouvé du travail chez des blancs, pour la matinée. L'après-midi, souvent, elle est libre. Chiffons, lessive et marmaille l'obsèdent. Aller à la ville? Elle a bien trop peur des policemen! Avec les gamins du hameau, elle rôde dans les bois ou sur les berges des rivières.

Elle découvre des halliers magiques, de vieilles cases ensevelies dans la forêt, envoûtées par la branche et par la racine... Dans le Sud, au printemps, que d'ailes, dans les interstices des frondaisons! Tandis que l'oiseau moqueur jette son rire creux et bref, l'oiseau bleu tire un trait d'azur entre les troncs sombres. Un point rouge sur le sol; l'oiseau cardinal s'est posé tout à coup. Annie approche, retenant le souffle, comme aux jours de son enfance. Mais la bribe de couleur s'envole... Voici des criquets, empalés sur les épines

par cet autre oiseau encore, qui disperse sur les branches un atroce garde-manger. Annie, longtemps, regarde agoniser les bestioles. Soudain — abominable sorcellerie! — c'est elle-même qui étend des pattes roidies, des antennes tremblantes. Une terreur l'a saisie. Les fourrés sont hantés de mille monstres difformes, elle croit entendre dans l'ombre l'effrayant bruissement du serpent à sonnettes.

Même, un dimanche, avec des bandes rustiques, sur des vieux camions, elle a poussé jusqu'aux *swamps* mystérieux : ces marais étoilés de palmiers d'eau, embrumés par les haillons diaphanes que la mousse espagnole suspend aux chênes.

Tout cela vaut-il des films ou des décors de théâtre? Hélas, elle a vu « mieux que ça » dans le Nord, aux *Follies* : des paysages tropicaux tour à tour incendiés de lueurs violettes, rouges, jaunes, bleues. Annie-la-naïve a un coin de l'âme déjà gâté. La mécanique et l'artifice ont abîmé pour elle les spectacles du monde. La mulâtresse des champs est devenue fille de la ville... Annie, décidément, commence à s'ennuyer.

Des semaines, dis-je, ont passé. A qui, ce soir-là, sur son grabat, peut songer Annie? Est-ce à Ben? Non. Dans sa mémoire, « Captain O. K. » a beaucoup grossi et pris de l'âge, comme il arrive parfois aux silhouettes des absents. Et, dans l'esprit d'une svelte jeune fille, — blanche ou noire, — les images d'un homme épais ne doivent-elles pas prendre sans cesse de l'exercice pour ne pas engraisser terriblement, devenir énormes, difformes?

Elle rêve, plutôt, à la silhouette de ce danseur de cabaret new-yorkais — une gloire de Montgomery! — qui, ce matin, est venu se pavaner devant ses anciens amis. Il a déployé tous ses avantages aux yeux de la jolie mulâtresse. Négligemment, il a lancé des chiffres, salaires, pourboires. Annie croit encore le voir, au son d'un mauvais accordéon, se lever, si sûr de soi : peu à peu faire osciller ses bras, travailler de la semelle, puis mitrailler à coups de talon le plancher de la case qui frémit.

— Voyons, une jeune fille qui regarde en avant, marchant tout droit vers l'avenir, — il parle un anglais si distingué, on dirait une réclame! — peut-elle rester dans le Sud? Quoi? Retourner à Boston, ce trou de pasteurs et d'araignées? Oh!

garçons! New-York et Harlem, avec les copains et les girls, et, la nuit, le saxophone sous l'arbre à dollars!

Le regard d'Annie, fasciné, trouve à ces manches qui voltigent autant de prestige qu'à des avions. Toute l'élégance du grand monde dans ce complet vert bouteille et cette cravate orange. Et, quand l'homme cesse un instant d'épancher sa faconde, dans son attitude muette, l'autorité d'une façade de banque.

Toutefois, fine et précise, une tout autre image travaille aussi l'esprit de la mulâtresse.

Cette résidence de Blancs, où elle se rend le matin, laisse, à travers la distance et la nuit, transparaître un blond profil. Un jeune homme de l'autre race. Il est revenu de l'Université, l'an dernier. Dans une chambre que décorent les oriflammes de Princeton et les instruments de golf, les allures hardies de ce garçon, ou sa nonchalance parmi les spirales de fumée. Sa fiancée, cette blanche à cheveux noirs, est à peine moins brune qu'elle, Annie, mais elle a le droit d'aimer! Eh! selon la loi des États du Sud, un huitième, voire un seizième de sang noir — et même, dans l'Oklahoma, la plus lointaine ascendance africaine — ne suffisent-ils pas à faire un être « de couleur »?

La quarteronne se le répète une fois de plus : elle devra toujours rester parmi les *darkies*, parmi les humains à peau sombre. Et cependant, malgré tout, devant ses rêves, s'ouvrent tout à la fois les deux avenues divergentes, la Noire et la Blanche... Duplicité qui ne se révèle point seulement à sa peau dorée de « jaune » (comme on dit, aux États-Unis, de certains mulâtres). Vingt autres détails attestent sa double origine : le galbe des mains, aux paumes pleines, mais aux doigts grêles; le nez de sphinx, finement arqué mais dont les narines sont un peu larges; les yeux si impurement candides...

Ce soir, comme le vent siffle dans les arbres! Comme il gémit dans les joints des poutres! Craquements, plaintes, étranges hurlements. La peureuse Annie s'est recroquevillée sur le grabat, sous le drap grossier et la couverture faite, à la nègre, de cent bouts d'étoffes cousus ensemble... Elle écoute le sabbat qui se déchaîne dans l'immense ciel obscur. Soudain,

la porte s'ouvre : le vent s'engouffre, ébranlant la case. Tante Jessie est entrée. Noire silhouette, qui semble arriver de l'infernale compagnie voiturée par l'ouragan. Annie, de son coin, ne voit qu'un pan de la jupe à carreaux, ne distingue qu'un angle de ce madras noué sur la tête : ce légendaire madras, aujourd'hui de plus en plus rare sur la tête des femmes de couleur, comme la coiffe sur celle de nos paysannes.

La vieille négresse va se pencher sur les enfants, tour a tour. Deux dans chaque lit. Une des petites figures s'obstine à ne pas vouloir fermer les paupières.

La vieille commence à chuchoter. Annie tend l'oreille :

— Écoutez-le geindre et siffler! Il a le poil noir, hérissé comme une brosse, des dents de braise, la figure d'un crapaud. Et il saute par-dessus les plus grands arbres. Sa queue plate, bords découpés en dents de scie, frétille et oscille de droite et de gauche, sans cesse. Elle sait joliment bien faucher les jambes!

La petite Géneva, saisie d'épouvante, a replié ses flûtes contre son petit derrière... Et, dans son coin, Annie se sent mal aux tibias.

— Avez-vous entendu ce cri, là-haut? Non, ce n'est pas un hibou! C'est l'épicier, Tom Watkin, chez qui vous achetez vos candies. Tous les soirs, il enlève sa peau d'homme, et hop! Hou, houa... On vole! On vole!

La vieille sorcière, prise à son propre jeu, fait une moue égarée et terrible. Ses bras, avec un tremblement convulsif, s'ouvrent comme des ailes. Va-t-elle s'envoler, elle aussi? L'enfant pousse un hurlement, cache sa figure.

La petite bande, qui feignait de dormir, se dresse. Têtes laineuses et yeux vifs : troupeau d'astrakan et bande de souris. Les enfants s'assemblent autour de la vieille :

— Tante Jessie, des histoires!

Annie, elle aussi, quitte le lit. Elle prend les fillettes sur ses genoux, elle presse dans ses bras la noire grappe.

A la lueur vacillante de la lampe, les cinq têtes inégales élèvent aux murs et recourbent au plafond le fantôme d'une main d'ombre, qui, tout à la fois, semble sortir d'elles et les tenir. Et, comme aux temps des plantations, — aux temps

de l'*Oncle Rémus*, — les récits commencent à défiler. Ah! si les folkloristes, les Chandler Harris, ou les Arthur Fauset, pouvaient entendre! Ce soir, non, ce n'est pas l'épopée de Frère Lapin, sa subtile vaillance et ses ruses. Mais comment, par grand'famine, la Tortue descend chez le Roi de l'Autre Monde. Et comment il lui fait don de cette magnifique cuillère à pot, qui, à l'invocation : *Bakon cawhubo lebe lebe*, se remplit de soupe et de biscuits...

Or, de l'autre côté du couloir, dans l'autre pièce de la pauvre case, un visiteur est entré.

Ici encore, une méchante lampe éclaire assez mal les trois formes essentielles qui gouvernent toute « cabane de poutres » : le rocking chair, refuge de la vieillesse et du nonchaloir; le lit des parents, avec sa couverture bariolée, dont les morceaux d'étoffe font merveilleuse figure de limaçon; et l'immense foyer, le foyer nègre. Atre enfumé, — maintes crevasses laissant deviner les lattes et la boue sèche dont il est façonné; — vieux trépied de fonte; épaisse marmite qu'un crochet suspend à la tringle rugueuse de suie. Aux parois, des photos découpées dans les journaux : actrices blanches, boxeurs nègres ou sénateurs.

Qu'est-ce que peuvent bien se conter deux Noirs qui, malgré la nuit de leur peau, veulent, dans la douteuse lumière, rien qu'avec la lueur d'un sourire, s'éblouir l'un l'autre?... Ils parlent, et leurs ombres, comme dans la chambre des enfants, se dessinent sur les parois. Tantôt grandeur naturelle, tantôt gigantesques, elles répètent les gestes ou les élargissent.

L'un des noirs, le visiteur, a des chaussures confortables, pas du tout percées. Son pantalon se souvient d'avoir été, jadis, marqué d'un pli. A peine une trentaine de taches au veston. Une large et brillante cravate de soie végétale, d'un rouge ardent : brasier qui semble capable de cuire des biftecks... Peut-être ce matin encore l'homme avait-il visage de Blanc, mais la chaleur d'un tel brasier a fait crépeler la chevelure, goder les cartilages du nez, charbonner la chair... L'autre personnage est le demi-frère d'Annie, horriblement maigre et déguenillé.

Écoutez-les.

— Ainsi, — dit l'homme à la cravate, — nous voilà sohtis de leuh déplession! Finie, la débâcle de l'an deggnier! Eh! joliment galopé des quatre sabots, à Wall Street! Encohe sept points à mes *Motohs*! Donc, moi, aujourdhui, fumant des cigahettes, j'ai moissonné! Beaucoup de dollahs!

En réalité, l'homme possède une unique action de *Cambden Motors*, déposée à Montgomery, à la Banque du Sud. Mais, dans son esprit, cette action-là s'est étrangement multipliée. Chaque fois qu'il en parle, il croit en acheter une de plus. Oui, le nègre est persuadé d'avoir aujourd'hui soutenu toute la Bourse de New-York.

— Plécisément, — riposte, d'un air dégagé, compère Trudeau, — je pense, l'été plochain, louer une Chevholet, vec Adams, à frais communs. Nous voyagelons en Flohide, vec nos familles.

Trudeau oublie qu'ils seraient quinze, dans la Chevrolet. Puis, hélas, où prendre le premier *cent* du premier gallon d'essence?

— Et pouquoi n'ihai-je pas en Flohide? — gémit-il soudain, avec une indignation suppliante qui en dit long sur le caractère hypothétique du voyage.

Mais, bah! Déjà son imagination est en route. Il rit.

— Ainsi, dix chevaux de pouvoih, dix chevaux à moi, simple homme de couleuh!

— Et moi, j'ai des migliers et des migliers d'esclaves blancs qui, pouh moi, tliment à l'usine de Cambden, — déclare le capitaliste.

Derrière les pauvres Noirs, leurs ombres gigantesques ont pourtant l'air de bâtir quelque chose... Les deux parias n'ont-ils pas évoqué les Dieux qui commencent à libérer la race de couleur en Amérique? D'une part, le machinisme : tout compte fait, malgré les abus et les erreurs, c'est la Machine, l'acte du savant, et non pas le lâche cœur de l'homme, qui affranchit le plus d'esclaves de par le monde. Et l'autre libérateur, du moins lorsqu'il s'agit de races, c'est le Signe, Pouvoir intégralement transmissible de l'argent, qui sait passer de main en main, sans en constater ni la couleur, ni, hélas! la dignité! Premières forces d'émancipation, avant la tardive justice...

Cependant, dans l'autre pièce de la case, les histoires sont finies, la lampe est éteinte.

La mulâtresse, à l'instant de s'endormir, songe. Son lit devient un haut balcon, au-dessus du fleuve du sommeil. Oh! le lest d'un peu de sang noir rendra la chute plus profonde encore : tirant l'esprit vers l'abîme, loin des superficielles écumes... Puis, ce qu'il y a de blanc dans Annie — ces trois ancêtres au visage pâle liés dans sa chair à une compagne noire — de nouveau rêve à l'étudiant de Princeton, à ce front couronné de mèches blondes. D'ailleurs, la grand'mère africaine qui assombrit de suie le teint de la mulâtresse, se réjouit elle aussi, naïvement, au souvenir du porte-cigarettes claquant, dans les doigts du jeune homme, un bec de vermeil, ainsi qu'une idole à gueule d'or... Puis revoici, dans cet esprit sans cesse partagé, les talons du nègre qui danse. Partira-t-elle avec lui à New-York? Par delà la ville aux gratte-ciel, trémoussements, saccades et rythmes arrivent d'un pays lointain, jungles et tribus.

Le temps passe... Long ou bref, est-il possible de le savoir? Soudain, un souffle plus immense que n'importe quel vent du ciel. Le cyclone du sommeil emporte, dans un tourbillon de paillettes lumineuses, tous les habitants de la misérable bicoque : et aussi le monstre dont la queue est en dents de scie, et l'épicier volant et le fantôme de la Chevrolet, et les chiffres de Bourse. Sur les cases du hameau, sur la capitale voisine, sur toutes les cités des États-Unis — pour les Blancs comme pour les Noirs — s'étend cette magique obscurité, qui, chaque nuit, repeint d'un goudron primitif tous les hommes, changeant en visionnaires les calculateurs les plus froids. Ombre qui roule autour du globe, faisant tour à tour, de chaque continent, une Afrique...

LUC DURTAIN

(*A suivre.*)

LA TURQUIE ET LES MINORITÉS

Au lendemain de la guerre mondiale, lorsque les puissances alliées s'apprêtaient à se partager les dépouilles de « l'Homme Malade », un sauveur s'offrit soudain à la Turquie terrassée, et, sous la conduite géniale de Mustapha Kémal, elle se releva avec une rapidité qui étonna le monde. Nous avons toujours éprouvé la plus vive admiration pour le grand patriote, le chef à la fois politique et militaire qui fut l'auteur de ce qu'on a pu appeler le « miracle turc », et restera une des figures les plus marquantes de l'histoire contemporaine. Mais, à la suite du bouleversement profond dont le pays renaissant allait être le théâtre, et au milieu des multiples répercussions, dont les événements tragiques de Menemen sont l'extrême prolongement, quel devait être le sort des communautés étrangères qui s'étaient établies depuis des siècles dans l'Empire Ottoman? Parmi elles figurent nos compatriotes d'Orient, car la France y a occupé, dès le début, une des premières places, non pas sous le rapport du nombre, mais par l'importance des intérêts qu'elle a conservés. Malgré notre sincère amitié pour les Turcs, dont la guerre nous avait momentanément éloignés, qu'il nous soit permis de nous inquiéter!

Le touriste qui consacre à Constantinople le temps d'une brève escale, ne se préoccupe que de chercher à travers la ville ce qu'elle lui offre encore d'exotique, et il repart, sans soupçonner le drame angoissant qui s'y déroule actuellement. Il s'agit bien d'exotisme! Rien ne déplaît aux Turcs autant que d'entendre dire combien leur pays a perdu depuis sa

modernisation! Que leur importe de ne plus alimenter de pittoresque les caméras des Américaines! La Turquie aux Turcs! telle est l'aspiration de tous les cœurs, la devise d'État qui pourrait se voir écrite sur tous les monuments publics. Il n'est pas de pays où la fièvre de nationalisme, suscitée par la guerre un peu partout, ait éclaté avec une telle violence. Mais ici, au lieu de se faire le défenseur des traditions nationales, le mouvement s'est attaché au contraire à les détruire une à une, et à leur substituer les institutions des pays mêmes dont il a voulu secouer la tutelle, à importer leurs usages et jusqu'à leur esprit. C'est ainsi que, grand admirateur de la Révolution de 1789, et résolu à en appliquer les principes chez lui, Mustapha Kémal abolit le Califat, prononça la rupture de l'État avec l'Islam, décréta l'usage des caractères latins, institua un code civil, calqué sur celui de la Suisse, réforma le calendrier, etc. Ressembler à l'Europe, tel est l'objectif d'une nation qui cherche à s'en affranchir. Seulement l'habit ne fait pas le moine. Le Ghazi savait fort bien que, pour transformer une tête, il ne suffisait pas d'en changer la coiffure. En supprimant le fez, il a voulu mettre le Turc en présence de la vie moderne, et lui dire : « Jusqu'à présent l'étranger s'est partout substitué à toi. Il a géré tes finances, construit tes chemins de fer et tes ports, extrait de ton sol le charbon et le minerai, dirigé tes administrations. Maintenant tu vas prendre sa place. » Si bien qu'en 1929 une loi fut promulguée, interdisant aux non-Turcs tous les métiers sans exception, depuis les plus relevés jusqu'à ceux de cireur de bottes et de portefaix. Et voilà comment il ne reste plus aucun médecin français exerçant à Constantinople, en dehors de deux que le Traité de Lausanne nous donne le droit de conserver à l'Hôpital Français.

Si des hauteurs de Péra nous descendons dans Galata, nous passons devant de grands « hans », c'est-à-dire des buildings, occupés par les banques, les compagnies d'assurances, de navigation, etc. Franchissant la Corne d'Or, nous apercevons du Pont de Karakeuy les quais et entrepôts des douanes, et le quartier des affaires se prolonge encore dans Stamboul jusqu'à la gare de Sirkedji, terminus du Simplon-Express. Tous ces établissements sont dus à des capitaux

européens, avec une large participation de la France. Tous ces bureaux renferment encore un personnel en partie étranger, et c'est là ce que les Turcs veulent nous enlever, — progressivement, il est vrai. Pendant des siècles ils ont été exclusivement fonctionnaires ou soldats, et, comme ils ne se sentent pas capables de remplacer les Européens en un tournemain, voici comment ils s'y préparent. Les 80 compagnies d'assurances que l'on compte à Constantinople ont été forcées de se transformer en sociétés turques, et, partant, d'adjoindre à leurs dirigeants des dirigeants indigènes, qui sont appelés à leur succéder le jour où ils se seront initiés. En effet les sociétés, quelles qu'elles soient, n'ont même plus le droit de garder des employés non-turcs en nombre limité, comme elles y étaient autorisées auparavant. Cette façon de se substituer à eux se pratiquait déjà pendant la guerre. Le directeur du Péra-Palace, qui était français, ne fut nullement molesté au début des hostilités. Les Turcs lui adjoignirent un sous-directeur autrichien, qui se mit au courant, puis ils lui mirent la main au collet, et l'expulsèrent.

Afin de faire triompher ce nationalisme intégral, tous les moyens sont envisagés, sinon déjà employés : création d'une banque d'Etat, qui prendrait la place de la Banque Ottomane, arrivant en 1935 à l'expiration de son privilège; création de banques turques qui, la crise des affaires aidant, a déjà entraîné la disparition de plusieurs banques étrangères; augmentation des droits de douane, portés jusqu'à 75 p. 100 *ad valorem* sur les articles de luxe, c'est-à-dire à des prix prohibitifs pour nos tissus, nos vins, nos parfums; obligation pour tous de ne faire usage que de la langue turque, et notamment dans toute correspondance officielle. Une lettre dont l'adresse n'aurait pas été rédigée en turc ne serait pas transmise par la poste. Avant même l'adoption des caractères latins, une banque ne devait établir aucun document autrement qu'en turc. Les étrangers apprenaient assez facilement à parler la langue, mais beaucoup plus difficilement à l'écrire et à la lire. On exigeait d'eux de savoir ce que bien des Turcs ignoraient. Les temps sont bien changés! Avant la guerre, pour entrer dans un service de l'Etat, les Turcs étaient tenus de connaître le français. A présent tous les Français doivent

savoir le turc. C'est, enfin, — éventualité beaucoup plus troublante, — la suppression dont nos écoles religieuses sont menacées, à l'expiration de leur mandat, en 1931. Jusqu'à présent les autorités soumettent à un contrôle sévère toutes les écoles étrangères, leur programme d'enseignement, le choix des livres, et usent à leur égard de peines disciplinaires, telles que la fermeture momentanée.

« La Turquie est une mosaïque mal ajustée », comme il a été dit très justement[1]. La Grande Rue de Péra, dont l'animation incessante rappelle un peu celle de nos grands boulevards, est un bon endroit pour s'en rendre compte. La diversité des types qui défilent devant nos yeux est d'autant plus frappante que Constantinople est devenu le seul refuge toléré pour les minorités non musulmanes qui se sont maintenues en Turquie. On y rencontre des spécimens de toutes les races d'Orient, depuis le Syrien et l'Égyptien en fez rouge, le Persan en fez noir, et le Kurde, jusqu'au Russe blanc, en casquette plate, et en veste de moujik, de toutes les races européennes depuis le Scandinave jusqu'au Juif d'origine espagnole. A force de vivre côte à côte, ces races se sont mélangées, et certaines familles, à la suite du mariage des enfants, finissent par réunir une telle variété de nationalités qu'on est bien embarrassé de leur en attribuer une. La société levantine est donc faite de gens d'une ascendance bigarrée, compliquée, les *tutti frutti* d'Orient, comme on pourrait les appeler. D'ailleurs la différence de religion, le fanatisme musulman interdisaient à ces familles de devenir turques. Elles formaient donc un état dans un état. Mustapha Kémal comprit le danger, et, d'après une loi mise en application en 1929, la nationalité turque est imposée aux enfants de parents étrangers, nés eux-mêmes en Turquie.

Il semblerait dès lors que le veto du nationalisme à l'égard des minorités pourrait être aisément tourné. Afin de garder les places dont ils sont chassés, ne suffirait-il pas aux intéressés de se faire naturaliser? Non pas! Si l'opposition de la religion musulmane n'existe plus, les haines séculaires, elles, ont subsisté. Haine des Arméniens : elle sommeille peut-être aussi

1. XXX, *Le Problème turc*, 1917.

vive au fond des cœurs, et si les massacres ont cessé, c'est qu'ils n'ont plus de raison de se produire. Haine des Grecs : pendant l'hiver de 1929, qui fut si rude à Constantinople, un violent incendie ravagea la quartier de Tatavla, principalement habité par les Grecs. Les bouches de la Compagnie des Eaux, couvertes par la glace, n'avaient pu être utilisées. 500 familles se trouvèrent sans abri. La presse attaqua vivement l'ambassadeur d'Angleterre, parce que l'ambassadrice s'était intéressée aux sinistrés, en allant elle-même leur distribuer des secours. Autre exemple : un professeur français au lycée Galata Seraï, ayant fait venir un élève au tableau, le pria d'écrire : « Vive la Turquie! » puis d'écrire le contraire. Si l'un avait manqué de discernement dans le choix de sa question, l'autre ne manqua pas d'esprit dans sa réponse. Il écrivit : « A bas la Grèce! » Le professeur fut conspué par toute la classe, renvoyé du lycée, et faillit même être expulsé de Turquie.

Dans la lutte qu'ils livrent aux minorités allogènes, afin d'arriver à les supplanter, c'est d'après la naissance que les Turcs reconnaissent la nationalité, et par naissance entendons la religion d'origine. N'est-ce pas étrange de la part d'un régime qui a rompu avec l'Islam, et laïcisé l'État? Nous avons encore en Turquie des sociétés dites concessionnaires, telles que la Société des Phares Ottomans, la Société des Quais de Constantinople, la Compagnie des Eaux, la Société des Routes, la Banque des Pays d'Orient, les Chemins de fer de Smyrne-Cassaba, etc. Si elles continuent leur exploitation, — la plupart à perte, au milieu des mille difficultés et tracasseries où elles se débattent, en espérant des jours meilleurs, — c'est que la concession dont elles jouissent leur avait été octroyée à l'époque des sultans pour une période de temps souvent considérable, cinquante, soixante-quinze, quatre-vingt-dix ans. Elles n'en sont pas moins obligées , en principe, d'employer un personnel exclusivement turc, source de démêlés avec les autorités, qui ne tiennent pas compte de la nationalité acquise. Quiconque n'est pas né musulman n'est pas Turc : nationalisme excessif qui a fait bien des victimes! En voici un exemple. Un Grec, dont le père s'était établi en Thrace, y était devenu à son tour un riche propriétaire terrien. Ayant

servi au Maroc dans la légion étrangère, et s'étant signalé par sa belle conduite, il obtint, un an avant la guerre, la naturalisation française. En 1924, il fut arbitrairement expulsé de Turquie par la police, et dépossédé de tous ses biens. Le consul de France à Constantinople intervint sans résultat. Les Turcs refusèrent de reconnaître la nationalité de ce Français, qui, d'après leur conception, restait sujet grec-ottoman, et par conséquent échangeable. Mais la Commission d'Échange se déclara incompétente, la délégation grecque ne le considérant pas comme tel, puisqu'il s'agissait d'un citoyen français. L'affaire n'était pas non plus du ressort du Tribunal Arbitral Mixte, réservé aux ressortissants des puissances alliées, poursuivant le gouvernement turc. Il ne restait plus que la Commission d'Évaluation, chargée d'indemniser les sinistrés d'Orient. Mais les dommages, survenus après la mise en vigueur de Traité de Lausanne, n'étaient pas de sa compétence. Voilà donc un homme qui fut réduit à une ruine complète par le conflit de deux législations discordantes.

***

Comment s'expliquer un semblable nationalisme et la forme intensive qu'il prit dès la naissance du nouveau régime? Si nous nous reportons à la Turquie d'avant-guerre, aux privilèges exceptionnels que nous donnaient les capitulations, nous en découvrirons aisément l'origine. Exemption de tout impôt, immunité absolue de la personne, nos marchandises soumises à des droits d'entrée insignifiants. Nous avions nos tribunaux consulaires et jusqu'à notre poste. Nous installions nos entreprises comme en pays conquis. Bref nous étions comme chez nous. Dans cet Éden la vie était pour rien, les gains faciles et plantureux. Les Turcs, habitués à être traités un peu en esclaves sous les sultans, nous parlaient le nez au sol, et nous baisaient les pieds. Tous ceux qui ont connu cette époque brillante en ont gardé un souvenir ému et parlent de Constantinople comme d'un paradis perdu : éclat de la cour, des selamliks, des réceptions et des fêtes, animation et prospérité de la ville.

Mais les Turcs étaient-ils contents? On peut s'en faire une

idée d'après le langage que tient l'un d'eux à un Français dans *l'Homme qui assassina* : « Entre la Banque Ottomane et la Dette Publique la Corne d'Or est étouffée. Pensez à cela, quand vous entendrez dire que la Turquie se meurt. » Se réservant rigoureusement l'armée et les fonctions publiques, ils abandonnaient le commerce aux chrétiens et aux juifs, ce qui permit à ceux-ci de s'enrichir, pendant qu'ils restaient pauvres. Naïfs et primitifs, ils se laissaient tromper facilement, et les minorités profitaient le plus qu'elles pouvaient de la situation, exploitaient leur faiblesse, leurs besoins d'argent, ou abusaient de leur confiance. Faut-il citer l'exemple du fameux chemin de fer de Roumélie, dont le constructeur, ayant obtenu la garantie kilométrique, multiplia les détours à plaisir, — l'exemple d'une maison qui, étant chargée de réparer le Vieux-Pont de la Corne d'Or, et payée d'après le nombre de rivets posés, en couvrit complètement les pontons sur lesquels il est bâti?

Parmi les races qui vivaient en contact avec les Turcs, et se jalousaient entre elles, c'était incontestablement l'Arménien qui déployait le plus d'ardeur et de savoir-faire à les exploiter. Afin d'illustrer cette supériorité dans l'astuce, devenue légendaire, citons l'histoire du Juif, du Grec et de l'Arménien, trois cambrioleurs associés, à qui l'on prête les propos suivants : « Comme je regrette de ne pas m'être emparé de ce beau diamant! s'écrie le juif. — C'est moi qui l'ai! avoue le Grec. — Vous l'avez eu! » termine l'Arménien, en tirant l'objet de sa poche. Ignorant, imprévoyant et paresseux, le Turc était en présence de l'Arménien, industrieux, habile dans tous les métiers, et plein d'expédients. Acculé par le besoin, il se jetait dans ses bras, et devait emprunter à des taux exorbitants, jusqu'à 200 p. 100. Le jour où il était ruiné, la rage le prenait subitement, et il massacrait : c'était sa façon de se défendre.

Dès le début de la guerre, le Comité Union et Progrès, irrité par les capitulations, manifesta contre nous. Une foule en furie envahit, saccagea la salle des Petits Champs, le principal music-hall de Constantinople, dirigé par un Français : première explosion du nationalisme actuel, d'autant plus violente qu'elle succédait à un mécontentement longtemps contenu.

Déjà chancelante était notre popularité, grâce à une diplomatie maladroite, qui avait laissé glisser du côté de l'Allemagne un peuple avec lequel nous sympathisions, et dont nous aurions dû rester l'allié.

Mais, sans remonter si haut, il serait difficile de parler de l'occupation de Constantinople avec beaucoup d'indulgence pour les alliés. Ce fut une période de désordres et d'abus, jusqu'à un certain point inévitable, il est vrai, au lendemain d'une secousse comme la guerre. Les Anglais, qui avaient en main le contrôle interallié, laissaient tout faire, vols, meurtres, enlèvements. Les rues étaient des coupe-gorge après la tombée de la nuit. La police s'achetait. Le bakchiche avait retrouvé tout son ancien prestige. Les Turcs purent se demander ce que les vainqueurs leur reprochaient, eux qui, sous leurs yeux mêmes, faisaient encore pire. Mais ils n'en menaient pas large et n'avaient rien à dire. Ils assistèrent impassibles à la joie des Grecs, qui, dès l'arrivée des alliés, avaient placé aux devantures des magasins le portrait de Venizelos, comptant bien recevoir Constantinople en récompense de leur appui. Plus tard, en 1921, ils les virent pleins d'enthousiasme, à la suite de leurs victoires d'Anatolie, attendre l'entrée du roi Constantin dans la ville convoitée.

Les gros appétits d'avant-guerre avaient reparu. Les intérêts particuliers ayant beaucoup souffert, les dommages étaient considérables, et le moment était venu de présenter la note à la Turquie. Des commissions d'experts parcoururent le pays, pour faire l'inventaire des pertes, et elles enregistraient, sans les contrôler, les déclarations des intéressés. Ceux-ci gonflaient à plaisir les quantités et forçaient les prix. Les chiffres importaient peu : « Les Turcs paieront, » disait-on couramment, tout comme on disait en France à pareille époque : « L'Allemagne paiera ». Déclarations sans fondement, quand le déclarant n'était pas de bonne foi : la plupart réclamaient bien plus qu'ils n'avaient perdu. On allait jusqu'à 400 p. 100 dans l'exagération. Voler le gouvernement n'était pas voler. Un petit fabricant de robinets avait l'audace de présenter une liste si longue de machines que, toutes dimensions additionnées, le Grand Palais eût été trop petit pour les contenir. Un marchand ambulant,

dont les friandises tenaient toutes sur un plateau, réclamait un magasin complet d'épicerie. Un armurier de village avait perdu de quoi pourvoir de fusils et de cartouches une armée entière. Les plus effrontés présentaient des pièces truquées, antidatées, des livres de comptabilité fabriqués pour la circonstance, des certificats de faux témoins. Le bakchiche obtenait tout, arrivait à tout prouver. Aucun camouflage, tour de passe-passe, aucune fraude qui ne fût imaginée. Un industriel, qui avait retrouvé son usine en mauvais état, obtint des locaux dans l'arsenal de Top-Hané, et, afin de se remettre plus vite au travail, les fit aménager par ses propres ouvriers. Il en profita pour construire un faux plancher sous lequel il dissimula tout le matériel turc qui lui tomba sous la main, escamotage comme on en voit dans les féeries du Châtelet. Au début de l'occupation, les Alliés réquisitionnèrent des matières premières, des machines de premier ordre et toutes neuves, que les Allemands avaient abandonnées dans leur fuite précipitée. Les plus hardis se les firent attribuer à titre d'acompte, mais ils eurent soin de les faire disparaître, quand il fut question du règlement de leurs dommages. Des hangars, des ateliers, des pontons se construisaient sur la Corne d'Or avec des matériaux dérobés aux Turcs. Le désarroi des vaincus était largement mis à profit. Les autorités italiennes notamment élevaient très haut le ton, et se montraient fort exigeantes.

A côté de gens tout à fait dignes d'intérêt, il y avait des chevaliers d'industrie, comme on n'en aurait vu nulle part ailleurs, types de forbans d'une grandeur balzacienne. L'un d'eux avait exploité avant la guerre une mine de charbon sur la mer Noire, bien que n'ayant payé aux propriétaires turcs qu'une minime partie du prix d'achat. Ses puissants appuis politiques lui valurent d'être remis en possession de la mine par le corps d'occupation. Un bataillon d'infanterie, cantonné dans les parages, fut mobilisé pour cela. Mais au bout d'un an le bandit fut délogé par les troupes kémalistes. Voulant profiter encore de son retour en Turquie, et s'aidant de faux gendarmes, il organisa le pillage du champ de bataille des Dardanelles, et fut arrêté par la marine française, au moment où tout son butin, vendu à des pirates grecs, et

chargé sur leurs voiliers, était prêt à partir. Traduit devant le conseil de guerre, il fut condamné à dix ans de travaux forcés.

Contrairement aux prévisions, les Alliés furent chargés de régler eux-mêmes les dommages de la guerre, si bien que toutes les folles demandes des réclamants furent sévèrement passées au crible. En effet à Lausanne, en 1923, Izmet Pacha, plutôt que de laisser ce soin à son pays, trouva préférable d'abandonner aux Alliés des lingots d'or saisis, à la fin de la guerre, à Berlin et à Vienne. Ces lingots, qui représentaient une valeur de 5 millions de livres turques or, soit 550 millions de francs environ, avaient été remis à l'Allemagne et à l'Autriche, comme garantie d'emprunts contractés par la Turquie en 1917. Les Turcs, risquant fort d'être de nouveau roulés, suivant la tradition, se montrèrent fort avisés en versant une somme forfaitaire, et en laissant les Alliés se débrouiller avec ces quémandeurs sans scrupule. Cette somme était loin de répondre à l'importance des dommages, qui s'élevaient à deux milliards environ, rien que pour les Français. Mais, après les leçons du passé, il était prudent de l'accepter : mieux valait tenir que courir.

Jointes aux victoires remportées sur les Grecs en 1922 et au triomphe de la révolution kémaliste, les rancunes qui avaient couvé si longtemps rendaient fatal le nationalisme actuel, et nous l'expliquent clairement. Pressés de réagir contre les anciennes pratiques, les Turcs allèrent tout de suite à l'extrême opposé, en éliminant certaines minorités non-musulmanes. D'après les clauses humiliantes du traité de Sèvres, acceptées par le pusillanime Mehmed Vahideddine, le dernier sultan, les Grecs s'attendaient à se voir attribuer non seulement Constantinople, mais la Thrace et les côtes d'Asie Mineure. Ils furent les premiers chassés, se hâtant, dans la débâcle qui suivit leur défaite, de vendre à vil prix leurs champs, leurs vignes, leurs oliviers à des voisins peu préparés à ce genre de culture. La Commission Mixte d'Échange des populations gréco-turques, chargée de donner aux transfuges l'équivalent des biens qu'ils avaient laissés derrière eux, acheva de libérer le territoire de leur présence.

Sur 1 900 000 Grecs, fixés en Turquie, il n'en resta plus que 100 000, reconnus non échangeables, avec l'obligation de ne pas sortir de Constantinople, suivant les dispositions du Traité de Lausanne. D'autre part les Arméniens épargnés par les massacres de 1915, qui avaient dépassé en horreur tous les précédents, s'étaient sauvés un peu partout, en Syrie, en Grèce et jusqu'en Amérique. La Thrace et l'Anatolie s'étaient complètement vidées. Il en resta pourtant 90 000 à Constantinople. Enfin beaucoup de Français, ruinés par la guerre ou découragés par les difficultés grandissantes de la vie, n'attendirent pas, pour quitter le pays, les mesures d'exclusion actuelles. Ceux qui restaient, fort impatients de partir aussi, n'étaient retenus que par le règlement de leurs dommages de guerre, la vente d'un commerce, d'un immeuble, d'une terre, dont l'occasion ne s'était pas encore présentée.

Le fonds de réparation mis à la disposition de la Commission d'Evaluation ne répondant pas à l'importance des dommages subis, les indemnités versées n'en couvrirent qu'un peu plus de la moitié. Certains d'entre eux, dits *indirects*, furent même complètement écartés, d'autres imparfaitement compensés. Par exemple un bateau, réquisitionné et coulé, n'était remboursé qu'à sa valeur en 1914, et naturellement le propriétaire ne recevait pas de quoi le remplacer après la guerre. Il y eut des ruines déchirantes, des situations tragiques, des morts causées par le désespoir.

***

Les Turcs ont-ils su remplir les vides qui se sont formés? Pleins d'assurance, ne doutant de rien, ils répondraient tous sans hésiter qu'ils sont capables de faire ce que faisaient les minorités. Mais quelle est l'opinion des milieux qui vivent en contact avec eux? Les mesures prises en leur faveur ne manquèrent pas d'être sévèrement critiquées. On se montre généralement sceptique sur la valeur des services qu'ils peuvent rendre comme employés. C'est à contre-cœur que le directeur d'une société concessionnaire se soumet à l'obligation de faire appel à eux, surtout dans les hauts postes. Si d'une part il déplore de ne pouvoir donner la préférence à ses com-

patriotes, à cause de leurs plus grandes capacités, il doit d'autre part subir la surveillance tracassière d'un inspecteur turc, qui, lui, sera toujours porté à prendre la défense du personnel indigène, même quand celui-ci est en défaut.

J'ai eu l'occasion de questionner le propriétaire d'une ferme de grande importance, comme il y en avait avant la guerre dans la région d'Andrinople : « Pourquoi n'avez-vous pas repris votre exploitation? — Il n'y a plus d'ouvriers. Autrefois j'employais des Grecs, des Russes, des Arméniens. — Et les Turcs? — Ils ne savent pas travailler. » Et il me confia qu'il avait l'intention de quitter la Turquie, dès qu'il aurait trouvé à vendre ses terres. A Zongouldak, sur le littoral de la mer Noire, il y a du charbon d'excellente qualité. Un Français exploitait là des mines qu'il avait prises à bail. Lorsque la guerre éclata, il fut dépossédé par les propriétaires turcs, qui étaient soutenus par les autorités. A l'armistice, elles lui furent restituées, mais il trouva les galeries éboulées, inondées, par suite d'une exploitation défectueuse : « Ces gens n'y connaissent rien! » disait-il. Après avoir acheté et remis en état ces mines, reconstitué le matériel dispersé, il fut de nouveau chassé par les kémalistes. Il obtint ensuite gain de cause devant le tribunal arbitral, mais, la sentence restant inexécutée, il ne rentra pas en possession de son bien, et les dégâts, causés par les Turcs, allèrent en s'accentuant chaque jour. La Société d'Héraclée, grâce à tous ses efforts, réussit à conserver la direction de ses mines pendant la guerre. Elle pressentait en effet quel désastre entraînerait pour elle une direction turque.

Je ne m'attendais pas assurément à entendre louer les Turcs dans les milieux qui sont les premiers à souffrir des perturbations présentes. Mais devais-je penser avec les mécontents que la Turquie va droit à la faillite? Les constatations, il est vrai, que l'on recueille soi-même, en parcourant le pays, ne portent guère à l'optimisme. La désolation, les ravages de la guerre, tel est le spectacle qu'il nous offre à l'arrivée. Sedd' ul Bahr, Tchanak, Gallipoli, villages qui furent si florissants et ne sont plus que façades chancelantes, masquant des bâtiments en ruines, rives primitivement

couvertes de vignes et d'oliviers, et aujourd'hui de tombes à l'infini, coques de navires émergeant de l'eau dans la position tragique où le combat les a laissées, nous franchissons les Dardanelles avec un serrement de cœur!

Smyrne ne nous donne pas une impression moins émouvante. Vue à distance au fond de l'admirable baie dont elle couvre les flancs, comme elle paraît belle et séduisante! Mais comme elle fend l'âme, lorsque nous approchons et commençons à distinguer, le long de son interminable quai, les murs croulants de ses palais de marbre, de 40 000 foyers détruits, vestiges de l'incendie allumé par les Turcs en 1922, lors de la guerre avec les Grecs. L'arrivée par le train est aussi décevante. Dans les Balkans, d'un bout à l'autre du trajet, nous avons eu sous les yeux la fertilité, et, après la frontière turque, ce ne sont plus que des terres incultes! Des terres incultes, voilà aussi ce que nous ne cessons pas d'apercevoir dans les plaines d'Anatolie, entre Stamboul et Angora, pendant quinze heures de chemin de fer. En Thrace, sur les côtes d'Asie Mineure, les villages n'ont pas repris leur animation d'autrefois. Le commerce reste stagnant. Les Turcs, rapatriés de Grèce, n'ont pas comblé les vides laissés par les Grecs, les uns au nombre de 400 000 seulement et les autres d'un million, non compris ceux qui avaient émigré avant l'échange. Brousse était dans le temps un marché de cocons très florissant, et un centre français de filatures de soie. Avant de s'enfuir, les Grecs ont incendié le quartier qu'ils habitaient. Ce quartier est toujours en ruines. Le commerce de la soie dépérit. Il ne se fait que le quart des affaires qui se traitaient avant la guerre. Les Français vendent leurs filatures. Samsoun, Trébizonde, Kerassunde, tous les ports de mer Noire, auparavant si prospères, souffrent du même marasme que Constantinople. A Erzeroum, ville où se trouvait une riche population arménienne, et qui fut le théâtre d'horribles massacres, les quartiers chrétiens sont restés un amas de décombres, et combien d'autres villes et villages d'Anatolie! Dans nos régions libérées presque toutes les localités se sont reconstituées, et n'offrent plus aucune trace de la guerre. En Turquie, son image s'est maintenue vivante.

Nous trouvons d'habitude autour des grandes villes une

banlieue industrieuse et fertile. Mais quelle aridité sur les rives du Bosphore, dans ce cadre splendide! « Ah! si ces terres étaient entre les mains de paysans de Toscane, comme elles changeraient vite d'aspect! » me disait un fasciste italien, en compagnie de qui je faisais route vers Thérapia. L'industrie ne se porte pas mieux que l'agriculture. Sur le Bosphore il y a également des usines abandonnées, avec du matériel rongé par la rouille, les murs écroulés n'abritant plus ce qui en subsiste.

Pourquoi les Turcs n'ont-ils pas relevé et remis en marche les filatures, les tuileries, les verreries, les mines, les fermes, les magnaneries, toutes les entreprises créées par les Européens chassés par la guerre, ou découragés depuis lors? Le manque de capitaux ou de crédit y a contribué, mais n'en est pas la raison principale. Pourquoi Constantinople dépérit-elle de jour en jour? Bien que n'étant plus la capitale, elle restera toujours, par sa situation géographique, le grand port turc et le centre des affaires. Pourquoi son activité du passé a-t-elle émigré ailleurs, en se répartissant entre Salonique, le Pirée, et Beyrouth? C'est que la Turquie nouvelle, au moment où elle s'édifia sur les cendres de l'Empire Ottoman, n'était pas prête à remplir l'immense tâche qu'elle a depuis lors entreprise. Voilà ce que Mustapha Kémal a merveilleusement compris, ce qui l'a guidé de réforme en réforme. Cet homme prodigieux a saisi, avec la clairvoyance d'un prophète, tous les besoins de son peuple. Il s'agissait d'abord de faire sortir le cerveau turc de la léthargie où il avait végété pendant des siècles, et de le développer. Le trait suivant montre ce qu'il était. Dans ses mémoires, le baron de Tott raconte qu'il avait été prié par le gouvernement de donner quelques notions de géométrie à de jeunes officiers. Il leur expliqua un jour que la somme des trois angles d'un triangle est égale à deux angles droits. Les officiers arrivèrent bien à saisir la démonstration dans le cas particulier, pris comme exemple. Mais, ne pouvant admettre qu'elle s'appliquât à tous les autres cas, ils demandèrent à en délibérer entre eux.

***

Pour commencer, c'était donc une œuvre éducative qui s'imposait. La langue turque n'étant écrite que par une faible minorité, le nombre des illettrés était considérable. Dans les écoles coraniques les enfants ne recevaient qu'un enseignement oral, et purement religieux. C'est la France qui combla cette lacune, en fondant en Turquie l'instruction publique avec ses écoles religieuses, et ses établissements laïques, tels que le grand Lycée Galata Seraï, conçu sur le modèle des nôtres, l'École de Médecine de Beyrouth, la Faculté de Droit de Stamboul, etc. La langue française, en se répandant, remplit donc une mission civilisatrice dans un pays qui était resté en pleine barbarie. La réforme du fez, symbolique en soi, marqua la rupture avec l'Islam, qui fut d'une portée considérable. Elle était inévitable avec le nouveau régime. La loi de Mahomet, dépassant les limites du domaine religieux, et réglementant les actes de la vie privée jusqu'aux rapports des individus entre eux, paralysait la vie de ce peuple avec un fatras de vieilles formules surannées. Du moment qu'elle disparaissait, il fallait non seulement instituer un code civil, mais laïciser l'école, et la rendre obligatoire. C'est en mars 1924 que cette réforme fut accomplie. Les écoles musulmanes furent remplacées par des écoles primaires de l'État. Évidemment, rompre avec l'Islam, renier la religion traditionnelle, comportait un danger. N'allait-on pas affaiblir le sens moral, livrer l'individu à ses instincts, à ses passions, enfin lui enlever tout idéal? La Turquie devait pourtant y gagner largement en trouvant un autre soutien dans le sentiment de son indépendance, un autre idéal dans le culte de la patrie.

Mais, pour que le turc réussît à devenir la langue nationale, et à jouer le rôle que le français s'était assigné auparavant, il était nécessaire de le simplifier par l'adoption des caractères latins, afin de le mettre à la portée de tous. L'instruction des enfants, devenant plus rapide, y gagnait deux ans. Par contre, l'abolition de l'écriture arabe bouleversait les habitudes des adultes, qui, à moins de s'initier aux nouveaux caractères, ne pouvaient plus lire les journaux, les lettres qu'elles recevaient, y répondre, rédiger une adresse

Mais la réforme était surtout destinée aux générations se trouvant encore sur les bancs de l'école. C'est sur celles-ci que le réformateur compte le plus pour développer la Turquie. Ses innovations, la dernière et les autres, telles que l'adoption du système métrique, du calendrier grégorien, de la division de la journée en vingt-quatre heures, la fixation du repos hebdomadaire le dimanche au lieu du vendredi, visaient toutes à européaniser le pays, non pas par esprit d'imitation, mais avec l'idée de l'engager dans la voie du progrès, et de le rendre ainsi capable de lutter contre l'Europe.

Voici donc les Turcs munis d'armes puissantes. Quel profit en ont-ils tiré? Stimulée par les facilités qui s'offrent à elle, la jeunesse devrait, croirait-on, rivaliser d'activité et d'ardeur au travail, et l'on est un peu surpris de rencontrer autant de jeunes gens oisifs dans la classe aisée. Beaucoup d'entre eux n'ont aucune occupation, ou bien en ont une vraiment inférieure à leur condition. Ils cultivent les sports, le tennis, la natation, le yachting, ce dernier très en faveur. Cette oisiveté, qui, le plus souvent, n'est pas voulue, les conduit parfois à la neurasthénie aiguë, et peut-être explique-t-elle en partie pourquoi le nombre des suicides a augmenté ces dernières années. L'instruction qu'ils recevaient autrefois ne les préparait qu'à devenir officiers ou fonctionnaires. Mais la Turquie, ayant perdu la Syrie, la Palestine, la Macédoine, soit la majeure partie des anciens territoires ottomans, les débouchés qu'ils trouvaient dans les services de l'Etat se sont beaucoup réduits, alors que, par contre, ils ne sont pas encore capables d'affronter d'autres carrières avec succès. Au sortir du lycée, ils ont bien la ressource de continuer leurs études dans les universités d'Europe. Certains suivent chez nous les cours de la Faculté de Droit, de l'Ecole des Sciences Politiques. Pourtant leur nombre est trop réduit pour changer le niveau général. A part l'Université de Droit de Stamboul, et celle d'Angora, de création récente, il n'existe pas en Turquie de grandes écoles comme les nôtres. Le gouvernement songe à créer une école polytechnique. Mais en attendant que l'ensemble des projets à l'étude soit réalisé, la jeunesse se trouve désemparée. Elle traverse une période de flottement et de déséquilibre, qu'il était difficile d'éviter.

Il y a toujours eu fort peu d'industrie nationale, presque rien en dehors des entreprises étrangères. Le « Gaz de Constantinople » montre ce que pouvait être une entreprise turque. Primitivement il était réservé aux sultans, et, le croirait-on, l'usine, les gazomètres furent bâtis contre le beau palais de Dolma-Baghtché, leur résidence d'été, situé sur le Bosphore, dans le site le plus admirable qui soit. Il fut ensuite employé à l'éclairage de la ville, ce qui nécessita la construction de 80 kilomètres de canalisations. Mais, — singulière idée, — c'est au corps d'artillerie que le travail fut confié. Sans doute les artilleurs comprirent-ils qu'ils n'avaient pas la compétence voulue, car le service fut transmis à la Préfecture, et ne fonctionna guère mieux. Enfin, la veille de la guerre, une société française en obtint la concession. Jusqu'à la fin des hostilités, faute de charbon, la ville fut privée de gaz. La société fut ensuite forcée de reconstruire toutes les canalisations, leur mauvais état étant dû à la gestion défectueuse qui avait précédé la sienne.

Il faut que la Turquie forme chez elle des ingénieurs, des chefs d'industrie, des commerçants, des spécialistes de toutes catégories, qu'elle construise des usines, des chemins de fer, des routes, des ponts, des canaux, enfin qu'elle utilise un plus grand nombre de terres cultivables.

En effet l'agriculture a toujours été aussi peu développée que l'industrie, malgré la fertilité du sol. La région de Samsoun se prête particulièrement à la culture du tabac, celle d'Adana produit surtout le coton, les côtes d'Asie Mineure le pavot. Smyrne et Brousse sont réputés pour leur raisin, Trébizonde pour ses noisettes, qui faisaient l'objet d'un commerce important d'exportation. Enfin les chênes d'Asie Mineure, avant le déboisement opéré pendant la guerre, donnaient, en fortes quantités, la valonée, utilisée dans la tannerie. 80 p. 100 de la production mondiale venaient de Turquie. Pourtant, jusqu'à la guerre, sur 40 p. 100 de terres cultivables, 13 p. 100 seulement étaient cultivées, proportion qui a encore diminué. Car l'agriculture souffrait à tout point de vue. Manque de bras : la population s'élevait à 14 millions en 1927, soit 18 habitants par kilomètre carré, ce qui résulte du vide absolu par endroits. Manque d'organisation, manque

d'expérience, emploi des procédés les plus arriérés : la terre, labourée avec une charrue munie d'un soc de silex, le blé, battu au fléau, le grain, moulu entre deux pierres. Ce n'est qu'à la veille de la guerre que les machines agricoles avaient commencé à se répandre dans les vilayets de Smyrne et d'Adana. Manque de moyens de communication : les transports se faisaient à dos d'âne. Il était donc urgent de créer à travers l'Anatolie un réseau de lignes de chemin de fer, reliant la capitale aux localités les plus importantes et aux différents ports de la mer Noire. Ce réseau est actuellement en construction. Manque de confiance, manque de crédit. Depuis le commencement du siècle, la Turquie a été bouleversée successivement par la guerre de Tripolitaine, la guerre balkanique, la guerre générale, et enfin la guerre gréco-turque. Le pauvre paysan de Thrace ou d'Anatolie, isolé du reste du monde, ne sachant ni lire ni écrire, végétant dans son ignorance et ses superstitions, plongé dans la crainte du lendemain, découragé chaque fois qu'une nouvelle guerre dévastait sa terre, ne cultivait que juste pour subvenir à ses propres besoins.

***

Le peuple turc a-t-il beaucoup changé jusqu'à présent? Certes, il serait surprenant qu'il se fût déjà complètement affranchi des traditions séculaires où il a été élevé. L'affaire de Ménemen vient de le démontrer. La révolution s'est faite sans transition, sans étape. Les réformes se sont succédé comme autant de commandements militaires et le passage a été trop brusque des anciennes formes de civilisation aux nouvelles. Certains traits de race, qui reparaissent dans un simple geste, une attitude, semblent indiquer que la transformation est très incomplète. Comme au temps de Loti, on voit toujours, accoudés aux tables des cafés de Stamboul, des fumeurs de narghileh, les jambes repliées au-dessous d'eux « à la turque », le regard perdu dans je ne sais quelle rêverie silencieuse, — les mêmes, dirait-on, sauf qu'ils ne portent plus le fez. Autre vestige du passé, celui-ci très caractéristique, la soumission absolue d'un peuple qui n'est pas encore mûr pour la liberté, et, assujetti hier à un régime despotique,

a simplement changé de maître. Jusqu'à quel point le titre de république convient-il à un régime qui, en fait, est une dictature plus draconienne que le fascisme italien lui-même? Le Ghazi est resté au pouvoir ce qu'il avait été sur les champs de bataille d'Anatolie : un chef militaire. Ses actes politiques sont des ordres qui sont exécutés mécaniquement, comme par une armée. Vestige du passé, la peur encore si répandue de parler, d'être espionné, le soin que l'on met à peser ses paroles, de crainte de se nuire, le silence que l'on observe sur les questions politiques, terrain où il est fort dangereux de s'avanturer, et surtout d'agir : les mesures de répression sont terribles.

Le 28 octobre 1927, — date mémorable dans les annales de la Turquie, — eut lieu le premier recensement de la population. Si considérable était le nombre des illettrés, incapables de remplir un questionnaire, que l'on dut, de peur de compromettre l'opération, défendre aux gens de sortir, sous peine de forte amende. La population se montra d'autant plus obéissante que le coup de canon libérateur, qui était attendu au milieu de l'après-midi, ne fut tiré qu'à dix heures du soir. La même année, il plut au chef de l'État de supprimer le port de la barbe dans les administrations publiques. Les journaux ne l'eurent pas plus tôt annoncé, que, sans attendre la notification officielle du décret, le personnel des bureaux se précipita chez les barbiers, et toutes les belles barbes turques, qui n'avaient jamais été coupées, tombèrent sous les ciseaux. Cependant cet esprit de servitude diffère totalement de celui d'autrefois, en ce qu'il est volontaire et spontané, si profondes sont la vénération et la reconnaissance de ce peuple pour l'homme qui lui a donné l'indépendance.

Enfin est-il possible de passer sous silence une pratique qui n'a pas disparu : le bakchiche? Les fonctionnaires, bien que d'une probité et d'un dévouement parfaits, étaient trop mal payés, — quand toutefois ils l'étaient, — pour vivre de leur traitement. Tous, depuis le plus petit employé jusqu'aux ministres, tiraient profit de leurs fonctions. Le bakchiche était donc admis, consacré, pratiqué ouvertement, et cela n'a pas changé, tradition essentiellement orientale, virus invétéré qu'il sera fort difficile d'extirper.

Comment donc juger de l'avenir d'une nation qui est encore si près du passé qu'elle a renié? Il serait téméraire de rien affirmer et de donner autre chose que des prévisions, d'après les apparences, qui sont, il est vrai, plutôt favorables et encourageantes. On dit couramment que les Turcs sont paresseux. Pourtant où existe-t-il des hommes capables d'un effort aussi considérable et prolongé? Le portefaix est une des curiosités de la rue qui nous frappent le plus à Constantinople. Il soulève des poids écrasants, fait un déménagement complet, transportera un piano, à lui seul. L'endurance du soldat est légendaire. Le Turc n'a pas l'indolence du Slave, de l'Hindou, de l'Annamite, et, sous ce rapport, il se distingue nettement des races asiatiques. La journée de l'ouvrier est plus longue qu'en Europe. Dans les bazars on voit parfois tourneurs, chaudronniers, ferblantiers travailler avec ardeur jusqu'à une heure avancée de la nuit. Les magasins ferment également bien plus tard que chez nous.

Au fond le Turc n'aime pas se presser, et il n'a pas la moindre conscience du temps. Jusqu'à l'adoption de la division du jour en vingt-quatre heures, l'usage des montres et des pendules était inconnu, contraire même à l'esprit du Coran, toutes les actions étant réglées par la marche du soleil : « La hâte est du diable, la patience est de Dieu », dit un proverbe du pays. Et voilà pourquoi le Turc travaille si lentement. Mais, en acquérant la notion de l'heure, il prendra forcément petit à petit des habitudes de rapidité. Sa lenteur s'explique aussi par son inexpérience, et son manque d'habileté professionnelle. En dehors des productions de l'art, sa fabrication est gauche et grossière. Il fait tout à la main, et, la Chine exceptée, il n'est pas de pays où le travail manuel se paie moins cher, parce que la machine y est inconnue, — elle commence à peine à se répandre, — et que les habitudes sont restées très primitives. Nous sommes ici à l'antipode des États-Unis, où la machine a remplacé l'homme partout où cela est possible.

Ce qui manque aux Turcs, ce n'est pas l'aptitude, mais l'expérience. Intelligents, ils sont restés arriérés parce qu'ignorants, et avec cette ignorance peut disparaître ce qui a été pris pour de la paresse. Ils ont eu des hommes d'État et

surtout des diplomates de premier ordre. Izmet Pacha, par les succès inespérés qu'il a remportés à Lausanne, où il avait à défendre une nation vaincue, a montré aux alliés la mesure de son habileté diplomatique. Pourquoi n'apprendraient-ils pas à présent à diriger une banque, une maison de commerce, à exploiter une mine, une usine, une ferme, et ne se distingueraient-ils pas là où ils ne se sont jamais essayés? Mais il faut pour cela qu'après avoir été des dirigés parfaits, ils deviennent de parfaits dirigeants, qu'ils acquièrent le sens des responsabilités, l'esprit d'entreprise, fassent preuve d'énergie et de caractère. Ce ne serait pas le premier peuple qui, tout en gardant ce qu'il y a d'indestructible dans une race, changerait d'orientation, et ferait peau neuve. En quoi les Italiens d'aujourd'hui ressemblent-ils à ceux de la Renaissance? Le temps des grands peintres est passé chez eux. Ils se consacrent aux affaires. Plus récemment le Japon a fourni l'exemple d'une nation asiatique, qui, en se pénétrant des méthodes et des idées occidentales, s'est développée au point d'atteindre le rang d'une grande puissance.

***

La Turquie possède un homme capable de la conduire dans la même voie, un novateur qui, sacrifiant tout au résultat suprême, n'a pas craint de sabrer les croyances et les traditions caduques de son temps avec la hardiesse d'un Pierre le Grand. Les deux figures se ressemblent singulièrement. Mais l'animateur ne suffit pas : il faut qu'il soit suivi, que l'élan vienne non seulement de lui, mais de la nation entière. Celle-ci a donc ses destinées entre ses mains. Tout dépendra de son énergie, et de la persévérance de ses efforts. Ce n'est qu'à cette condition qu'il y aura lieu d'avoir confiance dans son avenir. Mais soyons patients en même temps qu'attentifs, car ce serait se bercer d'illusions que de s'attendre à une rénovation très rapide : « Les Turcs sont résolus à regagner en quelques années les siècles que leurs pères ont perdus. » Il ne faudrait pas prendre à la lettre ces paroles du Ghazi, dictées par l'enthousiasme qui l'anime. Il ne suffit pas d'avoir importé d'Europe des éléments de progrès, il faut que le corps

social ait le temps de s'assimiler cette nourriture. Il ne suffit pas de fonder des écoles et des instituts, il faut qu'à leur tour ceux-ci forment des hommes. L'œuvre est considérable et de longue haleine.

Ne craignons pas non plus de dire qu'elle est aventureuse et pleine d'aléas. Après s'être laissés envahir, à l'époque des capitulations, les Turcs se sont trop hâtés de chasser la grande masse des minorités non-musulmanes, sans attendre d'être capables de la remplacer. C'est ainsi que l'industrie du tapis, si florissante en Anatolie, a périclité du jour où les Arméniens, qu'elle employait principalement, ont dû partir, et ce sont les pays, tels que la Grèce, où elle s'est transportée, qui en ont bénéficié. Lors de la construction d'Angora, le gouvernement républicain dut renoncer à employer des ouvriers turcs, tout comme le gouvernement impérial avait dû se résoudre à céder la concession du gaz à une société française. A présent voici que la Turquie pousse son nationalisme jusqu'à vouloir priver tous les non-musulmans de leurs moyens de subsistance. Après avoir abandonné chemins de fer, mines, électricité, eaux, quais, tramways, aux minorités, elle ferme sa porte à leurs capitaux, en leur faisant des conditions prohibitives. L'exemple suivant en donnera une idée. Une société anglo-américaine devait récemment se former pour faire des recherches de minerai. Or, les autorités prétendirent lui imposer 7 administrateurs indigènes, dont les appointements seraient fixés, une fois pour toutes, par la chambre de commerce locale, que les recherches aboutissent ou non.

L'argent manque à la Turquie, et pourtant, dans un sentiment d'indépendance, qui est d'ailleurs tout à son honneur, elle tient à se suffire à elle-même. Depuis la guerre elle s'est interdit tout emprunt extérieur, et, pour subvenir à des besoins qui s'accumulaient de jour en jour, elle s'est rejetée sur les monopoles d'État : sel, tabac, papier à cigarettes, allumettes, sucre, spiritueux, pétrole, essence, poudres. Bref, en toute chose, elle est allée trop brusquement d'un extrême à l'autre, au lieu de rester dans un juste milieu, comme il eût été plus avisé de sa part. Mais son nationalisme, né à la suite de si vives rancunes, était un mouvement de revanche trop impulsif pour être raisonné. D'ailleurs, au point de vue écono-

mique, les circonstances difficiles que traversent ses budgets l'ont contrainte à entrer dans la voie de la modération. Pour se créer des ressources, elle a cédé le monopole des allumettes à une société américaine, ce qui est une façon détournée de contracter un emprunt, et le désir qu'elle nourrit d'entrer dans la Société des Nations indique qu'elle cherche à se rapprocher de l'Europe, afin de trouver chez elle des appuis non seulement politiques, mais financiers. Elle a tout intérêt également à rendre moins rigoureuses les conditions qu'elle impose aux capitaux qui sont disposés à s'employer dans les entreprises privées, et dont dépend son développement économique.

Au point de vue ethnique, le problème devient beaucoup plus épineux et obscur. Comme il comporterait de longs développements, bornons-nous à en indiquer les données. Il est très regrettable que la Turquie aspire à éliminer complètement les minorités, car elle ne peut pas se passer d'elles. Elle aurait encore besoin longtemps de la collaboration de l'Europe, de ses techniciens et spécialistes, quand il ne s'agirait pour eux que de jouer le rôle d'instructeurs auprès de la jeunesse, et de l'initier aux diverses branches d'activité. Il est anormal qu'un peuple qui veut tout emprunter à l'Europe, commence par répudier les Européens, comme s'il pouvait s'inspirer d'elle, en la regardant simplement de loin. L'assaut qu'il livre, afin de se faire une place au soleil, est incompréhensible dans un pays vidé dont la population, déjà si faible, est en décroissance depuis la guerre, et qui, regorgeant de ressources inexploitées, manque de têtes et de bras. Il est étrange que la religion musulmane, n'étant plus religion d'État, soit restée le critérium de la nationalité, et que ce ne soit pas l'attachement au sol, le dévouement à la cause commune, sentiments nés du nouveau régime, qui la fassent obtenir.

Mais il faut dire que Grecs, Arméniens et Juifs[1], sans parler des autres Levantins, n'ont pas donné des preuves suffisantes de loyalisme pour mériter le droit de cité. N'est-ce pas trop demander aux Grecs et aux Juifs que d'oublier leur terre d'origine, aux Arméniens d'abandonner à jamais l'espoir si longtemps caressé de constituer un état autonome, aux Turcs

1. Ces derniers au nombre de 46 000 à Constantinople.

enfin d'effacer dans leur cœur les vieilles rancunes, et de faire de leurs ennemis d'hier des compatriotes? Certes, aucune solution ne serait plus désirable! Mais, pour que les mains se tendent, c'est surtout de la part des minorités qu'un effort de bonne volonté serait nécessaire. Les différences ethniques qui les isolent du reste de la nation ne pourraient disparaître que si Juifs, Grecs, Arméniens acceptaient l'unité de langue, la fréquentation des écoles turques par leurs enfants, l'abolition des communautés indépendantes et juxtaposées, leur rabbinat ou leur patriarcat ne conservant qu'un pouvoir purement spirituel, et si enfin ils se prêtaient à des mélanges de sang par des mariages, devenus possibles depuis la réforme religieuse. D'ailleurs la race turque n'a jamais fait que gagner en se mélangeant à d'autres.

Bien que leur brillante réussite dans les affaires ait un peu porté ombrage aux Turcs ces dernières années, les Juifs, qui de tout temps ont su se faire bien voir, en ayant soin de rester à l'écart de la politique, seraient, semble-t-il, les mieux préparés à un pareil rapprochement. En ce qui touche les Grecs, ne sommes-nous pas autorisés à l'envisager aussi comme vraisemblable, maintenant qu'un traité de neutralité et d'arbitrage vient de réconcilier, d'une façon inattendue, deux peuples jusqu'à ce jour si farouchement ennemis? L'œuvre qui a été réalisée sur le terrain diplomatique ne peut avoir qu'une répercussion salutaire à l'intérieur sur les rapports des Grecs de Turquie avec le gouvernement du pays. Par contre, il est bien malaisé de prévoir quelle sera dans l'avenir l'attitude des Arméniens, qui, certes! n'ont pas oublié les confiscations de biens, dont ils ont été victimes, sans recevoir aucune compensation.

Un jour viendra-t-il jamais, où une assimilation plus ou moins complète des minorités sera chose accomplie, où de nombreuses naturalisations, après les avoir rattachées à une patrie commune, ramèneront la pacification des esprits, en conférant, comme le veut la constitution turque, les mêmes droits à tous les citoyens, quelle que soit leur origine? Il peut être téméraire d'y songer. Toujours est-il que la Turquie n'aurait rien à craindre ni rien à perdre en marchant dans cette voie, et en se montrant plus libérale à l'égard de ceux qui ont élu

domicile chez elle. Car un pays où l'âme nationale s'est auss fortement développée, doit savoir l'imposer aux étrangers, et ne risque pas de la voir s'affaiblir à leur contact. D'autre part, ce libéralisme, dont le triomphe, si souhaitable, ne semble qu'ajourné par la défaite récente du parti libéral, serait pour lui le meilleur moyen de progresser dans la paix, sans s'exposer à de nouvelles épreuves plus douloureuses encore que les dernières, le plus sûr chemin vers la prospérité et la puissance, qui sont le légitime objectif de cette jeune et vivante république.

LUCIEN DE VISSEC

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

M. H. R. Lenormand : *Les trois chambres.* — MM. André de Lorde et André Heuzé : *Le roman d'une femme de chambre,* d'après Mirbeau. — M. André Obey : *Le viol de Lucrèce,* d'après le poème de Shakespeare. — Lettre ouverte à M. Tristan Bernard : *Deux pêcheurs en eau claire.* — *Le sauvage.*

Nul ne contestera que M. H. R. Lenormand occupe dans le théâtre contemporain une situation particulière. Cette originalité se retrouve jusque dans ses défauts, tout défaut n'étant chez lui que l'excès ou la déformation d'une qualité. Ainsi M. Lenormand « écrit bien », vertu qui, de nos jours, à la scène, est une singularité; mais il lui arrive, par moments, d'écrire un peu trop bien, c'est-à-dire de dépasser le point à partir duquel il devient perceptible à une oreille avertie que ce ne sont plus exactement les personnages du drame qui parlent, mais l'auteur armé de sa plume d'or. Sans doute, je sais, au théâtre, telle autre plume d'or, bien différente de celle de M. Lenormand, celle de M. Giraudoux, à laquelle les délicats ne feront jamais le reproche de se trop montrer, pour la bonne raison qu'elle se montre constamment, et que lui conseiller de se cacher équivaudrait à demander que le jeu délectable prît fin. Mais les analyses de M. Lenormand sont le contraire d'un jeu : elles plongent dans la vie la plus réelle, qui est la plus secrète, et tâchent même à découvrir, derrière la vérité apparente, avouée, la vérité profonde, souvent inavouable, et à s'en délivrer par expulsion ou par arrachement.

Je ne nie pas que, dans les douleurs de ces sondages ou de cette gésine, les héros contractés de M. Lenormand n'aient parfois besoin que leur auteur les aide un peu. L'idéal, pourtant, serait que la fine main de l'accoucheur demeurât toujours invisible. Question de nuance. Mais, à l'égard de ce dramaturge qui est aussi un maître-écrivain, la critique ne peut porter que sur des nuances.

On va répétant que la caractéristique de M. Lenormand, c'est qu'il a transporté le freudisme à la scène. Cette formule n'a que la valeur d'une étiquette commode pour un public ignorant ou distrait. Certes, M. Lenormand, grand liseur, grand voyageur, bon « européen », n'a pas pu, voici quelque quinze ans, ne pas être frappé, séduit par les thèses du professeur viennois. De celui-ci, par réaction contre l'engouement d'hier, l'on plaisante aujourd'hui; déjà, pour les gens à la mode, la psychanalyse va rejoindre quelques autres vieilles lunes dans le ciel brouillé des années qui suivirent le traité de Versailles. Le « complexe d'Œdipe »? balançoire! disent les malins. Pour nous, qui n'avons pas craint de signaler, naguère, les exagérations, voire les absurdités du système (notamment en ce qui concerne le symbolisme des rêves), nous persistons à penser que Freud est un observateur de génie, et le génie est rare parmi les psychiatres. Mais un psychiatre, même génial, n'invente jamais rien, à proprement parler, il se borne à noter, à interpréter, puisque son objet c'est l'homme mental, l'âme humaine, si l'on veut, dans sa norme ou ses anomalies. Freud n'a souvent fait que nommer, grouper en faisceaux, des phénomènes déjà connus, ou projeter sur eux une lumière nouvelle. Cependant, ainsi limitée, son action fut immense.

J'ignore si M. Lenormand a subi l'influence de Freud ou s'il s'est rencontré avec lui. En tout cas, Freud et Lenormand creusaient le même terrain. Il n'est donc pas surprenant que leurs galeries soient parallèles, et que, d'aventure, un coup de pic, donné par l'un ou par l'autre dans l'obscure cloison, les ait maintes fois réunis. Au surplus, Freud est un clinicien, Lenormand, un dramaturge : les procédés d'investigation et surtout d'exposition conditionnés par des arts aussi différents suffisent à distinguer les deux maîtres.

L'œuvre tout entière de M. Lenormand baigne dans une atmosphère spéciale, immédiatement reconnaissable. Imaginez, pour un instant, que nous n'ayons consulté ni l'affiche ni le programme, et que nous soyons entré, par hasard, l'autre soir, au théâtre Édouard-VII, où l'on donnait *Les trois chambres*. Imaginez même que nous soyons arrivé au milieu du spectacle, par conséquent sans avoir pu saisir le fil d'Ariane que l'auteur tend au public à l'entrée du labyrinthe. Nous apercevons, dans une pénombre lourde, des personnages en proie, comme on dit, à la plus vive anxiété. L'électricien a mis ses lampes « sous résistance ». Les yeux des acteurs sont pleins de crépuscule, leurs faces, marbrées de touches amères. Les répliques étouffées, accablées, ont des éclats soudains qui s'achèvent en sanglots, ou ce lamento, cette inclination à chanter, à se bercer de sa propre voix, que donne l'extrême souffrance. Toutes les paroles sont entrecoupées de silences pénibles, car chacune d'elles est un aveu gênant, comme un monstre extirpé par une opération césarienne incessante. Une fatalité pèse sur ces êtres, mais leur pire peine, c'est qu'ils n'ignorent pas que le sort qui les traque est en eux : ce sont des modernes, hélas! qui n'ont même plus la ressource d'accuser ni le Ciel ni l'enfer. Ah! la fureur des Erinnyes était encore préférable à cette solitude ravagée!

Depuis longtemps, nous avons compris que nous sommes tombé sur du Lenormand, et, dame! si nous n'avions d'autre intention, en venant ici, que de digérer en paix ou de nous désopiler la rate après un bon dîner, nous sommes loin de compte. Mais si nous estimons que la condition de l'homme est une énigme encore indéchiffrée, et que la mission du théâtre, c'est d'être un miroir fidèle qui, par delà les premiers plans clairs, trop clairs, de la conscience, reflète les lueurs, les pâleurs dégradées et jusqu'aux grouillements ténébreux de l'abîme, alors nous céderons à l'incantation.

« Eh! m'objectera-t-on, les drames de Lenormand ne trempent pas tous dans ces eaux spectrales. Rappelez-vous le *Simoun* qui demeure, peut-être, son chef-d'œuvre! » A cela je répondrai que le soleil qui surplombe l'affreux débat du *Simoun* est plus morne encore et plus écrasant que la nuit. Lenormand le sait bien, lui qui a voyagé dans le Sud et

éprouvé, là-bas, parmi les éblouissements des sables, la puissance des ultra-violets et des infra-rouges, cette ombre enclose dans la lumière.

Oui, tous les personnages de ce théâtre sont des anxieux, des faibles, des inapaisés, tantôt des « lâches », des déchus, des « ratés » qui ne se résignent point à l'être, tantôt des esprits supérieurs en lutte avec de troubles instincts, des « mixtures ». Et tous sont des exilés en ce monde, des « voyageurs sur la terre », comme dit Julien Green. Le lieu géométrique de leurs histoires lamentables est un hall d'hôtel quelque part en Europe, ou bien un bungalow, dans la brousse africaine.

Dépouillé de tout ce qui l'humanise et, par suite, tronqué, trahi par cette réduction en quelques phrases simples, le sujet des *Trois chambres* est le suivant : un homme de lettres marié, dans l'espèce un auteur dramatique, a besoin, pour soutenir son inspiration, pour se mettre en train, de prendre du plaisir (je ne dis pas « se distraire », car le plaisir ici n'est pas gai) avec d'autres femmes que la sienne, à laquelle, pourtant, il demeure attaché de cœur, et qui, elle-même, quoique toujours amoureuse de son mari, accepte d'être ainsi négligée physiquement par lui, à condition qu'il n'ait de tendresse que pour elle seule et, quant au reste, la tienne scrupuleusement au courant des joies qu'il goûte en divers bras. La contiguïté de trois chambres d'hôtel communicantes, visibles toutes les trois à la fois sur la scène, symbolise cet étrange pacte conjugal. L'écrivain, évidemment, occupe la chambre du milieu. Il passe rarement à gauche, où l'épouse se prend le front, quand elle ne tape pas à la machine les manuscrits du maître; sur la droite, au contraire, les allées et venues sont fréquentes, car là brille l'étincelle nécessaire, paraît-il, aux rallumages du feu sacré. Cependant, il advient que cette étincelle, jaillissant hors de la voie prévue, suscite un autre brasier : « Mister écrivain » tombe amoureux pour de bon; de corps et d'âme, il flambe, tant et si bien que la tendresse ancienne, jusqu'ici réservée aux heures légitimes, n'est plus que cendre refroidie. De dépit, l'épouse se tue. La maîtresse passe dans la chambre de gauche. Mais, en prenant la place de la disparue, elle en assume le destin. La chambre de droite ne reste pas longtemps vide.

Il est aisé de voir en quoi, surtout devant un public français, une situation pareille peut être prétexte à joyeusetés. D'autant plus que le métier de l'auteur, fuyant toutes les concessions, outrant la rigueur jusqu'à un parti pris de schématisation cruelle, porte certains gestes de ses héros vers l'automatisme. Or, l'automatisme, comme on sait, est le principal ressort du comique. Le vaudeville se contente même d'en jouer.

Mais le postulat qui est à la base des analyses que M. Lenormand met en action dans *Les trois chambres*, me semble lui-même assez contestable. Cependant, ce n'est pas la première fois que l'auteur fait affirmer par l'un de ses héros ce droit absolu qu'aurait l'écrivain, ou plus généralement l'*artiste*, de se passer, dans le domaine des sens, toutes ses fantaisies, de satisfaire toutes ses curiosités sexuelles, dussent ceux qui l'aiment en « claquer », pourvu que lui, l'enfant chéri d'Apollon, trouve un stimulant dans ses paillardises. Je ne me fais pas ici le défenseur de la morale. Et j'avoue que, dans la réalité, lorsqu'il m'apparaît que la vie d'un auteur que j'admire ne fut pas exempte de certaines faiblesses, j'incline à l'indulgence. Voire même que, si l'on me soutient qu'il se pourrait que ces désordres entrassent dans la composition de ce talent qui m'est cher, je m'en laisse volontiers persuader. Mais la réalité est la réalité; le mal, si mal il y eut jamais, est accompli; et l'œuvre, au reste, est là, dont le rayonnement lui-même constitue un fait, et un fait rédempteur. En théorie, il en va différemment. La thèse et celui qui la soutient à son bénéfice deviennent vite insupportables.

Au théâtre, le scabreux de l'affaire se double d'une autre difficulté. Quand un acteur figure une célébrité, du passé ou même du présent, authentiquement connue et consacrée comme telle, nous admettons assez facilement de grouper autour de la composition qu'on nous offre des idées de grandeur, de puissance, ou de génie. Alors, quelque nom illustre sert de support à nos songes. Mais quand l'acteur joue un rôle d'homme célèbre, purement imaginaire, lequel n'a d'autre nom que celui que l'auteur a choisi, un rôle où l'interprète est seul à affirmer, sinon en paroles, du moins par son attitude, qu'il représente un personnage pourri de talent, je plains le comé-

dien, car il est terriblement dépourvu, isolé. C'est ainsi que M. Francen, dans le cas présent, a beau accumuler avec art les immobilités souveraines, les regards profonds, les expressions sévères ou gentiment modestes, il a beau entremêler savamment aux gamineries condescendantes les notes graves, rêveuses, méditatives, en vérité il perd son temps. Ai-je l'esprit mal fait? Il me semble que Lucien Guitry lui-même, ici, ne m'eût pas convaincu. Et lorsque j'entends la nouvelle occupante de la troisième chambre s'exclamer à la vue du pontife vicieux : « Oh! un auteur dramatique! un artiste! » et là-dessus de tomber en extase, je ne peux m'empêcher de sourire.

Enfin, j'ai marqué déjà l'excessif dépouillement du dialogue. Cette algèbre aboutit parfois à une sorte de rhétorique du silence, chaque mot étant bourré d'intentions et comme courbé sous le poids des sous-entendus. L'électricité dont, autrefois, l'on chargeait la tirade, voici maintenant qu'on entreprend de l'accumuler en quelques syllabes. Par exemple, quand madame Corciade, étirant ses bras nus, soupire : « Je suis brisée », à nous de saisir, puisque l'auteur n'en dit pas plus long, que toutes les blandices épuisantes d'une nuit d'amour sont par là évoquées.

Ces réserves faites, la pièce est du plus haut intérêt. Elle abonde en traits audacieux, en confidences subtiles, en merveilleux coups de sonde. M. Lenormand a le sort le plus enviable : il est lui-même complètement, dans le fond, dans la forme, et nul ne pourrait l'imiter sans péril. Je ne sais pas homme de lettres en France, aujourd'hui, qui honore davantage notre pays.

***

Descendons de plusieurs marches, de plusieurs paliers, de plusieurs étages, et, pour parler toujours par métaphore, arrêtons-nous trois minutes au petit entresol bas de plafond, où se situe *le Roman d'une femme de chambre*, adapté d'après le fameux *Journal* de Mirbeau, par MM. André de Lorde et André Heuzé, pour la scène de *la Renaissance*.

Il est entendu que les adaptateurs sont deux « vieux Pari-

siens » très aimables, très sympathiques, très cultivés, très fins, mais de ces esprits fins qui ne reculent pas devant les effets gros, et même devant la franche vulgarité, dès l'instant qu'ils la jugent susceptible de « porter », comme un coup droit dans l'épigastre, sur le public des galeries. Donc, ce sont aussi des habiles, des roués, des retors : il faut dire à ces cuisiniers ce que nous pensons de leur sauce.

Octave Mirbeau fut, comme presque tous les écrivains de l'école naturaliste, un néo-romantique incorrigible, honteux de son vice, et qui, pour le contenter et le fustiger tout ensemble, détourna l'effusion lyrique vers les mouvements du dégoût, les spasmes de la nausée. En outre, c'était, je crois, un cœur généreux que les laideurs sociales précipitaient dans une irritation continuelle, mais qui se complaisait en ce délire et, pour entretenir l'accès, ajoutait encore aux injustices, aux stupres, à tout le noir de la vie : il « en remettait », comme on dit.

Le Journal d'une femme de chambre est l'œuvre d'un homme en fureur. Retirez l'homme, retirez la fureur. Découpez en tranches la « pièce » frigorifiée, salez, poivrez, servez : ce n'est plus qu'un triste « arlequin » pour restaurants populaires. La brutalité y apparaît concertée, disposée sur un plat et comme parée de persil.

Notez qu'il y a beaucoup d'adresse, au sens ouvrier du mot, dans cet arrangement scénique. Il y a même çà et là des coins d'une industrie plus relevée, des scènes d'une observation juste. Ainsi le tableau du Bureau de placement est de la bonne satire, drue, amusante sans grossièretés inutiles. Que les auteurs n'exploitent-ils cette veine heureuse en quelque sujet de leur cru!

Tolstoï aimait *Le journal d'une femme de chambre.* En Léon Nicolaïévitch, c'était moins, sans doute, le grand romancier que l'apôtre naïf, qui trouvait sa pâture dans cette diatribe ingénue. Mais, aujourd'hui encore, l'adaptation de MM. de Lorde et Heuzé elle-même recueillerait des applaudissements en Russie : la trivialité de la peinture prendrait un accent vengeur, à Moscou. « Voilà donc, penserait le public des « Jeunesses », quelles étaient les mœurs des classes déchues! Ah! comme nos pères ont bien fait de balayer cette ordure! »

La pièce, présentée avec soin par M. Paston, est fort bien jouée. Mademoiselle Kloucowsky trouve le moyen d'avoir de la pudeur dans le rôle de Célestine et, par là, elle le sauve. Parmi tant d'actrices qui font cahin-caha leur métier, c'est une comédienne. M. Chaumont est excellent sous les traits du monstrueux Joseph, le valet escroc et assassin. Tous, bien choisis, bien en place, concourent à rehausser, autant qu'il se peut, le niveau de la soirée. Ce n'est pas la première fois que l'interprétation confère au spectacle une tenue que le texte à lui seul ne suffirait peut-être pas à lui assurer.

***

Chaque fois qu'il nous arrive de nous retrouver dans la salle du *Vieux Colombier*, nous nous sentons environné par tant de souvenirs que, si, d'aventure, notre devoir de critique nous impose de ne pas céder à une émotion qui risquerait d'embuer notre jugement, force nous est alors de bannir tous ces chers fantômes.

J'étais absent de Paris, en janvier, quand Jacques Copeau fit, dans cette salle, ses deux conférences, j'allais dire ses deux confessions publiques. Mais j'ai lu ces témoignages. La personnalité de Copeau est trop vaste pour que je l'aborde ici de biais. De même, son œuvre n'est point chose à laquelle on se réfère par allusion. Patience! l'occasion se présentera pour nous de considérer dignement, directement, cette étrange et haute figure, et son irradiation toujours vive. Pour l'instant, bornons-nous à ce communiqué : Copeau se porte bien.

Quelle que fût notre sympathie pour *la Compagnie des Quinze*, issue des « Copiaux », ce groupe fidèle qui suivit le maître dans sa retraite bourguignonne, nous éprouvions un léger embarras à penser que les tentatives de cette jeunesse pourraient être regardées par certains, mal informés, ou représentées par d'autres, malintentionnés, comme une illustration complète de « ce que voulut Copeau ». Heureusement, M. Michel Saint-Denis, directeur de la vaillante petite troupe, a pris soin de dissiper l'équivoque.

Nos néophytes, à leurs débuts, ont eu la chance de rencontrer un écrivain de théâtre qui partageât leur foi. M. André Obey,

connu antérieurement comme le co-auteur, avec M. Amiel, de *La souriante Madame Beudet*, et donc comme un continuateur heureux de l'École naturaliste à la scène, M. André Obey vit, par hasard, *les Quinze* à Lyon, où ils affrontaient déjà le public. Aussitôt, brûlant ce qu'il avait adoré, M. Obey entreprit de composer des pièces dans lesquelles le rêve s'allierait au divertissement, deux aspects du spectacle propres, lui semblait-il, à mettre en valeur les qualités « innocentes » de ses jeunes amis. Et comme, décidément, le drame du *pur* et de *l'impur* dominera toujours tout ce qui, de près ou de loin, se rattache à la personne de Copeau, M. Obey, en manière de « porche », selon le mot de Péguy, commença par inventer son *Noé*, où peut-être, sous le « complexe du Déluge », il faut voir un symbole du théâtre actuel, voué à l'engloutissement total, sauf quelques œuvres élues, destinées à surnager.

Il y avait, dans cette belle suite d'images, à côté d'anachronismes faciles, à côté d'une familiarité épique un peu scolaire, des scènes de poésie vraie, intense, une exquise fraîcheur d'aube, reflet, sans doute, de la dévotion de l'auteur aux quinze « innocents », puisque, aussi bien, une conversion littéraire comme la sienne avait dû fatalement s'accompagner d'une crise d'âme. Il y avait enfin, présent exceptionnellement au centre du jeu et s'y donnant sans compter, par générosité royale, un comédien admirable : Pierre Fresnay.

Dans son second spectacle, *Le viol de Lucrèce*, *La Compagnie des Quinze* est limitée, cette fois, à ses seuls moyens.

Lucrèce, le thème initial choisi par M. Obey, n'est pas, comme chacun sait, une pièce de Shakespeare, mais un de ses poèmes, et non, peut-être, le meilleur. Il ne s'agit donc pas ici d'une simple adaptation, mais d'une transposition : un vieux sujet, offrant certes des ressources dramatiques, mais primitivement conçu sur le plan lyrique, est porté à la scène par un moderne.

Dans ce transfert, il me semble que M. Obey n'a pas su s'affranchir suffisamment des lois ou entraves du poème qui pourtant ne le liaient plus. Son effort, en maint endroit, aboutit seulement à donner du lyrisme une expression matériellement figurée — et défigurée. Ainsi, les deux récitants, que sont-ils d'autres que divers moments lyriques, récits

ou commentaires, incarnés en la personne d'acteurs et parlant — ou criant, oh! ce Boverio! — sous des masques? Au reste, ces hybridations de deux formes d'art sont toujours scabreuses. Car le Chœur antique, lui, n'est pas un simple récitant, mais un personnage collectif.

Tout, d'ailleurs, contribue ici à faire dévier le spectacle vers les conventions les plus fausses. De quelques lignes empruntées à l'Histoire romaine Shakespeare, d'abord, tira l'aventure exemplaire de Lucrèce, épouse de Collatin, laquelle, outragée par le fils de Tarquin le Superbe, se tue de désespoir. Déjà, en passant du texte de Tite-Live aux amplifications fleuries et quintessenciées du romanesque shakespearien, on imagine toutes les greffes que subit la matière. Mais, dans cette première manipulation, le génie s'exerce. Ainsi, Véronèse habille en seigneurs du XVIe siècle vénitien les compagnons de Jésus aux Noces de Cana. Le procédé est le comble de l'artifice, et pourtant il s'épanouit, triomphe. Dans l'ordre littéraire, un extrême est atteint.

Or, quoi! c'est sur cette extrême tige, sur ces corolles diaprées et fragiles, qu'un homme d'aujourd'hui, à son tour, va s'évertuer? La plante aussitôt se fane entre ses mains. Et les pétales qui tombent, ou les rameaux trop luxuriants que le ciseau doit élaguer, ne sont remplacés par rien. Car l'imprudent qui touche à Shakespeare voit bien en quoi le style de Shakespeare a vieilli, mais non comment il pourrait le rajeunir. Dès lors, chaque intervention du nouvel auteur se marque par un appauvrissement, ou par un modernisme incongru, qui jette dans la vénérable symphonie désaccordée des notes désolantes.

Les Quinze, au milieu de tout cela, déploient un zèle louable. Madame Bing, même à travers son masque blanc de récitante, rayonne de conviction. Madame Marie-Hélène Dasté, dans le rôle de Lucrèce, est charmante de pureté, de pudeur, de liliale souffrance. M. Aman Maistre compose curieusement un Tarquin lycanthrope : il a de la bête affamée le flanc évidé, l'œil guetteur et les bonds silencieux.

Les aménagements scéniques créent le décor : ils sont du meilleur goût. Les mouvements sont bien réglés. Peut-être un peu trop bien. Le texte semble rythmé sur eux comme sur de la

musique. Excès de plastique, où la vie, par instants, se fige. En général, la diction des *Quinze* est trop appuyée. On dirait d'étrangers qui parlent notre langue sans nul accent, mais ne possèdent qu'imparfaitement la cadence de la phrase française. Cela tient, sans doute, à ce que ces jeunes gens, qui sont tous d'excellents élèves, se souviennent par trop de leurs leçons : quelque chose de leurs exercices d'articulation demeure dans leur jeu. Il faut, quand on chante, oublier le solfège.

LETTRE OUVERTE A M. TRISTAN BERNARD

Mon cher parrain,

Laissez que je vous donne encore ce titre, dont je demeure très honoré, puisque, aussi bien, c'est vous qui, avec Henry Bernstein, lorsque je fus admis à la Société des auteurs dramatiques, m'avez, si je puis dire, tenu sur les fonts baptismaux. Mon cher parrain, il y a de faux nonchalants, comme il y a de fausses maigres. Écrire des pièces, des romans, des articles, prononcer des conférences, combiner des mots croisés, tout cela ne suffisait donc pas à votre paresse dévorante? Voici que vous avez un théâtre, un théâtre qui porte votre nom, où l'on jouera du Tristan Bernard cinq fois cinquante jours cette année, où votre buste, dans le hall, trône, formidable, comme d'un roi d'Assur à la barbe décalamistrée.

Bravo, tout est bien — fors le buste. Non que j'aie la simplicité de croire que cette image imposante témoigne du désir que vous aviez d'être statufié de votre vivant. On connaît votre modestie. Le buste ici n'a que la valeur d'une enseigne. Mais, justement, l'enseigne est trompeuse : elle durcit vos traits, elle fige en rictus votre sourire indulgent. Enfin, elle est de bois, et vous êtes, cher homme, d'une matière plus tendre.

L'autre soir, rue du Rocher, l'on donnait, en lever de rideau, *Deux Pêcheurs en eau claire*, un simple dialogue, un brin de causette, rapprochant, au bord d'un ruisseau, deux flotteurs et deux chapeaux de paille. Ah! comme, dès les premières répliques, on respire à l'aise, tout à coup! Quelle est donc cette délicieuse brise qui se joue entre les nénuphars artificiels, accessoires suffisants pour transformer le plancher d'une

fosse d'orchestre en onde transparente? Eh! parbleu, l'effluve de l'intelligence! Je n'insinue point que partout ailleurs que chez vous, mon ami, l'on manque absolument de cet air-là. Mais, d'ordinaire, les auteurs dramatiques doués d'intelligence (et il en est encore beaucoup) emploient cette faculté maîtresse à d'autres fins qu'elle-même : recherche de la vraisemblance et de la crédibilité, combinaisons d'effets scéniques, souci d'objectivité dans le développement des conflits et le dessin des personnages, etc. Bref, la règle, chez ces démiurges, c'est de borner leur intelligence à surveiller, en se dissimulant le plus possible, la mise en œuvre de l'illusion théâtrale. Chez vous, l'intelligence vient au premier plan, parce qu'elle est, de tous vos dons, le plus fort, le plus actif, le plus envahissant. Que dis-je! vos dons, si divers qu'ils soient, ne sont que des facettes de la même pierre précieuse. Vous êtes humain, parce que vous comprenez tout. Vous êtes narquois, parce que, comprenant tout, vous ne voulez cependant pas que ceux auxquels vous pardonnez ricanent sous votre absolution, s'imaginant qu'ils vous dupent.

Dès lors, vous en avez pris votre parti : Tristan et l'humour de Tristan seront présents dans toutes vos pièces. J'entends bien que votre théâtre fourmille d'imbéciles. C'est que les esprits supérieurement intelligents ont toujours un goût quasi pervers pour la sottise. Bien plus, la sottise leur est indispensable pour leurs démonstrations par l'absurde. D'où cette division de vos héros en deux grandes classes : vos porte-paroles et vos têtes de Turcs. Mais, sur la passerelle qui relie ces deux groupes opposés, clopine une autre foule : les demi-fous, les demi-niais, les demi-canailles, les demi-tout ce qu'on veut, sursitaires de l'asile, libérés conditionnels de la prison, candidats à la vertu, recalés sans cesse... Ceux-là, comme vos deux pêcheurs, ratiocinent volontiers sur leur propre cas : leur malhonnêteté colorée de franchise ou leurs hésitations à mi-chemin du scrupule nous deviendraient presque sympathiques, si, soudain, le montreur, d'un geste bénisseur qui ressemble à une tape, ne les faisait rentrer dans leur boîte.

Le Sauvage, le morceau de résistance de la soirée, c'est encore vous, cher parrain, sous plusieurs masques, et c'est du meilleur Tristan. Là encore, les personnages ont juste

cette épaisseur de réalité qui, dans l'art du conte, suffit à Voltaire, quand il écrit *Candide* ou *l'Ingénu*. Non que l'intrigue ne soit très malignement agencée (il y a même, dans ces quatre actes, entremêlé à la satire, un petit drame policier très bien conduit), mais, ô sage, ô beau et bon, comment empêcher votre Minerve de briller en tout ce que disent vos héros qui ne sont que l'émanation de votre esprit? Comment la retenir aussi de tendre ses pièges, de souffler à M. Lodon, le tout-puissant directeur de journal, la phrase qui le disqualifie, au juge la décision qui le ridiculise, au « vieux maître » la flagornerie qui le mue en pied-plat, aux dames les fadaises qui nous vengent de leur sexe?

Eh! sans doute, pour que Testu, votre « sauvage », soit si disert en sa gueuserie, il vous faut faire de cet ermite un naturel de Clignancourt retiré dans le Jura, et poser encore quelques menus postulats fort plausibles, qui n'ont que le tort d'être tous utiles, et donc de sembler parer d'avance aux objections. Qu'importe! puisque le réel, vous le rejoignez par une autre voie, plus aérienne, plus étincelante, ô divin, qui avez de Socrate la dialectique et la malice.

Et maintenant, félicitons le directeur, M. Irénée Mauget : sa compagnie est mieux que bonne. Balpêtré m'a paru l'égal d'un Gémier. Roger Coutant a du brio. Tous m'ont enchanté.

FRANÇOIS PORCHÉ

P.-S. — A Paris, la longueur des entr'actes, au théâtre, est la plaie des soirées. Quand la pièce amuse, l'entr'acte tue le plaisir. Quand la pièce ennuie à mort, l'entr'acte achève les blessés. Que ne se fonde-t-il une Ligue des spectateurs, laquelle se proposerait pour but de faire triompher la réforme suivante : la durée des entr'actes les plus longs ne devra pas excéder dix minutes?

TABLEAUX DE PARIS

Melba. — Avec madame Melba semble avoir disparu la manière d'une sorte de cantatrice ayant commencé avec la Malibran et qui se retrouvait dans la Patti, pour finir avec Melba même.

Elles tinrent (dans le chant) un siècle à elles trois. Les deux premières avaient le sang espagnol, l'un des moins mêlés qui soient; la dernière était australienne, ce qui pour le sang ne représente guère, quant à maintenant!

Ces trois cantatrices évoquent la cavatine, la roulade, les trilles de cristal, les notes surélevées, un métier impeccable, une science instinctive et formée à la fois. La Malibran est sans doute la première cantatrice d'exportation, — de *tournée*, — la première qui traverse l'Atlantique pour se rendre à New York. Patti et Melba firent ensuite de l'état de *tournée* un état naturel, elles chantaient de capitales en capitales, de royaumes en républiques, promenaient le *Barbier*, *Roméo* et *l'air des Bijoux* d'un hémisphère à l'autre, changeaient de public sans répit, connaissaient les acclamations en toutes langues, les bravos de toutes mains, les *cachets* en toutes monnaies, ne possédaient pas un public déterminé, mais cette élite fortunée des peuples qu'on dit « civilisée », en raison de sa possession de l'or et d'une relative intelligence des événements et des affaires. Les acrobaties de la voix demeuraient égales dans leur prodigieuse agilité, le *si* continuait ses exercice le long de la trachée, faisait du trapèze au faîte du palais. Mais ce qu'on peut appeler *art*, qui communique l'émotion, n'y gagnait guère, vous pensez bien!

Les Américains eux-mêmes, qui payaient des sommes fabuleuses à madame Malba dans leurs *Manhattans* n'étaient point touchés. Ils l'écoutaient, comme ils considèrent dans les *Empires* et les *Alhambras* l'équilibriste qui risque de se rompre la colonne vertébrale. Ils l'écoutaient avec le respect, aussi, que certain public ressentira toujours, avant tout, pour la somme versée par lui au contrôle du théâtre.

Madame Melba gardait un appartement à Paris et peut-être la nostalgie de ce Melbourne natal où elle vient providentiellement de terminer ses jours. Quelques jolis objets français du XVIIIe siècle lui avaient été offerts, ainsi qu'elle le rappelait à des intimes, par un Prince de la famille d'Orléans, un Prétendant célibataire et qu'elle appelait encore, familièrement, *Pipo* après la mort.

Quelques dames anglaises de qualité fréquentaient chez elle, aux rares passages de cette femme d'une espèce disparue, à qui la scène donnait un grand prestige. Ce lustre n'empêchait point de surprendre des façons un peu brusques et assez lourdes, mais que faisait passer le succès. De tout ceci, qui est loin déjà, nos descendants ne garderont sans doute qu'un nom d'entremets : *la pêche Melba.*

La « manière américaine » de considérer les étoiles du chant, nous en eûmes l'exemple le plus frappant, à Paris même, deux ans avant guerre, chez Mrs Moore, une Américaine qui, à force de volonté, d'adresse, de gentillesse et de comique, était parvenue à réunir la société la plus élégante de Paris, à faire dîner chez elle, le même soir, une duchesse et une altesse qui depuis vingt-cinq ans n'avaient jamais consenti à se céder le pas et qui refusaient de se connaître, pour que l'une ne fût point nommée en *second* à l'autre. La guerre est venue depuis, des fils sont morts héroïquement, ces dames, ces grandes dames tout attachées à leur grandeur, ne se seront jamais tendu la main. Mrs Moore trancha la difficulté en dressant deux tables que chacune de ces dames présidait.

Un soir de juin, dans l'appartement de l'avenue du Bois-de-Boulogne, dont les fenêtres laissaient apercevoir le torrent pâle et rythmé des promeneurs nocturnes, madame Melba chantait. Il y avait là des grands-ducs et tout ce qui erre de sérénissime aux « saisons » des capitales du vieux monde. Et

tout ce qui est *élégant*, sans que l'on sache toujours très bien pourquoi, — mais qui l'est.

Lorsque je revois en pensée cette société vieille de dix-huit ans, à peine, en songeant à tout ce qui s'en est évanoui déjà, la considération que ma jeunesse pouvait attacher à ce que la naissance donne de lustre à certains et que la fortune fait briller plus fort, je deviens bien indifférent pour ce flot radieux qui s'écoule sous les plafonds étincelants, entre les boiseries dorées : la prodigalité des femmes, la jactance des hommes et leur sécurité dans tous les biens de ce monde. La mort venue, la cohue se resserre et le flot continue de couler. Rien ne reste que des souvenirs, qui ne tardent pas, eux-mêmes, à s'évaporer.

Madame Melba chantait. La voix était divinement pure, d'une qualité « élégante », elle aussi. Et la manière valait beaucoup. Le métier remarquable, chaque note à sa place, ayant son volume exact. Je pensais à ces beaux tableaux, trop bien encadrés, et si bien vernis que l'œil est pris davantage par le brillant et la dorure que par les mérites du peintre, et qu'avant de prononcer le nom d'un artiste, les lèvres vont d'abord donner un prix.

L'assistance écoutait au rythme des éventails, dans cette atmosphère parfumée et que les grands soins pris par les assistants pour leur corps finissent par dépouiller tellement de ce qu'elle a d'humain que, pour un aveugle, un salon rempli pourrait sembler vide, mais vaporisé.

Près de la cantatrice, la maîtresse de maison guettait par l'embrasure des portes privées de leurs battants l'arrivée des retardataires dans le premier salon. Mrs Moore s'environnait de tulle blanc pour dissimuler un cou dont la chair faiblissait.

« *Si vous n'avez rien à me dire...* »

chantait madame Melba.

Ce qui n'était point sans me faire sourire un peu. D'abord, parce que j'entendais chanter cet air de Tagliafico depuis l'âge de quatre ans. Ensuite, parce qu'il était évident que l'envie de parler à cette vocaliste en fonction ne serait venue à personne. Romance banale, mais à effet. Aucune mélodie n'eût été mieux choisie. Soudain, je vis Mrs Moore, enveloppée

dans ses tulles blancs s'agiter sur sa chaise dorée, en regardant au delà des ouvertures le premier salon. Des musiciens arrivaient pour le bal. Quelque orchestre de choix, qui devait jouer des tangos, selon le goût d'alors.

Madame Melba terminait *Si vous n'avez rien à me dire*, au milieu des applaudissements. L'auditoire attendait encore un Tagliafico ou un Massenet et des roulades...

Mais Mrs Moore, qui avait dû, je pense, payer fort cher la présence de Melba, vint lui prendre les mains, et lui dit pourtant :

— Inutile de continuer, maintenant, les musiciens sont arrivés pour la danse!...

Les applaudissements cessèrent, comme par enchantement.

Des glissements de chaises sur le parquet et le bourdonnement subit que causent des gens qui n'ont... *rien à se dire* remplirent le salon. Un grand brouhaha se produisit. Je voulais joindre madame Melba. Elle avait disparu. Déjà des couples dansaient...

***

Dimanche dans les Champs-Élysées. — Fin de mars, premier printemps, vacances de Pâques. Le soleil redevenu chaud. Je me souviens soudain d'une passion déréglée pour quelques billes de verre, à l'intérieur desquelles se mêlaient des arabesques de couleur, pendant certaines vacances de Pâques, dans le jardin d'une habitation de ces Champs-Élysées. Ce n'est que plus tard, en revoyant le lieu de ces fameuses parties de billes, premières et dernières de ma vie, que je compris par l'emplacement ensoleillé et le voisinage de corbeilles de jacinthes, alors en fleurs, pourquoi j'avais chargé ces billes de verre de tant de souvenirs... Le soleil des premiers jours d'avril et les jacinthes en fleurs étaient les *outils*, si je puis dire, qui gravaient profondément en moi ces quelques jours de courtes vacances.

Des « vues » des Champs-Élysées accompagnent cette quinzaine, mais un peu plus tard dans la vie. Je les retrouve, ce dimanche, en passant devant les constructions en ciment armé, gigantesques, dont le voisinage écrase le petit hôtel du *Traveller's club* qui fut construit sous le Second Empire

par la célèbre Païva. Mon père me montrait l'ancienne demeure de la courtisane fameuse, de cet index qui se raidit si fort chez les honnêtes gens, lorsqu'ils marquent pour l'avenir des stigmates de l'infamie quelque objet au regard de très jeunes gens... Elle était espionne, maîtresse de l'empereur Napoléon III; les marches du péristyle étaient d'onyx. La Païwa donnait des redoutes célèbres... Au sortir de l'une d'elles, elle se dressa demi-nue dans l'aube pour demander à Arsène Houssaye une phrase lapidaire, afin de la faire graver en lettres d'or autour de son escalier.

Ainsi que la vertu, le vice a ses degrés!

soupira le poète.

Plus mon père précisait, plus j'imaginais de charmes à cette femme terrible, qui avait fait installer un *guichet* dans le mur de la salle à manger, pour n'être pas troublée par les serviteurs pendant les repas qu'elle prenait tête-à-tête avec un amant!

La gigantesque carcasse de ciment armé aux vertèbres perpendiculaires de l'immeuble en construction fait paraître plus petit l'hôtel jadis fameux et qui devait scandaliser si fort les Parisiens amis du scandale, le long de cette promenade, alors encore remplie d'arbres et que parcouraient déjà, le dimanche, je suppose, les enfants qui seraient ou qui auraient pu devenir nos parents.

Je n'imagine pas que personne ait jamais pu considérer avec le moindre intérêt artistique ce pastiche de petit palais du temps de la Renaissance. Tout ce qu'on en peut dire, c'est qu'il est solidement construit, en matériaux de choix qui ne sont plus ceux du XVIe siècle, mais du Second Empire. En face, se trouvait, à flanc de jardin, l'hôtel Massa, aujourd'hui remplacé par un immeuble non moins colossal que celui qui écrase la maison précieuse dont une aventurière avait fait l'écrin de sa mauvaise renommée. Plus haut, sur le trottoir de gauche se trouvaient deux hôtels de briques roses dont l'un était, je crois, l'hôtel d'Audiffret. Le 14 juillet venu, des ouvriers de la Ville de Paris et de la Compagnie du Gaz disposaient d'un réverbère à l'autre des guirlandes de globes blancs, d'où jaillissaient des pyramides

de cinq globes pareillement blancs. Les enfants d'aujourd'hui ne peuvent imaginer le plaisir ineffable que nous causait l'installation de ces rigides guirlandes de fer, hérissées de leurs globes de verre blanc, dans lesquels dansait la lumière jaune du gaz. Pour que nous puissions voir *cela* dès la veille, nos parents retardaient le départ pour la campagne — et ma vieille nourrice, que j'ai gardée, se souvient de m'avoir vu dressé dans mon lit pour apercevoir encore avant minuit, entre les lames des persiennes fermées, le doux reflet de *l'illumination*!

Ce dimanche 1931, je revois l'avenue quasi silencieuse dès la nuit tombée, et, dans le halo que produisaient ces chaleurs de l'été dont nos enfances demeurent à jamais brûlantes, je revois trembler la lueur de fête des globes de verre dépoli...

Quels changements! Plus un jardin, plus un arbre. Ceux même qui bordaient le trottoir, ormes ou marronniers, ont été remplacés par de solides platanes que *la maladie* (?) n'a pas encore gagnés. Le charme des Champs-Élysées, c'était qu'ils fussent privés de magasins. Des dames que, dans leur jeunesse, Manet avait peut-être peintes au balcon, regardaient d'un fauteuil de leur salon passer une foule, qu'à l'ombre des cheveux blancs, leurs yeux encore vifs trouvaient déjà bien vulgaire.

Des constellations se sont plaquées à la façade des immeubles comme une pluie de sauterelles de feu, émigrées du Nouveau-Monde. Les féeries du Châtelet paraîtraient ténébreuses dans leurs plus resplendissantes apothéoses d'autrefois, auprès de cette simple publicité. Ainsi, la féerie n'est-elle plus jamais à la scène, aujourd'hui, dans la profusion des lumières, mais sur l'écran des cinémas, où certains *dessins animés* nous offrent, avec une prodigalité démente et substantielle, tous les éléments des véritables contes de fées, les plus poétiques comme les plus burlesques.

Le long de l'avenue, plus un de ces pied-à-terre élégants, de ces rez-de-chaussée auxquels madame de Galliffet, je crois, avait donné le nom de *ventre-à-terre*. D'immenses boutiques les ont remplacés, devant lesquelles on pense à des pastiches d'évocations de ces temples de Suse et autres, découverts au XIXe siècle. L'automobile est presque tout ce qu'on y vend.

Ces salles de palais aux cloisons couvertes d'immenses miroirs, ces Memphis où Saint-Gobain chasse le barbouilleur et multiplie l'espace, ne servent qu'à exhiber des véhicules à roues et à ailes, car M. Farman y place même un avion, qui fait l'envie de tous les jeunes gens.

Vers six heures, mes amis se déclarent affamés et plus encore, je le crains, assoiffés. Ils me font *descendre* dans un bar, en sous-sol d'un restaurant.

Bar bien tranquille, je vous assure, quoique fort étendu sous des plafonds bas — et bondé. Ici se place une indispensable remarque. On nous persuade, par toutes sortes de manières de persuader, que les jeunes gens n'aiment plus l'amour, que cent sports les accaparent, qu'ils vivent dans un grand détachement des plaisirs sensuels, — on voudrait nous les montrer chastes et peu portés aux séductions de la chair. — Je ne vois autour des guéridons que des couples, jeunes femmes fort élégamment vêtues, jeunes gens soucieux de leur physique et qui causent avec cette tendresse animée, cet abandon dont la jeunesse, de tout temps sans doute, offrit l'image. Maintes fois, cette contradiction avec les écrits d'auteurs autorisés m'a frappé chaque jour et les jeunes gens avec lesquels il nous est accoutumé de parler librement manifestent tout autant d'empressement, de goût, de curiosité, d'impétuosité, d'ardeur que ceux d'il y a vingt ans.

Mais ils ne donnent plus d'argent à leurs amies, ou beaucoup moins et, surtout, sans régularité ni aucun engagement. Mais... ils ne se considèrent point comme liés par aucune promesse faite dans un instant d'abandon. Les jeunes femmes paraissent beaucoup moins atteintes, d'ailleurs, par cet état d'infidélité non dissimulé que ne l'étaient leurs devancières pour lesquelles *l'ami*, représentait le pain du lendemain, la situation, le luxe, etc... C'est tout à la louange des femmes, qu'elles aient beaucoup renoncé, qu'elles préfèrent à une opulence, d'ailleurs peu stable, une liberté acquise par leur intelligence et leur activité. Les liens qui subsistent après une crise d'amour sont véritablement plus solides et plus dignes de considération lorsque l'un des deux amants ne doit point faire vivre l'autre.

Au sortir de ce bar... idyllique, qui me faisait évoquer les

tonnelles de Heidelberg où je passais vers la vingtième année, nous descendîmes, rue Marbeuf, sous un immense garage de ciment armé, dont les balcons circulaires portent sur quatre étages des rangées d'automobiles, nous descendîmes dans le plus vaste « Golf » de Paris.

J'ai déjà parlé de l'un de ces jeux, inspiré par la duchesse de Gramont, née Ruspoli, dans la manière moderne, et d'où se trouvait impitoyablement banni tout ce qui pouvait passer pour un pastiche du naturel.

Ici, rue Marbeuf, nous sommes, si je puis dire, dans ce sous-sol : en plein air. Une herbe rase couvre le béton, des palmiers embaumés comme des pharaons suggèrent à volonté l'implacable lumière du soleil méditerranéen ou l'ombre indigo. A l'arrière-plan, quelque toile peinte nous montre, sous des projecteurs intenses et dissimulés, l'horizon de la mer. Des dames jouent au golf avec des manches de dentelle. Ce sont des sportives du dimanche et des joueuses de golf qui voient dans ce sous-sol un *golf* pour la première fois... Le terrain *ondule*, un ruisseau *reflète* le ciel. C'est une manière de paysage à la Jean-Jacques du *Nain Jaune*, la maison des jouets. Le public est relégué le long des tables de jardin sur des fauteuils de rotin. Le grand air semble avoir donné plus d'appétit aux joueurs pour vider les assiettes remplies d'olives...

Dehors, le long des Champs-Élysées retrouvés, l'immense immeuble en construction contre le petit hôtel de la Païva répand des ténèbres qui font penser aux enceintes des cités détruites devant l'horizon des déserts.

Sur les façades, des réclames pour des automobiles et des cinémas tracent confusément des constellations — dont la variété, la magnificence et l'éblouissement, ne vaudront jamais cette brouettée d'étincelles bleues que la Grande Ourse, tout là-haut, semble avoir versée dans l'éther pour envelopper à jamais notre globe dans une écharpe qui ne peut se détendre ni se rompre.

***

Charlot. — Curieux empressement des foules anglo-saxonnes, que l'on vient de voir, à Londres, se précipiter sous

les pieds de Charlot pour servir à une adroite et *super*-publicité. Engouements curieux, car Charlot n'existant qu'à l'écran et Charlie Chaplin montrant à la foule un visage tout différent, vient détruire lui-même sa propre légende en nous exhibant un autre personnage. Mais inutile de discuter là-dessus. Tout le monde me donnerait tort.

Pourtant, il nous est difficile d'admettre que *d'avance* on avait décrété de l'autre côté de l'Atlantique et câblé à l'Europe que M. Chaplin serait décoré et que ce serait à l'Élysée même, par le Président de la République, en personne, — comme Lindbergh! — Sous la projection de quelles lampes à arc et devant quels appareils enregistreurs!... Il est tout de même bien surprenant que cet artiste ne puisse déjeuner qu'avec des présidents du Conseil, lorsqu'il quitte les États-Unis! Chaplin, brusquement, décida de faire d'ailleurs un séjour à Berlin avant de *traverser* Paris. Dans ma petite enfance, je me souviens d'avoir entendu atrocement siffler un roi d'Espagne, et ces sifflets stridents éclatant sur le silence d'une foule immense sont demeurés depuis lors à jamais insupportables à ma mémoire. Alphonse XII avait *osé* venir en France après être passé à la Cour d'Allemagne. Les Parisiens auraient-ils donc tellement changé? Le cinéma, il est bien certain, leur a plus que jamais donné, comme à tous les peuples d'ailleurs, le goût du cabotinage. Un homme comme M. Raymond Poincaré, qui sauvait la France de la ruine et s'attelait *consciemment*, au prix de ses jours, à assurer l'avenir et rétablir la prospérité de son pays, aurait-il été seulement regardé dans ces mêmes Champs-Élysées?

Il est bien difficile, il est vrai, d'empêcher la foule d'acclamer, lorsqu'elle en éprouve l'envie. Les éruptions par lesquelles se manifeste son enthousiasme ressemblent à celles que causent l'arthritisme. Et l'on prend trop aisément pour de l'admiration ce qui n'est qu'une façon d'urticaire. L'éruption est la même pour des causes diverses. La foule acclame tout ce qui réussit. Peu importent les raisons de la réussite. Mais, jadis, les personnages en situation, comme on dit, se prêtaient moins complaisamment à collaborer à ces formes de saturnales, à cette hystérie collective et qui n'est pas toujours désintéressée. En 1814, les femmes qui regardaient

ou plutôt qui ne regardaient même pas partir Napoléon, gagnant l'exil, montaient en croupe des officiers du tsar Alexandre qui occupait Paris avec les Prussiens. La foule est démente, ce n'est pas un fait qui date d'hier. Mais on aimerait voir se refuser à ces complaisances publicitaires, à ces compromissions barbouillées de cadmium et de vermillon, comme les affiches des devantures de cinéma, ceux qui doivent donner l'exemple.

***

Cinéma. — De nouvelles salles de cinéma ouvrent chaque soir leurs portes dans Paris. Restera-t-il bientôt deux Parisiens chez eux après le dîner, ou bien la moitié de ces salles seront-elles désertes? Ainsi, nous avons vu, en vingt ans, la multiplicité des petites salles de théâtre donner le coup de grâce à l'art dramatique, qui avait subi bien des transformations au cours des siècles et qui n'avait point de raisons d'en demeurer à celle où l'on prétendait le contraindre.

Les auteurs ne suffisaient plus aux demandes, bâclaient leur ouvrage, faisaient parler à des mannequins un langage de convention. Enfin, le cinéma vint. Tout marche à telle allure que nous sommes appelés à nous demander comment le cinéma lui-même évoluera.

Ce n'est rien apprendre de nouveau que de dire que deux films sur cent méritent de retenir l'attention. Nous en avons vu présenter que des artistes français sont allés tourner à Hollywood même et qui semblent le résultat d'une excellente propagande américaine pour nous prouver que nos comédiens ne possèdent pas la manière. On ne semble les avoir appelés si loin que pour leur pousser ensuite la porte au nez avec quelque raison. Je n'ai pu suivre jusqu'à la fin les péripéties d'un film qui s'intitule *le Masque d'Hollywood* et qui nous ramenait à l'époque *Fantômas*, sans la police, mais avec le *parlé* inutile : le *cent pour cent parlant* d'inconcevables metteurs en scène!

Un charmant — dans tout ce qu'il faut attacher à cet adjectif de réel et de multiple pour un réalisateur cinématographique,

— un charmant auteur, un poète précis et ingénieux, M. René Clair, nous avait donné l'an dernier une manière de petit chef-d'œuvre, *Sous les toits de Paris*, auquel je retournai trois fois. L'ingénieuse adaptation de la musique, l'appareil qui nous faisait monter et descendre le long d'un immeuble de Montmartre afin de pénétrer chez les locataires à l'improviste, le choix d'interprètes chatoyants, tout était de premier ordre. L'Allemagne, les États-Unis, l'Angleterre ont fait un accueil enthousiaste à cet ouvrage où M. Albert Préjean était parfait.

Le Million est la dernière production de M. René Clair, tirée d'une pièce du Palais-Royal dont je n'ai pas retenu le nom des auteurs. Adapter un film d'une pièce paraît toujours, à de rares exceptions près, dangereux et, surtout, bien inutile. La construction d'un film et celle d'une comédie sont sans aucun rapport. Il faut trouver le sujet *cinéma*. Il n'est que rarement dans une bonne pièce. Peut-être le trouverait-on dans de mauvaises. Mais c'est un premier lancement dangereux.

Le Million est joué à contresens. Il fallait des artistes gais, des gens évadés de l'opérette. On attend Chevalier, — ou Préjean, — on voit entrer un jeune premier qui n'aurait pas ou qui aurait réussi à la Comédie-Française, ce qui n'est plus une recommandation aujourd'hui, hélas! Ce jeune premier, qui est excellent dans *Jean de la Lune*, a le visage triste. Son compère, dans ce vaudeville — mais est-ce bien un vaudeville? — est aussi triste que lui. Il lui ressemble. On les confond. Des policiers et des garçons charcutiers ou épiciers, des concierges qui veulent être *vrais* et ne sont pas *humains*, alourdissent le tout. Tantôt nous assistons à une charge d'atelier, tantôt à un méli-mélo sans mouvement et sans éclat, joué par des gens qui paraissent s'y ennuyer à l'excès. J'étais déçu et désolé. On me dit que cet ouvrage réussira brillamment. Je le souhaite pour l'auteur qui est le seul sur lequel nous comptions tous depuis quelques années. Mais je n'imagine pas que désormais la démarcation soit à ce point tranchée entre le public du centre et celui de la périphérie, que ce film puisse plaire dans les faubourgs. Et puis, contre certaine et indéfinissable impression d'ennui, les réactions sont

identiques. Le succès de Charlot ou de Chevalier vint autrefois de ce qu'ils plaisaient à tous, pareillement.

Un autre film, tourné à Berlin, cette fois, mais par des Français, l'*Opéra de Quat' sous*, et mis en scène par M. Pabst, le surprenant adapteur de *la Rue sans Joie* et des *Quatre de l'Infanterie*, tombe dans l'emphase, le fatras et l'ennui après quelques premières *bobines* excellentes (langage cinématographique). Dommage. Les deux tiers de l'ouvrage représentent tout ce qui fait la fortune des films allemands : un luxe de détail, dans le raffinement comme dans le mauvais goût, qui amuse ou enchante sans discontinuer.

Un soir, après la présentation de tant de films encore inédits, je suis allé voir jouer *Nono*, par M. Sacha Guitry. Sans doute, voici le véritable théâtre, celui qui résiste en tous cas au cinéma, parce qu'il en est aussi éloigné que le cirque de l'Opéra. Les genres, quoi qu'en pensent des hommes qui se croient très savants, les genres ne se sauvent qu'en se dégageant du mélange où les mauvais artistes comme les mauvais artisans les entraînent.

Quelle grâce dans *Nono*, quelle souplesse brillante, quel détachement apparent de l'effet à produire, quelle aisance à pénétrer la psychologie d'un personnage, à le créer, à le montrer sous un aspect qui ne s'oublie pas ! Le théâtre, ne nous y trompons pas, le véritable théâtre est là.

... Comme le véritable cinéma se trouve en dehors des adaptations de comédies et de vaudevilles surannés.

ALBERT FLAMENT

PARMI LES LIVRES

La Princesse Blanche, par **Maurice Baring** (traduction de **madame Faisans Maury**) (*Stock*).

M. Charles du Bos, dans la préface qu'il a écrite pour *la Princesse Blanche*, a glissé une petite phrase qui a déjà suscité quelques commentaires dans la presse littéraire : « *La Princesse Blanche*, déclare-t-il, est un livre long et c'est là son premier mérite[1]. » D'un certain point de vue, il est évident en effet qu'un bon roman long présente cet avantage de nous ouvrir plus largement un monde fictif. Mais cette vérité pourrait ne pas résister à un passage de frontière, celle des Pyrénées par exemple, si l'on songe à *Carmen* et à la puissance d'évocation des récits courts de Mérimée, qui s'ouvrent, s'épanouissent dans l'esprit. M. Gabriel Marcel a écrit élégamment, dans un article consacré précisément à *la Princesse Blanche*, que l'espace doit être pour le romancier « la projection qu'exige son abondance créatrice » et non pas « une sorte de latitude préalable qu'à lui-même il se concède ». Ce qui signifie, en langage vulgaire : « Écrivain, pas de remplissage ! » Nul n'oserait le contester. Mais, comme, selon le tempérament de l'auteur, un même sujet peut prêter à des développements de dimensions infiniment variables, c'est bien finalement la nature, l'esthétique du créateur qui est en jeu. Plus encore que personnelle, cette esthétique est sociale. Les Anglo-Saxons et les Slaves produisent naturellement le roman long. Influencé peut-être par le théâtre, qu'il a de tout temps aimé, parce qu'il est toujours un peu parisien, le Français ne semble aimer que les romans courts et généralement ne tente même pas d'écrire autre chose. Pourtant, devançant le jugement de M. du Bos, beaucoup de jeunes romanciers français souhaitent, depuis quelque temps, de substituer au roman-nouvelle, un peu trop bref sans nul doute, qui a prospéré après la guerre, le grand roman en plusieurs volumes. C'est une réaction passablement inquiétante à laquelle

1. *La Princesse Blanche* est un volume de 630 pages et le « corps » choisi permet d'entasser des matériaux considérables dans chacune d'elles.

M. du Bos, pour grand lecteur qu'il soit, regrettera peut-être un jour d'avoir donné son appui.

M. Maurice Baring, dans une longue dédicace à M. Hilaire Belloc, qu'il a placée en tête de son livre, pose une autre question de principe, qu'on s'excuse de signaler ici avant d'en venir au roman lui-même. « Si vous lisez *la Princesse Blanche*, écrit-il, ne dites pas à vos amis ce qui arrive avant qu'ils n'aient lu eux-mêmes le livre. J'espère que les critiques ne le diront pas non plus; mais je sais que c'est beaucoup leur demander. » Beaucoup en effet, car on ne peut postuler que tout le monde a lu *la Princesse Blanche*, et, s'il est vrai que la critique est néant (ou trahison) quand elle n'est que compte rendu, il est vrai aussi qu'elle est presque inintelligible si elle porte sur un ouvrage dont le lecteur ne sait rien. Il serait beau sans doute qu'une immense assemblée se réunît, comprenant exclusivement des hommes ayant lu un livre et désireux de le commenter dans l'abstrait, mais tant que la longueur et les nécessités de la vie humaine seront ce qu'elles sont, cette imagination est destinée à rester utopique.

Blanche Clifford, fille de Henry Clifford, — clubman éminent, *arbiter elegantiarum* londonien, bon chasseur et grand lecteur de mémoires, — se distingue par la beauté et par le charme. Éprise d'un jeune Anglais sans fortune, Sydney Hope, avec lequel elle s'est fiancée, elle cède aux conseils de son père, rompt son engagement et épouse le prince Guido Roccapalumba, grand seigneur romain. Mariage socialement magnifique, mais qui, du point de vue sentimental, laisse à désirer. Blanche n'aime pas Guido, et elle ressent bientôt à Rome, où elle s'installe, une affreuse impression de solitude. Pourtant sa beauté, sa finesse, son air « princesse en exil » font des ravages. Un jeune Russe s'éprend si follement d'elle que, ayant été doucement écarté, il se laisse mourir. Un diplomate anglais, Adrian Tyne, ressent aussi pour la princesse un ardent amour. Mais Blanche, que la tristesse a vouée à une insensibilité provisoire, n'est que superficiellement touchée par les souffrances qu'elle provoque. On la dirait enfermée dans un rêve désolé. Elle est tout prêt même de glisser au complet désespoir, quand, renonçant à l'anglicanisme, elle se tourne vers la religion catholique. Cette conversion lui donne un peu d'apaisement.

Une résignation bien chrétienne n'est d'ailleurs pas superflue pour supporter l'espionnage dont elle est l'objet de la part de sa belle-mère, la princesse Julia. Cette vieille dame, douée d'une intelligence rare et d'une pénétration inouïe, met en œuvre des ruses italianissimes pour surveiller sa belle-fille, dont elle réussit à deviner tous les mouvements d'esprit avec une sûreté étonnante. C'est de beaucoup le personnage le plus curieux, le type humain le plus forte-

ment modelé que Baring ait placé dans ce livre. Guido n'est peut-être pas moins singulier, mais nous n'avons sur son caractère que des vues fugitives, assez saisissantes il est vrai, mais organisées pour notre surprise plus encore que pour notre information. C'est un jaloux, qui redoute de le paraître. Guidé par sa mère, il passe sa vie à épier Blanche. Dès qu'un homme semble inspirer de l'amitié à sa femme, il l'écarte ou lui ferme sa porte. Blanche finit par s'en irriter si fort qu'elle est sur le point, un jour, par mesure de riposte, de fuir avec un Italien qui a pris feu pour elle, mais qu'elle n'aime pas le moins du monde. Quelques heures seulement la séparent de l'heure fixée pour l'éva ion, lorsque Guido tombe brusquement malade. Blanche renonce à son projet et soigne son mari avec un dévouement admirable. Cela dure des années. Guido ne quitte jamais plus son lit et nous soupçonnons qu'il se condamne héroïquement, follement, méchamment, à ce rôle d'invalide pour tenir sa femme captive. Combien de temps jouerait-il ce rôle, si Blanche ne rencontrait un Anglais, Bernard Lacy, qui éveille enfin son cœur depuis si longtemps endormi? Un soir, elle s'attarde dans un salon du palais à converser avec ce jeune homme — qui a quelque quinze ans de moins qu'elle — lorsque Guido, qui vient de retrouver mystérieusement la mobilité, fait une entrée d'un effet dramatique extraordinaire... Le lendemain il signifie à sa femme sa volonté de se séparer d'elle.

Pendant plusieurs années Blanche, qui a éloigné, comme par pénitence, l'amoureux Bernard, erre de rivieras en villes d'eaux, en compagnie d'un de ses oncles, Henry Clifford, artiste de la bohême bourgeoise, et la fille de celui-ci, Rose-Mary. Devenue tutrice de cette dernière, à la suite de la mort de Henry, Blanche retourne vivre en Angleterre, où elle rencontre souvent Bernard. Celui-ci l'aime toujours, mais se sent vivement attiré aussi par Rose-Mary. Finalement c'est cette dernière qu'il se résout à demander en mariage, mais Blanche, qui, devenue veuve, est libre, feint de croire que c'est elle-même que Bernard a l'intention d'épouser et par là force la main du jeune homme, qui la conduit bientôt aux autels. Cette ruse de Blanche n'est pas tout à fait aussi noire qu'elle le paraît. Outre qu'elle trouve une certaine excuse dans la passion folle de Blanche pour Bernard, elle s'inspire aussi de raisonnements opportunément éclos dans la cervelle de l'amoureuse, « J'ai pu, moi, oublier Stanhope après avoir épousé Guido. Rose-Mary, pareillement, oubliera Bernard ». Ainsi l'erreur du premier mariage de Blanche pèse comme une fatalité sur sa vie.

La dernière partie du roman pourrait s'intituler, comme un roman de Galsworthy récemment traduit, « Aux Aguets ». Rose-Mary, qui

aime Bernard, et a dû se résigner à faire un mariage de raison, guette le ménage de sa tutrice qu'elle hait. Blanche redoute que Rose-Mary lui enlève Bernard et vit des années d'attente et de terreur. Elle est trop vieille et Rose-Mary trop jeune, elle le sait et elle en souffre. Finalement, cédant à l'impulsion de ses nerfs, elle révèle elle-même à Bernard qu'il aime Rose-Mary, ce dont, un peu naïvement, celui-ci ne s'était pas avisé. De tous côtés la pression des passions s'accroît, mais aucun geste ne s'ensuit, car, maintenus par la notion du devoir, tous les personnages de ce drame « refoulent ». Exercice douloureux, dont Blanche finira par mourir. Peu de temps après cette mort, Bernard épouse Rose-Mary. Cette union, point terminal du roman, coïncide avec la déclaration de la guerre, qui marque la disparition du monde aristocratique, où nous avons été introduits. Car, d'un certain point de vue, *la Princesse Blanche* est un roman social, qui évoque, dans la première partie, la société romaine à la fin du XIXe siècle, dans la seconde la vie aristocratique dans un grand domaine anglais (le château de Bernard), à la fois citadelle d'art et somptueux rendez-vous de chasse. Pour dépeindre précisément l'atmosphère de ces sociétés, Baring a introduit dans son vaste roman de très nombreux personnages secondaires. Trop nombreux du reste, car leurs entrées et leurs sorties finissent par nous étourdir. Trop secondaires aussi, car, également policés, ils se ressemblent trop, par leur culture apparemment brillante et réellement médiocre, leurs moyens limités. Mais, si leur nombre est excessif, leur utilité est certaine : de tels hommes devaient bien constituer le décor humain, apaisant et lassant, de la vie-fleuve d'une princesse Blanche.

Les principaux personnages du roman sont l'objet d'une étude psychologique inégalement poussée et réussie. D'une façon générale la première partie du livre, la « romaine », leur est plus favorable que la seconde. Blanche ne nous paraît jamais si vivante, si attirante, qu'à l'époque de son anesthésie sentimentale. Elle n'est pas la seule femme, il est vrai, qui se trouve dans ce cas. Autour d'elle, alors, les scènes sont adroitement disposées pour tenir notre curiosité en éveil et le personnage machiavélique de la princesse Julia communique à l'évocation de tout ce groupe une petite saveur stendhalienne.

La seconde partie du livre se ressent fâcheusement de la fixité des situations sentimentales qui y sont présentées. Les deux femmes, Blanche et Rose-Mary, sont figées dans leur jalousie respective et se condamnent à une défiance silencieuse d'où elles ne sortent jamais. Cette énergie nous écrase, sans supprimer certaines curiosités, que M. Baring, pourtant disert, n'a pas satisfaites. Comment, par exemple, se comportent dans l'intimité cette Blanche, ce Ber-

nard, qui se sont attendus si longtemps? Énigme. On dirait qu'il n'est qu'esprit dans les personnages de M. Baring. Ils ont parfois une aura, un corps astral, mais la chair leur fait défaut.

Les scènes essentielles, les scènes pathétiques de ce roman ne sont jamais tirées du côté de l'effet. L'auteur atténuerait plutôt leurs couleurs pour qu'elles ne semblent pas se détacher des tableaux secondaires qui les entourent. On ne voit jamais paraître ici un seul de ces petits signes précurseurs, qui, dans le roman français, annoncent la venue des crises. A celles-ci, au contraire, on est conduit insensiblement, sans y prendre garde, et l'extraordinaire est artistement ramené aux proportions du banal. Comme dans la vie, tous les épisodes sont marqués d'un sceau d'égalité. Il faut le recul du temps, la progression du roman, pour qu'un classement rétrospectif se fasse et que, de la forêt des actes et des images, se dégagent quelques sommets.

La Princesse Blanche contient une morale que l'auteur, prudemment, a pris soin d'indiquer dans sa préface à la faveur d'une citation de Cervantès que voici : « L'amour ne peut être vaincu que par la fuite [c'était aussi l'avis de Napoléon]. Nul ne saurait se mesurer contre un ennemi aussi puissant, car il faut recourir aux forces divines pour vaincre cette passion humaine ». Au premier examen le geste de Blanche ne paraît guère illustrer cette morale, puisque cette charmante femme ne trouve de refuge dans la religion qu'au moment où elle n'est pas amoureuse. Mais le dessein de Baring apparaît plus nettement si l'on observe que, dans la seconde partie, Blanche, à qui la jalousie a fait ressentir mille souffrances, connaît une sorte d'apaisement supérieur, le jour — qui précède de peu sa mort — où elle renonce à elle-même et admet l'amour de Rose-Mary et de Bernard, de qui, devenue parfaitement altruiste, elle ne souhaite plus que le bonheur. Ainsi le sacrifice, le renoncement — asiles divins — sont dans *la Princesse Blanche*, comme dans *Daphne Adeane*, la suprême leçon de Baring.

Mais un livre ne prêche pas toujours comme son auteur, et si M. Baring ne nous avait pas avertis, nous aurions peut-être attaché plus d'importance encore à certain dialogue entre Blanche et la mère d'Adrian Tyne où se trouve exposée la théorie des compensations. « On paie par la souffrance que l'on éprouve ici même tout ce que l'on a fait souffrir aux autres. » Blanche en effet semble bien, auprès de Guido, payer la douleur qu'elle a donnée à Stanhope, auprès de Bernard celle qu'elle a prodiguée à Rose-Mary.

Et si l'on ne cherchait pas de morale du tout, on porterait toute son attention sur l'affirmation de la toute-puissance du Destin, constamment réitérée dans le livre. Que nous côtoyions tant d'êtres

sans en rien tirer, jusqu'au jour où le Hasard nous saisit par la manche pour nous jeter brutalement contre l'un d'entre eux, qui « fera » notre vie, chacun s'en étonne dans la réalité et M. Baring n'a fait que s'inspirer heureusement de la vie, en concentrant maintes lumières sur ce jeu étourdissant, vertigineux des rencontres...

L'abondance même des leçons que ce livre enferme nous fournit surtout la preuve — et c'est l'essentiel — de sa richesse. Il y a des longueurs sans doute dans *la Princesse Blanche*, quelques chapitres presque académiques et froids, des carences aussi dans l'exposé psychologique. Mais l'œuvre a de la force, du charme. On s'irrite au début de l'abondance de détails qui semblent vains, puis on finit par céder à cette insistante pression, par aimer ces personnages, par se mêler à leur vie. *La Princesse Blanche* nous semble une des œuvres les plus remarquables de la littérature anglaise d'après-guerre.

Murder-Party, par **Henry Bordeaux**,
de *l'Académie française* (*Plon*).

Les journaux, l'an dernier, ont beaucoup parlé de cet étrange jeu de société importé d'Amérique : *la murder-party*. Le maître de maison qui l'organise met en scène un faux assassinat. Les invités, jouant le rôle de détectives, sont sollicités de reconstituer l'origine du drame et de découvrir le coupable. M. Henry Bordeaux a dépeint, dans son dernier roman, une soirée de ce genre. Le scénario que les amis de la comtesse de Foix doivent deviner, pour expliquer le meurtre dont le spectacle leur est offert, est déjà par lui-même ingénieux à souhait. Mais ce qui le pimente singulièrement, c'est que ce faux drame dégénère, à la stupéfaction, à l'horreur générales, en vrai drame, l'actrice qui devait être victime d'un assassinat simulé recevant une très authentique balle de revolver au cours de cette nuit peu banale. On imagine quels effets peuvent être tirés par un romancier adroit de ce mélange de fiction et de tragique réalité. Tous les êtres nous apparaissent déjà, en temps normal, assez troublants par l'effort, involontaire le plus souvent, qu'ils font pour dissimuler derrière un personnage d'invention leur vraie nature. En les incitant à renchérir sur leur propre jeu, en brouillant incessamment devant eux, comme dans un drame pirandellien, toutes les lignes de la réalité, on les place dans les meilleures conditions possibles pour révéler la complexité, la mobilité de leurs traits psychologiques. Le romancier averti qu'est M. Henry Bordeaux a tiré le meilleur parti possible de cette situation.

La mort du Président Harding. Souvenirs de G. B. Means; traduits par **Pierre Belperron** (*Plon*). — **Al Capone,** par **Fred Pasley;** traduction de **V. de Prethod et Blaise Cendars** (*Au Sans Pareil*).

Voici deux ouvrages qui nous révèlent sous leur aspect le plus étrange les mœurs politiques des États-Unis. Le premier a trait à la mort du président Harding, survenue en 1923. Il a été rédigé d'après les souvenirs de G.-B. Means, un des principaux détectives du ministère de la Justice : les témoignages stupéfiants qu'il apporte ont été corroborés par diverses enquêtes officielles et semblent généralement considérés comme valables aux U. S. Sans entrer dans le détail des rocambolesques aventures où fut engagé Gaston Means, il importe de savoir que M. Harding, au temps de sa présidence, était entièrement dans la main d'une bande de politiciens et de hauts fonctionnaires sans scrupules, qui, utilisant au mieux l'appui que le chef de l'État *devait* leur prêter, se faisaient octroyer pour une bouchée de pain de gigantesques concessions de pétrole, prélevaient une dîme formidable sur les affaires des grands bootleggers, auxquels, par compensation, ils assuraient l'impunité, faisaient modifier, en faveur de grandes firmes industrielles les décisions des juges fédéraux, vendaient des acquittements, des libertés provisoires, trafiquaient de l'alcool confisqué, etc... Cette « bande » tenait ses conseils et conservait ses archives dans une maison-forteresse, où Means, sous l'apparence d'un paisible locataire, faisait réellement fonction de secrétaire général de l'association.

Qui sait combien de temps ces colossales prévarications auraient pu durer si madame Harding n'était pas entrée en scène? Cette « présidente » énergique, ambitieuse et quelque peu détraquée se considérait comme « l'enfant du destin » chargé de prouver qu'au XXe siècle une femme pouvait régir le monde. Mais pour établir son gouvernement personnel elle jugeait nécessaire que le président fût réélu et cette réélection ne paraissait possible que si l'on débarrassait préalablement M. Harding de la « bande ». Madame Harding entreprit cette tâche, mais la jalousie troubla son jugement. Le président avait pour maîtresse une jeune fille, Nan Britton, que madame Harding fit surveiller par Means. Bon détective, Means s'acquitta fort bien de la mission et vola à miss Britton tous les documents compromettants qu'on lui avait signalés. Mais en poussant plus avant ses recherches, il brouilla le jeu de la « bande » qui se servait de Nan Britton, et se trouva ainsi tout à coup en lutte avec ses complices ordinaires. Il y eut, à la Maison Blanche même, des scènes violentes, qui furent vaguement connues du public et

provoquèrent un scandale. Certains agents de la « bande » s'affolèrent et furent sur le point de faire aux journaux des révélations, qui n'eussent pas manqué d'être sensationnelles. Prudemment, les organisateurs de la grande combinaison firent mourir subitement ces collaborateurs trop nerveux, et, à ce prix, ils obtinrent le silence. Il eût été complet et nous ne saurions rien de précis sur cette splendide organisation d'assassinat et d'escroquerie officielle, si madame Harding, sentant que son mari ne sortirait pas indemne d'une campagne que l'on commençait alors d'organiser contre lui, n'avait pris le parti de l'empoisonner. Cette fois il y eut des enquêtes et il fut malaisé de tout cacher. Means, pour finir, se chargea de découvrir au public les arcanes de l'affaire.

L'ouvrage qu'il a inspiré, et dont M. Pierre Belperron nous donne une bonne version intelligemment annotée, contient des lacunes et des obscurités. On ne saurait évidemment le recommander si l'on ne songeait qu'à la littérature « pure », mais il faut le considérer comme un document, un des plus extraordinaires documents que l'on ait jamais publiés.

Al Capone, dont Fred Pasley nous conte l'extravagante et authentique histoire, est, lui, un des personnages les plus considérables de l'Amérique 1931. On hésiterait à faire de la publicité à ce « tsar des bandits de Chicago », si sa puissance n'apportait la preuve la plus frappante des dangers auxquels l'Amérique s'est exposée en adoptant la loi de prohibition. Arrivé il y a dix ans aux États-Unis sans un sou, Capone est aujourd'hui le grand maître de la fabrication et de l'importation de la bière et des liqueurs à Chicago. Il contrôle presque tous les lieux de plaisirs, maisons de jeu, maisons de prostitution. Le fisc évalue sa fortune à vingt millions de dollars. Dix-huit gardes du corps l'accompagnent au théâtre et il se promène dans une auto blindée que précèdent et suivent des voitures chargées d'amis bien armés. La municipalité lui est soumise, et la police, le plus souvent, touche complaisamment une part de ses bénéfices.

Pour arriver à cette brillante situation, Capone a dû montrer beaucoup d'audace. Il lui a fallu éliminer maints chefs de bandes ennemis, qui tentaient de lui ravir son monopole. Fred Pasley décrit de sanglantes batailles de gangsters, qui rejettent au rang des berquinades les récits de Nick Carter dont s'amusent les enfants. Les bootleggers se livrent entre eux en pleine rue des batailles à coup de mitrailleuses. On ne compte plus les meurtres dont ils sont responsables. Le dernier grand coup de la bande Capone date du 14 février 1929. Ce jour-là, sept gangsters, ennemis de « Al », furent massacrés d'un seul coup. Capone, du reste, ne fut nullement inquiété

pour ce fait d'armes. A Chicago l'impunité lui est assurée. Les témoins qui veulent déposer contre lui sont toujours supprimés à temps. C'est un grand électeur, un ami de la police, un homme puissamment riche et universellement redouté. Dans les bas-fonds, il fait figure de héros et de grand chef de guerre. Sous ses auspices l'organisation des fraudeurs, des voleurs et des assassins a atteint un degré de perfection jusqu'alors inconnu. C'est quelque chose, mais pour ceux qui considèrent ces grandes aventures de loin, un pays qui les tolère et se soumet à une pareille dictature semble singulièrement compromis et menacé.

Gens de la Côte, par **Johan Bojer.**
Traduction **P.-G. La Chesnais** (*Calmann-Lévy*).

Les lecteurs de la *Revue de Paris* ont eu, à maintes reprises déjà, l'occasion d'apprécier le grand talent de M. Johan Bojer. Ils savent de quelle poésie, de quelle émotion, ce romancier sait enrichir les scènes de la vie paysanne, qui constituent le plus souvent la matière de ses livres. M. Bojer est un grand peintre de la nature et il nous a appris à aimer ces paysages norvégiens, que la lumière changeante transforme incessamment. Son style est net et alerte, et, lorsqu'il s'adapte aux monologues intérieurs des paysans, il a les douceurs caressantes, la force poétique des meilleurs contes d'Andersen. On trouve dans ses romans l'analyse de tous les grands sentiments humains : l'amour de la terre dans *Dyrendal*, la passion de l'aventure et de la mer dans le *Dernier Viking*, le goût des transformations apparentes dans *le Caméléon*, l'inquiétude spirituelle dans le *Nouveau Temple*. Et tous ces beaux récits sont enveloppés d'une grande paix, dont on ne sait si elle reflète l'apaisement de la nature dépeinte ou la sérénité de l'esprit qui les évoque.

Gens de la côte, que vient de traduire M. P.-G. La Chesnais, met en scène une pauvre famille de pêcheurs pour qui le premier, le plus grave des problèmes est tout simplement de subsister. Un moment l'espoir illumine cette maison, les enfants sont sur le point de faire de beaux mariages. Mais la malchance s'en mêle et bientôt tous se retrouvent au logis, ruinés, et plus vivement pressés que jamais par la misère. Ce thème sombre est l'occasion d'une série de tableaux variés, rehaussés, comme les maisons du pays, de couleurs vives et artistement heurtées : noce dans une grande ferme, cuisine dans un hôtel de la ville, plages « marines », pâturages, etc... Ce sont des cadres où le talent de M. Bojer s'exerce avec une sûreté extraordinaire toute proche de la perfection. Nous admirons au passage la virtuosité avec laquelle il « varie » des situations, des scènes, avec

lesquelles il nous a déjà familiarisés : par exemple les manifestations de jalousie des divers héritiers d'un même domaine, les jeux et monologues intérieurs d'un enfant dans une étable. Son œuvre si ample déjà offre à M. Bojer des éléments magnifiquement cristallisés, auxquels il réussit d'ailleurs, chaque fois, à infuser une vie, une puissance nouvelles.

Rabelais, par **Anatole France** (*Calmann-Lévy*).

Cet ouvrage n'avait paru jusqu'à ce jour qu'en édition de luxe; le voici, pour la première fois, mis, matériellement, à la portée du grand public. Anatole France, avant la guerre, fut appelé à Buenos-Ayres pour faire une série de conférences. Le sujet choisi était Rabelais. Ce sont ces causeries qui sont réunies en volume. On y goûtera une fois de plus la merveilleuse clarté du maître, qui sait ici, dès l'abord, dégager en quelques pages le sens profond de la Renaissance et de la Réforme. Dans l'ensemble, son étude porte surtout sur la biographie de Rabelais, qu'il restitue d'après les travaux les plus récents, et sur l'analyse détaillée des cinq livres. Au passage France note les emprunts fait par Rabelais aux écr vains de l'antiquité ou du moyen âge, et, poursuivant l'étude du thème, montre comment il fut exploité dans la littérature après le XVIe siècle. Rien ne lui paraît plus légitime que ces emprunts, et tous les grands créateurs ont pensé comme lui. On n'a jusqu'à ce jour rencontré que des sots pour professer l'opinion contraire et s'étayer sur elle pour présenter France lui-même comme un plagiaire...

MARCEL THIÉBAUT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.